Lettres de l'impératrice Marie Féodorowna à l'empereur Alexandre Ier[1]).

Von

Seiner Kaiserlichen Hoheit Großfürst **Nikolaj Michajlovič.**

On a conservé aux Archives de l'Etat plusieurs liasses de lettres de l'Impératrice Marie à son fils aîné. Il y eut certainement durant les vingt-quatre ans du règne un échange très suivi de correspondance entre l'Empereur et sa mère: si les matériaux nous en étaient parvenus dans toute leur intégrité, l'historien de cette époque agitée y trouverait une précieuse ressource. Malheureusement on se heurte une fois de plus ici dans nos archives à de regrettables lacunes, qui s'expliquent tout naturellement par la destruction intentionelle de nombreuses pièces. Lettres et documents furent particulièrement soumis à de systématiques et impitoyables auto-da-fés par l'Empereur Nicolas Ier, et quantité de curieux autographes disparurent ainsi sous son règne. Jaloux de la mémoire de son frère aîné, il brûlait de propos délibéré tout ce qui pouvait si peu que ce fût la ternir. Ainsi s'explique la mention souvent répétée: „Brûlé comme inutile pour la postérité", sur des papiers du règne d'Alexandre Ier.

On peut donc admettre que la correspondance de l'Impératrice Marie avec son fils aîné dut être en grande partie sacrifiée dans ces conditions. On ne saurait comprendre autrement qu'il n'en restât que des lettres d'un caractère tout familial, et encore uniquement des vingt dernières années du XVIII. siècle, du temps de l'adolescence du jeune prince, sous les règnes

---

[1]) Die im folgenden abgedruckten Briefe sind bereits im „Russkij Archiv" (1911) veröffentlicht; ihre Bedeutung rechtfertigt aber die Veröffentlichung auch in unserer Zeitschrift.

de Catherine II et en partie de Paul I. De 1799 à 1805, rien, non plus que de 1811 à la fin du règne.

De 1806, 1807, 1808 et 1810, on a bien quelques lettres isolées, mais l'enveloppe porte, de la main de l'Impératrice Marie, la mention: „Une lettre de moi à feu l'Empereur", soulignant comme une intention de réserver le document pour sa postérité. De ce vœu si nettement exprimé par sa mère, l'Empereur Nicolas était sans doute fort respectueux, et les pièces en question nous ont été miraculeusement conservées. Ce sont quatre de ces lettres de l'Impératrice à son fils, une de 1806 et trois de 1807, que nous offrons ci-dessous au public [1]).

Leur lecture fait vivement regretter qu'il n'en ait été conservé que quelques unes. Elle explique aussi l'idée de l'Impératrice Marie de les destiner à la publicité: ce sont en effet de longs messages où la mère donne à son fils, d'une manière nette et détaillée, une foule de conseils en matière de la politique intérieure et extérieure, qu'elle tient à transmettre à la postérité. Si on n'oublie pas qu'elle avait songé, lors de la tragédie de 1801, à prendre en main les rênes de l'Etat, on comprendra mieux sa nervosité dans toutes les circonstances dont elle ne pouvait se désintéresser.

Sa lettre de 1806 laisse entrevoir des velléités d'influence en politique extérieure et intérieure, et critique tous les actes de ce commencement de règne, souvent opposés à ses conseils. On peut en inférer avec certitude, en l'absence de toute correspondance antérieure, la lutte acharnée qu'eut à soutenir à ses débuts le jeune Souverain contre les idées de sa mère et la résistance qu'il sut y opposer pour assurer le triomphe des siennes et sa liberté d'action.

Les trois lettres de 1807 accusent plus nettement encore les visées ambitieuses de l'Impératrice, et, dans les allusions qu'elle y fait aux règnes précédents, on sent tout son dépit de n'être pas au pouvoir. A la lecture attentive de ces documents,

---

[1]) Une autre de ces lettres, du 25 Août 1808, avec la réponse de l'Empereur, a été publiée par l'historien Schilder dans la Rousskaia Starina, 1899, fasc. IV. L'enveloppe de la lettre de l'Impératrice portait de sa main la mention: „Une lettre de moi à l'Empereur Alexandre de l'année 1808".

on demeure confondu de la patience de l'Empereur, qui, non content d'absorber les interminables pancartes maternelles, ne pouvait encore se dispenser d'y répondre.

Ce qui reste des lettres de l'Impératrice, donne une idée suffisante du caractère de celles qui sont perdues, et il est évident qu'elle finit bien par gagner un certain ascendant sur son fils. Dans celle du 18 Avril 1806, par exemple, elle le presse de congédier le prince Adam Czartoryski, et celui-ci, effectivement, ne tarde pas à être remplacé par le Baron Budberg. En un mot, son influence sur son fils, dans tout le cours du règne, ne saurait actuellement faire aucun doute; elle pesait pourtant à l'Empereur, qui ne cédait que par intermittences et de guerre lasse, mais qui cédait.

Faute de documents, il est malheureusement impossible, encore une fois, de faire une étude suivie de cette influence et des luttes dont elle fut le prétexte, mais c'était bien une réalité, et ce fut même souvent une obsession pour l'Empereur, comme on le voit dans sa correspondance avec sa sœur la Grande-Duchesse Catherine et dans celle de l'Impératrice Elisabeth avec sa mère la Margrave de Bade. Nous ne désespérons pas de pouvoir avec le temps faire à l'aide d'autres documents une lumière plus complète sur les rapports d'Alexandre Ier avec sa mère; mais on ne saurait trop déplorer la mutilation de leur correspondance.

Voilà comment la critique historique est ici à l'étroit, réduite à se servir de documents tronqués, qui n'ouvrent sur la réalité que de rares échappées, sans pouvoir fournir un tableau d'ensemble bien complet des rapports des contemporains entre eux, de leur œuvre et de leurs compétitions.

Grand-Duc Nicolas Mikhailowitch.

I.

Cher et bon Alexandre. Si je savais être heureuse isolément, je n'aurais qu'à vous exprimer tout le bonheur que votre tendresse répand sur mes jours, qu'à vous répéter journellement que je vous aime comme le meilleur des fils et que, par votre amitié et vos soins, vous répandez sur la fin de ma carrière toute la douceur et le charme de l'amour filial. Mais,

cher enfant, mon cœur ne sait pas être égoïste; je voudrais voir élever dans tous les cœurs l'autel de l'amour et de reconnaissance pour vous comme il est élevé à si juste titre dans le mien, mais qu'il m'en coûte de devoir vous dire, cher et bon Alexandre, que le contentement n'est pas aussi généralement répandu qu'il devrait l'être et qu'il dépend de vous de le répandre. Cher Alexandre, il existe du mécontentement, il en existe et dans la capitale et dans les provinces. Il est fondé en partie, et il me paraît injuste dans l'autre. Le cœur de votre Mère va s'épancher dans le vôtre, non, cher et bon Alexandre, avec l'âpreté du reproche, ni avec la ridicule prétention de s'ériger en juge dans des objets au-dessus de ma portée et de mes connaissances, mais avec l'abandon de la confiance qui dit à son enfant, à son ami: voilà ce qui est mal, voici ce qui me le paraît; voyez, examinez, jugez et profitez des avertissements de la meilleure et de la plus vraie de vos amies.

Les raisons du mécontentement, cher Enfant, parvenues à ma connaissance, paraissent pouvoir se classer sous quatre points:

1. La crainte et l'attente des événements politiques.
2. La crainte du désordre qui s'établit dans le régime intérieur de l'Etat.
3. La scission indécente qui règne dans le ministère et
4. Le mécontentement personnel contre vous, cher Alexandre, sous le rapport de devoirs d'Empereur.

Ne commettez pas l'injustice impardonnable vis-à-vis de vos sujets de ne pas vous croire aimé par eux: non, Alexandre, vous pécherez devant Dieu et devant eux, de vous permettre et de vous arrêter à cette idée. Souvenez-vous de tout ce qui s'est passé pendant votre absence! Souvenez-vous de l'accueil que vous avez reçu à votre retour! Souvenez-vous des larmes de bonheur que vous avez répandues à ces témoignages d'amour de vos sujets qui, disiez-vous si bien alors, vous faisaient oublier toutes vos souffrances, et bannissez cette idée cruelle, qui paralyserait tout l'élan que votre cœur doit mettre à faire le bonheur de vos sujets. Vous êtes aimé, cher et bon Alexandre, on rend justice à vos bonnes et excellentes qualités, mais il dépend de vous de l'être encore bien davantage, comme je vous le dirai

dans le 4-e point de ma lettre. J'en viens au premier, celui de la crainte et de l'attente des événements politiques. L'horizon se trouble de plus en plus depuis la malheureuse paix de Presbourg: l'Allemagne est bouleversée, l'Italie en entier a passé sous la domination de la France, la Hollande va appartenir au frère de Bonaparte; un des membres de sa famille est devenu même Prince Souverain en Allemagne; l'Etat Ecclésiastique est menacé de changements, et la Dalmatie, l'Istrie, passées au pouvoir de la France, servent au rassemblement d'une armée considérable, qui peut nous menacer d'un moment à l'autre d'une invasion dans la Moldavie et la Valachie; l'Autriche est paralysée et hors de combat, et la Prusse, assez perfide pour s'enrichir des dépouilles de la puissance avec laquelle elle était sur le point de signer un traité d'alliance, en contracte elle-même avec la France et, découvrant ainsi les principes de la conduite astucieuse qu'elle a tracée jusqu' ici, nous prouve évidemment que nous ne pouvons que la compter au nombre de nos ennemis.

La Turquie, en reconnaissant Bonaparte, a fait le premier pas d'un rapprochement vis-à-vis de la France, et, s'il faut en croire l'opinion générale, elle n'est pas bien disposée pour nous: au reste, il faut se dire que, menacée par la France de se voir disséminée ou flattée par elle de la promesse de l'indépendance de la Crimée et de l'espérance du retour des provinces acquises par feu l'Impératrice, la Turquie, dis-je, doit se porter contre nous ou par le mobile de la crainte ou par celui de l'espérance. Je crois la Suède fidèle à ses traités avec nous, mais elle est sans moyens. Le Danemark, s'il n'est pas de nos amis, du moins n'est pas notre ennemi. Enfin finalement l'Angleterre reste la seule puissance qui lutte contre le Colosse Francais, et la seule que nous pouvons croire dans nos intérêts par le grand principe politique qu'elle y trouve le sien propre. Voilà le tableau rapide des circonstances et de l'état de l'Europe depuis cette malheureuse paix de Presbourg.

En faisant le résumé de ces circonstances, je n'ai qu'une pensée, cher Alexandre, celle de vous développer leur effet sur l'esprit public, et le voici. On se dit: l'existence politique de la Russie est en danger, elle a perdu son influence, sa consi-

dération; elle n'est plus comptée dans la balance de l'Europe, ses alliés sont perdus. L'Autriche a fait la paix la plus honteuse, pour ainsi dire, en face de nos armées; Naples a dû être abandonnée par nos troupes et est subjuguée par la France; enfin nos troupes ont dû se retirer partout: nous avons été leurrés et finalement trompés par la Prusse et trahis par l'Autriche. La gloire de nos armes a souffert l'échec le plus fâcheux; le prestige d'invincibilité acquis sous le règne de feu l'Impératrice, soutenu dans le règne de feu l'Empereur par Souworof, est détruit, et jamais une bataille perdue n'eut des suites plus funestes. Notre soldat n'est plus ce qu'il a été, il n'a pas de confiance dans ses officiers, ses généraux. L'esprit militaire est changé. En un mot enfin, l'armée est désorganisée, et, dans cet état de choses, la Russie se trouve menacée d'une nouvelle guerre. La France rassemble des forces considérables dans les provinces limitrophes de la Moldavie et Valachie; il ne lui en coûte qu'un mot pour soulever les Turcs et la Prusse contre nous. La Russie devra donc résister aux forces réunies de la France, de la Turquie et de la Prusse; heureusement si l'Autriche, forcée par son anéantissement à rester oisive, nous donne le bienfait d'un ennemi de moins à combattre! Et dans ce péril pressant, que faisons-nous, quelles mesures actives prenons-nous? Fort bien, nos armées sont sur les frontières; mais qui trace le plan d'opération à faire? Les jeunes militaires qui entourent l'Empereur lui sont dévoués, attachés, mais ont-ils les connaissances, l'expérience nécessaire pour suffire à un travail qui demande des têtes grises, expérimentées, qui ont la confiance de la nation et qui ont payé de leur personne? Or, où sont-ils? Il n'y en a pas un, de tous ceux qui entourent l'Empereur, qui jouisse de cette confiance politique. On a vu par la bataille d'Austerlitz que la mémoire seule ne suffit pas: il faut un plan raisonné, discuté avec tout le sang-froid de l'expérience, qui calcule tout aussi bien les succès que la possibilité des revers, pour que, dans ces malheureux cas, les têtes ne se perdent pas: une seconde bataille de perdue, et l'Empire est en danger. L'Empereur a prouvé la plus belle valeur personnelle, mais le métier de la guerre veut être étudié à la grande école de l'expérience; il faut donc qu'il consulte des gens qui

y ont passé. Pourquoi ne s'entoure-t-il donc pas de ces anciens vétérans dont le nom seul imposerait déjà aux clameurs lorsqu'on saurait qu'il les consulte, pour arrêter des plans importants que les circonstances du moment exigent si impérieusement, et qui doivent étendre leur entière prévoyance sur toutes les chances possibles pour préserver l'Etat des malheurs, tranchons le terme, de la honte? Les craintes de ce même genre occupent les esprits sur notre politique. On nous sait abandonnés et trahis par la Prusse, et n'ayant pour alliés que l'Angleterre et la Suède: la situation de l'Angleterre ne nous rend son amitié utile que sur mer, mais, si la lutte commence, nous seuls la soutiendrons sur le continent, et certainement tous les esprits sont tendus et inquiets sur le parti que notre cabinet a pris. L'injustice des hommes est et sera toujours telle, que le succès seul décide du suffrage ou du blâme d'une entreprise, et tel plan, admiré généralement au premier moment de son développement, entraîne le blâme après lui, si le succès ne couronne pas l'entreprise. Tel a été le cas de l'événement de l'automne passé, qui, après avoir exalté l'esprit de beaucoup de monde, est blâmé dans ce moment assez généralement, parce que les uns ajoutent au succès malheureux de la campagne la réflexion qu'ils ont été opposés au projet même d'entrer en lice avec les Français; les autres, qui ont même approuvé et apprécié toute la beauté et la magnanimité des projets, trouvent conjointement avec les premiers que le plan, superbe et grand dans son principe, a été mal conduit, que nos informations sur l'etat des puissances étaient fausses, et accusent le Ministère de manquer de prévoyance et de prudence. On se réunit donc à fonder la crainte pour l'avenir sur le passé; l'on n'a aucune confiance dans les nouveaux plans politiques de notre Ministère, et c'est ce manque de confiance qui excite la crainte et la terreur pour l'avenir: ainsi le premier point de mécontentement porte et se fonde sur le manque de confiance dans les chevilles ouvrières, et pour la partie militaire et pour la politique.

Le second objet d'inquiétude et de mécontentement est celui du désordre qui s'établit dans le régime intérieur de l'Etat. Il faut reprendre les choses, pour ainsi dire, dès votre avènement

pour l'analyser. Il est sans aucun doute que la partie administrative de l'intérieur de notre pays avait été négligée dans les dernières années du règne de feu l'Impératrice, quoiqu'en même temps on ne puisse se dissimuler que le caractère du gouvernement d'alors, même dans cette partie, portait l'empreinte de la force, de l'énergie, et que l'esprit public valait infiniment mieux que dans ces temps-ci; mais il est tout aussi vrai qu'il se faisait de grands abus. Feu l'Empereur voulut porter remède, et le mal se cacha sous des dessous trompeurs; il se fit plus en cachette, mais il existait cependant. Vous parvîntes, cher Alexandre, si inopinément au trône, si jeune, que, quoique placé par votre Père au Sénat, au Collège de Guerre, au Grand Conseil, vos occupations militaires absorbant la plus grande partie de vos loisirs, vous ne pûtes connaître à fond le véritable état de votre Empire. Les horribles circonstances de votre avénement ayant ébranlé, pour ainsi dire, le trône lui-même et changé l'esprit public, qui a passé dans un jour de la crainte presque à la licence, vous dûtes presqu'une année entière plier aux circonstances et donner vos soins à rassurer les esprits, à y remettre le calme et l'assurance. Je place cette époque du retour à un calme parfait, au printemps de l'année 1802, après l'éloignement de Platon Zoubof. Pendant l'année 1801, il vous fut donc impossible encore d'apprendre à connaître votre pays, et il paraît probable que ce n'est que le printemps et l'été de 1802 que vous y avez donné vos soins. Vous avez fixé en automne de cette année la nouvelle organisation de l'administration présente et vous avez formé votre nouveau Ministère. Cette organisation a eu des détracteurs et des chalands. Elle a été critiquée parce qu'elle était la copie de l'administration moderne de la France et pour la chose et pour le nom. Elle a été critiquée parce qu'elle détruisait d'anciennes formes en introduisant des nouvelles et touchait à un mode d'administration organisé par Pierre I[er], et elle n'a pas trouvé de partisans parmi les personnes d'âge habituées au régime passé. Elle a été approuvée par d'autres, parce qu'on croyait y trouver plus de moyens d'ordre, moins de facilité au gaspillage, plus d'énergie et d'activité, enfin une organisation plus parfaite et moins de possibilité à la volonté arbitraire: en un

mot, on veut y voir un pas de gagné sur le despotisme. Les anciens, par contre, prédisaient que le désordre devait s'établir par ce mode de gouvernement. Enfin tant y a que la voix publique dit que l'administration intérieure des provinces n'en est pas devenue meilleure, que la vénalité est plus forte que jamais et que ces nouveaux arrangements portent de la lenteur dans les affaires et mille difficultés dans l'exécution. On croit que le pouvoir des gouverneurs est trop limité et leur responsabilité trop grande en proportion, et que c'est la cause que toute place de gouverneur est difficile à remplir et que tant de personnes les refusent. Enfin les changements faits dans plusieurs de nos provinces allemandes sont aussi une grande cause de mécontentement. On trouve que, dans le mode actuel, l'énergie manque et que le gouvernement n'est pas assez respecté, parce que les intermédiaires n'ont plus le pouvoir en main, qui donne à leur personne un caractère respectable. Chaque nouvelle mesure déplaît toujours, et il faut qu'elle ait passé par le creuset de l'expérience pour qu'on l'adopte avec plaisir et qu'elle acquière des titres au respect et à la confiance. Enfin on se dit que jusqu'à ce moment les ministres n'ont pas d'instructions encore, que personne d'eux ne sait jusqu'où s'étendent ses devoirs, sa responsabilité, et qu'il y a des points de contact d'autorité qu'eux-mêmes ne savent pas résoudre, et que tout ceci nuit à la marche des affaires. Si j'ajoute une réflexion à ce point, j'espère, cher Alexandre, qu'en la lisant, vous vous direz que je ne la trace pas en ajoutant l'idée d'un conseil à vous donner, mais que je vous énonce purement et simplement mes façons de penser. Vous avez organisé et décrété une fois le nouveau mode d'administration, et si peut-être il y avait de la hâte à se déterminer, après dix-huit mois de règne, à un si grand changement, il y aurait de l'inconséquence à le renverser: ce serait une nouvelle source de désordre. Mais il me paraît que l'expérience de trois années consécutives a dû fournir des données sûres sur le fort et le faible de cette administration, sur les changements qu'il y aurait à faire pour donner à cet ordre de choses toute l'énergie, toute l'activité, toute la force, tout l'ensemble, pour faire coopérer chaque partie au bien de l'Etat et puis pour tracer à chacun les limites de son

devoir et de sa responsabilité. Je croirais donc que, sans aucun ébranlement quelconque, sans même donner l'apparence d'aucun changement, il faudrait s'occuper sérieusement à tracer les instructions de chacun des ministres séparément et à faire une instruction générale pour tous qui ferait connaître leur rapport séparé et mutuel, et dans ces instructions on pourrait alors rectifier tout ce qu'il y aurait à changer dans le régime présent. Peut-être même serait-il utile de charger des personnes estimées du public, mais éloignées du ministère, auxquelles on aurait fourni le canevas des devoirs qu'on exige de chacun des ministres, de tracer ces plans d'instruction, qui demanderaient à être discutés ensuite dans votre présence. Ce mode aurait le double bien, savoir, en premier lieu, des instructions où les devoirs à remplir seront fortement prononcés, parce qu'en général il est plus facile et on est plus sévère à tracer des plans de conduite pour d'autres que si on y est intéressé soi même, et, en second lieu, ces mêmes personnes seraient les premières alors, mais par leur amour-propre, à soutenir ce plan d'organisation. En joignant à ces mesures des choix sévères pour les personnes du ministère, en leur accordant la confiance, en les soutenant, les affaires doivent prendre une marche imposante, qui fera cesser les clameurs et maintiendra le bon ordre partout. J'entends dire assez souvent que, du temps de feu l'Impératrice, l'organisation du gouvernement avait l'avantage de déployer de l'énergie et de la force dans chacune de ses parties, et l'Impératrice même, pour ainsi dire, ne faisait cependant que veiller sur les individus auxquels elle avait accordé sa confiance et qu'elle avait rendus dépositaires d'une partie de son pouvoir. Elle les guidait, les redressait. Orlof, Potemkine, Viasemski, malgré toute leur autorité, tremblaient devant elle. Elle avait l'art de maîtriser si bien l'opinion, que, lorsqu'une démarche du gouvernement était même critiquée, le blâme en tombait sur le ministère, et non sur sa personne. Elle avait donné l'apparence de la grandeur et du pouvoir à chaque état, à chaque individu, à chaque département, et, avec tout cela, elle seule avait le sceptre en main, tout en ayant l'air de partager sa puissance. Il est vrai qu'il se commettait de grand abus, mais présentement, cher Alexandre, ni les per-

sonnes, ni les places, ni les départements ne sont respectés, et cependant la masse de votre puissance n'en est pas augmentée, ni les abus moins fréquents. J'oserai avancer hardiment qu'il n'y a pas assez d'intermédiaire entre le souverain et le sujet, les affaires et lui: la plus petite affaire est, pour ainsi dire, portée à votre décision; la responsabilité du ministre en diminue, mais celle du Souverain en augmente, et celui d'un Empire comme la Russie dont l'étendue est immense ne peut suffire par cette organisation à remplir les devoirs qu'il s'est imposés, et il doit ainsi négliger les grandes affaires, au lieu qu'il paraîtrait que ses occupations seraient assez étendues selon la mesure des forces humaines, en se bornant à diriger et à surveiller les grandes mesures d'administration civile et en rendant les ministres responsables de l'exécution.

Le troisième point de mécontentement porte sur la scission indécente qui existe dans le ministère. Vous n'ignorez vous-même pas, cher Alexandre, le peu d'union qui règne entre tous ces messieurs. Si l'éloignement de ces messieurs l'un pour l'autre n'était qu'individuel, ce ne serait jamais au Souverain à le connaître: il ne peut ni ne doit s'ingérer dans des disputes particulières, mais, s'il est de fait que ces scissions nuisent au bien des affaires, parce que les mesures individuelles que chaque ministre prend dans son département sont critiquées par les autres, je demande alors quelle confiance le public peut prendre dans les démarches d'un ministre que ses collègues critiquent, et quel ébranlement cela doit donner à l'opinion publique sur les mesures du gouvernement. Si le blâme des mesures prises à faux porte avec justice sur les ministres, il porte en même temps sur le Souverain, qui en a fait choix et qui a approuvé ses mesures. Si le blâme est injuste, il est de la dignité du Souverain d'interposer son autorité pour le faire cesser, et d'exiger de ses ministers de respecter la dignité de leur collègue dans tout ce qui a rapport aux affaires de sa place, où il ne parle et n'agit qu'au nom du Souverain même, après que celui-ci a sanctionné ses mesures. Aussi longtemps que la sanction Impériale n'est pas donnée, la discussion doit être permise, tant de collègue à collègue, si les affaires de l'un ont du contact avec les affaires de l'autre, que de la part du

ministre vis-à-vis de son Souverain même: il doit oser lui dire sans crainte toutes les vérités qui ont rapport à sa partie, et y ajouter tout ce que le zèle lui inspirera pour appuyer ses raisons; mais la décision du Souverain est-elle prononcée, et se trouve-t-elle même en contradiction avec la façon de voir du ministre, celui-ci doit être, par le devoir de sa place, le premier cependant à la soutenir en public et ne pas se permettre de la critiquer. Voilà le devoir de l'honnête homme en place! Il doit soutenir le respect public pour son Souverain, ou se démettre de sa place, s'il croit que sa façon de voir ou de penser est trop éloignée de celle de son Souverain. Cette unité dans le Ministère est absolument nécessaire pour donner de la force et de l'énergie au Gouvernement: le manque d'harmonie paralyse le Gouvernement en détruisant la confiance du public. Vous n'ignorez pas, cher et bon ami, que presque tout votre Ministère actuel n'a pas le bonheur d'en jouir. Il ne m'appartient pas, et je ne me permets pas, de juger si cette défiance est fondée ou non, mais il est certain qu'elle existe, et qu'elle ne diffère que dans le plus ou moins individuellement. Celui qui est le plus en butte à la haine publique est le Pr. Czartoriski. Deux raisons se réunissent pour exciter cette haine, celle qu'il est polonais et celle des malheurs de l'automne passé. Si je m'arrête plus longuement sur ce point, c'est que je me dois à moi-même et à vous, cher Alexandre, de l'analyser plus en détail. Vous vous rappellerez de ma douleur profonde à la nomination du Pr. Czartoriski au Ministère, de toutes les représentations que je vous ai adressées, des prédictions que je vous ai faites sur les suites qui en résulteraient. Vous vous rappellerez que je vous ai dit et écrit que le Pr. Czartoriski, selon ma façon de penser, manquait de délicatesse, d'attachement pour vous en acceptant cette place. Vous nommâtes cependant le Pr. au Ministère. Les circonstances avec la France s'embrouillaient, le Chancelier se retira, et le Prince resta seul dans ces circonstances critiques. Enfin les événements se décidèrent: vous partîtes. Votre plan se developpa d'une manière si grande, si grande, si belle qu'il remplit d'attente et pénétra de respect pour vous; même à Moscou il fit naître l'enthousiasme. Les circonstances changèrent: nous eûmes des revers, finalement

des malheurs, et l'opinion se prononça fortement contre le Prince Czartoriski. Je vous avoue, cher Alexandre, que, pénétrée d'estime pour vos idées grandes et généreuses, déplorant nos malheurs, je prévis au moment même de leur nouvelle toutes les conséquences qui en résulteraient. Je me dis que le mécontentement contre le Pr. allait se manifester: je sentis que c'était en même temps blâmer vos démarches, et, le jour même de la nouvelle de la bataille, je me dis à moi-même qu'il me paraissait être de votre dignité de soutenir votre ministre dans cette occasion, qu'il y allait de votre gloire de ne pas laisser de victime de l'opinion, qui, autorisée à en demander, apprendrait à vous faire la loi. Vous vous rappellerez de toutes ces paroles que je vous ai dites le lendemain de votre arrivée. Vous me contâtes que le Pr. fut opposé à l'avis de livrer bataille; vous me dîtes que, nonobstant cela, il s'est exposé à tous les dangers et vous a servi au fort de la mêlée: après ce trait de dévouement, je ne mets plus en doute l'attachement personnel du Pr. pour vous, et n'oublierai jamais le témoignage qu'il vous a donné. Ce grand motif, joint à la conviction intime qu'il était important pour vous dans ces circonstances fâcheuses de déployer de la fermeté à soutenir votre ministre, m'a engagée à vous dire ma façon de penser sur ce point qui s'est trouvée si entièrement conforme à la vôtre. Nous voici à quatre mois et demi de cette époque sans que le mécontentement contre le Prince soit moins âpre: non, au contraire, il faut se l'avouer, les clameurs deviennent plus fortes à mesure que la saison avance et qu'on croit devoir s'attendre à de nouveaux événements.

Il vous appartient présentement à vous, cher Alexandre, de juger, par le degré de confiance que vous accordez au Pr. Czartoriski et à ses lumières, s'il est de l'intérêt de votre service de le laisser lutter contre des sentiments aussi prononcés, et, en ce cas, il faut le soutenir, ou, si votre confiance n'est pas plénière en lui, s'il est plus utile au bien de l'Etat de lui accorder la retraite qu'il vous a demandée déjà plusieurs fois, comme vous me l'avez dit vous-même.

Avant que de commencer à traiter le quatrième point, celui des causes du mécontentement personnel contre vous,

je m'arrête à la réflexion touchante de la bonté de votre cœur, de votre amour pour la vérité, du désir profond que vous avez de voir vos sujets heureux, et de cet oubli total de vous-même lorsqu'il s'agit du bien à faire. Croyez-moi, cher enfant, toutes ces bonnes et excellentes qualités sont reconnues, aimées et respectées en vous. L'idée de la bonté s'est identifiée avec celle de votre personne: chacun de vos sujets en est convaincu. Aussi, jusqu'à ce moment, vous possédez en plein leur amour; il ne s'agit que de gagner leur confiance dans vos principes d'administration, et de leur rendre plus respectable encore votre titre d'Empereur. Vous êtes monté sur le trône à l'âge de 23 ans; à cette époque de la vie, on captive l'amour, l'intérêt, la tendresse, mais le respect ne s'obtient qu'avec l'âge, surtout lorsque, comme vous, cher Alexandre, on n'est entouré d'aucun prestige de la grandeur. Vous les avez tous abolis, et, différant en ce point du tout au tout de la façon de penser de votre Grand-Mère, qui voulait donner au public, par ce cadre de grandeur dont elle entourait même la plus cadette de vos sœurs, un motif de plus pour la respecter elle-même, vous, au contraire, dès votre avènement au trône, vous avez aboli par votre personne tout éclat qui, aux yeux du vulgaire, marquerait votre grandeur, et vous vous êtes mis sous bien des rapports au niveau des autres. Du plus au moins, cher Alexandre, l'esprit public s'en est ressenti, on s'est accoutumé à voir le Souverain sous les dehors du particulier, et le respect pour la dignité de sa place en souffre d'autant plus, que même toute occasion qui pourrait rappeler au vulgaire que, si les formes extérieures de grandeur sont mises de côté pour le journalier, elles sont conservées aux grands jours où la Majesté du trône paraît dans tout son éclat, toutes ces occasions, dis-je, n'existent plus. Les apparitions en public n'ont aucun éclat; à la Cour, les jours d'ordres sont abolis, personne même ne porte plus les décorations que le dimanche, et les ordres ont perdu de leur prix. Les grands jours de fête n'ont point d'autre appareil que celui que les dimanches de chaque semaine avaient du temps de feu l'Impératrice; les dimanches ordinaires, la Cour est déserte, les Grands ne la fréquentent plus, et, lorsque le peuple sait son Souverain et sa famille à l'église, il voit les Grands se promener

dans les rues, et la vue de la grande place dégarnie de voitures lui dit que le public ne fréquente pas la Cour: la comparaison du passé se présente à sa mémoire et est désavantageuse pour le Souverain, car elle lui prouve moins d'empressement de la part du public de le voir et moins de religion dans nos Grands, qui s'abstiennent des devoirs prescrits par l'Eglise. Ces réflexions diminuent le respect pour le Souverain, les égards pour nos Grands, et peut-être même ont une influence funeste sur la religion du peuple, qui de plus au moins singe les Grands. La Cour nous est inconnue à nous-mêmes: les individus dont elle est composée ne paraissent jamais devant nous que pendant le moment de la Messe, et même pas avec une rigide exactitude; ainsi ils nous restent à jamais des êtres inconnus, au lieu que du temps de feu l'Impératrice ils étaient placés de manière à être connus et jugés. Les grands jours de Cour du soir, si aimés par le public, comme les seules réunions où pendant une heure et demie de temps, tout au plus, le public voyait toute la famille réunie entourée des Grands, de la Cour, des étrangers, et du public même, sont abolis, ou remis à des époques si rares, qu'on en perd le souvenir; enfin toute cette magie de grandeur qui en imposait au public n'existe plus. Ajoutez à tout ceci que ni les Grands, ni le public ne sont plus flattés par le Souverain, que les décorations, n'étant pas même données par vos mains, en sont moins estimées et prisées, quoique peut-être encore désirées, que les récompenses ne peuvent plus être mises en comparaison ni par leur éclat, ni par leur magnificence à celles accordées par feu l'Impératrice et feu l'Empereur, et concluez que, tous ces mobiles de l'amour-propre et d'intérêt n'existant plus, vous devez, pour ainsi dire, à vous seul, cher Alexandre, à force de vertu, à force de grandes et belles qualités et de belles actions, captiver les sentiments et les suffrages dont jouissaient les Souverains qui employaient et tiraient parti de tous ces avantages de la Souveraineté. Nous vivons en particuliers bien aisés et rieux, mais non pas comme il appartient à des têtes couronnées. Vous ne voyez même que très rarement vos ministres à votre table; le public, cher Alexandre, attentif à tout, retenu par aucune apparence de grandeur qui lui imposerait silence tout en l'occupant, privé de ce frein, s'établit

juge sévère, et, ne voyant plus le Souverain dans l'appareil de la gloire, exerce librement sa critique, tout en la commençant par le blâmer de s'être mis en prise ainsi lui-même et de n'avoir pas assez respecté ni estimé sa dignité. Rappellez-vous, cher Alexandre, mes représentations à ce sujet depuis votre avènement. Vous ne m'avez pas cru alors, lorsque je vous ai tracé souvent les suites qui en résulteraient sur l'opinion publique. Malheureusement je ne me suis pas trompée, et, dans ce moment où tout est jugé et critiqué, j'ose vous en reparler, dans le seul et unique but d'arrêter vos réflexions sur ce sujet. Si tout le monde avait une façon de penser éclairée, tous ces prestiges seraient inutiles, mais, dans les circonstances actuelles, ils deviennent nécessaires, et d'ailleurs il est de l'homme de désirer d'honorer celui à qui il doit obéir, car son amour-propre en est flatté. Un grief donc qu'on a contre vous, cher Alexandre, c'est de ne pas estimer et priser assez votre place d'Empereur, d'avoir mis de côté tout appareil de grandeur: on blâme le ton de familiarité de jeunes gens avec vous, on sait que vous le permettez, et même on croit que, lorsqu'un homme d'âge vous traite avec ce respect auquel il était accoutumé vis-à-vis de ses Souverains, vous vous en moquez.

La grande retraite dans laquelle vous vivez ne fait pas plaisir. On vous croit paresseux, cher et bon Alexandre, et on voudrait vous voir plus d'activité. On sait cependant que vous donnez beaucoup d'heures au travail, mais on dit que bien souvent vous vous occupez de petits détails qui ne sont pas faits pour vous, mais qui vous prennent beaucoup de temps. Entre autres, je vous avoue qu'on trouve que c'est à tort que vous voyez chaque recrue vous-même, que c'est un détail au-dessous de vous. On n'est pas content (et ceci est un reproche qui me paraît, cher Alexandre, mériter bien de l'attention) des difficultés extrêmes qu'on apporte présentement aux choix des recrues: la taille, l'âge, la santé sont des points importants, qui, établis par les lois, doivent être remplis d'après le terme même de ces lois, mais on se plaint qu'en le remplissant, on n'est pas à l'abri des chicanes sur la figure, la physionomie, et qu'on change et renvoie souvent des recrues qui devraient être admis; ceci indispose beaucoup. On voit avec peine que vous

donnez trop de temps aux exercices de détail de tous les jours, qu'on croit être l'affaire d'un officier subalterne, mais non pas du Souverain même. On blâme le peu de régularité dans vos heures de travail: vos ministres attendent des heures entières, ils les passent dans votre antichambre à ne rien faire, et, en attendant, bien des personnes pressées par leurs affaires et leurs besoins les attendent par contre chez eux, et négligent ainsi les devoirs de leur place. Enfin, cher Alexandre, on croit apercevoir que vous avez une pente à la méfiance, et que vous l'étendez généralement sur tous les individus. C'est un grand défaut, mon bon ami, sur lequel je vous conjure de veiller. Je sens qu'à votre place, avec l'expérience journalière que vous êtes dans le cas d'acquérir, vous êtes souvent légitime de vous y laisser aller, mais, cher Alexandre, la méfiance engendre la méfiance chez les autres et finit par autoriser la fausseté, et, celle-là est la mère des vices et des crimes. Soyez donc prudent, cher Alexandre, mais non pas méfiant. Apprenez à connaître les individus, et, persuadé une fois de leur loyauté, croyez à leur honneur et ne les blessez pas par le sentiment le plus offensant. Recherchez les vieillards, cher et bon Alexandre; un jeune homme paraît toujours plus estimable, lorsqu'il distingue l'homme à cheveux gris: il peut toujours apprendre de lui quelque chose, car il a pour lui la grande leçon de l'expérience.

Enfin, cher et bon Alexandre, redoublez d'application aux affaires, d'activité, de prévoyance, de vigilance; les circonstances sont pressantes, elles sont propres à développer un grand caractère. Réunissez au beau courage personnel que vous avez prouvé de la force d'âme, surtout de l'énergie. C'est un feu sacré, mon ami, qui doit remplir l'âme d'un Souverain, s'il veut être à la hauteur de sa destinée. Sans cette qualité, toutes les autres se perdent; elles seraient suffisantes au particulier, mais elles ne distinguent pas le Prince, qui doit avoir les vertus de son état, et l'énergie en est la première. Elle porte aux franches mesures, aux grandes actions, résiste aux revers et les change même en autant de trophées de gloire. Voilà, mon ami, mon enfant, ce que l'Etat demande de vous; répondez à cette glorieuse attente! Point d'abattement, cher Alexandre! Les circonstances du moment sont très fâcheuses, il faut l'avouer, mais

il en a existé de plus fâcheuses encore du temps du règne de feu l'Impératrice, qui vit dans le même temps se réunir les fléaux de la guerre, de la rébellion et de la peste et qui, quoique sur le déclin de sa vie et peu d'années avant sa mort, vit menacer sa résidence, et sortit cependant de cette lutte sans que la gloire de son Empire ni de son règne en fût ébranlée.

Et vous, cher Alexandre, qui êtes dans cet heureux âge où l'âme et l'esprit a toute son énergie, toute sa force, et à qui la gloire de votre patrie, l'héritage de vos Pères est encore plus cher, employez pour conserver l'un et l'autre les grands moyens que vous trouverez en vous-même et les ressources que vous offrent l'amour et la fidélité de vos sujets. Captivez de plus en plus cet amour en redressant les points que votre bonté, votre conscience, votre bon esprit vous diront devoir l'être, et livrez-vous avec une nouvelle ardeur, avec une nouvelle confiance aux devoirs de votre place. Dieu sera pour vous, mes bénédictions vous accompagneront, l'amour, le bonheur de vos sujets sera votre récompense, l'estime de votre Mère, que vous m'avez répété souvent désirer comme un bien précieux à votre cœur, s'accroîtra encore pour vous, cher et bon Alexandre, et acquerra la même force que le sentiment de tendresse inexprimable que je vous porte.

Ce 18 Avril, Mercredi, 1806. Marie.

II.

Ce Jeudi soir, 14 Mars 1807.

Conseil de la plus tendre des Mères à son fils bien-aimé.

Vous partez, cher Alexandre. Cette pensée déchirante occupe seule mon cœur, et le remplit de crainte, de sollicitude et d'angoisse. Tous vos derniers moments sont pris, à peine vous verrai-je et je ne pourrai plus vous parler d'abandon et d'effusion. Cependant je sens que j'ai mille choses à vous dire, mille craintes à vous exprimer: la plus tendre sollicitude maternelle, le sentiment impérieux de ma tendresse pour vous, de mon amour pour votre gloire, me dictent quelques conseils que je soumets à votre bon cœur, à votre bon esprit. Je croirai vous parler en vous écrivant, et je ne m'arrêterai que sur les points qui me paraissent importants.

Votre départ du moment est une démarche des plus conséquentes pour l'Etat et pour vous, cher Alexandre: pour l'Etat, parce qu'il voit son Souverain quitter sa patrie, s'exposer à la lutte la plus dangereuse, risquer ses jours si précieux, si nécessaires à l'Etat, parce que sa conservation y est attachée et qu'il croule s'il vous arrive malheur. L'Etat voit encore dans ce départ une stagnation totale dans les affaires, car comment est-il possible et peut-on s'attendre que les fatigues, les occupations immenses de l'armée même puissent vous laisser le temps de penser à d'autres affaires? Il y voit en outre l'impossibilité pour vous de veiller de là sur les événements de la guerre de Turquie, qui, quoique d'un intérêt inférieur que celle avec les Français, n'en est cependant pas moins inquiétante pour nous; l'Etat enfin tremble pour la gloire, parce qu'heureusement chez nous encore la gloire personnelle du Souverain est identifiée avec la sienne, et, si l'Etat se trouve assez robuste d'avoir assez d'énergie pour supporter un échec lorsque la personne de son Souverain ne le partage pas, il perd son caractère de force, son imperturbabilité, lorsque l'Empereur partage l'échec et le légitime par sa présence. L'Etat sait que le chef de votre armée, dans votre absence, est responsable de sa tête du sort de l'armée, mais qu'il perd hautement cette responsabilité, lorsque, par votre présence, tous les ordres sont légitimés et sanctionnés. Je sens, cher Alexandre, que votre intention est de laisser agir Mr. de Bennigsen; mais est-il dans la possibilité de concevoir que l'Empereur à l'armée n'énonce pas un avis, et de même est-il à prétendre que cet avis prononcé ne soit pas suivi et respecté par le chef, fût-il même en opposition au sien? C'est vouloir se contenter d'illusions que de supposer le contraire, et, comme elles sont cruellement dangereuses en affaires, persuadez-vous, mon ami, que dès votre arrivée votre Etat et l'Europe entière croira l'opinion de Mr. de Bennigsen et ses plans d'opération dirigés par vous: par conséquent l'immense responsabilité tombe sur vous, et la sienne devient sinon nulle, du moins bien allégée. L'Etat enfin sera d'autant plus porté alors à excuser Mr. de Bennigsen que chaque individu sent le périlleux, je dirai le cruel de sa position, lorsqu'il a à répondre de votre sûreté personnelle, et, dès ce moment, il faut

se l'avouer, il lui sera impossible (à lui plus qu'à tout autre chef) de ne pas sacifier des avantages réels qu'il aurait pu obtenir à la crainte d'exposer vos jours, et la nation, qui ne peut que louer ce motif dans la personne de Bennigsen, se tournera en reproche contre vous, de le forcer par votre présence à négliger ses avantages.

Voilà le tableau fidèle des alarmes sur ce point. Qu'en conclure? Voici mes réflexions. Votre départ est arrêté et annoncé, il n'y a plus à en revenir, mais il faut et faire le voyage et en tirer la plus grande utilité, et en écarter tout le dangereux. Rendez-vous donc à l'armée, examinez avec la justice, l'équité qui est dans votre âme, son état, ses besoins, soyez l'ange consolateur des souffrants, récompensez les services rendus, distinguez ceux qui vous seront recommandés par le chef, animez toute votre belle et brave troupe en lui montrant cette bonté qui remplit votre cœur, ne soyez pas (permettez-moi d'oser vous le dire) sévère pour les petits détails, qui peuvent être mis de côté par une armée exposée aux fatigues plus qu' humaines qu'elle a supportées: laissez le soin aux officiers subalternes de les corriger, et vous-même n'en parlez qu'à la légère au chef même, mais non aux autres généraux. Concertez et arrêtez le plan d'opération avec le chef, et, après avoir ainsi vivifié par votre présence votre armée, quittez-la et retournez chez nous, pour reprendre vos travaux importants ici, qui embrassent tous les détails de la marche de l'Empire. Vous surveillerez d'ici les opérations des deux armées, vous leurs préparerez de nouveaux renforts, de nouvelles ressources, et, si même alors nous essuyons uu échec, il ne sera que partiel et n'influera pas sur la marche totale des opérations. Votre éloignement de l'armée et votre séjour ici aura encore la grande utilité que, si même les circonstances forçaient à des négociations, toute résolution prise ici, dans votre résidence, porterait le cachet de la réflexion, du calme et de la mûre délibération, qui rassurerait les esprits, tandis que toute négociation traitée à l'armée, hors de votre pays et éloignée de votre Conseil, aurait plus ou moins un caractère de précipitation et n'inspirerait à la nation que la défiance d'une fausse mesure. En voilà assez,

je crois, sur ce point pour prouver combien votre prompt retour est nécessaire au bonheur de votre Empire.

Je passe, cher Alexandre, au second point sur lequel je vous conjure de m'écouter, et qui a pour objet l'idée de la conduite que vous aurez à tenir à l'armée et qui, à ce que je suppose, vous y ferait adorer. Il faut vous dire, cher et bon Ami, que, dès l'instant de votre arrivée à l'armée, vous devez vous envisager (pardonnez-moi la comparaison) comme un acteur qui monte sur la scène: vous avez pour public et pour juge votre nation entière et toute l'Europe; chacune de vos actions, de vos paroles, de vos gestes sera observée, épiloguée et jugée, et l'opinion générale sur vous se fondera en raison des conclusions qu'on tirera. Jugez donc combien il est important, pour vous, pour votre gloire, de donner à chacune de vos actions, de vos démarches, le caractère de la véritable grandeur. Commencez, cher Alexandre, par vous respecter vous-même en respectant le choix que vous avez fait du chef de votre armée. Vous savez qu'il a existé des cabales et des intrigues à l'armée; je les crois étouffées pour le moment, mais soyez assuré qu'on mot de votre part dit inconsidérément les réveillerait avec plus d'ardeur, et alors la chose publique est perdue. Voyez par vos yeux, et si effectivement vous observez que les démarches, la façon de voir ou d'agir du chef demandent à être rectifiées, expliquez-vous-en directement avec lui, sans l'intervention d'un tiers. Vous écouterez ses raisons, vous les jugerez avec la droiture naturelle de votre cœur et vous lui direz ce que vous voulez voir changer. Cette façon d'agir ne blesse pas, et n'envenime pas les affaires, mais toute autre leur est nuisible. Au nom de Dieu, cher Alexandre, observez strictement de distinguer particulièrement les généraux de l'armée d'après les recommandations que vous en fera le chef; cette prudence de votre part sera d'un bien réel à la subordination et vous met à l'abri des reproches, car vous devez en croire celui qui les a vu agir sur le champ de bataille. Que votre bonté vis-àvis de ceux que vous honorez publiquement de votre bienveillance soit sans aucune familiarité, qu'il faut éviter comme un mal réel: à votre place, cher Alexandre, et dans la situation où vous vous trouverez, il faut que la nuance que vous obser-

verez dans vos bontés vis-à-vis d'un grison qui s'est distingué et d'un jeune homme qui en a fait de même soit marquée, car si vous mettez de l'égalité dans ces témoignages, l'homme âgé ne se sentira plus flatté et son zèle s'attiédira. Soyez bon et affable avec la troupe; un mot de bonté dit à propos enflamme le courage. De grâce, ne soyez pas exigeant sur les petits détails qui s'observent en garnison, mais qui fatiguent le soldat et le dégoûtent. Enfin, cher Alexandre, comme vous dites ne vouloir nullement commander, vous serez heureusement dans le cas d'éviter l'obligation de punir, soin qu'il faut laisser uniquement à Bennigsen, et vous, cher Alexandre, vous aurez la jouissance de récompenser, et même de pardonner à propos. Il est bien essentiel encore pour vous, cher Alexandre, de ne laisser entrevoir aucune prédilection pour les soldats, officiers et généraux prussiens; s'ils font leur devoir, tant mieux pour leur honneur, tant mieux pour la cause commune, mais, mon bon Ami, vous vous aliénerez tous les cœurs, si on peut apercevoir ou se douter (et notre nation a bien du tact) que vous puissiez préférer leur troupe et officiers aux vôtres; ce serait mortifier l'amour-propre national, et, cher Alexandre, cela ne se pardonne pas. Pour éviter la possibilité d'un pareil jugement, il faudrait absolument s'interdire toute comparaison entre les deux troupes. Il me reste encore, en traitant ce point, à fixer toute votre attention sur les devoirs que vous impose votre conservation, cher et bien-aimé Alexandre. Malheureusement vous avez été dans le cas, par des circonstances funestes, à faire preuve de bravoure personnelle: votre nation le sait, et, en rendant justice à votre courage, vous blâme cruellement d'avoir mis en jeu son salut en exposant votre personne, cher Alexandre. Vos devoirs de Souverain vous défendent impérieusement la récidive. Vous vous rendrez criminel vis-à-vis de l'Etat, vis-à-vis de votre famille, de votre Mère, en y manquant. N'augmentez pas la masse d'inquiétude qui opprime mon cœur par cette crainte cruelle, et promettez-moi saintement de veiller à votre conservation.

Enfin finalement je viens au troisième point sur lequel je voulais vous parler, celui des relations politiques, en égard, s'entend, à votre séjour à l'armée. Vous vous douterez que

je veux parler de la Prusse, cher Alexandre. Je ne puis me lasser de vous répéter que l'attachement de votre Grand-Père à la Cour de Berlin a causé sa perte, celui de votre Père pour cette même Cour lui a été bien funeste, et le vôtre, cher Alexandre, l'a été suffisamment jusqu'à ce moment. Je ne vais pas récapituler ces torts passés de la Cour de Berlin vis-à-vis de nous, mais je me bornerai à vous conjurer de donner toute votre attention à ce qu'on ne puisse vous accuser de lui sacrifier les intérêts et la gloire de votre pays. Il est certain que vous avez repris les armes pour aider et finalement pour sauver la Prusse, mais il n'en est pas moins vrai non plus que, par cette série de circonstances, nous avons vu nos frontières menacées, et que vous avez été obligé de demander à votre nation des secours considérables et inconnus jusqu'à ce moment dans les annales de la Russie. Vous avez mis, pour ainsi dire, la sonde dans le cœur de vos sujets, et jamais la nation n'a déployé un plus beau ni un plus grand caractère. L'esprit public s'est prononcé de la manière la plus touchante et satisfaisante pour vous, cher Alexandre; tirez-en la conclusion que la Russie est attachée à sa gloire, à son influence,, à sa grandeur, qu'elle fait tous les sacrifices lorsqu'elle les croit nécessaires à la conservation de ces biens, qui sont chers à son amour-propre. Mais en même temps cette guerre a pris un autre caractère. Ces efforts se sont fait volontiers pour défendre nos foyers et sauver notre gloire: le rétablissement de la Prusse n'est plus que secondaire à la chose; ainsi on s'attend à voir la paix se négocier sur ce principe, c'est-à-dire, on la désire basée sur des principes avantageux, glorieux, honorables pour nous-mêmes, et on n'envisagera le rétablissement de la Prusse que comme un avantage secondaire. Voilà, cher et bon Alexandre, l'idée que je me fais (et je ne crois pas me tromper) de l'attente générale. Il faut donc que, dans votre marche politique, vous persuadiez la nation que vous n'agissez que pour sa gloire et son repos, que l'influence prussienne n'existe pas et que vous ne lui accordez, pour ainsi dire, que protection et soutien, que vous ferez la paix non pas quand la Prusse le voudra, mais lorsque vous le voudrez et le croirez glorieux et nécessaire à votre Etat. Voilà, mon bon Ami, croyez-en l'expérience et le

cœur de votre Mère, un point essentiel à observer, pour vous éviter les justes reproches de vos contemporains et de la postérité. Cette considération, je vous l'avoue, me fait émettre un vœu sur lequel je vous conjure de réfléchir. Si effectivement des négociations s'entamaient pendant votre séjour à l'armée, je croirais essentiel d'appeler près de vous quelques-uns de vos ministres du Conseil pour en concerter avec eux, et inspirer à la nation de la confiance dans ces négociations. Si vous négligez cette précaution, cher Alexandre, les suites seront des plus fâcheuses, et rien ne vous préservera du reproche de l'influence de la Cour de Berlin. Voilà, mon bon Ami, ce que je couche ce soir en hâte sur le papier: j'espérais vous parler, mais vos occupations m'ont privée de cette satisfaction, je vous écris donc, et puisse le sentiment de tendresse qui m'a dicté ces réflexions vous engager à les scruter et à y prêter attention.

III.

Ce Jeudi, 23 Mai 1807.

J'ai reçu à mon réveil votre lettre du 17, cher Alexandre, et vous en remercie. Mais, mon bon Ami, la nouvelle que vous m'y donnez que Danzig doit capituler, parce que la garnison n'a plus de charge de canon m'a décomposée, je vous l'avoue. Quel sera le sort de cette malheureuse ville, de cette belle et valeureuse garnison? Je vous avoue, cher Alexandre, que, comme vous me dites dans le courant de votre lettre que Mr. de Bennigsen allait se porter en avant, mais qu'il trouverait Bonaparte renforcé des 28.000 hommes qui avaient fait le siège, je crains que la reddition de Danzig n'ait déjà eu lieu, et que c'est par ménagement que vous ne me l'énoncez pas clairement. Moi qui suis femme, et, par conséquent, totalement ignare en tactique, je m'afflige profondément de la perte de cette place, que j'ai supposée un point bien intéressant sous le rapport militaire et pour les facilités qu'il donnait par son port d'approvisionner l'armée. Enfin, Dieu veuille détourner de nous les suites fâcheuses que cette prise peut avoir pour vous et bénir les opérations que Bennigsen va entreprendre! Ainsi soit-il!

Je m'occuperai dès demain d'organiser la bâtisse nécessaire à l'Institut des Orphelines d'après le mode que je vous ai proposé et que vous avez approuvé; j'espère que tout pourra être terminé avant l'automne. J'en viens à l'article du logement de notre digne Lamsdorf, et je dois vous remarquer en premier lieu qu'il y a erreur si vous supposez, comme vous me le dites, que l'appartement de l'Archiduc entrait dans mon projet d'appartement pour Lamsdorf; il restait parfaitement intact, et il ne s'agissait que du simple pavillon où les cartes avaient été, et où mon Olimpe occupait quelques chambres. Ensuite permettez-moi d'oser vous dire encore, cher Alexandre, qu'à 63 ans il y a une terrible différence à descendre et monter un escalier froid, à passer en voiture avant les 8 heures du matin, ou à traverser de plain-pied un corridor de moins de 10 toises de long pour passer ensuite par les appartements bien chauffés de feu votre Père et des miens pour se rendre chez vos frères. Tel aurait été le cas de l'appartement que je vous avais demandé pour Mr. de Lamsdorf, mais dès ce que vous ne voulez pas, la chose tombe d'elle-même. Mais j'ose vous demander, cher Alexandre, de vouloir faire donner vos ordres pour trouver un logement pour Lamsdorf, parce qu'il lui est impossible de rester dans la maison qu'il habite: il s'y trouve et il y est trop mal et, au pied de la lettre, il n'a pas une chambre qui ne soit remplie de ses enfants, jusqu'à l'antichambre; avec cela, la maison est parfaitement dégradée, tous ceux qui vont chez Lamsdorf pourront vous l'attester, et pour que vous et le C-te Tolstoï en soyez persuadés, j'ai ordonné à Lanskoï d'en faire l'inspection, et il en rendra compte au C-te Tolstoï. L'année passée déjà, Lamsdorf m'avait parlé de l'état de son appartement, j'avais l'espoir de le voir loger ici; cet hiver, il m'a répété la même chose, et, sa maison se dégradant de plus en plus, j'ai eu l'idée éphémère, en voyant l'appartement où mon frère Alexandre avait demeuré, de vous faire cette proposition, parce que, d'une façon ou l'autre, il ne peut rester où il se trouve: un valet de chambre est mieux logé que ne l'est ce digne homme, et en vérité, sous tous les rapports, il mérite nos plus grands égards, et toute votre reconnaissance, car il se voue à sa place avec un zèle méritoire et peu commun.

Certainement, cher Alexandre, votre idée serait parfaite de le loger au-dessus de vos frères, mais Mr. de Soltikof n'avait que trois enfants, et Lamsdorf en a encore sept ou huit en bas âge; avec cela, Soltikof était défrayé de tout et faisait bombance aux frais de la Cour sans autre soin que de se mettre à table: ce ne serait pas le cas de Mr. de Lamsdorf, qui, tenant ménage, doit avoir de la place pour ces détails. Vous dites qu'on pourrait placer les d-lles d'honneur où avaient été les femmes de chambre d'Alexandrine, d'Hélène, de Marie, et que le mal est que toutes les femmes de chambre occupent trois fois plus qu'elles n'occupaient avant. J'ai demandé à la générale Lieven des détails sur les chambres des femmes de mes trois filles, et les recevrai demain, par lesquels vous verrez qu'une grande et la plus grande partie de ces appartements ont été rendus au C-te Tolstoï. Je suis fâchée de vous avoir embarrassé un instant, cher Alexandre, avec la proposition de mon projet et n'y pense plus, mais je vous prie de donner vos ordres pour loger Mr. de Lamsdorf. Pardonnez-moi de vous ennuyer de ces détails: si Dieu m'eût conservé mon Epoux, et à mes Enfants leur Père, ce serait lui qui aurait soigné tout ce qui intéresse leur éducation; présentement, je ne puis que m'adresser à vous, cher Alexandre, qui devez remplir la place de père pour vos frères et, par conséquent, vous intéresser à tout ce qui peut contribuer à les voir devenir des sujets distingués, et de bons serviteurs de l'Etat et de vous. Ils réussiront s'ils ont le bonheur d'être conduits jusqu'à la fin de leur éducation par Lamsdorf: ainsi il faut tâcher de conserver ce digne homme. Bonsoir, cher Alexandre, je vous embrasse tendrement.

IV.

Ce Vendredi, 24 Mai.

Bonjour, cher et bon Alexandre, enfin nous avons une journée d'été! Aussi comptons-nous établir demain, s'il plaît à Dieu, au Palais Taurique y passer notre été, mais, comme tous les chemins mènent à Rome, si le temps est beau demain, j'irai dîner à Pawlovsk, pour venir coucher à la Tauride. On me prêche l'exercice, car, depuis ma douleur du dos, je suis du plus au moins incommodée des hémorroïdes, qui se portent

tantôt à la tête, tantôt au dos, et me tourmentent assez; j'espère que l'exercice me chassera ces vilains petits maux. Lanskoï vient dans ce moment me rendre compte de la visite qu'il a faite de la maison de Lamsdorf; en honnête homme, il en rendra compte à Tolstoï, il m'a dit, en ces termes: le général y demeure comme on se trouve sur un vaisseau, entassés les uns sur les autres, et avec cela la maison est en ruine. Vous voyez donc, cher et bon Alexandre, que vos ordres sont nécessaires pour lui faire changer de logement. Je n'ai rien de bien intéressant à vous dire d'ici, nous allons monter à cheval à Catrinenhof, j'y vais pour faire plaisir à Catau qui le désire. Mes pensées n'ont que vous pour objet; je tâche de comprendre mille choses que je ne comprends pas, c'est-à-dire de me les expliquer, mais je n'y réussis pas: il faut attendre votre retour. Toute la ville en parle, mais vous, vous, cher Alexandre, ne m'en dites rien: ainsi qu'en croire? Dieu veuille réaliser cette attente générale, et ce vœu de mon cœur! Alexandre, je suis triste et inquiète, je ne sais pas aimer froidement, ni penser tranquillement à mon Enfant dans les circonstances actuelles. Que la Providence veille sur vous, sur la Russie, et nous accorde succès et bonheur! Adieu, mon bon cher Ami. Maman vous embrasse de ses deux bras et vous aime tendrement.

Marie.

V.

Au Palais Taurique, ce Samedi 25 Mai 1807.

Nous voici établis depuis dîner ici, cher et bon Alexandre. Dieu veuille que nous vous y voyions bientôt des nôtres, et alors nous serons toutes heureuses! Je vous avais dit hier, cher Alexandre, que je prendrais la route de Pawlovsk pour venir ici, mais Creighton en a décidé autrement: il n'a pas consenti à cette course, parce qu'il a craint que mon mal de dos, qui n'est pas entièrement passé, pourrait redevenir plus fort si je m'échauffais, les hémorroïdes me tracassant encore. J'ai senti la justesse de cette remarque, et je n'ai pas voulu risquer pour une fantaisie de souffrir plusieurs jours. Avant de venir ici, j'ai été à la Forteresse, cher et bon Alexandre,

demander aux pieds du cercueil de votre bon Père qu'il vous bénisse, et j'ai supplié l'Etre Suprême d'exaucer les bénédictions de votre Père. Le temps nous a favorisés aujour-d'hui; il a fait très chaud et très beau, la verdure pousse beaucoup, mais cependant il n'y a encore que les bouleaux de verts. J'ai reçu hier soir, mon bon Ami, votre lettre du 19 et je ne puis assez vous exprimer ma vive sensibilité sur la manière tendre et remplie de délicatesse dont vous vous exprimez pour moi au sujet du projet de mariage de notre Catiche. Veuille l'Etre Suprême diriger la chose d'après sa Sainte volonté et pour le bonheur de Catau! C'est lui, et lui seul, que mon cœur désire et que l'espérance de la savoir contente et satisfaite le base, cher et bon Alexandre, sur le caractère loyal et honnête de l'Empereur: il ne faut que des qualités de cœur aux époux de mes filles pour qu'elles soient heureuses. Est-il possible d'être plus nul, plus dépourvu, entre nous soit dit, de bon sens, de tout moyen quelconque que le Pr. de Weimar? Eh bien! il a bon cœur, il est honnête: Marie est heureuse avec lui, et l'aime tendrement. Hélène aimait le Pr. de Mecklembourg, qui n'est rien moins qu'aimable, parce qu'il était bon. Enfin il n'y avait qu'Alexandrine qui avait le bonheur de réunir dans son époux l'homme essentiel et le meilleur caractère. En vérité, cher Alexandre, vos sœurs ont des principes si sûrs, un si grand fond de religion, d'amour de leurs devoirs, qu'elles baseront toujours leur jugement sur leurs époux, sur les qualités essentielles du caractère et leur feront grâce de ceux qui ne portent que sur l'agrément. Ce n'est qu'après le plus sévère examen des sentiments de Catherine que je vous ai écrit, cher Alexandre; si je ne les avais pas trouvés très prononcés pour cet établissement après que nous en avons analysé les deux faces, jamais je ne vous en aurais articulé un mot. Faites une réflexion bien importante, cher Alexandre, et puis jugez Maman, et l'effort qu'elle a dû faire sur elle-même pour mettre en train cette affaire. Le bonheur, l'agrément, la consolation de mes jours tient à la présence de Catiche; elle est mon Enfant, mon Amie, ma compagne, le charme de mes jours: tout mon bonheur personnel croule lorsqu'elle s'éloigne, et cependant, parce qu'elle croit trouver le sien dans cet établissement, que je l'espère

de même, je m'oublie, je m'abasourdis sur la blessure profonde que je fais à mon cœur, et ne pense qu'à Catau.

Votre réflexion, cher Alexandre, sur la nécessité de sonder l'Archevêque avant de faire remettre ma lettre est des plus sages et juste, mais je ne pourrai me permettre cette démarche avant que vous me la dictiez. J'ai écrit aujourd'hui à l'Archevêque de main propre la lettre dont voici la copie; j'ai cru mieux faire d'écrire que de mettre un troisième encore dans la confidence, et puis nous aurons noir sur blanc son opinion. Il m'a fait dire que demain matin je recevrais sa réponse: mais il est impossible qu'il puisse faire des difficultés, les exemples que je lui cite sont trop frappants, et puis d'ailleurs je me rappelle que feu l'Archevêque Gabriel disait qu'il y a une loi, un édit de Pierre I qui dit que les mêmes observances pour les particuliers, en fait de mariage, ne sauraient être observées pour les familles des têtes couronnées. L'Archevêque Gabriel n'avait pas trouvé de difficulté au mariage d'une des petites avec son Cousin Germain, le Pr. Electoral de Würtemberg: même il avait poussé les facilités si loin qu'il avait dit, lors du projet de mariage en Suède, qu'Alexandrine, quoique restant de notre religion, pourrait cependant aussi communier à la luthérienne avec le Roi; mais voilà à quoi et feu l'Empereur et moi n'avons jamais voulu consentir. Voyons ce que l'Archevêque Ambroise me répondra demain.

Je commence à croire à la perte de Danzig, cher Alexandre; toute la ville en parle: les négociants doivent en avoir reçu la nouvelle de Memel et de Königsberg. J'avoue que j'en suis très affligée. Que sera devenu le beau corps de nos troupes commandé par le Pr. Schtcherbatoff, et quels auront été les articles de la capitulation? Cher et bon Alexandre, vous me dites que les devoirs dont vous avez été abreuvé vous ont empêché de me parler de nos avantages partiels; savez-vous que ces mots soulignés par moi m'ont fait un mal affreux! Que ne puis-je alléger vos peines, que ne puis-je les partager et porter dans votre âme les consolations de l'amour maternel et de la plus vive tendresse! Bonsoir, cher et bon Alexandre, que Dieu vous bénisse comme vous l'êtes par moi!

VI.

Ce 26 Mai, Dimanche.

Je viens de me promener avec Catiche, mais le soleil est si poignant qu'il est impossible de faire une bonne promenade, car l'ombre nous manque. C'est pendant les apprêts de la promenade que j'ai reçu la réponse de l'Archevêque, que je joins ici en original, cher et bon Alexandre. Ainsi la conscience est à l'aise de ce côte, et Dieu seul décidera de la chose selon sa bonte et sa sagesse, sans que je me permette de pénétrer ses vues, ni sans que je me permette de même de vœux trop ardents. Que faites-vous, mon bon Ami? Quelles sont vos dispositions? Avez-vous lieu d'être plus content, êtes-vous inquiet ou rassuré, voilà les pensées dominantes du cœur de Maman, car mon Alexandre est tout, tout pour moi. Adieu, cher Enfant, je vous aime et vous embrasse tendrement.

Marie.

Les chefs de l'insurrection en Tirol et leurs relations secrètes avec la Russie en 1812 et 1813.

Par

Serge Gorjainov.

I.

Le comte Christian de Linange-Westerbourg.

Par le traité de Pressbourg du 26 décembre 1805 la Bavière reçut le Tirol et le Vorarlberg. Les habitants de ces montagnes, formant une population de pâtres et d'agriculteurs, jouissaient sous la domination autrichienne d'une certaine indépendance; le gouvernement impérial leur avait laissé leurs coutumes qu'ils tenaient de leurs pères. Fidèles à la maison d'Autriche, ils ne purent se soumettre au régime dur et vexatoire des Bavarois. Ils se soulevèrent à plusieurs reprises contre le joug étranger, et leur révolte en 1809, sous la conduite de leur chef Andreas Hofer, exigea de la part des Français et de leurs alliés de grands effects pour soumettre ce peuple jaloux de ses libertés.

Parmi les compagnons d'armes d'Andreas Hofer se trouvait un officier autrichien, le comte Christian de Linange-Westerbourg. Il s'était distingué en défendant le Tirol méridional contre les troupes françaises. Le traité de Lunéville avait dépouillé sa famille de ses possessions sur la rive gauche du Rhin. Le dédommagement qu'on lui offrit, ne la contenta pas. L'aîné de la famille le comte Ferdinand-Charles, sa sœur la comtesse Amélie et le cadet le comte Christian-Charles de Linange-Westerbourg s'adressèrent, en 1805, à l'empereur Alexandre I en le priant de les prendre sous sa haute protection et leur faire obtenir du gouvernement français une plus juste rémunération. L'empereur Alexandre leur fit répondre, le 1 février 1804, par le chancelier comte Roumiantsow que toutes les indemnités en Allemagne ayant définitivement été réglées par les deux puissances médiatrices et sanctionnées par le chef de l'empire, toute demande tendant à revenir sur des arrange-

ments aussi solennellement terminés serait infructueuse et devenait par cette raison impossible.

Débouté de sa demande Christian de Linange voua à Napoléon une haine implacable, fit la guerre à la France dans les rangs autrichiens et seconda de toute son énergie les révoltés tiroliens dans leur lutte contre le joug étranger. Comme il le dit lui-même dans une lettre à l'empereur Alexandre du 9 septembre 1811, il avait fait son apprentissage militaire à l'Académie militaire de France de l'ancien régime et, à l'âge de 18 ans, il était entré dans les armées autrichiennes. En dernier lieu, il avait été premier colonel au régiment d'infanterie de ligne Hohenlohe-Bartenstein et était décoré de l'ordre militaire de Marie-Thérèse. D'après les renseignements que le comte de Stackelberg, ministre de Russie à Vienne, avait recueillis sur le compte du colonel de Linange, il joignait aux qualités d'un militaire estimable celles d'un parfait honnête homme. Le baron de Tuyll, colonel russe attaché à la légation de Vienne, dit de lui que c'était un officier de mérite, ne manquant pas d'expérience et ayant servi d'une manière distinguée. Il avait une tournure assez singulière, défiguré qu'il était par des blessures. Il paraissait ne pas manquer d'esprit et de résolution, mais son éducation avait été négligée et son orthographe s'en ressentait. Il semblait être partagé d'une très mauvaise tête.

Dès que la guerre de la France avec la Russie parut imminente, le comte de Linange proposa ses services à l'empereur Alexandre. Il fit parvenir au comte de Stackelberg une requête qu'il avait adressée au souverain russe et que le ministre de Russie expédia à Saint-Pétersbourg.

Dans une lettre du 10 décembre 1811 au comte de Stackelberg, le colonel de Linange développe ses vues et s'engage à soulever toute une nation pour venir en aide à la Russie.

Er sehe, schreibt Graf Leiningen, einen unvermeidbaren Krieg im Norden entstehen und sei für diesen Fall von einer ganzen Nation beauftragt, dem Kaiser von Rußland seine Mitwirkung anzutragen. Sobald Alexander den Krieg erklären werde, stehe er mit einer geübten Schar von 60 000 Mann zum ernsten Kampfe gegen Frankreich zu Diensten; diese Schar würde mehrere Souveräne des Rheinbundes zwingen, ihre Truppen nicht gegen Rußland zu verwenden. Alles sei so vorbereitet, daß es keiner ferneren Maßregel mehr bedürfe. Auch für den Kriegsunterhalt sei gesorgt,

so daß Rußland keine Auslagen haben werde. Seine Absicht sei nur, mit Rußland zusammen fechten zu können, da ohne dieses nichts gewagt werden könne. Er habe die österreichischen Dienste absichtlich verlassen, um dadurch seinen Mitverbündeten zu beweisen, daß er, wenn er eine russische Anstellung erhielte, den Kaiser von Rußland von seinem Vorhaben unterrichtet habe. Er stehe als Bürge mit seiner ganzen Familie für die Wahrheit dieser Mitteilung ein. In schriftliche Auseinandersetzung könne er sich aber, solange er sich in österreichischen Landen befinde, nicht einlassen, da er zu stark beobachtet werde. Sollte aber Stackelberg nähere Aufschlüsse wünschen, müßten sie durch sehr vertraute Männer abgeholt werden.

En faisant part de cette lettre au chancelier, comte Roumiantsow, Stackelberg lui confia qu'il n'avait pas répondu à Linange faute d'occasion, mais qu'il voulait envoyer à Gratz le baron de Tuyll, qui avait à plusieurs reprises demandé la permission d'aller trouver sa sœur, Mme de Capelle, installée dans cette ville.

Le comte de Stackelberg reçut du chancelier l'ordre d'envoyer le baron de Tuyll immédiatement à Gratz, s'il ne l'avait déjà fait, car l'empereur Alexandre s'était vivement intéressé à la proposition de Linange. Stackelberg était autorisé par l'empereur à garantir au colonel sa réception au service russe, aussitôt qu'il jugerait le moment convenable de se rendre en Russie, et afin d'éviter tout retard le chancelier transmit au ministre pour le colonel un passeport en blanc qu'il devait remplir de la manière usitée, dès qu'il y aurait lieu. Enfin, le comte de Stackelberg était chargé de fournir à Linange l'argent nécessaire pour son voyage, s'il le demandait, et à lui faciliter les moyens pour se rendre à sa destination.

Le 20 janvier (1 février) 1812, Stackelberg écrivit à Roumiantsow qu'il expédiait le baron de Tuyll à Gratz, sous l'apparence d'un voyage entrepris pour ses affaires de famille, et lui avait donné toutes les instructions nécessaires à l'effet d'acquérir, autant que possible, des notices détaillées sur les projets du colonel de Linange. Dans sa dépêche du 21 février (4 mars) 1812, Stackelberg communique au chancelier ce que Tuyll avait appris à Gratz. Le comte de Linange avait assuré à Tuyll qu'il existait dans le Tirol, le pays des Grisons, la Valteline, la Suisse, la partie septentrionale du Milanais, l'état romain, le Piémont et les provinces illyriennes un désir général et fortement pro-

noncé de se libérer du joug de la France et de saisir l'occasion d'une guerre entre cette puissance et la Russie pour lever l'étendard de l'insurrection, aussitôt que les habitants de ces pays se verraient soutenus de moyens pécuniaires et, s'il était possible avec le temps, de quelque cavallerie et que les principales troupes françaises seraient occupées à combattre les armées du Nord. Au dire de Linange, les Anglais seraient en rapport avec quelques-uns des chefs de cette association et auraient fourni de l'argent pour des frais d'information et de correspondance. Mais le but ultérieur de ces différents pays paraissait n'être pas le même. Tandis que les Tiroliens, les Suisses et les habitants des Grisons désireraient se réunir en corps de nation sous un souverain choisi dans la maison de Russie ou l'une des branches de la maison de Saxe, les Piémontais et quelques autres peuples auraient en vue d'obtenir pour roi l'archiduc François, frère de l'impératrice. Linange assurait avoir lui-même à sa disposition, principalement en Tirol, de 40 à 50 000 hommes, munis d'armes à feu et prêts à agir.

En commentant les notions que lui avait communiquées le comte de Linange, le baron de Tuyll, dans son rapport au général Barclay de Tolly confirma que, d'après ses observations personnelles pendant son voyage en Styrie, les habitants des provinces illyriennes et des contrées adjacentes paraissaient mûrs pour une insurrection, quand elle serait soutenue par une force armée suffisante. Mais le succès de pareilles mesures ne dépendait que de combinaisons bien digérées d'avance et sur lesquelles on se serait clairement entendu avec ceux qui devaient coopérer pour le même but. Pour ne pas perdre de temps, ce qui dans ces combinaisons serait fort préjudiciable, il aurait été urgent de faire choix, pour arrêter les arrangements nécessaires, d'une personne en qui S. M. eût placé une entière confiance et de lui donner des pouvoirs très étendus.

Quant à Linange il sollicitait de l'empereur: 1) qu'on l'admît, sans délai, au service de S. M. en qualité de colonel et qu'on l'autorisât à demeurer provisoirement à Gratz sous prétexte de prendre les eaux au printemps pour ses blessures, afin de rester dans la proximité de ses adhérents; 2) qu'on fournît à sa femme et ses enfants les moyens de se retirer en

Russie dès le commencement des opérations; 3) qu'on lui remît une somme de 8000 florins en or pour ses dépenses secrètes, car il devait entretenir plus de 100 hommes dans le pays pour être au courant des nouvelles; 4) qu'on lui accordât une médaille en or avec l'effigie de l'empereur Alexandre pour être attachée au cou.

Le comte de Stackelberg en rapportant ce que Tuyll avait dit de Linange, qu'il semblait être partagé d'une mauvaise tête, observe que ce défaut n'était pas un inconvénient dans le genre de service auquel il se destinait. Mais le ministre de Russie était prudent; il prévint le chancelier contre les exagérations et les promesses de Linange, qui n'était au fond qu'un aventurier. Il s'opposa contre la collation immédiate du grade de colonel russe et, surtout, il fut d'avis de ne pas lui permettre de sitôt un voyage en Russie. Stackelberg demanda qu'on lui fît parvenir une patente de colonel, signée par l'empereur et en blanc, qu'il remettrait lui-même à Linange en temps opportun. Selon lui, il suffisait pour le moment d'avancer au comte 300 ducats pour frais de correspondance et de l'engager, en lui promettant le grade de colonel russe, à entretenir ses liaisons, à nourrir l'espoir de ses partisans et les maintenir dans le repos le plus absolu jusqu'au moment propice.

Le baron de Tuyll remit au comte de Stackelberg: 1) une lettre de Linange du 12 février, par laquelle il le remerciait d'avoir envoyé le colonel de Tuyll auquel il avait tout confié; 2) une liste des principaux chefs de son parti en Suisse, dans les Grisons, en Tirol, en Illyrie, parmi lesquels il faut noter le comte Jean de Salis-Soglio, ancien ministre de la Suisse à Vienne, ayant en mains toutes les relations avec l'Angleterre; 3) un exposé du plan général de l'entreprise; 4) quelques notions secrètes sur la situation politique du moment. Nous donnons en resumé ces deux derniers documents.

Der Entwurf (verfaßt am 10. oder 11. Februar 1812 — beide Daten stehen in dem Aktenstück — gerichtet an Stackelberg und unterschrieben „von Christian Grafen von Leiningen-Westerburg, ersten Kommandant wie Deputierten der Nation von Tirol, Salzafluß und Bodensee, Oberst in K. K. österreichischen Diensten") für eine Insurrektion von Tirol, Salzburg, Vorarlberg, Dettmangen, Wangen am Bodensee beginnt damit, daß Leiningen sein und seiner Familie Schicksal in die Hände Stackel-

bergs gebe. Die Angelegenheit müsse äußerst verschwiegen behandelt werden, da Österreich und Frankreich sehr wachsam seien. Er habe 1809 gegen die Franzosen in Tirol kommandiert, dort sich das Vertrauen dieser Nation erworben und sie sogar bestimmt, mit einem kleinen Korps gegen die Franzosen zu fechten, wodurch der Untergang von drei französischen Korps an der Tiroler Grenze herbeigeführt wurde. Er sei nicht durch den Feind, sondern auf Befehl des österreichischen Kaisers mit seinen Linientruppen aus Tirol herübergegangen. Zu dem jetzigen Plan treiben ihn nicht seine eigenen Interessen. Dafür sei Beweis: „ich war schon von der ganzen Nation Tirols als Fürst von ihnen proclamiert, in dem Augenblicke wo ich dieses Land verlassen mußte, hätte ich handeln wollen um mich zu behaupten, so hätte es nur allein von mir abgehangen, indem ein Korps von 11 000 Mann Linientruppen mit hinlänglicher Artillerie, und dann 80 000 Mann Tiroler von einen Geist für mich beseelt gewesen. Allein dieses war gegen mein Gefühl von Pflicht, da ich noch in Diensten war".

Um nichts zum Vorteil des Monarchen, dem er gerade diente, zu verlieren, suchte er seine Verbindungen mit den Tirolern und Venetianern bis Mailand immer aufrecht zu erhalten, und er hatte auch das Vertrauen der Tiroler und der anderen Gegenden damit nicht verloren.

„Diese meine Verbindungen mit diesen Völkern dauerten bis zur Vermählung Napoleons mit der österreichischen Princessin fort; hier fingen meine Mitverbündeten an zu wanken, und wollten den Plan nicht mehr verfolgen, es kostete mir eine unbeschreibliche Mühe, um nur alles wieder in seinem vorigen Gange zu bringen, und es glückte mir auch. Bis hierher war ich noch ohne eine Verbindung, und alle Geldauslagen wurden von meinem Vermögen und einigen Mitverbündeten bestritten, als au einmal mir von England Anträge gemacht wurden diese Sache fortzubearbeiten; sie hingegen (die Engländer) versprachen mich nicht nur in diesem Unternehmen zu unterstützen, sondern auch, wenn diese Sache wirklich zu einem Ausbruch kommen sollte, alle Kriegsunkosten mit den Truppen, welche ich stellen würde, zu bestreiten; ein Antrag, welcher mir nicht erwünschter in einem so fatalen Augenblick kommen konnte, denn ich mit meinen Verbundenen waren nicht mehr im Stande, jene Auslagen zu bestreiten, welche ein solches Unternehmen notwendig machte."

Er habe auch manchmal Rimessen von den Engländern auf unbekannte Weise erhalten, die aber nach einigen Monaten ganz ausblieben, sodaß er in Gefahr war, viele seiner Spione an den Höfen von Mailand, Bayern und Württemberg zu verlieren. Er mußte daher seine Pferde, den Schmuck seiner Frau und sein Silber verkaufen. Es war auch den Engländern unmöglich, ihm Geld zu schicken, da er sehr beobachtet wurde. Am 12. Januar 1811 wurde er auf die bestimmte Forderung Napoleons von seinem Regiment in Klagenfurt abgelöst. Die Durchsuchung seiner Papiere ergab jedoch nichts, da er von dieser Absicht schon vorher gewußt

hatte. Er sei deshalb aus österreichischen Diensten ausgetreten, um in russische zu treten. Es sei ihm aber der Eintritt in französische Dienste angeboten worden, so daß er, um sich nicht seinen Feinden in die Hand zu liefern, wieder in österreichische trat, um nun die Entscheidung Alexanders abzuwarten.

6tens. „Da nun die Tiroler sammt den andern einsahen, daß auf österreichische Hülfe nach der fatalen Heirath nicht mehr zu hoffen sei, so gingen sie mich mit allem Ernste an, Ihnen den mächtigen Schutz von Seiner Majestät den Selbstherrscher von alle Russen, zu erhalten zu suchen. Da mir nun der Augenblick so wie die politischen Verhältnisse vorteilhaft schienen, wagte ich es E. E. mit dem Unternehmen bekannt zu machen".

7tens. „Wird meine Aufnahme in Russisch Kaiserl. Dienste das Signal für alle sein, daß Seine Majestät der Kaiser von Rußland den Plan nicht nur genehmigt haben, sondern uns auch den Allerhöchsten Schutz Allergnädigst zu sichern".

8tens. „Das Tirol teilt sich in zwei Teile, nähmlich in das nördliche und südliche; diese zwei teilte ich mit meinen Mitverbundenen in dreißig Brigaden, wo eine jede Brigade ihre bestimmte Sammelörter bei einem vorkommenden Ausbruche hat. Diese Brigaden sind in sechs Divisions eingeteilt, welche sechs Divisions drei Corps d'Armée bilden, wovon ein jedes Corps die Stärke von 20 000 Mann, wo nicht mehr, haben wird. Die Corps haben folgende Bestimmung, wie Namen: das Corps von Unterinnthal, das Corps von Vorarlberg, das Corps vom wällischen Tirol. Zu diesen drei Corps können noch zu einem jeden 5000 Mann, als Reserve, gerechnet werden, welche keine Gewehre haben, also nur bei einem sich ergebenden Verlust als Ersatz angenommen werden müssen".

9tens. „Die Bewaffnung von 20 000 bis 50 000 Mann wird sehr gut sein, bei den andern Musqueton Jagdflinten sein, bei jenen aber welche kein Gewehr haben, selbe aus Lanzen, Streitkolben bestehen".

10tens. „Mit der Munition wird es für den ersten Augenblick nicht fehlen, denn man hat vorgearbeitet, nachher aber müßte freilich von andern Seiten die Munition herbeigeschafft werden, denn Tirol kann so viele Munition für sich nicht erzeugen, indem es sowohl an Bayern als auch an Mailand liefern muß".

11tens. „Artillerie haben wir noch aus dem Sturm gerettet, 2 zwölfpfünder, 4 sechspfünder, und 7 dreipf. Canonen. Dann haben wir noch 3 zehnpfündige Haubitzen und 240 Doppelhacken. Zu diesem Geschütz wäre auch für den ersten Augenblick hinlänglich Munition vorhanden".

12tens. „Folget hier die Einteilung der Commandanten:

Obercommandant	1
Viceobercommandanten	2
Untercommandanten	4
Führer der Divisions	6
Brigadiers	30

Commandanten des Generalstabs	2
Officiers des Generalstabs	20
Commandant des Geniewesens	1
Officiers des Geniewesens	6
Artillerie Commandant	1
Officiers der Artillerie	1
Sapeurs und Mineurs	—

Die Bataillons und Compagnie Commandanten werden nach den Districts gewählt; die oben aber angeführten Commandanten sind Männer von bekannter Treue wie auch Geschicklichkeit, welche dem Unternehmen ganz entsprechen werden".

13tens. „Um nun einen solchen Körper zum Nutzen in Bewegung bringen zu können, so muß gleich G e l d da sein, um alles gehörig verpflegen und zahlen zu können, kämpfen werden wir wie die Löwen, aber ohne G e l d und Lebensmittel können wir nichts leisten".

14tens. „Um nun für den ersten Augenblick für den Unterhalt der Truppen zu sorgen, und auch gleich einen Hauptschlag zu thun, so sind wir der Meinung gleich unsere Operation gegen Mailand und Venedig zu richten, um dadurch nicht nur in fruchtbare Gegende zu kommen, sondern auch durch Venedig das Meer offen zu bekommen. Monte Caldo wird als die Hauptstellung angenommen, und zwar sehr wichtige Waffenplätze am Lago di Garda können wir haben für Geld, wenn wir wollen, Das ist: Teschiesa für 100 000 f. und Roca d'Amfo für 40 000 f. in Conventionsmüntze. In diesen beiden Festungen sind sehr große Magazine an Pulver Gewehr, wie auch an Kugeln. So wäre nun vieles gewonnen, wenn wir diese Festungen hätten. Die im nördlichen Tirol und Salzburg, wie Vorarlberg greifen Bayern und Württemberg an, trachten so viele Früchten als möglich in das Tirol zu bringen, um unsere Magazine zu füllen. Und nachher wird von dieser Seite sich nur vertheidigungsweise benommen werden".

15tens. „Hier muß aber sehr wohl bewerkt merden: daß mit einem jeden Augenblicke der unserigen mehrere werden, und unsere Gegner nicht wissen können, wohin sie sich wenden sollen, denn wir Tiroler sind nicht allein. Ich kann mit meinem Kopfe halten, daß sowie die Fackel des Krieges in Tirol einmal angezunden sein wird, die ganze Schweiz, Graubünden und Valtelin, das Romanische wie auch das ganze Königreich Piemont (auch auf das abgetretene Croatien und Dalmatien ist mit Gewißheit zu rechnen) mit uns die Waffen ergreifen, indem diese mir ihre Verbindung zugesichert haben. Mit diesen Mitteln wird es uns doch ein leichtes sein eine nicht kleine Macht der Franzosen zu beschäftigen. Darum wäre der Frieden mit dem großen Kaiserhause und der Pforte eine unbezahlbare Sache gewesen, von unabsehbarem Vorteil gewesen".

16tens. „Muß man uns in Tirol mit 2000 Mann Cavalerie aushelfen, indem wir nicht einen Mann aufstellen können, und man doch oft in die Notwendigkeit kommt, Cavalerie, auch in Tirol, gebrauchen zu müssen".

17tens. „Von einem zu frühzeitigen Ausbruch ist gar keine Rede, indem unser Unternehmen nur vom Kriege oder Frieden zwischen Rußland und Frankreich abhängt. Und in einem jeden Falle wird garnichts unternommen von den Tirolern, wenn ich nicht selbst persönlich bei ihnen erscheine".

18tens. „Sollte nun aber uns ein anderer Plan zu bearbeiten aufgetragen werden, so bitte ich mir diesen bekannt geben zu wollen, um unser Benehmen darnach einrichten zu können, denn wir sind alle mit Freuden zu allem in einem Augenblick bereitet".

19tens. „Wir brauchen keine Emissairs mehr, noch weniger Werber. Unsere Einrichtungen sind so getroffen, daß wir in einer jeden Minute in das Feld rücken können".

20tens. „Bayern, Würtemberg und Mailand können zusammen nicht mehr an Truppen gegen uns stellen, als höchstens 50 000 Mann, und dabei sind die meisten gezwungene Soldaten, also nicht viel zu fürchten, um so mehr da auch viele Officiers gewonnen sind."

Durch diese Unternehmung fällt bei ausbrechendem Kriege zwischen Rußland und Frankreich die französische Armee in Italien, ebenso die bayerische und württembergische für Rußland weg. Die Hauptsache ist aber Sendung von Geld. Er bittet noch ihn, als den Chef, 4 Wochen vorher die Entscheidung, ob sie gebraucht würden, wissen zu lassen.

„Hiermit unterbreite ich E. E. den ersten schriftlichen Plan, von dem großen Werke, welches gegen Napoleon seit Jahren entworfen, und zu seiner Reife ist. Es hat mich beinahe schon mein Leben, wie mein ganzes Vermögen gekostet; nun sehe ich mich bald am Ziele meiner Wünsche, mich mit dem Weltbezwinger messen zu können. E. E. bitte ich um eine schnelle Entscheidung unseres Schicksals, im Namen aller Nationen!"

Die „geheimen Nachrichten über die jetzige Stimmung wie auch Gesinnungen des französischen Kaisers gegen Rußland wegen dem Königreiche Polen und ob er den Krieg nun wünscht oder nicht?", sagen, daß Napoleon unzweifelhaft wieder ein Königreich Polen errichten wolle und ihn nur die Lage in Spanien abhalte, seinen Plan gegen Rußland mit größerer Energie zu verfolgen. Er werde aber ganz Finnland und Kurland mit den polnischen Anteilen von Rußland fordern. Polen soll Königreich werden, Finnland zu Schweden kommen und Kurland ein Herzogtum für den jetzigen Gesandten am russischen Hof Grafen von Lauriston werden.

„Mit dem Könige von Polen, wer dieser werden soll, ist Napoleon mit sich selbsten noch nicht eins; einige wollen es behaupten, daß es der jetzige Vice-König von Italien werden soll. Bestimmt gewiß ist es aber, daß Napoleon den Herzog von Neuchatel zum König von Polen zu machen wünscht und auch dieser Wunsch Napoleon's hat bei dem Vice-König von Italien zu einer öffentlichen Äußerung bei einem vertrauten Zirkel Anlaß gegeben. Diese war nach der Versicherung eines sehr glaubwürdigen

Ohrenzeugen folgende: „Ich werde mich mit dem in Deutschland abfertigen lassen? — dafür bedanke ich mich, der Herzog von Neuchatel soll ja König von Polen werden. Er ist es aber noch nicht, denn ich glaube, die Russen werden ihre Hände nicht in Sack behalten."

Die Abneigung des Vizekönigs von Italien gegen Napoleon sei sehr groß, ebenso seine Kälte gegen die Kaiserin. Es ist sicher, daß der Vizekönig ein ihm zugedachtes Kommando unter dem Vorwande seiner Gesundheit abgelehnt habe.

„Oesterreich soll für seinen Theil von Polen zur Entschädigung bekommen: die Grafschaft Glatz mit Preußisch-Schlesien, mit dem Nachlaß der noch zu zahlenden Friedensgelder von 1808—1809. Auch sagt man von der Zurückgabe von Croatien, sowie auch Illyrien, dieses wird aber nicht verbürget, daß aber auch das Baierische Innviertel fur Polen an Oesterreich kommen soll, ist gewiß".

„Preußen erhält für seine Abtretungen Schwedisch Pommern, dann die vier Herzogthümer Düsseldorf, Jülich, Cleve und Bregenz, wie auch dieses was es zuvor besessen hat. Auch sollen die Schulden an Frankreich nachgesehen werden, und noch etwas von Niedersachsen, Sachsen bekommt für das Herzogthum Warschau ganz Niedersachsen. Bayern hat noch nichts für das Innviertel bestimmtes."

Frankreich sucht nur mit größter Gewandtheit den Ausbruch des Krieges mit Rußland in die Länge zu ziehen, bis die Spanier zu Paaren getrieben sind. Dann soll es gegen Rußland gehen und es zur Abtretung von Finnland, Polen, Kurland und zur Anerkennung eines Königs von Polen gezwungen werden.

„Oesterreich wird eine bewaffnete Neutralität mit einer Armee von 60 000 Mann in Galizien und Siebenbürgen behaupten. Zwischen Frankreich und Österreich herrschen private Verbindungen zwischen beiden Monarchen, wovon man nichts noch hat erfahren können. Gott gebe, daß Rußland Friede mit den Türken macht, und wenn es auch mit einigen Opfer verbunden sein sollte. Denn geborgt ist ja nicht geschenkt. Dann ist Napoleon par terre."

La dépêche du comte de Stackelberg et ses annexes, concernant le projet de Linange, furent communiquées par le chancelier à l'amiral Tchitchagow qui venait d'être nommé, à la place du comte Koutouzow, commandant en chef de l'armée du Danube. L'entreprise de Linange parut intéresser l'amiral; dans une lettre à l'empereur du 20 avril, l'amiral demande si S. M. ne lui ferait pas envoyer son portrait qu'il remettrait lui-même à Linange avec le brevet de colonel russe. Et n'attendant pas l'arrivée de la médaille que l'empereur avait ordonné d'envoyer à Tchitchagow, celui-ci fit remettre à Linange une autre en or que le capitaine Nikitch devait apporter à Vienne,

ce dont Tchitchagow prévint Stackelberg par une dépêche du 12 mai. Avec cette médaille qui fut remise à Linange, il reçut les 300 florins que Stackelberg avait proposé de lui offrir pour frais de correspondance, ainsi que le brevet de colonel russe. Le chancelier prévint le ministre de Russie à Vienne, par une dépêche du 10 juin, que si l'amiral Tchitchagow désirait s'entretenir avec le colonel de Linange et celui-ci consentait à faire le voyage à Bucharest, le comte de Stackelberg était autorisé à lui fournir les moyens de se rendre auprès de l'amiral. Tchitchagow ne manqua pas d'écrire à Stackelberg, le 14 juin de Bucharest, qu'étant chargé dans l'état actuel des choses de la direction de toutes les expéditions, il aurait voulu avoir auprès de lui Linange ou au moins s'aboucher avec lui, ce qui serait d'une grande utilité. Il envoyait 300 ducats pour son voyage à Vienne, si Stackelberg le jugeait nécessaire. Tchitchagow se promettait d'insister auprès de l'empereur pour que le projet de Linange se réalisât. Il aurait plusieurs milliers d'armes à distribuer. Son intention était de fixer pour lieu de rassemblement la Serbie; lui-même, il irait au devant des peuples disposés à s'insurger par la Bosnie et l'Esclavonie, selon les circonstances. „L'insurrection, écrit Tchitchagow à Stackelberg, ne pourrait-elle pas commencer à l'endroit où nos troupes paraîtront d'abord ou à celui le plus rapproché d'elles, c'est à dire en Croatie, Illyrie, Dalmatie? Si l'alliance avec les Turcs nous manque et que la guerre avec eux se rallume, cette entreprise peut, néanmoins, avoir lieu; j'ai assez de forces pour ces deux objets, pourvu que les Anglais y joignent leurs forces et leurs guinées."

En réponse à cette dépêche Stackelberg écrivit, le 25 juin, à Tchitchagow qu'il envisageait le voyage de Linange à Bucharest impraticable: ce serait découvrir au gouvernement français un plan dont il avait déjà des soupçons, car plusieurs personnes venaient d'être arrêtées, d'autres renvoyées de Vienne, des perquisitions étaient faites, et dans maints endroits; une partie du corps napolitain de 12 000 hommes, qui devait se joindre à la grande armée, avait reçu l'ordre de s'arrêter et de stationner dans les environs de Trieste; des troupes françaises marchaient vers les bouches de Cattaro; un corps d'observation helvétique était formé sur la frontière orientale de la Suisse. Toutes ces

dispositions prouvaient que le gouvernement français croyait devoir prendre des mesures de sûreté pour les pays en question. Linange, lui-même, était observé; on connaissait ses anciennes relations en Tirol, c'est pourquoi le voyage de cet officier, dans un tel moment, à Bucharest prouverait ses intelligences avec les ennemis de la France. Le comte de Stackelberg croyait bien plus utile de le faire venir à Vienne, quand ceux qui seraient chargés par Tchitchagow des préparatifs de l'entreprise auraient connu son plan, qui ne pouvait, sans doute, être arrêté que lorsque nos relations avec la Porte et la coopération de l'Angleterre auraient été déterminées.

Le comte de Stackelberg avait fait remettre à Linange les 300 florins, qu'on lui avait promis, par le comte de Balmaine, secrétaire de la légation russe à Vienne, qui avait passé par Gratz pour aller à Trieste. Linange, à son tour, lui remit une lettre pour le ministre. Celui-ci, dans sa dépêche du 1/13 Mai, fuit remarquer au chancelier que Linange demandait encore des fonds et insistait à venir à Vienne pour conférer avec le ministre et lui communiquer des nouvelles fort secrètes.

Leiningen verlangt in diesem sehr dringlich gehaltenen Schreiben, Stackelberg persönlich sprechen zu können, um seine Operationspläne vorzulegen, die er nicht aus der Hand geben kann, und um ihm eine Entdeckung, die die Person und Regierung Alexanders unmittelbar angeht, zu machen, für die jeder Zeitverlust die übelsten Folgen für den Kaiser haben könnte. Er macht ferner Mitteilung über die Verwendung des erhaltenen Geldes. Es handelt sich um 400 Glieder dieser Verschwörung, für die Geld notwendig ist. Er hat von dem seinen außerordentlich viel verwendet und ist in größter Geldverlegenheit und braucht für die Reise Vorschüsse und einen Wagen. Er macht Vorschläge, wie ihm das Geld übermittelt werden könnte.

„Am 14. März 1812 hatten wir Verbundene eine Sitzung auf den Gräntzen Kärnthens, in welcher ich so glücklich war, aller Meinung für Rußland zu gewinnen, und unsere Macht wurde zu 4 disponiblen Corps festgesetzt, wobei eine Reserve im Land von 20 000 Mann aufgestellt werden wird. Die Organisationen zu bestimmen, wurde mir der Auftrag gegeben, E. E. den Plan vorzutragen, wie die weitere Bestimmung einzuholen."

Die Deserteure aus Bayern und Württemberg sollen bei der Armee gut aufgenommen werden, da sie die Weisung haben zu dieser überzugehen. Er bittet um Übersendung der ihm zugesagten Medaille zur Hebung seines Ansehens und um das Obersten-Patent. Sonst ist alles bereit zum Angriff.

En remettant cette lettre à Balmaine, le comte de Linange lui confia que 42 personnes françaises de nation et parlant le russe étaient destinées à se glisser dans l'armée russe, comme émissaires. Douze devaient être déjà parties, il y avait un mois, pour Constantinople. Un certain Margot, également français, qui, à ce que prétendait Linange, lui avait donné ce renseignement, s'était trouvé à Erfurt lors du séjour de l'empereur dans cette ville et auquel on avait fait des propositions d'établissement en Russie, comme à un homme entendu dans la partie hydraulique, serait parti ou se préparerait à partir de Paris pour diriger, par ordre du gouvernement français, les opérations des émissaires. Le comte de Stackelberg en faisant part de cet avertissement au chancelier n'y ajouta pas foi. Cependant, il prévia le comte Roumiantsow qu'il comptait envoyer pour la seconde fois le baron de Tuyll à Gratz dans le but de conférer avec Linange.

Le 25 mai (6 juin), Stackelberg communiqua au chancelier une lettre de Linange, dans laquelle celui-ci s'énonçait que le vœu des habitants et l'intérêt de la cause réclamaient la présence d'un officier supérieur russe qui fût chargé du commandement général, car lui, Linange, ne pouvait l'assumer, mais il avait la conviction, et c'était l'opinion de ses adhérents, que le baron de Tuyll était l'homme qui conviendrait le mieux pour l'entreprise. Dans son entretien avec le colonel russe, Linange déclara que pour mettre l'insurrection en train il aurait fallu une somme de 600 000 florins, argent de convention, faisant à peu près 134 500 ducats de Hollande. L'entreprise aurait dû être divisée en trois parties principales. Le Tirol et les pays avoisinants formeraient une division; ils réclameraient 200 000 florins, dont 180 000 pour la solde, et 20 000 florins pour les préparatifs personnels de Linange qui prendrait le commandement de l'insurrection du Tirol ou la direction de la chancellerie générale du commandant en chef, afin de pouvoir se porter où besoin serait. Il réitérait sa demande de venir à Vienne pour y ouvrir des sources d'information; il réclamait pour cela 300 florins et priait qu'on attachât à sa personne le baron Assermann de Letta, ci-devant lieutenant au régiment Hohenlohe-Bartenstein, et le lieutenant baron Lange.

A sa lettre du 20 mai Linange avait annexé la notice suivante:

Die von ihm angegebenen Namen wurden von vielen für zu gering angesehen. Sie sollen aber nur eine augenblickliche Aushilfe sein. Zu viel Geld sei auch gefährlich, außerdem sei viel Geld in der Stadt nicht sicher unterzubringen. Ferner soll sich jeder Mann seines Kommandos mit Geld und Lebensmitteln auf sechs Wochen versehen. Hat er diese nicht, soll er sie sich vom Feinde holen, was die Volksmassen zugleich noch mehr erregt.

Lorsque la guerre fut déclarée et les relations entre l'Autriche et la Russie cessèrent, le comte de Stackelberg, avant de quitter Vienne, voulut envoyer le colonel de Tuyll à Gratz, mais comme sa sœur, Mme de Capelle, était déjà partie, le ministre crut pouvoir l'expédier sous un autre prétexte, nommément pour arranger son établissement à Gratz. Cependant, le départ de Tuyll n'eut pas lieu; le 28 juin (10 juillet), Stackelberg manda au chancelier qu'il venait d'apprendre qu'il y avait eu une perquisition chez le comte de Linange, qui avait reçu l'ordre de quitter la Styrie. Ce fait fut confirmé par le colonel lui-même qui écrivit au ministre que, le 22 juin, un commissaire militaire se présenta chez lui à Gratz pour faire une perquisition, qu'on n'y trouva rien de suspect, mais qu'il reçut l'ordre de se rendre à Ofen en Hongrie et de ne pas s'en absenter. Stackelberg lui fit remettre 300 ducats et l'avertir qu'il ne s'engageât pas trop dans projet, sans recevoir des ordres de la cour de Russie.

L'année se passa sans que Linange ait pu réaliser son entreprise. En 1813 le général Barclay de Tolly, commandant en chef des armées russes, se souvint de lui et proposa à l'empereur Alexandre, pour conserver de l'influence sur le parti tirolien, de subvenir aux besoins de Linange en lui faisant passer 200 ducats. C'était le 20 mai; le 17 juin Barclay de Tolly rappela au comte Nesselrode la nécessité de faire toucher cet argent à Linange, car l'empereur le lui avait accordé. L'inaction pesait sur lui; d'alleurs il manquait de ressources; aussi le 31 août 1813 il envoie la lettre suivante au souverain de Russie:

„Euer Kaiserliche Majestät!

Mein allergnädigster Herr und Herr!

Endes Unterzeichneter waget es sich Euer Majestät in aller Unterthänigkeit mit seiner unterthänigster Bitte fußfälligst zu nahen, um wo möglich nach meinen Wünschen gegen die Feinde Euer Majestät mit dienen zu dürfen.

Es ist nun zwei Jahre daß ich es wagte Euer Majestät einen Plan wegen einer Insurektion in dem Tirol unterthänigst zu unterlegen. Dieser Plan hatte das Glück von Euer Majestät allergnädigst genehmigt zu werden. Nur wurde mir auf den Hohen Entschluß Euer Majestät, von dem Gesandten in Wien, Grafen von Stackelberg befohlen, mich mit denen Tiroler ganz ruhig zu verhalten, indem der Zeitpunkt noch nicht wäre um mit denen Tiroler agieren zu können. Diesem aller Höchsten Befehl gemäß, verhielt ich mich ganz in der Stille. Und mußte in dieser Zwischenzeit mehrere Behandlungen erfahren, welche mich nicht nur um meine Gesundheit gebracht haben, sondern mir auch mein und meiner Frau Vermögen raubten. So zwar daß ich in diesem Augenblick eine Rente des Jahrs zu 7522 fl. C. M. verlieren müssen, und auch keine Hoffnung mir machen kann sobald von dem meinigen etwas zu bekommen. Immer unterstüzend, wie meinen Plan verfolgend, mußte ich sehr viele, mir in meiner Lage äußerst beschwerliche Auslagen bestreiten, um mit meinen Tiroler in einer Verbindung zu verbleiben. Dieses, wie meine zu dreimalen gezwungene Übersiedelungen, und die Krankheiten, haben mich mit meiner Familie in das größte Elend versetzet. Alles trug ich mit einem unerschütterlichen Mut, indem ich mit einem jeden Tag auf eine sichere Erlösung hoffte. Nun wie es scheint wäre der Tag gekommen, wo die Tiroler handeln können, ich aber aus meinem Elend, wie der so lästigen zweideutigen Lage hervor gehen dürfte, wenn Euer Majestät es zu Befehlen gnädigst geruhen wollten. Ich werde mit denen armen Tiroler unser Wort erfüllen, wenn man uns dazu auffordern sollte.

Darum wage ich es, mich vor den Thron Euer Majestät in aller Unterthänigkeit zu werfen und um die hohe wie gnädige Erlaubnis unterthänigst zu bitten, um mit den Tiroler gegen den allgemeinen Feind mit allem Ernst losbrechen zu dürfen. Denn ich kann nun mehr nichts thun als die armen Menschen mit Worten zu trösten, wobei ich Gefahr laufe das Vertrauen des Volkes ganz zu verlieren. So auch muß ich eine Änderung meiner jetzigen Lage von Herzen wünschen, indem ich ansonsten mit meiner Familie in größtem Elend zu Grunde gehen muß. Da ich alles was ich mein nennen konnte, für diese Sache mit allen Freuden aufgeopfert habe, daß mir nun nicht mehr so viel von meinen eigenen übrig geblieben ist, um mir nur ein Pferd verschaffen zu können.

Euer Majestät! wollen in Gnade meine Lage in allergnädigste wie huldreichste Berücksichtigung nehmen, und mich in Wirkung zu versetzen, wodurch ich nur allein die Gelegenheit bekommen kann, meine Treue für Euer Majestät zu beweisen, wie gleich alle meine Handlungen zu rechtfertigen.

Dieses waget Euer Majestät in aller Unterthänigkeit zu bitten

Euer Kaiserliche Majestät

Mein allergnädigster Herr und Herr

unterthänigster Knecht

Christian Graf von Leiningen

Oberst

Ofen in Ungarn den 31ten August 1813."

II.

Franz Fidel Jubile, major tirolien.

Au mois de décembre 1812 arriva à Saint Pétersbourg le major tirolien Franz Fidel Jubile du Vorarlsberg ou Voradelberg, comme il l'écrivait. Nous ne savons pas comment il est venu en Russie, par quelle voie et à quels frais; mais il présenta au chancelier comte Roumiantsow la notice suivante, d'où nous pouvons conclure dans quel but il était arrivé à Saint-Pétersbourg et ce qu'il attendait de son voyage

„Obschon im Jahre 1809 das Patriotische Bestreben, die Aufopferungen und der muthige Wiederstand der gegen den allgemeinen Feind von Europa verbündeten Tiroler und Voradelberger ohne Erfolg blieb und sie gezwungen waren sich der Macht der Umstände auf einige Zeit zu unterwerfen, so haben dieselben hiermit doch nicht ihre Gesinnungen und den Haß gegen die Franzosen abgeschworen, der sie von jeher beseelt hat. Noch besteht in Tirol, Voradelberg und einem Teile der Schweiz ein fester Bund von unternehmenden und tapfern Männern, welche nur die Gelegenheit erwarten sich zu erheben, ihre Gesinnungen laut werden zu lassen und sich an der Spitze ihrer Untergebenen und Landleute zu setzen, um zu dem erhabenen allgemeinen Zweck der Erlösung Europas von Napoleons tyrannischen Joch das ihrige mit alle den Beweisen von Tapferkeit beizutragen, wovon die Mitwelt bereits vor einigen Jahren Zeuge war.

Zu der Zahl jener Verbündeten gehört auch der Unterschriebene, und ich nehme mir daher die Freiheit dem Ministerium S. Russischen Kaiserlichen Majestät Folgendes mitzuteilen. —

1. Mehrere Verbündete, Schweizer, Tiroler und Voradelberger, die unter ihrem Volke ein gewisses Ansehen und die nöthige Achtung genießen, haben sich mit einem Eidschwur wechselweise zugeführet, bei der ersten Gelegenheit ihr Vaterland von dem Einflusse der französischen Tyrannei, sowohl als auch von der Sclaverei der verbündeten Könige zu befreien.

2. Um für diesen Entzweck das Interesse und den Schutz von England und Rußland zu erwerben, bin ich Franz Fidel Jubile, Commendant der Scharfschützen von Ober und Unter Rheintal, so wie auch von Voradelberg ausgesandt worden.

3. Ich wende mich daher mit der unterthänigen Bitte an Sr. Majestät den Kaiser Alexander, welchen Europa bereits als seinen Befreier ansieht, die Lage unseres Volkes und seinen guten Willen einiger Aufmerksamkeit werth zu halten. Mögen Seine Majestät in dem Augenblicke, wo bereits die Macht Napoleons von der russischen Nationalkraft und der Tapferkeit seiner Kriegsherrn zittert, einen wohlwollenden Blick auf ein tapferes Volk werfen, welches nichts mehr wünscht als die Erlösung von der allgemeinen Tyrannei, und die Erlangung einer vorigen Freiheit

und Constitution, und das von Begierde bereit bei der ersten Gelegenheit wieder die Waffen zu ergreifen und sie gegen diejenigen zu richten, die ihm seine Verfassung geraubt haben.

4. Zwar besitzen die Tiroler und Voradelberger noch eine hinlängliche Menge von Feldgewehren, um sich auf der Stelle bewaffnen zu können, aber es mangelt ihnen an verschiedener Kriegsmunition, an Pulwer und Blei u. s. w. Um sich diese Kriegsbedürfnisse für einen glücklichen Anfang zu verschaffen, bedarf man einer Unterstützung von ungefähr 300 000 Reichsgulden. Von dieser Summe müßte ein Theil verwendet werden um verschiedene, aus ihrem Vaterlande flüchtige, Officiers und Anführer des Scharfschützen Aufgebots in ihr Vaterland zurückzubringen, wozu sie die nötigen Reisegelder nicht besitzen, und sie dort beim ersten Wink an die Spitze ihrer ehemaligen Compagnien stellen zu können.

5. Dieses Aufgebot soll zuerst in Graubünden, an der Grenze von Tyrol organisiert werden. Dort soll, sobald wir durch Geld Unterstützung in Stand gesetzt sind, jeder Commendant und Offizier die für seine Compagnie nötige Munition erhalten, die man leicht in der Schweiz ankaufen kann, auch sollen von dort Proclamationen nach Tyrol, Steiermark, nach Italien, nach Triest und Fiume ergehen. Man wird vorzüglich im Anfange trachten sich eines von jenen beiden Häfen zu bemeistern und sich dadurch in Verbindung mit England zu setzen, so daß man zur See viel leichter für die Folge und Fortdauern des Unternehmens Kriegsmunition erhalten kann, welche uns für diesen Fall bereits von England zugesichert sind.

6. Der günstige Augenblick für einen Aufstand im südlichen Europa ist gegenwärtig erschienen, wo die Hauptmacht Frankreich und seine Verbündeten in entferneten Gegenden gezwungen sind den siegreichen Waffen des Kaisers von Rußland zu wiederstehen, und daher unserm Unternehmen weniger Wiederstand geleistet werden kann. Sobald das Aufgebot organisiert ist, wird uns nichts im Wege stehn glückliche Einfälle in das Königreich von Baiern, Würtemberg und das Großherzogtum Baden zu machen, und dort und dort der Macht des Feindes auf alle mögliche Weise zu schaden. Auch ist es keinem Zweifel unterworfen, daß wir in jenen Ländern bald Teilnahme und Verbündete finden werden, die geneigt sind, sich an uns zu schließen und so durch einen allgemeinen Aufstand dem Feind im Rücken und an den Grenzen seines Reiches zu beunruhigen, und zu seiner Demüthigung und Vertilgung das Ihrige beizutragen.

7. Sobald es mir gelungen sein wird mehrere der Vertriebenen Officiere, Commendanten an die Grenze zu bringen, und dort den ganzen Plan zu organisieren, so kann ich gut dafür stehn, daß in 14 Tagen an 80 000 Mann regulierte Scharfschützen, wovon die meisten schon seit 13 Jahren an den Gebirgskrieg gewöhnt sind, aufstehen werden.

8. Wenn durch die allerhöchste Gnade S. Majestät uns die angezeigte Geldunterstützung zu teil werden soll, so kann dieselbe durch hiesige

Wechselhaüser und ansehnliche Kaufmannshaüser in die Schweiz remitiert werden, von welchen dieselbe allmälig erhoben werden kann. Es ist zugleich zu wünschen, daß ein Russischer kaiserlicher Comissair mit mir abgeschickt werde, welcher Zeuge der guten und rechtmäßigen Verwendung der Summe und unseres ganzen Unternehmens sein kann.

9. Ich muß jedoch bemerken, daß ich von jener obenmeldeten Summe mir einen Vorschuß von etwa 19 000 Reichsgulden erbitten muß, welche dazu dienen soll, unter die vertriebenen Officiere des letzten Tiroler Aufgebots, als Reisegeld nach der Grenze ihrer Heimath ausgeteilt zu werden. Die meisten befinden sich in einer beträchtlichen Entfernung von ihrem Vaterlande und mehrere davon in den östreichischen Staaten.

10. Sobald dieser Plan und meine unterthänigste Darstellung des patriotischen Unternehmens für die Erlösung meines Vaterlandes die Aufmerksamkeit und den Beifall Sr. Kaiserlichen Majestät erlangen wird, werde ich auch die Namen und den Stand derjenigen Officiere und Commendanten aus der Schweiz, Voradelberg und Tirol umständlich anzeigen, welche sich mit mir als Bundesgenossen für die gute Sache für die Befreiung meines Vaterlandes und für das Wohl und die Ruhe von Europa verbündet haben.

11. Inliegend folgen meine mit Ehren verdiente Dokumente, welche ich Sr. Kaiserlichen Majestät unterthänigst zu Füßen lege."

Les explications que Jubile put donner verbalement à Saint-Pétersbourg furent résumées dans un exposé, d'après le quel les Tiroliens et les habitants du Vorarlberg chercheraient à obtenir l'assistance de l'Autriche et seraient prêts à rentrer sous sa domination, comme ils y avaient été autrefois. S'ils n'y parvenaient pas, ils avaient le projet de former un état indépendant confédéré avec la Suisse et se trouvaient déjà en relations à ce sujet avec le landamann. Ils étaient décidés à commencer et voulaient seulement s'assurer d'une première assistance de 300 000 florins. Le moment de l'explosion serait celui de la levée des recrues que les déchets de l'armée française rendaient nécessaire. Les Suisses étaient d'intelligence avec les Tiroliens pour secouer le joug des Français. Jubile avait l'intention d'aller à Vienne et aurait désiré que les fonds y fussont immédiatement envoyés. Pour ce voyage il lui fallait 300 ducats. Dans le but d'inspirer la confiance du gouvernement impérial dans sa mission et sa personne Jubile présenta les certificats suivants:

1) Un ordre ouvert signé par Andreas Hofer, ci-devant commandant en chef dans le Tyrol.

Le s[r] Jubile est chargé de lever 1600 hommes dans 4 districts pour venir au secours des habitants du Vorarlberg.

2) Un certificat du 12 janvier 1812 signé par Sigismond Nachburn, ci-devant major de l'insurrection tirolienne et certifié par le commissaire général autrichien dans le Vorarlberg.

Ils attestent la bravour que le s[r] Jubile a montrée dans les différents combats et son intelligence dans l'exécution de différentes commissions qui lui avaient été données.

3) Un certificat du 20 août 1810 signé par Wendellin Kottrein, ci-devant commandant des frontières et des avant-postes tyroliens. On y indique que le porteur nommé Jubile, major, a d'abord commandé 4 compagnies des défenseurs de la vallée de l'Inn supérieur et inférieur, ensuite 4 compagnies de la vallée de Patzenau et qu'il a commbattu à leur tête avec honneur et distinction contre les Bavarois.

4) Un certificat du 18 février 1811 signé par Jean de Camihel, commandant autrichien du Vorarlberg; on y atteste que le sieur Jubile a employé son influence personnelle à lever dans une seule vallée dans 4 jours, 300 volontaires armés, avec lesquels il a bien défendu les postes qui lui avaient été confiés et a fait avec intelligence des recouvrements qui lui avaient été ordonnés.

5) Un billet adressé le 7 août 1811 par M. de Wrbna au major Jubile pour lui annoncer que l'empereur d'Autriche lui donnerait audience le même jour.

Jubile communiqua la liste des personnes avec lesquelles il était lié par l'enterprise.

„Verzeichnis der Namen der verbündeten Schweizer, Tiroler und Voradelberger:

Franz Fidel Jubile, Commendant aus Voradelberg,
Johann Anton Hyns Beuye, Landmann aus der Schweiz,
Graf Johann von Salis aus Graubunden,
Major Haressen aus Tirol,
Major Müller aus Voradelberg,
Johann Hagleutnen, Hofer's Feld-Caplan und Tirol-Commendant Speckbacher aus Tirol,
Commendant Thealgutter aus Tirol,
Major Nachtbaur aus Voradelberg,
Verpflegs-Commissair Lienz aus Voradelberg,

Verpflegs-Commissair Krumer aus Tirol,
Commendant Dunkler aus Tirol.“

Le 3 décembre 1812 Jubile reçut du comte Roumiantsow 500 roubles et donna quittance. Le 11 du même mois il lui fut remis de la part du chancelier encore 300 ducats de Hollande pour son voyage et sous sa quittance.

Le même jour il reçut, traduite en allemand, la note suivante, dont le projet est écrit en français:

„S. M. n'a cessé de prendre un vif interêt au sort des braves et loyaux habitants du Tyrol et Voralberg; depuis longtemps ella a apprécié leur courage et leurs vertus et a vu avec peine leurs efforts pour conserver leurs antiques institutions et des maîtres que, depuis plusieurs siècles, ils chérissaient ayant dû céder à la force qui tendait à les soumettre à un pouvoir arbitraire et étranger et à des institutions opposées à leur caractère, à leur habitudes et aux sentiments de leurs cœurs.

Ces dispositions bienveillantes de S. M. ne se démentiront jamais et elle sera toujours charmée de pouvoir en donner des preuves à la brave nation tirolienne et aux habitants du Voralberg. Mais ses principes lui défendent de provoquer en sa propre faveur, de la part de ces peuples des élans de patriotisme qui pourraient être hasardés. Ces peuples méditent une opposition à l'oppression qui pèse sur eux et qu'ils trouvent insupportable. S. M. applaudit à un aussi noble sentiment, mais c'est eux-mêmes qui doivent bien examiner s'ils ont les moyens de l'entreprendre avec succès et de la soutenir et S. M. I., quoique mue par des sentiments paternels envers ces peuples, étant trop éloignée pour les soutenir vigoureusement, occupée d'ailleurs d'une lutte qui exige l'emploi direct de toutes les ressources de son empire, ne peut en détourner qu'une faible partie en leur faveur.

Ces peuples croyent avoir besoin de 300 000 fl. d'Empire. Elle est prête à les mettre à leur disposition dès l'instant où guidés non par l'intérêt de S. M., mais par le leur propre, ils se croiraient indispensablement obligés à prendre la résolution de secouer le joug qui pèse sur eux; mais elle ne veut absolument point que cette assistance soit le mobile des actions des habitants du Tirol et du Vorarlberg pour n'avoir pas à se reprocher les chances, auxquelles ils veulent s'exposer.

C'est ce que S. M. peut faire dans les circonstances actuelles. Du reste, elle abandonne entièrement aux chefs, dans lesquels ces peuples ont placé leur confiance, à s'entendre entre eux et à examiner s'ils peuvent commencer et soutenir leur entreprise, s'ils jugent nécessaire et peuvent obtenir de la part de l'Angleterre ou de l'Autriche tous les secours dont vraisemblablement ils auront besoin.

Afin qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur les hautes intentions de S. M., elle a chargé le soussigné de remettre cette déclaration au sieur Franz F. Jubile, afin qu'il puisse la communiquer à ses commettants“.

Pour faciliter le voyage du major Jubile on lui adjoignit un courrier, l'enseigne Thomson, qui était censé accompagner le sieur Jubile, architecte. A Radziwillow, dernière station russe avant de passer la frontière autrichienne, Thomson devait se séparer de son compagnon et le remettre aux soins du maître de poste de l'endroit l'assesseur de collège Charles Giers [1]). Celui-ci avait reçu l'ordre de lui procurer un passeport du prince Henri de Reuss, commandant en chef de Galicie, pour son voyage jusqu'à Vienne. D'après ses instructions, Thomson, pendant son trajet par l'Autriche, devait prendre des habits particuliers et ne pas dévoiler qu'il était courrier russe; dans ce but il était muni de deux passeports, l'un de courrier et l'autre de marchand russe.

Jubile partit comptant obtenir le secours d'argent du gouvernement impérial pour son entreprise. Il se rendit dans son pays pour préparer le soulèvement. Mais ne recevant pas les subsides tant souhaités, nous le voyons en 1813 arriver à Reichenberg en Silésie, au quartier général russe, et écrire de là une lettre désespérée au comte Nesselrode, datée du 3 août:

,,Euer Excellenz und Hochgeborener Herr Graf!

Mein Pflicht und Schuldigkeit, die ich gerne zu erfüllen wünsche, erspricht es von mir daß ich Euer Excellenz über meine Geschäfte Rechenschaft ablege.

Ich hatte bereit alles in Ordnung: sichere und angesehene Männer sowohl in Tirol, Vorarlberg als auch in der Schweiz, in das Interesse ganz Deutschlands gezogen und sie zum allgemeinen Kampf bereitwillig gefunden, und dennoch erhielt ich die 300 000 noch nicht. Der eingetretener unglückseelige Waffenstillstand zerstörte alle meine Hofnungen, destwegen reißte ich selbst in das kais. russiche Hauptquartier, noch weiß ich nicht was ich zu hoffen habe. Würde jene Summe meinen Wünschen gemäß verabfolgt werden sein, es wäre Tirol befreit und Oesterreich gegen Frankreich in seinen Gesinnungen bestimmter, denn Oesterreich würde wohl nicht mit Ehre ein so treues Volk als Tirol in Stiche gelassen haben. Ich nehme mir die unterthänigste Freiheit Euer Hochgeborene die Sach meines unglücklichen Vaterlandes anzuempfehlen und zu bitten daß Höchstdieselben die Versicherung meiner tiefsten Verehrung und Ergebenheit genehmigen wollen der ich allerunterthänigst bien Euer Excellenz ergebenster Diener Franz Fidel Jubile K. K. Major in Vorarlberg."

---

[1]) C'est par son entremise que s'effectuaient les relations secrètes entre les deux gouvernements. C'est le grand-père de l'ambassadeur actuel de Russie à Vienne, Mr Nicolas Giers.

III.

Le comte Jean de Salis-Soglio. Le comte Rudolphe Paravicini. Le baron Antoine de Haysdorff. Sebastian Riedl.

L'an 1813 vit d'autres personnes entrer en relations avec le gouvernement russe, dans le but, de soulever le Tirol et les pays adjacents contre les Français. Le comte Jean de Salis-Soglio, des Grisons, que Linange considérait comme son auxiliaire le plus important, écrivit au baron de Tuyll, au quartier-général de Schweidnitz en Silésie, une lettre de Pressbourg, datée du 8 mai. Il y recommanda son parent, le comte Rudolphe Paravicini, un de ceux qui avait combattu en 1809 et avait été le chef de la contre-révolution dans la Valteline. Paravicini se présenta au baron de Tuyll qui dans sa dépêche, datée de Schweidnitz du 18/30 mai, dit que le comte lui avait parlé de remettre en train l'affaire du Tirol. Il n'exigeait pas de troupes pour le commencement, mais désirait recevoir de l'argent par 300 000 florins pour chacun des cinq districts: le Tirol, la Valteline et les montagnes voisines, les Grisons, la Suisse, la Vénétie et l'Illyrie. De plus, pour chacun des chefs militaires de chaque province il aurait fallu un grade russe, au moins celui de colonel.

Le général Barclay de Tolly trouva utile de soutenir les relations avec le parti tirolien et de distinguer ses chefs. Dans ce but, le 20 mai, il proposa à l'empereur Alexandre d'accorder au comte Paravicini le grade de colonel à son service et d'octroyer au comte de Salis la croix de St Anne de la 2me classe. L'empereur daigna donner son consentement à la proposition du général en chef. Plus tard, le 22 juillet, à Reichenbach, Barclay de Tolly porta à la connaissance de S. M. que le colonel à son service, comte Paravicini, était arrivé de la part des comtes de Salis et de Linange pour hâter les préparatifs à l'insurrection du Tirol et des pays voisins. Dans une notice le général fit ressortir les raisons suivantes qui semblaient devoir engager à ne point retarder le commencement de ce soulèvement:

„1) L'extrême dépopulation dont souffrent tous ces pays par suite des levées de l'ennemi, qui, d'après ce qu'on assure

en a décrété une de l'âge de 18 ans jusqu' à 45, est un mal qu'il faut se hâter d'arrêter.

2) Un des principaux avantages de l'insurrection, si elle a lieu immédiatement, sera de tenir en échec l'armée du vice-roi d'Italie.

3) Il faut devancer la saison des neiges, où l'on ne saurait ni se tenir, ni opérer dans les montagnes; si l'ennemi se trouve à cette époque maître des vallées, où il aura pénétré avec son artillerie, les habitants seront dans l'impossibilité de servir la cause générale.

4) Les hostilités commençant le 16 août [1]) nouveau style si l'on veut agir simultanément dans les pays en question, ceci demande qu'on arrête des mesures, qu'on transmette des instructions et l'argent nécessaire, ce qui exige du temps. La guerre une fois en train, tout cela devient très difficile. Le comte de Salis propose d'employer pour l'insurrection une somme d'au-delà de 100 000 livres et appartenant à l'ancien gouvernement de Berne et placé en Angleterre. Il a donné au comte Paravicini des pouvoirs relatifs à cet objet. Ce point pourrait être discuté avec lord Carthcart [2]). Lord Bentinck [3]) a adressé de Palerme au comte de Salis une lettre, où il lui assigne une somme à toucher chez Mr King. Mais ce dernier avait quitté Vienne lors de la réception de cette lettre. Lord Bentinck a fait savoir au comte de Salis que du moment où l'insurrection éclaterait, il arriverait avec toutes ses forces disponibles et apporterait avec lui des secours d'argent, de munitions et d'armes. Il serait conséquemment nécessaire, du moment que l'on se sera décidé à donner suite à cette affaire, d'expédier un courrier à lord Bentinck pour l'informer du plan que l'on se sera proposé de suivre et le mettre à même d'y coopérer par un débarquement. Il serait à désirer que ce dernier s'effectuât dans les environs de Venise. Les expéditions sur les côtes de la Calabre ou sur celles de Gênes, dont il a été question, s'éloignent trop du théâtre où doit se concentrer l'activité de l'insurrection.

---

[1]) Le 24 mai (5 juin) avait été signé entre les combattants un armistice.

[2]) Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg.

[3]) Amiral anglais.

Le comte Paravicini propose pour le cas où l'on croirait devoir retarder encore l'insurrection, de lever en Hongrie un corps franc, composé des conscrits déserteurs du Tirol et Italiens, qui s'y trouvent en nombre suffisant. Le comte Paravicini est également chargé de représenter que si l'intention de S. M. était d'abandonner la direction de l'affaire de l'insurrection à l'Autriche, il sera nécessaire de mettre, le plustôt possible, le chefs en rapport avec le ministère autrichien. Dans ce but il désirerait être présenté au comte de Stadion, afin que ce dernier pût s'adresser sort au comte de Metternich soit au prince de Schwarzenberg. Il remarque que, comme le comte de Linanges est toujours soumis à une surveillance inquiète de la part du gouvernement autrichien, il serait à désirer que l'on obtînt de ce dernier qu'il accordât au comte de Linange une confiance méritée et qu'il l'employât au Tirol, où il jouit du plus grand crédit. Ce dernier point paraît délicat et demande à être attentivement pesé. Il est assez probable que le gouvernement autrichien attribue au comte de Linange, relativement au Tirol, des vues personnellement ambitieuses qui ne s'accordent point avec celles du cabinet de Vienne. Mais l'on doit supposer, d'un autre côté, que le comte de Linange se conduira, en tout, d'après les intentions de S. M. et qu'il ne s'agit que de les lui faire connaître. Il n'est pas difficile de s'apercevoir du tort qui résulterait pour l'insurrection de l'exclusion d'un ou de plusieurs de ses principaux chefs. Une communication franche et entière envers l'Autriche parait ici nécessaire et urgente.

Le comte de Salis a prié le commandant en chef de mettre aux pieds de S. M. ses très humbles remercîments pour la décoration qu'elle a daigné lui destiner."

Encore en décembre 1812, arriva à Saint-Pétersbourg le baron Antoine de Haysdorff qui avait reçu pour mission, de la part du Tirol, d'intéresser l'empereur de Russie au sort de ce pays et des contrées avoisinantes. Comme il le dit dans une notice, il avait à implorer ce souverain:

Die ganz darauf gerichtete Provinz in Stand zu setzen, damit sie sich für den ersten Augenblick mit Waffen und Munition versehe, für den Fall eines Friedens auf das Schicksal der Provinzen bedacht zu sein und im Falle eines unglücklichen Ausganges den Führern dieser Volksbewegung Zuflucht in Rußland zu gewähren. Wenn dieses erfüllt würde,

so hängt der Anfang der Volksbewegung nur von der Rückkehr des Barons ab.

„Schließlich noch nachstehende Bemerkungen:

a) Die Volkszahl von Vorarlberg allein beträgt 91 000 Seelen; diese Provinz hatte während der Insurrection von 1809 ein vollkommen organisiertes und bewaffnetes Corps von 9000 Freier (?), und der Landsturm betrug jedesmal, wenn er ging, 21 000 Mann.

b) Es herrscht zwischen Tyrol, Vorarlberg, Graubünden, diesen kleinen schweizer Cantons und Schwaben, ein solches Einverständniß, daß bei dem ersten Ausbruch eines solchen Aufstandes der Zusammentritt und das gemeinschaftliche Mitwirken aller dieser Länder im geringsten nicht zu bestreiten ist.

c) Das Land Tyrol und Vorarlberg hat in den Jahren 1809 u. 10 von seiten England die bestimmte und unzweideutigste Zusicherung einer hinlänglichen Unterstützung erhalten, im Fall sich solche Ereignisse für die allgemeine gute Sache wieder als zweckmäßig ergeben sollten".

Le baron de Haysdorff, qui venait par Londres avec des lettres de recommandation de Vienne du comte de Stackelberg et du prince Kourakine, fut présenté au chancelier, comte Roumiantsow et à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cathcart. Le comte Roumiantsow promit de soumettre la demande de secours, qu'exposait le baron de Haysdorff en faveur de son pays, à la résolution de l'empereur qui avait déjà quitté Saint-Pétersbourg. Lord Cathcart, qui allait rejoindre S. M. en son quartier-général, voulut recommander le patriote tirolien à lord Walpole, dont l'arrivée à Saint-Pétersbourg était attendue. Le baron de Haysdorff énonça le désir d'aller lui-même implorer S. M., mais on le retint à Saint-Pétersbourg en lui faisant espérer un résultat favorable, dont on ne manquerait pas de lui faire part, à Saint-Pétersbourg même.

Dans une lettre du 17 février, il expose son désespoir d'avoir perdu quatre semaines depuis son entrevue avec le chancelier et d'être resté sans réponse; il demande qu'on le laisse partir au quartier-général de l'empereur. Au bout de trois semaines, le 14 mars le baron réitère sa demande; il ne peut se figurer qu'on veuille se jouer de lui, mais s'il ne doit rien obtenir qu'on lui donne les moyens de revenir à Vienne et de là au Vorarlberg pour y apporter à ses amis et compatriotes la nouvelle, aussi douloureuse qu'inattendue, que leurs offres sincères et leurs respectueuses représentations n'avaient pas

été honorées d'une haute décision de S. M. et qu'elle n'avait pas daigné y avoir égard.

Le séjour de Saint-Pétersbourg se prolongeant, le baron de Haysdorff fut bientôt à bout de ressources et dut avoir recours au chancelier, qui, comme le certifie une quittance signée par le baron le 22 mars 1813, lui fit toucher 500 roubles en assignats. Haysdorff en remercia le chancelier par une lettre de la même date, dans laquelle il se plaignit qu'on le tînt à Saint-Pétersbourg depuis plusieurs mois en le leurrant d'espérances, sans lui donner de réponse décisive et sans lui permettre d'aller au quartier-général de l'empereur pour lui exposer de vive voix les doléances de ces compatriotes et leurs prières de secours. Il y mentionna qu'il s'était adressé à lord Cathcart qui, en partant pour aller rejoindre l'empereur, lui avait prodigué ses assurances sur son concours et celui de l'Angleterre, mais l'avait laissé depuis sans aucune nouvelle. Dans une lettre à lord Cathcart lui-même, datée du 26 mars, le baron de Haysdorff lui rappela ses promesses et ses assurances. Il dit que le long retard qu'a subi son entreprise et auquel il était si loin de s'attendre, l'avait réduit à la position la plus désagréable; ce retard était d'un préjudice incalculable pour l'entreprise projetée, dont le succès aurait été d'une importance majeure pour le Tirol et les pays avoisinants. Ces contrées avaient déjà reçu en 1809 et 1810 de la part de l'Angleterre les assurances les moins équivoques, relativement à des secours efficaces. Le baron de Haysdorff est chargé par ses compatriotes d'implorer l'aide de l'Angleterre en ce moment. C'est pourquoi, il prie lord Cathcart, s'il ne peut rien lui accorder de son chef, de lui faciliter les moyens d'aller à Londres pour exposer sa demande directement au gouvernement britannique.

Enfin au bout de plusieurs mois d'attente, arriva l'ordre de l'empereur de laisser le baron de Haysdorff arriver au quartier-général. Il reçut du chancelier une lettre pour le général comte Araktchéiew et le 30 mars il donna quittance d'avoir touché, de la part du chancelier, 150 ducats et 300 roubles en assignats pour son voyage à Kalisch, où était le quartier-général. Mais déjà le 26 mars l'empereur Alexandre avait quitté Kalisch, et le 12 avril il fit son entrée à Dresde. Arrivé dans cette ville

le baron de Haysdorff reçut la nouvelle que tous ses amis avaient été arrêtés à Vienne et l'ordre de l'empereur de se retirer, pour le moment, en Silésie. Il s'éloigna à Breslau, où il resta jusqu' à l'approche de l'ennemi. Dès lors, il suivit le quartier-général et à Schweidnitz, comme il le dit dans une lettre datée du 11 juin et adressée probablement au général Barclay de Tolly, il eut le bonheur de s'expliquer avec son excellence. Un armistice ayant été conclu avec les Français, le baron de Haysdorff en conclut, dans sa lettre, qu'il y aurait peu d'espoir pour lui de voir l'empereur porté à prendre en considération les demandes des Tiroliens. C'est pourquoi, il n'a plus rien à faire qu'à se retirer dans ses montagnes. Mais après avoir fait un séjour de six mois en Russie et en Prusse, il a épuisé toutes ses maigres ressources et demande, en conséquence, l'intercession du général auprès de S. M., afin qu'il lui soit accordé une subvention pour son retour dans sa patrie. Sur le dos de la lettre du baron de Haysdorff se trouve la résolution de l'empereur Alexandre: „les agents tiroliens et autres Jubile, Haysdorff, Salis, Paravicini ont été définitivement adressés, lors de l'alliance[1]) avec l'Autriche, au ministère autrichien pour l'exécution de leurs projets.“ Ainsi, les efforts des patriotes tiroliens de s'entendre avec la Russie n'aboutirent à aucun résultat.

C'est à Dresde que probablement fut remise à l'empereur encore une requête de la part de Sebastian Riedl, conçue en ces termes:

„Seine Kaiserliche Majestät aller Reußen zu besondern.

Übergeber dieß ist Sebastian Riedl von Stum aus Zillerthal Landes Tirol geburtiger getreuter Mann.

Seine gegenwartige Bestimmung ist das außerste Elend dieses Landes zu beschreiben, dessen er von etwelchen Tag noch Zeugenzeig war. Seine Landesleute haben ihn mit gerungenen Handen, für sie Hilfe zu erflehen, mit welcher sie auf das thätigste und mit der Anstrengung aller Kräfte mit zu wirken verlangen.

Nur wünschen sie daß man ihnen den Zeitpunkt und den Ort bestimme, wo sie ihre Streitkräfte anzuwenden haben werden.

Sie glauben unmasgeblich daß der Angriff durch Unter-Baiern über Kufstein, von welcher Festung jetzt das meiste Geschütz schon nach

---

[1]) Le 15/27 juin avait été signée à Reichenbach une convention avec l'Autriche.

Baiern abgetheilet worden ist, am mindesten beschwerlich wäre, und daß 10 000 Mann Infanterie, und etwa 3 Escadrons Cavallerie hinlänglich sein würden, das ganze Land unter Waffen zu bringen, wenn nur auch etwas Feuergewehre, Munition und Feuersteine, und aus Unter-Baiern etwas Getreide mitgebracht wurde.

Die ehemaligen guten Landwehr Commandanten sind zwar nach München abgeführet worden, und man weiß nicht, ob selbe nicht vielleicht als Geissel nach Frankreich abgeführt werden. Indessen ist der beste aller Commandanten noch zu Lebeding, einem Dorfe nahe bei Linz in Österreich, befindlich, der alle Stund bereit ist, seinem Vaterland zu Hilfe zu kommen, der vollkommene Kenntniß des ganzen Innthales besitzt und das allgemeine Zutrauen sich eigen gemacht hat. Es ist Joseph Schelbacher 1809 gewesener Obercommandant im unteren Innthale, ein allgemein berühmter, tapferer, geschickter, thätiger und rechtschaffener Mann, dessen Namen und Gegenwart alles beleben und der zur Besitznehmung des Landes die verlässigsten Plans an Händen geben würde.

Eine Aufvorderung der Tyroler Nation so, wie Preußen und Sachsen erhielt, ist jetzt jenes erwünscheste Signal, auf welches die Tyroler mit gespannten Herzen warten, und sie bitten dringend ihnen durch gegenwärtigen Expressen den allergnädigsten Entwurf zukommen zu lassen.

Tyrol den 20[ten] April 1813.

K. X.

Die Tyroler des Innthales.

Daß sich alles so und nicht anders verhalte, bestätigt das dato Linz 28[tz] April 1813.

Philipp Woendt von Adelsfried
Simon Lennbeck
Peter Kolb
Blasius Hertaage
Mathias Greiterer
Joseph Ebbner
Joseph Haller
Sebastian Zamer."

Celui qui signa le premier ce certificat Philippe d'Adelsfried s'adressa à l'empereur Alexandre avec la proposition suivante que nous n'avons pas trouvée en original, mais seulement en traduction:

„S'il entrait dans les plans de S. M. de faire occuper par ses braves troupes le Tirol à l'effet de couper aux Français les communications entre l'Italie, l'Illyrie, la Suisse et la Bavière, le soussigné, domicilié dans le Tirol, sollicite la faveur d'être réclamé auprès de S. M. l'empereur d'Autriche pour être employé

à l'administration de sa patrie. Major des chasseurs en 1796, commandant en chef de la levée en masse en 1797 et 1799, commissaire des états en 1800, intendant en 1809, ayant été employé pendant 10 ans aux tribunaux et exercé durant 20 ans les fonctions d'agent du directoire, le soussigné est à même de prouver par des documents qu'il connaît à fond la constitution de ses pays et qu'il possède la confiance de ses compatriotes. A Linz le 28 avril 1813.

Signé Philippe Woendt d'Adelsfried-Weicherberg, docteur en jurisprudence, actuellement conseiller provincial en Autriche sur l'Ens." [1])

---

[1]) Die oben mitgeteilten Aktenstücke sind, wo es nicht ausdrücklich anders bemerkt ist, in der Sprache des Originals veröffentlicht und beruhen im Petersburger Hauptarchiv des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten.

Kaiser Alexander und die Großfürstin Ekaterina Pavlovna.[1])

Von

Th. Schiemann.

Die Großfürstin Ekaterina Pavlovna gehört zu den markantesten Figuren der Regierung Kaiser Alexanders I. von Rußland. In der Reihe der zwölf Kinder Kaiser Pauls ist sie das achte. Geboren am 10./21. Mai 1788, vom Vater und ihrer ältesten Schwester Alexandra, die so früh als Gattin des Erzherzogs Palatin von Ungarn, Stephan, sterben sollte, aus der Taufe gehoben, hatten sie zu Paten Kaiser Leopold II. und König Georg III. von Großbritannien. Ihre ersten Lebensjahre fallen noch in die Zeit der großen Katharina, deren Hof nie glänzender gewesen ist, als da ihre Tage sich dem Abschluß zuneigten. Wie die übrigen Töchter Pauls ist auch Katharina von der vortrefflichen Generalin Lieven erzogen worden, welche die Kinder nach Möglichkeit von den verwirrenden Eindrücken des Hoflebens fern zu halten bemüht war. An ihrem siebenten Geburtstag wurde Katherina zum erstenmal coiffiert und ihr die nationalrussische Tracht angelegt. Wir wissen, daß sie bald darauf vor der Kaiserin mit den Schwestern einen russischen Charaktertanz aufführt. Ihr erster Kummer wird wohl der Tod der Großmutter gewesen sein. Sie hat damals bitterlich geweint. Nur wenig ist uns aus den Tagen der Regierung Pauls über die Töchter überliefert. Am Tage seiner Thronbesteigung haben auch sie ihm auf Kreuz und Evangelium Treue geschworen. Sie rückten der Mutter, der Kaiserin Maria Feodorovna, näher, aber die eigentliche Erziehung blieb nach wie vor der Generalin Lieven überlassen.

---

[1]) Großfürst Nikolaj Michajlovič: Korrespondenz Alexanders I. mit seiner Schwester, der Großfürstin Ekaterina Pavlovna. Mit 8 Abbildungen und 2 Faksimiles. Petersb. 1910. gr. 8° S. XXX u. 320. Die Einleitung russisch, der Text französich. Derselbe: Die Kaiserin Elisabeth Aleksejevna, 3 Bde. Petersb. 1908/09 und „Les relations diplomatiques de la Russie et de la France d'après les rapports d'Alexandre et de Napoléon". 6 Bde. 1905/08. Dazu verstreute Nachrichten in den russischen Zeitschriften.

Es wird uns überliefert, daß Katharina früh Reiterin war, daß in Pavlovsk fleissig im Freien auf ad hoc hergestellten Bretterfußböden getanzt wurde. Dann fehlt es an allen Nachrichten. Als Kaiser Paul in das Michaelspalais übersiedelte, hatten die Großfürstinnen Marie und Katharina mit der nunmehrigen Gräfin Lieven ihre sehr einfach ausgestatteten Gemächer in der oberen Etage. Es ist nicht denkbar, daß die tragischen Ereignisse des 11./23. März 1801 unbemerkt an den Kindern vorübergezogen sind. Auch ihnen blieb der furchtbare Eindruck dieser Schreckensnacht für das Leben haften, und sie haben früh das Bild des unglücklichen Vaters allmählich idealisiert. Katharina ist wenige Monate danach 13 Jahre alt geworden, ein frühreifes reich begabtes Kind, von lebhaftem, fast leidenschaftlichem Temperament; sie war die Lieblingsschwester des nunmehrigen Kaisers Alexander I. Er hat sie zärtlich lieb gehabt und seiner Zuneigung mit der Überschwänglichkeit Ausdruck gegeben, die dem Gefühlsleben jener Tage eigen ist. Die erhaltene Korrespondenz des Kaisers mit dieser Schwester reicht bis in das Jahr 1805 zurück und geht von 1807 fast ohne Unterbrechung bis zu ihrem Tode im Jahre 1819.

Es ist offenbar ein Kosewort aus frühester Kinderzeit, wenn er sie Bisiam, Bisiam Bisiamowna [1]) nennt, aber er schreibt auch: charme de mes yeux, adoration de mon coeur, lustre du siècle, phénomène de la nature ou mieux que tout cela, Bisiam Bisiamowna nezaplatni [2]). Er küßt ihr Näschen, ihre Füße, kurz es gibt keinen Ausdruck der Zärtlichkeit, der ihm zu feurig wäre. Aber erst mit dem Jahre 1807, da sie 19 jährig geworden ist, gewinnen die Briefe an Inhalt. Schon 1804 scheint man sich mit der Absicht getragen zu haben, Katharina mit dem späteren Könige Ludwig I. von Bayern zu vermählen. Damals wurde jedoch eine förmliche Verlobung hinausgeschoben, und als der Prinz 1807 seine Werbung vorbrachte, wurde er abgewiesen, aber noch im Herbst 1808 hatte er seine Hoffnungen nicht aufgegeben. Katharina hatte einen anderen Heirats-

---

[1]) Bisiam soll wahrscheinlich Äffchen heißen: Obezjana, zu dem durch Kindermund verstümmelten Bisiam umgebildet.

[2]) unschätzbar, unbezahlbar.

plan gefaßt und damit tritt sie zum erstenmal in einer Frage hoher Politik in den Vordergrund. Dem Kaiser Franz war seine zweite Gemahlin, Maria Theresia, die Tochter Ferdinands von Sizilien, gestorben und Katharina scheute nicht davor zurück, die Stiefmutter der sechs Kinder zu werden, die sie dem Kaiser hinterlassen hatte. Am 26. April schreibt sie darüber dem Bruder, der gerade gegen Napoleon im Felde lag. Alexander riet entschieden ab. Wenn sie nur 24 Stunden mit Franz zusammensei, werde ihr alle Lust zu dieser Heirat vergehen. Zugleich schreibt er in gleichem Sinne der Mutter. Der Herzog von Braunschweig hatte ihm vorgeschlagen, Katharina mit dem Prinzen Heinrich von Preußen [1]) zu vermählen, aber Maria Feodorovna war bereits von Katharina für die Heirat mit dem Kaiser gewonnen. In höchst amüsanter Weise gibt sie die Kritik wieder, die Katharina an den Einwendungen des Bruders übt: „Mein Bruder findet ihn alt — das ist man nicht mit 35 Jahren; er sei häßlich — aus einem schönen Männergesicht werde ich mir niemals etwas machen; il est sale — je le laverais.“ Wenn Alexander ihn niais und maussade finde, so sei das der Eindruck, den er unter den ungünstigen Verhältnissen des Jahres 1805 gewonnen habe. In Zukunft, setzt sie sehr zuversichtlich hinzu, werde Kaiser Franz weder das eine noch das andere sein. Sie getraut sich offenbar, ihn umzumachen und bewegt die Mutter, dem Kaiser Alexander den Entwurf eines Briefes an Franz I zu schicken, der die Frage in Gang bringen soll, und zugleich ein Gutachten des Metropoliten Ambrosius einzuholen, das die Ehe mit dem Katholiken unter gewissen Voraussetzungen billigte. Auch dafür sorgte sie, daß ihr Miniaturbildnis den Weg nach Wien nahm. In ähnlich entschiedenem, halbspöttischem Ton schreibt sie dem Bruder. Es ist kein Zweifel, sie war gewohnt, ihren Willen durchzusetzen [2]). Daß es ihr damals nicht glückte,

[1]) Bruder Friedrich Wilhelm III., starb 1846 unvermählt.

[2]) Die folgenden Briefe Alexanders sind fast sämtlich, wohl durch Fehler des Abschreibers, falsch datiert. Brief Nr. 14 datiert vom 13. Mai 1807 nach altem Stil, also vom 25. st. n. Damals war Alexander eben nach Tilsit übergesiedelt.

Der Brief Nr. 15 dd. Tilsit, den 17. Mai 1807 ist mehrere Tage nach der ersten Zusammenkunft Alexanders mit Napoleon geschrieben, setzt man statt Mai Juni 17/29, so ergibt sich ein mögliches Datum.

scheint an Kaiser Franz, nicht an ihr gelegen zu haben. Ihre Korrespondenz gibt darüber keinen Aufschluß. Einen Mißton zwischen den Geschwistern hat aber diese gescheiterte Heiratsaffaire nicht zur Folge. Am 29. Juni berichtet Alexander der Schwester über seine ersten Eindrücke nach der Verständigung mit Napoleon. „Gott hat uns errettet," schreibt er, „statt mit Opfern treten wir aus dem Kampf mit einer Art Glorie hervor (avec une sorte de lustre). Aber was sagst du von all diesen Ereignissen? Daß ich meine Tage mit Napoleon verbringe und stundenlang en tête à tête mit ihm bin. Sieht das nicht aus wie ein Traum? Es ist über Mitternacht und ich komme eben von ihm." Er möchte sie als unsichtbaren Zeugen an seiner Seite haben. Aber er täuschte sich, wenn er auf ihre Billigung rechnete. Sie sorgte um den Ausgang und fürchtete, daß die Friedensbedingungen nicht günstig genug ausfallen würden. Das Mindeste, was erreicht werden müsse, sei die Weichsel als Grenze gegen Preußen und die Donau als Grenze gegen die Türken. „Denn sonst werden wir die Schande tragen, uns mit einem Manne zu verbrüdern, gegen den wir mit Recht laut deklamiert haben, und keinerlei wirklichen Vorteil und Ehre für Rußland gewinnen: wir werden ungeheure Opfer gebracht haben, um dann genau das zu tun, was wir an anderen getadelt haben, die doch weit schwächer waren als wir. Ich will nur ein Rußland, das unantastbar, unangreifbar, unerreichbar ist, ich wünsche, daß es geachtet werde, nicht in Worten, sondern tatsächlich, denn gewiß hat Rußland die Mittel, es zu sein." Daß Alexander seine Tage mit „Bonaparte" (so schrieb sie, nicht wie Alexander: Napoleon) verbringt, erscheint ihr wie ein schlechter Scherz.

Der Brief Nr. 16 vom 19. Mai ist die Antwort auf einen Brief Katharinas vom 11/23. Mai und daher vor Nr. 15 zu setzen.

Brief Nr. 17 dd. Weimar, den 26. Mai 1807, ist in das Jahr 1808 zu setzen. Das Datum 26. könnte bleiben, wenn statt Mai September gelesen wird, was den 26. September/8. Oktober gäbe und mit dem Brief Nr. 20 vom 27. September/9. Oktober stimmen würde.

Unmöglich ist die Datierung von Nr. 19 Bartenstein vom 23. September 1808. Wahrscheinlich gehört der Brief in das Jahr 1807. Das Geschenk des Eies deutet auf Ostern.

Ebenso unmöglich ist für Nr. 22 die Datierung Olmütz, den 12. Oktober 1808. Alexander war am 6./18. November in Olmütz.

Alle Schmeicheleien Bonapartes seien Fallstricke, „denn dieser Mann ist ein Gemisch von Tücke, persönlichem Ehrgeiz und Falschheit". Sie findet es nur natürlich, daß er sich um Alexander bemüht, er ehre nur sich selbst, wenn er bei Alexander sei, und bei all seiner Größe könne ihm nichts glücklicheres geschehen, als sich Alexanders Freund zu nennen, denn damit würden ihm alle seine Feinde zu Freunden, und er selbst mächtiger und seiner Macht sicherer. Vielleicht werde der Bruder ihr fluchen, vielleicht sich selber verfluchen, aber er habe ihr gestattet, zu reden, und sie sage nur, was sie denke, ihre tiefste Überzeugung. Zürne er ihr, so stehe ihm das frei, aber ihr Mund gehe von dem über, was ihr Herz fülle.

Wir haben leider keine Antwort Alexanders auf diesen leidenschaftlichen Erguß, aber wir werden danach nicht bezweifeln, daß er nicht an eine Vermählung Napoleons mit Katharina denken konnte, wie Napoleon sie geplant zu haben scheint. Das Gerücht von einem solchen Plane war bis nach Baden verbreitet und die Kaiserin Elisabeth hielt die Ausführung nicht für unmöglich. Sie hat aus diesem Anlaß ihrer Mutter eine sehr merkwürdige Charakteristik der Schwägerin gegeben, wobei freilich darauf hinzuweisen ist, daß ihr Katharina, die Vertraute Alexanders in seinen Beziehungen zu Maria Antonovna Naryškin, höchst unsympathisch war. „Ich habe," schreibt sie, „niemals eine seltsamere junge Person gesehen. Sie ist auf bösen Wegen, denn sie hat ihren lieben Bruder Konstantin zum Vorbild für ihr Verhalten und sogar für ihre Manieren genommen. Sie spricht wie eine Frau von 40 Jahren nicht reden sollte, geschweige denn ein Mädchen von 19 Jahren." Sie beherrsche ihre Mutter vollkommen und habe sich jetzt an den Fürsten Bagration, den Kommandanten von Pavlovsk geschlossen, wie ein Finger an den andern; wäre er nicht so häßlich, so liefe sie Gefahr, de se perdre par cette liaison [1]). Elisabeth gibt dabei der Hoff-

---

[1]) Katharina scheint allerdings in ihren Beziehungen zu Bagration nicht die nötigen Grenzen eingehalten zu haben. Als Bagration 1812 nach der Schlacht bei Borodino an seinen Wunden starb, schrieb sie einen Brief nach dem andern an Alexander, um ihn zu bitten, ihr die Briefe zurückzuschaffen, die sie dem General geschrieben hatte. „Il a des documents en main qui pourraient cruellement me compromettre..." und später als

nung Ausdruck, daß ihr Neffe, der Kronprinz von Bayern, sie nicht zur Frau nehmen werde, was an ihr liege, wolle sie dagegen tun. Es scheint aber, daß es schließlich der Kaiser Napoleon selbst gewesen ist, der diesen Plan zu Fall brachte: er fürchtete den Ehrgeiz Katharinas und hatte wohl das richtige Gefühl, an ihr eine Feindin zu haben. Ihre Beziehungen zu Bagration mögen sich so auf dem Boden der Gemeinschaft des gleichen politischen Hasses aufgebaut haben, dauerten aber noch zu Anfang 1809 fort. Für das Jahr 1808 haben wir nur wenig Nachrichten über Katharina. Aber es zeugt vom politischen Vertrauen Alexanders, wenn er ihr aus Weimar im Oktober 1808 schreibt: „Bonaparte behauptet, ich sei nur ein Dummkopf. Wer zuletzt lacht, lacht am besten und ich setze mein Vertrauen auf Gott." So ist Katharina eine der ersten, vielleicht die erste gewesen, die erfuhr, daß Alexander sich dem Bann Napoleons bereits entzogen hatte und seiner Zeit harrte. Auch der Hinweis auf sein Gottesvertrauen, das hier nicht Phrase sein kann, verdient Beachtung. Es ist ein Vorzeichen zu der tiefgreifenden Wandlung, die sich allmählich in ihm vorbereitete.

Daß die Erfurter Tagung die Notwendigkeit, Katharina zu verheiraten, nahe legte, ist bekannt. Es hat in Petersburg eine Partei gegeben, die ihre Vermählung mit Napoleon nicht ungern gesehen hätte, weil man davon einen dauernden Frieden mit dem gefürchteten Imperator erwartete, und dieser Gedanke ist 1811 und 12 sehr laut zum Ausdruck gekommen; man klagte über die versäumte Gelegenheit, Napoleon durch diese Heirat an Rußland zu fesseln, wie uns die Berichte des französischen Botschafters Caulaincourt bezeugen. Katharina hatte sich aber schon im Herbst 1808 für den Prinzen Georg von Oldenburg, zweiten Sohn des regierenden Herzogs Peter I., entschieden, und am 13. Januar 1809 erfolgte die Verlobung, am 3. April die Hochzeit. Ihr politischer Einfluß hatte sich um diese Zeit noch merklich gesteigert. Sie sei, schreibt Caulaincourt, das Orakel der Familie und beinahe der öffentlichen Meinung, die Mutter und Konstantin würden von ihr geleitet. Auch wußte

Alexander ihr die beruhigende Nachricht gibt, daß Bagration alles verbrannt habe, spricht sie von den „erreurs passées".

er, daß sie Alexander beeinflußte, wenn auch nicht, in welchem Grade es der Fall war. Man hat den Eindruck, daß er sie fürchtet, und daß es in Petersburg Kreise gab, die ihn in der Vorstellung bestärkten, daß Katharina einmal die Rolle spielen könnte, die ihre Großmutter auf den Thron geführt habe. Verschwinde Alexander vom Schauplatz, so stehe dem kein Hindernis im Wege. Aber das waren Hirngespinste und Klatsch der Petersburger Gesellschaft, denen die Realitäten nicht entsprachen. Als Katharina mit ihrem Gemahl nach Tver zog, das dem Herzog als Gouvernement zugewiesen war, ist sie bereits die vertraute Beraterin Alexanders in den wichtigsten politischen Fragen, auch ist es ganz auszuschließen, daß sie je gegen den Bruder hätte agieren können. An ihrer aufrichtigen Zuneigung zu Alexander ist nicht zu zweifeln. Ihm aber war es ein Bedürfnis, sich mit ihr auszusprechen, und sie ist wohl die einzige Persönlichkeit gewesen, zu der er unbedingtes Vertrauen hatte. Weder die Mutter noch Elisabeth, noch endlich Konstantin haben in jenen kritischen Jahren sein Vertrauen mit ihr geteilt. Nur Katharina kannte die verschlungenen Wege seiner Politik. Leider sind ihre Beratungen meist mündlich gepflogen worden. Alexander pflegte sich, wie es scheint, für seine Gespräche mit der Schwester ein Programm zu entwerfen, damit sie vorbereitet in die Diskussion eintreten könne, und eins derselben hat sich erhalten. So oft es irgend möglich war, fuhr er nach Tver hinüber; nur wenn längere Pausen eintraten, setzte die Korrespondenz ein, die zudem vorsichtig geführt wurde, vielfach in Andeutungen, die halb erraten werden müssen. Als Alexander zu Fredriksham seinen Frieden mit Schweden schließt, ist es Katharina, die er vor allem benachrichtigt. Es sei, schreibt er schon am 6. September, ein vortrefflicher Friede, ganz wie er ihn gewollt. „Ich kann dem höchsten Wesen nicht genug danken. Völlige Abtretung von Finnland bis Torneå mit den Ålandsinseln, Beitritt zum Kontinentalsystem und Schließung der Häfen für England, endlich Frieden mit den Aliierten Rußlands und das ist ohne Vermittlung abgeschlossen worden. Das gibt guten Anlaß, ein schönes Te Deum laudamus zu singen, auch wird das unsrige mit allem militärischen Pomp sich zeigen dürfen (ne se mouchera pas du pied).“

Als dann Ende Dezember 1809 die Werbung Napoleons um die Großfürstin Anna erfolgte, wird Katharina sowohl von der Mutter wie vom Bruder um ihren Rat gefragt. Der Kaiser hatte viele Gründe, um mit möglichst gutem Anstande einen ablehnenden Bescheid zu erteilen. Napoleon gegenüber wollte er die Weigerung der Mutter als Grund vorführen. In Wirklichkeit bestimmte ihn die Sorge, daß die öffentliche Meinung Rußlands sich gegen die Heirat richten werde. Er fürchtete bei der Unpopularität seiner französischen Politik einen Aufstand, zugleich aber einen Bruch mit Napoleon. Die Rüstungen Rußlands waren nicht vollendet, die Finanzen nicht auf einen Krieg vorbereitet, er meinte noch fünf Jahre zu brauchen, ehe er den Entscheidungskampf aufnehmen könne und war daher sehr zufrieden, als Katharina und ihr Gemahl sich seiner Ansicht anschlossen. Caulaincourt aber wurde so völlig getäuscht, daß er Napoleon berichtete, Katharina sei für die Heirat gewesen und habe erklärt, daß, als es sich früher um sie handelte, sie zugegriffen hätte, und bald darauf meldete er, daß die Russen allgemein bedauerten, daß nicht sie Kaiserin von Frankreich geworden sei [1]). Neben diesen politischen Fragen knüpfte sich um diese Zeit ein neues Band zwischen Katharina und Alexander. Der Kaiser weihte sie in seine freimaurerischen und mystischen Studien ein. Auf ihre Bitte schickt er ihr im November 1809 freimaurerische Schriften zu und verspricht ihr, nach einigen Tagen eine Art Schlüssel zu senden, ohne den man das Buch „von den Irrtümern und Wahrheiten“ nicht verstehen könne. Sie antwortet ihm am 8./28. Februar 1810: „Ich müßte sehr irren, wenn die Freimaurerei nicht dem Studium der Werke Christi ihren Ursprung verdankt. Man fand sie erhaben, aber nicht göttlich, wagte aber nicht, es laut zu gestehen und bildete Gesellschaften der Nachfolge Christi; das ist der Inhalt ihres Geheimnisses, ihrer Parabeln, ihrer Erhabenheit, und es ist wahr, daß die aufrichtigen unter ihnen höchst achtbare Männer sind.“ Das ist ein Urteil, das gewiß vom Verstande Katharinas zeugt, und ebenso gut Katharina II. für die Zeit, da sie die Freimauerei

[1]) Berichte Caulaincourts, Bd. V, 5. Januar, 6. Januar, 21. Januar, 9. März 1810.

noch nicht für staatsgefährlich hielt, in den Mund gelegt werden könnte. Der Schlüssel zum Verständnis der mystischen Literatur, den Alexander ihr schickte, ist erhalten und überaus merkwürdig. Er kann wohl als Beweis dafür dienen, daß, bevor Alexander, durch die Ereignisse des Jahres 1812 ergriffen, sich dem kirchlichen Christentum zuwandte und durch Frau von Krüdener zu dem extatischen Christentum geführt wurde, als dessen Prophetin sie sich fühlte, Freimaurerei und Martinismus die Formen und Gedanken gaben, die sein religiöses Bedürfnis befriedigten. Er teilt die mystische Literatur in drei Gruppen: die Schriften Böhmes, Swedenborgs und St. Martins. „Glücklich, sagt er, wer, nachdem er einige Zeit der Forschbegierde des Verstandes geopfert hat und der Schriften der ersten Klasse überdrüssig geworden ist, sich der zweiten zuwendet und dann in die dritte eindringt. Vollkommenheit und Wahrheit liegen am Grunde, denn die Vollkommenheit in allen Dingen ist einfach." Er fügt aber zum Schluß noch hinzu, daß in all diesen Schriften eine große Mischung von Wahrheit und Verirrungen zu finden sei. Die Schriften von Jung Stilling scheint er damals noch nicht gekannt zu haben. Er bemerkt nur, sie seien alle deutsch geschrieben, und im russischen gebe es nur unbedeutende Auszüge.

Jedenfalls beschäftigten diese religiösen Fragen ihn und die Schwester lebhaft. Noch im Dezember 1811 schreibt er ihr, sie solle ihm nie Wichtiges in ihren Briefen durch die Post senden „surtout pas un mot sur les martinistes". Briefe Katharinas, welche diese Fragen berühren, haben sich aber, außer der oben zitierten Stelle, nicht erhalten. Dagegen wissen wir, daß sie über die Martinisten sich von Rostopčin unterweisen ließ, der bekanntlich ein entschiedener Gegner der Sekte war und sogar für sie eine Denkschrift über die Martinisten verfaßt hat [1]. Es ist sehr wohl möglich, daß dieser Einfluß auf Alexander zurückwirkte, wenngleich die Folgen dieser Wandlungen erst später deutlich erkennbar wurden und beim Sturz Speranskijs sehr bedeutsam mitspielten [2]. Ein anderes persönliches Band,

[1]) Russkij Archiv 1875 III, 9, S. 75—81, und den Brief vom 14. April 1810 l. l. 1909.

[2]) Die Memoiren von Sanglen geben dafür merkwürdige Belege.

das den Kaiser eng an die Schwester knüpfte, war, daß er mit ihr offen von seinen Beziehungen zu Maria Antonovna reden konnte, zu der Katharina in den freundschaftlichsten Beziehungen stand. Der Kaiser klagt ihr seinen Kummer, als seine Tochter von der Naryškin, Sinaide, stirbt (Juni 1810) und dankt für ihren Trostbrief. In einem Brief, den er im März 1811 in der Wohnung Maria Antonovnas schreibt, heißt es: „C'est de chez moi que je vous écris, et ma compagne et mon enfant sont à vos pieds." Von seiner Gemahlin Elisabeth aber ist in der ganzen Korrespondenz nur einmal beiläufig die Rede, aber ohne daß der Kaiser sie mit Namen nennt und in einem für Elisabeth ungünstigen Anlaß [1]).

Ende 1810, als Alexander bereits den Krieg für unvermeidlich hält, schickt er ihr als Programm der Beratungen, die er mit ihr in Tver führen will, die folgenden Punkte:

Politik:

1. Alles, was seit vorigen Sommer geschehen ist,
2. die verschiedenen Verhandlungen, die wir mit den Cabineten geführt haben,
3. Die augenblickliche Lage.

Militärische Angelegenheiten:

1. Stand und Verteilung unserer Streitkräfte im vorigen Sommer,
2. die Truppenvermehrung,
3. jetzige Verteilung,
4. die Reserven und ihre Aufstellung,
5. die Rekrutendepots,
6. Depots zweiter und dritter Linie,
7. unsere Defensivstellung.

Innere Verwaltung:

1. Bericht des Staatssekretärs (Speranskij),
2. sein geheimer Rechenschaftsbericht,
3. verschiedene Gedanken über zu gründende Institutionen,

---

[1]) Es ist für unser Gefühl doch befremdend, wenn Katharina im April 1812 dem Bruder schreibt: „vous, qui connaissez le bonheur d'un ménage", wobei diese Häuslichkeit die von Maria Antonovna Naryškin ist!

4. Organisation einer Armee für das Innere,

5. Eine Neuorganisation für Aushebung von Rekruten.

Man sieht, es ist das ganze ungeheure Gebiet der inneren und der äußeren Politik, das er mit Katharina durchdenken will, als wäre sie, nicht Rumjancov sein Kanzler. Den letzteren aber hat Alexander bekanntlich niemals in sein volles Vertrauen gezogen. In einem Briefe vom 3. und 5. Juli 1811 finden wir den Wiederhall eines Teils der mit Katharina gepflogenen Verhandlungen. Er teilt ihr seine Pläne über die Reform des Senats, der Ministerien und der Polizei mit. Sie soll auch ihren Gemahl darüber zu Rate ziehen: et je vous demande votre avis sur toutes ces pièces [1]): denn die Großfürstin, die in glücklichster Ehe mit Georg von Oldenburg lebte, hatte auch ihn in die Vertrauensstellung zu Alexander hineingeführt.

Auch andere Einflüsse sind damals durch Katharina an Alexander herangetreten. Sie stand in regem schriftlichen und mündlichen Verkehr mit Rostopčin [2]) und brachte es dahin, daß Alexander die Abneigung überwand, die er gegen den Mann hegte, sie vermittelte seine Beziehungen zu dem Historiker Karamzin und überreichte ihm dessen berühmte Denkschrift über das alte und neue Rußland, die wohl am meisten dazu beigetragen hat, daß der Sturz Speranskijs dem Kaiser als eine politische Notwendigkeit erschien. So kam das Jahr 1812 heran und mit ihm der Entscheidungskampf mit Napoleon, der zunächst für Alexander einen so überaus unglücklichen Verlauf nahm. Die Tage, die zwischen dem Fall von Vilna und dem Brande von Moskau liegen, mögen wohl die schwersten im Leben des Kaisers gewesen sein. Auch in dieser Zeit ist Katharina seine Vertraute gewesen, sie hat ihm aber die bittersten und zuletzt leidenschaftlichsten Vorwürfe über seine Kriegführung gemacht, namentlich über seinen Mangel an Nerv und über die Wahl der Männer, denen er die entscheidenden Posten nahm und

---

[1]) Das letztere bezieht sich auf die angeschlossenen Akten der Reformfragen.

[2]) Relation Lauriston 5. Februar 1810: „Rostopchine relégué à Moscou cependant sous être exilé, fait à Twer — où il vient souvent — une cour assidue à la Gr. D. Cathérine.“ Dasselbe gelte von Morkov, sie möchten „rentrer aux affaires“, was nur dem ersteren und nur auf kurze Zeit glückte

gab. Das hat dann Anlaß zu einem sehr ausführlichen Antwortschreiben des Kaisers gegeben, das, vom 18./30. September 1812 datiert, das erste authentische Zeugnis enthält, das wir über die Motive besitzen, die sein Verhalten bestimmt haben. Es ist viel zu umfangreich, um wiedergegeben zu werden, zeigt aber, daß Alexander sich vornehmlich durch Rücksicht auf die öffentliche Meinung hat bestimmen lassen, namentlich bei der Wahl Kutuzovs, den er verachtete. Ausschlaggebend scheinen dabei die Berichte gewesen zu sein, die er aus Moskau von Rostopčin erhielt. Die Schwester hatte ihm geschrieben, daß man sein Nichterscheinen in Moskau, wo er bei der Entscheidungsschlacht den Mut und die Ausdauer des Heeres und der Stadt hätte entflammen müssen, ihm zum bitteren Vorwurfe mache, und sie schließt sich diesen Vorwürfen in nicht mißverständlicher, fast müßte man sagen beleidigender Weise an. Die Verteidigung Alexanders ist ruhig, vornehm gehalten und sachlich überzeugend. Daß ihm kein bitteres Wort gegen die Schwester über die Lippen kommt, ist wohl das deutlichste Zeugnis für die tiefe Zuneigung, die sie verband. Aber dieser Brief verdient studiert und eingehend kommentiert zu werden. Er schließt mit der Versicherung, daß er, Alexander, bei all seinem Tun nur das Beste des Vaterlandes im Auge gehabt habe. Militärisches Talent könne man sich nicht geben, das sei angeboren, es sei kein Wunder, wenn er der „horrible sceleratesse“ und dem Talent Napoleons gegenüber Mißerfolge erleide. Das habe er vorhergesehen und es habe ihn nicht entmutigt. Er sei aber entschlossen, auszuharren im Kampfe. Daß die urteilslose Masse ihn verkenne, wundere ihn nicht; wenn auch die Seinigen ihn preisgeben, werde er darin nicht mehr sehen, als daß er das Los aller Unglücklichen teile und verlassen werde.

Um diese Zeit wird ihm bereits aus dem être suprème: Dieu, und als sich nun die Wendung vollzog, die Franzosen Moskau verlassen, der Übergang über die Berezina den endgültigen Niedergang der großen Armee entscheidet, und dann das ruhmvolle Kämpfen auf deutschem Boden folgt, da hat sich, lange bevor Alexander in Beziehung zur Baronin Krüdener trat, die Wandlung vollzogen, die ihn einem positiven Glaubensleben zuführte. Schon im Dezember 1813 ist er so weit, daß er auch

die Schwester zu bekehren sucht: „Resignation et humilité devant Dieu, voici ce que je ne puis assez souvent vous recommander.“ Sie hat ihn dann in der Schweiz aufgesucht; in Schaffhausen auf einem Spaziergange an den Ufern des Rheins ist es ihm gelungen, sie für seine neue Überzeugung zu gewinnen. In einem Briefe vom 21. Januar/2. Februar 1814 schreibt sie unter direkter Beziehung auf das Gespräch in Schaffhausen: „Gottes Wille geschehe, nicht der unsrige, die wir doch nur Blinde sind.“ Alexanders oft wiedererzählte erste Begegnung mit Frau von Krüdener aber fand erst am 4./16. Juni 1815 statt, und die vorausgegangene Korrespondenz der Krüdener mit Alexandra Sturza, der späteren Gräfin Edeling, die Alexander mitgeteilt wurde, fällt in ihren entscheidenden Partien erst in den Oktober 1814. Es war ein wohlbearbeiteter Boden, in den der mystische Same der Baronin Krüdener fiel. Die merkwürdigen Briefe, die Alexander der Schwester im Juni 1815 aus Luisberg, Heidelberg und Langenzell über „Virginie“ schrieb, womit Frau von Krüdener gemeint ist, sind ein neuer wichtiger Beitrag zur Geschichte des inneren Lebens Alexander I. und werfen zugleich ein höchst bedeutsames Licht auf ein dunkles Kapitel in den Beziehungen des Kaisers zu seiner Gemahlin.

Aber mit diesen Betrachtungen haben wir den chronologischen Zusammenhang der Geschichte Katharinas unterbrochen.

Im Juni 1812 hatte die Großfürstin Petersburg verlassen, um ihr Wochenbett in Tver zu halten. Das Vordringen der Franzosen nötigte sie, bis nach Jaroslav zu weichen, und dort wurde ihr zweiter Sohn, Peter Georgievič, geboren, während Alexander nach Finnland gereist war, woher er ihr am 24. August über seine Verhandlungen mit Bernadotte schrieb [1]). Es schließt sich daran jene Korrespondenz, in welcher Alexander sich gegen die Vorwürfe verteidigt, die gegen ihn erhoben wurden und deren wir oben gedachten, und bald danach am 15. Dezember muß sie dem Bruder melden, daß ihr Gemahl, der Herzog Georg, am Fieber gestorben sei [2]). Sie wußte sich in Schmerz und Ver-

[1]) Der Kaiser kündigt ihr einen langen Brief an, in welchem er über alles Detail berichten werde. Dieser Brief scheint leider nicht erhalten.

[2]) „Mon frère, il est mort, j'ai tout perdu.“

zweiflung nicht zu fassen [1]). Die Leiche wurde nach Petersburg gebracht, um dort beigesetzt zu werden, aber sie brachte es nicht über sich, an der Beerdigung teilzunehmen. Alexander hat ihr in ihrem Kummer treu beigestanden. Obgleich er gerade damals mit Geschäften überhäuft war, schreibt er ihr regelmäßig und ausführlich auf all die zahlreichen Anliegen, die sie an ihn richtete. „Liebe Freundin," schreibt er am 23. Februar aus Kalisch, „ich glaubte den Kopf zu verlieren infolge der Menge der Geschäfte, die ich dieser Tage erledigen mußte: die Allianz mit den Preußen, militärische Anordnungen, die sich daraus ergeben, das Eintreffen des Generals Scharnhorst, des englischen Botschafters, drei Kuriere aus Kopenhagen, Stockholm, Rußland, die Ankunft von Lebzeltern, Wrangels... die Einnahme von Berlin und was militärisch darauf verfügt werden mußte, und das alles im Lauf weniger Tage, so daß ich an meinen Schreibtisch wie festgenagelt saß, oder Konferenzen mit diesen Herren hatte. Jetzt habe ich nur zur Feder gegriffen, um dir zu schreiben, es ist aber $12^1/_2$ Uhr nach Mitternacht und einer der Herren, der mich eben verlassen hat, war seit 8 Uhr abends bei mir." Dann folgten mehrere Seiten, auf denen er ihr all die Fragen beantwortet, die sie in Anlaß der letzten Verfügungen ihres Gemahls an ihn gerichtet hat: neue Anstellungen für Gefolge und Dienerschaft Georgs, Ordensverleihungen, lauter Bagatellen im Vergleich zu den großen Angelegenheiten, die gebieterisch ihr Recht verlangten, aber gewiß ein Zeichen, daß er in der Tat „de cœur et d'âme", wie er unterzeichnete, zu ihr stand.

Katharina war schon im Januar entschlossen, nach Deutschland zu reisen. Sie dachte zunächst eine Kur in Eger zu brauchen, in Wirklichkeit hat ihre Reise einerseits einen sehr politischen Charakter getragen, andererseits aber diente sie ihr dazu, eine Umschau nach möglichen Heiratskandidaten zu halten, denn sie war fest entschlossen, nicht länger Witwe zu bleiben, als der Anstand durchaus verlangte. Sie brach im März auf und nahm ihren Weg über Teschen und Olmütz nach Prag, wo sie am

[1]) Elisabeth an die Landgräfin, 19. Januar 1813: „Elle est affligée comme de raison, ce sont surtout de violentes attaques de nerfs qui donnent à sa douleur un caractère effrayant..."

27. April st. n. eintraf, einen Tag vor Kutuzovs Tode. Weder sie noch Alexander haben auch nur mit einem Wort davon Notiz genommen. Sie mochten ihn beide nicht und schon im November 1812 hatte Katharina geschrieben [1]), es sei traurig zu sehen, wie so viele Ehren auf ein so unwürdiges Haupt gehäuft würden. In Prag blieb sie zunächst nur einige Tage, sie war nach Teplitz gereist, um dort Alexander zu treffen, er konnte sich jedoch nicht frei machen, und so kehrte sie am 10. Mai nach Prag zurück, wo sie dann bis Ende des Monats geblieben ist. Hier gingen ihr nun bestimmte politische Aufträge Alexanders zu, und sie hat in der folgenden Zeit in lebhafter Korrespondenz mit ihm gestanden und ihm fortlaufend politische Nachrichten zugehen lassen. Ebenso sind die Briefe Alexanders aus Peterswaldau von hohem Interesse. In Opoczna hat sie am 17. und 18. Juni mit Alexander an den Verhandlungen mit Metternich teilgenommen und am 20. Juni gibt ihr Alexander in nicht mißverständlichen Ausdrücken den Auftrag, Metternich zu bestechen [2]), auch kann es nicht zweifelhaft sein, daß sie ihm bereits analoge Dienste geleistet hatte [3]). Wir verfolgen den weiteren Verlauf der Korrespondenz nur im Fluge. Es sind im wesentlichen Berichte über den Verlauf ihrer Reise und über die verschiedenen Freier, die sich ihr nähern, oder die sie heranzieht: den Herzog von Cambridge, Erzherzog Karl, den Prinzen von Preußen, den Erbprinzen der Niederlande, den ihr von Alexander besonders empfohlenen Erbprinzen von Nassau [4]), den Herzog von Clarence. Schließlich entschied sie sich für den Kronprinzen von Würtemberg, den späteren König Wilhelm I. Schon im Mai 1814 sagt ihr Alexander seinen Glückwunsch zur Verlobung. Im August fand die offizielle Werbung bei Maria Feodorovna statt,

---

[1]) „il est facheux de voir tant d'honneur assemblé sur une tête si indigne."

[2]) „Je regrette que vous ne m'avez rien dit encore sur Metternich et sur ce qui est nécessaire pour l'avoir tout à nous; j'ai les fonds nécessaires: ainsi n'économisez pas."

[3]) „Je vous autorise à aller en avant avec cette tactique, la plus sure de toutes partout où besoin en sera." — Dieser Brief wurde ihr durch einen vertrauten Diener überbracht.

[4]) „Que vous vouliez me faire épouser à toutes forces."

die sich nur schwer dazu entschloß, ihre Einwilligung zu geben. Sie fürchtete, daß die im August 1814 erfolgte Scheidung Wilhelms von seiner ersten Gemahlin, der Prinzessin Charlotte von Bayern, die später den Kaiser Franz heiratete, in Zusammenhang mit dieser Heirat gebracht werden könnte, und verlangte, daß die Ehe vor der offiziellen Verlobung Katharinas vom Papste formell kassiert werden müsse. Das ist dann geschehen und am 24. Januar 1816 erfolgte die Vermählung Katharinas, sehr gegen ihren Wunsch in Petersburg. Sie hätte Paris oder Stuttgart vorgezogen. Bald danach am 30. Oktober wurde sie durch den Tod König Friedrichs Königin von Württemberg und als solche ist sie am 9. Januar 1819 gestorben, erst dreißigjährig, tief betrauert von ihren Untertanen und vor allem von Alexander.

Es wäre dieser Skizze noch vieles hinzuzufügen. Die Jahre 1814 und 1815 waren, nächst der erregenden Periode der Verteidigung Rußlands gegen die napoleonische Invasion, wohl die inhaltreichsten ihres Lebens. Unsere Briefe erzählen von den reichen Eindrücken, die sie auf ihren Reisen durch Deutschland gewann, die sie, soweit möglich, mit ihrer Schwester, der Großherzogin Maria Pavlovna von Sachsen-Weimar, unternahm, von ihrem Aufenthalt in Hessen und Hannover, wo sie in Göttingen zu den Koryphäen der Universität, speziell zu Blumenbach und Eichhorn in Beziehungen trat, und den Eindruck gewann, daß die Professoren das Thermometer der öffentlichen Meinung seien: Vaterland, das sei ihr drittes Wort, die Herstellung eines geeinigten Deutschland der Gedanke aller, das Verfassungsideal England. Auch Oldenburg, Amsterdam, den Haag und Rotterdam hat sie besucht, und überall sehr bestimmte Eindrücke aufgenommen. Dann fuhr sie nach London, und über diese Zeit ihres Aufenthaltes teilt uns die Edition des Großfürsten Nikolaj ein wahrhaft köstliches Kapitel aus den Erinnerungen der Fürstin Lieven mit. Wir erkennen daraus, im Zusammenhang mit den aus London datierten Briefen Katharinas, wie sich auf diesem Boden der leidenschaftliche Gegensatz der englischen und der russischen Politik aufbaute, der bis zu Ende der Regierung Alexanders die europäische Politik bestimmt hat. Die Schuld daran trifft Katharina, die ihre persönliche

Antipathie gegen den Prinzen von Wales und die Torys auf Alexander übertrug, so daß die antirussische Koalition, die im Bündnis von 3. Januar 1815 gipfelte, in ihren Anfängen auf diese Londoner Tage zurückzuführen ist. Auch die Verlobung der Prinzessin Charlotte mit Leopold von Koburg scheint auf ihren Einfluß zurückzugehen. Da sie 1814 und 1815 auf dem Wiener Kongreß meist nicht von Alexander getrennt war, sind wir für diese Zeit vom September 1814 bis zum Juni 1815 ohne alle Nachrichten, für die folgende Zeit aber hat sich eine Reihe interessanter Briefe Alexanders aus Frankreich, Brüssel, der Schweiz erhalten. Aus dem Jahre 1816 gibt es keinen Brief, aus der Folgezeit bis zum Tode Katharinas nur drei inhaltlich unbedeutende Schreiben des Kaisers.

Vielleicht läßt sich eine weitere Ausbeute aus dem Stuttgarter Archiv gewinnen. Zu einem erschöpfenden Lebensbilde reicht das uns in den Publikationen des Großfürsten erschlossene Material noch nicht aus. Den Eindruck aber gewinnen wir, daß Katharina Pavlovna, bei Schwächen, die auf ihr leidenschaftliches Empfinden zurückzuführen sind, doch eine hervorragende geistige Potenz war. Auch in der immerhin abhängigen Stellung, in der sie sich befand, ist ein bedeutender Einfluß von ihr ausgegangen und sie hat sich die Selbständigkeit des Urteils und einen kraftvollen Willen stets zu bewahren verstanden. In Württemberg wird noch jetzt mit Verehrung und Dankbarkeit ihrer gedacht. Aber sie hat dem Königshause keine männlichen Erben hinterlassen, von den beiden Töchtern, die sie dem Könige, ihrem Gemahl, gebar, heiratete die ältere einen Grafen Neipperg, die jüngere, Sophie, den Erbprinzen der Niederlande, den späteren König Wilhelm III. Beide Töchter sind gestorben, ohne Erben zu hinterlassen. Nur die russischen Oldenburger sind direkte Nachkommen Katharinas.[1])

---

[1]) Neuerdings hat Großfürst Nikolaj Michajlovič noch 6 interessante Briefe der Kaiserin Maria Feodorovna veröffentlicht, die aus den Jahren 1806 und 1807 stammen und ebenfalls den Plan der Vermählung Katharinas betreffen, dabei jedoch auch von großem politischen Interesse sind. Sie stehen an der Spitze dieses Heftes unserer Zeitschrift.

Patriarch Nikon und Car Aleksěj Michajlovič.

Von

H. Uebersberger.

Проф. Н. Ѳ. Каптеревъ, Патріархъ Никонъ и Царь Алексѣи Михаиловичъ. Томъ I. Сергіевъ Посадъ, 1909. (Prof. N. F. Kapterev, Patriarch Nikon und Car Aleksěj Michajlovič. Bd. I. Sergiev Posad 1909.)

Habent sua fata libelli! Diese Worte gelten wieder besonders von dem letzten Werke des Professors an der Moskauer Geistlichen Akademie, Kapterev, denn ursprünglich hatte er schon im Jahre 1887 mit dem Drucke desselben in der Pravoslavnoe Obozrěnie begonnen. Allein die aufsehenerregenden Ergebnisse dieser gelehrten Untersuchung schufen ihm viele Feinde, an deren Spitze der Professor der Moskauer Geistlichen Akademie, also sein engerer Kollege, N. J. Subbotin war, der als publizistischer Gegner der Altgläubigen im Vordertreffen stand und dadurch wie durch seine große Publikation „Materialien zur Geschichte des Raskol" auch in weiteren Kreisen bekannt ist. Subbotin setzte es bei dem damaligen Oberprokuror des hl. Synod, K. P. Pobědonoscev, wirklich durch, daß der weitere Druck von Kapterevs Werk sistiert wurde. Die Entfernung seines Kollegen vom Lehramte in der Geistlichen Akademie zu erwirken, ist ihm aber nicht gelungen. So hat denn erst der Tod des allmächtigen Beherrschers der russischen Kirche das Erscheinen dieses ersten uns vorliegenden Bandes ermöglicht.

Und in der Tat mußten die wissenschaftlichen Ergebnisse, die Kapterev uns hier bietet, in den Anschauungen über die Entstehung der russischen Kirchenspaltung, die bis auf den heutigen Tag ein wichtiges Moment im Innenleben des russischen Volkes bildet, eine förmliche Revolution hervorrufen. Hatte Erzbischof Makarij in seiner in dogmatischer Hinsicht noch immer wertvollen „Geschichte des russischen Raskol" das Hauptmotiv der Kirchenspaltung in der persönlichen Gegner-

schaft Neronovs, Avvakums, Daniils, Longins und anderer gesehen, weil Nikon sie als Korrektoren der liturgischen Bücher, die gerade durch ihre Unwissenheit verfälscht worden seien, entfernt habe (S. 162 f.), so blieb diese Auffassung auch maßgebend für die späteren Forscher. So finden wir auch bei Ščapov und Erzbischof Ignatij in ihren Darstellungen der Geschichte des Raskol und selbst bei einem sonst so ausgezeichneten Kenner des Raskol wie Mel'nikov-Pečerskij (in seiner Biographie Avvakums, Enzyklopädisches Wörterbuch, Bd. I., St. Pet. 1861, S. 150) diese Auffassung Makarijs einfach übernommen. An dieser persönlichen Rachsucht gemessen, wuchsen natürlich die Gestalt Nikons und die Bedeutung der von ihm durchgeführten Kirchenreform zu Dimensionen empor, die der historischen Wahrheit direkt widersprechen. Da wurde nun in der schon oben erwähnten Zeitschrift der Beginn neuer Untersuchungen Kapterevs über diese Materie gedruckt, worin zum ersten Male nachgewiesen wurde, daß die Gegner Nikons mit der Verbesserung der Kirchenbücher unter seinem Vorgänger, dem Patriarchen Josif, nicht nur nichts zu tun gehabt haben, sondern daß sie im Gegenteile zu einem Kreise glaubenseifriger Priester gehörten, der um den Beichtvater des Caren Stefan Bonifat'evič sich gebildet hatte und mit eifriger Unterstützung des Caren nachdrücklich mit Erfolg bemüht war, das religiöse Gefühl der Massen durch das gesprochene Wort und Beseitigung der gröbsten Mißbräuche beim Gottesdienste zu vertiefen. Daran reihte sich der Nachweis, daß manche Einzelheiten des Ritus, die durch Nikon eine Abänderung erfuhren und so großen Widerstand hervorriefen, nicht durch die Praxis der russischen Kirche sich als Mißbräuche eingeschlichen hatten, sondern eine ältere Form darstellten, über welche die Fortentwicklung des Ritus bei den Griechen hinausgegangen war, während man in Rußland an ihr noch festhielt. Diese neue Perspektive auf die reformatorische Tätigkeit Nikons und die treibenden Motive seiner Gegner vor und zum Beginne der Reform, die — nebenbei gesagt — auch auf Miljukovs Darstellung dieser Ereignisse in seinen „Skizzen zur russischen Kulturgeschichte“ (2. Bd. 3. Aufl. S. 41 ff.) bestimmend eingewirkt hat, entwand den eifrigen Bekämpfern des Raskol wie Subbotin ein starkes Argument. Daher ihr heftiger

und, wie wir gesehen haben, nichts weniger als vornehmer Kampf gegen Kapterev. Nach dem so langen und unfreiwilligen Schweigen rollt Kapterev nun mit Berücksichtigung des inzwischen erfolgten Fortschrittes der wissenschaftlichen Forschung in diesem ersten Bande die ganze Frage der Nikonschen Reform in einer so vornehmen und objektiven Art auf, wie sie in der Kirchengeschichtschreibung aller Konfessionen kaum allzu häufig angetroffen wird. Licht und Schatten sind wirklich unparteiisch verteilt, nichts wird verschwiegen und keine Schönfärberei betrieben. Übrigens ist es für die Moskauer Geistliche Akademie keine geringe Ehre, daß sie unter den Historikern Gelehrte wie Ključesvkij, Golubinskij und Kapterev zu ihren Lehrern zählte. Kapterev, dessen frühere Werke schon, wie z. B. sein „Charakter der Beziehungen Rußlands zum rechtgläubigen Orient“, zu den meist gesuchten und teuerst bezahlten Büchern russischer Geschichtschreibung gehören, hat auch in diesem neuen Werke Vorzügliches geschaffen. Dieser Umstand und die Wichtigkeit des Gegenstandes nicht nur für Rußlands Vergangenheit und Gegenwart, sondern auch für die allgemeine Religionsgeschichte erfordert es, eingehender auf den Inhalt der Untersuchungen Kapterevs einzugehen.

Die Zeit der Wirren am Beginne des 17. Jahrhunderts, deren Ursache in einer politisch-dynastischen, sozialen und wirtschaftlichen Krise lagen, hatten Rußland an den Rand des Abgrundes gezerrt. Von den Folgen dieser allgemeinen Erschöpfung und Entartung blieb natürlich auch das kirchliche Leben nicht verschont. Und wie man auf den anderen Gebieten des Staatswesens in der Zeit der ersten Romanovs an den Wiederaufbau des Zerstörten ging, so geschah dies auch auf dem Gebiete der Kirche. Abgesehen von der Tätigkeit des Patriarchen Philaret, des Vaters des ersten Caren aus dem Hause Romanov, ging aber der Anstoß hierzu aus den Kreisen der sogenannten weißen, also der Weltgeistlichkeit aus. Vor allem ist der Kreis, der sich um den Beichtvater des Caren Aleksěj Michajlovič, Stefan Bonifat‘evič, einen Mann von ausgezeichneten Charaktereigenschaften, bildete, mit heiligem Eifer für die Ausmerzung der schlimmsten Schäden im kirchlichen Leben mit Erfolg tätig. Zu diesem Kreise glaubenseifriger Priester gehörten, wie schon

erwähnt, Männer wie Neronov, Avvakum, Daniil, Lazar und Longin, die später Wortführer der Opposition gegen Nikon wurden, und Nikon selbst, damals Archimandrit eines Moskauer Klosters. Durch die Sympathien des Caren für diese Männer und ihre Ideen geschah es, daß sie auf das kirchliche Regiment einen viel größeren Einfluß ausüben konnten, als es eigentlich ihrer Stellung auf der Stufenleiter der Hierarchie zukam. Abgesehen von der Einführung der Predigt setzte dieser Kreis auch in einer anderen Frage gegen den Willen des Patriarchen Josif und gegen die Entscheidung der russischen Synode von 1649 eine wichtige Reform im Gottesdienste durch. Während bisher die rituellen Gebete während des Gottesdienstes von mehreren Stimmen zugleich und durcheinander gesprochen oder gesungen wurden, wodurch zwar der Gottesdienst um eine beträchtliche Zeit verkürzt wurde, auch ungebildete Priester, denen die Kunst des Lesens nicht sehr geläufig war, im Durcheinander der Stimmen ihre Unkenntnis besser verbergen konnten, dafür aber die schuldige Ehrfurcht vor der heiligen Handlung und die Erbauung der Gläubigen verloren ging, sollte künftighin an Stelle dieses Durcheinander ein Nacheinander treten, d. h. die einzelnen rituellen Gebete und Lesungen nacheinander gesprochen oder gesungen werden. Diese Neuerung stieß nun sowohl bei der überwiegenden Majorität der Geistlichen als auch der Laien auf heftigen Widerstand. Bei den ersteren, weil dadurch die Erledigung ihrer geistlichen Pflichten eine größere Zeit beanspruchte und an ihre Kenntnisse größere Anforderungen gestellt wurden, bei den Laien, weil die gottesdienstliche Handlung durch die Neueinführung sich ungewöhnlich in die Länge zog. Es kam wohl auch vor, daß die über die Dauer des Gottesdienstes unzufriedenen Gläubigen ihren Popen durch eine Tracht Prügel zu der alten Übung zurückzukehren nötigten. Der Patriarch Josif stellte sich deshalb auf die Seite der unzufriedenen Mehrheit unter Priesterschaft und Laien, weil der russische Ritus seinerzeit ohne jede Auslassung von den strengsten Klöstern des Orientes übernommen worden war und für den Gottesdienst in den gewöhnlichen Pfarrkirchen entschieden zu lang war und zu viel Zeit in Anspruch nahm; für diese Pfarrkirchen wäre daher eine gewisse Kürzung unbedingt am Platze gewesen. Aber diese

notwendige Kürzung des Gottesdienstes in den Pfarrkirchen sah der Patriarch nicht in Auslassungen, sondern nur in dem gleichzeitigen Ablesen der verschiedenen rituellen Gebete für zulässig an. Als der Patriarch zur Entscheidung dieser Frage eine Synode berief, die sich ihm anschloß, zögerte der Car nicht, sich auf die Seite seines Beichtvaters und dessen Gesinnungsgenossen zu stellen, den Beschluß der Synode zu inhibieren und den Patriarchen von Konstantinopel um seine Entscheidung anzurufen, die dann auch gegen den Moskauer Patriarchen ausfiel.

Mit diesem Siege des Caren war die allgemeine Kirchenreform in nächste Nähe gerückt, denn dieser und nicht Nikon ist, wie Kapterev überzeugend nachweist, das treibende Element derselben gewesen. Die kirchlichen Interessen, die im moskauischen Rußland so enge mit der Person des Herrschers verknüpft waren, lagen ihm Zeit seines Lebens besonders am Herzen. Im Gegensatze zu der nun fast zwei Jahrhunderte in Rußland herrschenden Auffassung, daß seit der Florentiner Union (1439) und dem Falle Konstantinopels (1453) der wahre und unverfälschte Glaube der oströmischen Kirche nur mehr in Rußland zu finden sei, während die Rechtgläubigkeit der Griechen durch Intrigen der Lateiner und Gewalttaten der Türken verfälscht worden sei, war der Car in den gräkophilen Traditionen seiner Familie und vor allem seines Großvaters, des Patriarchen, eines überzeugten Griechenfreundes, aufgewachsen. Einen vollständigen und engen Anschluß der russischen an die griechische Kirche herbeizuführen, betrachtete er von allem Anfange an als eine Hauptaufgabe. Der von den Kirchenfürsten der griechischen Kirche in kluger und nicht uneigennütziger Weise geförderte Ehrgeiz, in der gesamten rechtgläubigen Kirche die einstige Rolle der byzantinischen Kaiser zu spielen, mag diesen Entschluß bekräftigt haben. Ob aber dabei auch politische Motive mitgewirkt haben, um den Boden für seine Rolle als Befreier der unter dem Türkenjoche seufzenden Christen und Beherrscher des alten Byzanz zu ebnen, wie Kapterev dies annimmt, möchte ich füglich bezweifeln. Dafür spricht nur die oft zitierte Ansprache des Caren an die griechischen Kaufleute am Ostersonntage des Jahres 1656, die uns der Diakon Paul von Aleppo in seiner Reisebeschreibung erzählt. (In der russischen Über-

setzung von Murkos, Čtenija 1898, IV, S. 170 f., die viel verläßlicher ist als die englische Übertragung des arabischen Textes von Belfour, London 1836.) Dagegen aber die ganze orientalische Politik des Caren, der an dem alten Moskauer Grundsatze, mit der Pforte Freundschaft zu bewahren, während der ganzen Zeit seiner Regierung festhielt, bis es am Ende seines Lebens der Kosaken wegen zum Kriege kam.

Hatte Aleksěj Michajlovič schon am Beginne seiner Regierung danach getrachtet, gelehrte griechische und kleinrussische Mönche aus dem Kiever Höhlenkloster, unter den letzteren Männer wie Arsenij Satanovskij und Epifanij Slaveneckij, nach Moskau zu ziehen, um mit der Verbesserung der russischen liturgischen Bücher nach den griechischen zu beginnen, war er gleichfalls schon sehr frühzeitig bemüht, zu diesem Zwecke in Moskau auch eine Schule für die griechische Sprache einzurichten, so war mit dem am 15. April 1652 erfolgten Tode des Patriarchen Josif das letzte Hindernis gefallen und für die von ihm so heiß ersehnte Kirchenreform die Bahn frei. Schon längst hatten der Car und sein Beichtvater sich nach einem für ihre Pläne geeigneten Mann als Nachfolger umgesehen. Nikon, der mittlerweile dank ihrer Gunst Metropolit von Novgorod geworden war, war dazu ausersehen. Dieser lebhafte, von Haus aus glänzend begabte, energische, aber leidenschaftliche und ehrgeizige Mann, der aber hinsichtlich seiner theologischen Bildung ein rechtes Kind seiner Zeit war und in diesem Punkte sich von seinen Genossen und späteren Gegnern aus dem Freundeskreise Stefan Bonifat'evič' nicht wesentlich unterschied, war also eigentlich das Werkzeug des Caren für die von ihm so eifrig betriebene Reform. Und wenn Neronov, Avvakum, Daniil und Longin lieber den Beichtvater des Caren auf dem Patriarchenstuhle gesehen hätten, so haben doch auch sie, als Stefan Bonifat'evič sie auf Nikon hinwies, den Caren in einer besonderen Bittschrift um die Erhebung des letzteren zum Patriarchen gebeten. Wenn sie aber gehofft hatten, unter ihrem Freunde Nikon dieselbe bedeutende Rolle, die sie bisher gespielt, weiter zu spielen, so wurden sie in dieser Hoffnung gleich anfangs gründlich getäuscht. Nikon war seiner ganzen Charakteranlage nach für eine Unterordnung oder auch nur für eine Beschränkung

seiner oberhirtlichen Gewalt, die nach seiner Auffassung auch die Herrschergewalt des Caren überragte, nicht geschaffen. Er übernimmt das Programm des Caren und seines Beichtvaters, aber er läßt sich vom Caren, den Bojaren und dem anwesenden Volke den feierlichen Eid leisten, daß sie alle und in allem ihm unbedingt als ihrem Vater und Oberhirten Gehorsam leisten werden. Und er hat auch gleich am Beginne seiner Tätigkeit mit seinen früheren Freunden mit Ausnahme des Beichtvaters des Caren gebrochen und sich ihnen in offener Feindschaft gegenübergestellt. Dieser Gegensatz hatte über das Gebiet des Persönlichen hinaus eine prinzipielle Ursache, denn er entsprang der verschiedenen Auffassung über Ausgangspunkt, Aufgabe und Ziel, Umfang und Mittel der Reform. In dieser prinzipiellen Verschiedenheit lag, wie Kapterev betont, die schwerwiegende Bedeutung des Konfliktes zwischen Nikon und seinen ehemaligen Gesinnungsgenossen, der in seinen weiteren Folgen auch zur Spaltung der russischen Kirche führte, weil die Frage der Reform über das kirchliche Gebiet hinaus in das soziale und kulturelle Leben des russischen Volkes eingriff. Es handelte sich darum, ob das russische Volk bei seinen alten Idealen, seiner bisherigen Lebensauffassung und Zielen, die sich unter dem Eindruck der Florentiner Union und des Falles von Konstantinopel gebildet hatten, beharren bleibe, oder dem Geiste der Zeit, den neuen Aufgaben entsprechend sich auf all diesen Gebieten Neues schaffe. In der Entscheidung dieser Frage in dem einen oder anderem Sinne liegt nach Kapterev die große Bedeutung dieses leidenschaftlichen, durch persönliche Gegensätze so ungeheuer verschärften und großen Kampfes zwischen Nikon und seinen einstigen Freunden. Der Sieg Nikons schloß zugleich das Geständnis der russischen Gesellschaft in sich, daß die alten Formen des russischen Lebens einer Erneuerung, einer Reform bedürfen, der Sieg seiner Gegner, daß die alten Ideale, die alten Ziele fest und unwandelbar geblieben seien, einer grundlegenden Reform oder Erschließung neuer Wege aber keinesfalls bedürfen.

Diesen Kampf der Geister mit größter Plastik und Objektivität wie eindringender Kritik geschildert zu haben, ist ein besonderes Verdienst Kapterevs. Wer ein neueres Handbuch eines deutschen protestantischen Theologen (Dr. Johannes

Gehring, Die Sekten der russischen Kirche 1003—1879, Leipzig 1898) zur Hand nimmt und sieht, wie wenig selbst ein Außenstehender, unter dem Einflusse der bisherigen offiziellen Lehrmeinung der russischen Kirche befangen, den bewegenden Ursachen der russischen Kirchenspaltung, vor allem den Gegnern Nikons gerecht wird, kann erst die Bedeutung der Ergebnisse Kapterevs würdigen. Es wird am Platze sein, wenigstens die leitenden Grundgedanken der Untersuchungen Kapterevs kurz zu skizzieren.

Wichtig ist dabei vor allem die Feststellung, daß schon der Beginn der reformatorischen Tätigkeit Nikons, was die Wahl des Objektes betrifft, nichts weniger als glücklich gewählt war. Dies gilt vor allem von der zu Ostern 1653 von ihm getroffenen Verfügung, daß künftighin das Zeichen des Kreuzes mit drei anstatt mit zwei Fingern zu machen sei. Nun hatte aber die Synode von 1551 unter dem Vorsitze eines der hervorragendsten Kirchenfürsten der russischen Kirche, Makarij, die nach den 100 Kapiteln ihrer Beschlüsse Stoglav-Synode genannt wurde, denjenigen mit dem Anathem bedroht, der sich nicht mit zwei Fingern bekreuzige. (Kap. 31 S. 75 ff. der Londoner Ausgabe des Stoglav von 1860.) Die russischen Gläubigen kamen also durch diese Verfügung in einen schweren Gewissenskonflikt. Dazu kam noch, daß in den Augen der Russen die einzelnen rituellen Gebräuche ebenso unabänderlich erschienen wie das Dogma, ja daß sie mangels jeder theologischen Bildung Ritus und Dogma einfach miteinander verwechselten. Übrigens, daß auch Nikon in diesem Punkte ein Kind seiner Zeit und seiner Umgebung war, zeigen am besten die Fragen, die er an den Patriarchen Paisij von Konstantinopel zur Entscheidung schickt, unter denen sich solche befinden wie z. B., zu welcher Stunde der Gottesdienst zu beginnen oder wann der Kirchendiener die Kerzen anzuzünden hat. Wie den ungebildeten Massen des russischen Volkes, wie seinen glaubenseifrigen aber theologisch ungeschulten Gegnern, erschienen auch dem Haupte der russischen Kirche diese kleinlichen Dinge als Angelegenheiten höchster Wichtigkeit. Daß der griechische Patriarch diese schwache Seite der theologischen Bildung seines russischen Amtsbruders begriff, zeigt seine belehrende Antwort,

die darin gipfelt, daß jede rituelle Zeremonie zwei Seiten habe, eine wesentliche, innerliche, die mit der christlichen Lehre zusammenhänge, und eine unwesentliche, rein äußerliche, die sich auf den äußeren Ausdruck einer bestimmten Glaubenslehre beziehe. Nur die erstere Seite sei ebenso unabänderlich wie die christliche Lehre selbst, die letztere aber richte sich nach dem Usus der verschiedenen autokephalen Kirchen. Aber Nikon hat den Hinweis, daß das Dogma das Wesentliche sei und nicht der Ritus, nicht verstanden, ebenso wie er fest glaubte, daß alle Verschiedenheiten des russischen und griechischen Ritus durch Mißbräuche oder Unbildung sich in die russische Kirche eingeschlichen hätten, während tatsächlich die Sache so lag, daß die Russen an dem Ritus festhielten, den sie bei ihrer Bekehrung zum Christentum von den Griechen übernommen hatten, während der griechische Ritus sich unter äußeren Umständen, die für die russische Kirche häufig gar nicht in Betracht kamen, weiter entwickelte.

Am besten zeigt dies die Entwicklung der Fingerhaltung beim Kreuzeszeichen. Die altchristliche Form, sich mit einem Finger zu bekreuzigen, wurde bei den Griechen im 9. Jahrhundert mit Rücksicht auf die Irrlehre der Monophysiten, die darin eine Bestätigung ihrer Lehre von der einen Natur Christi sahen, ersetzt durch die Bekreuzigung mit zwei Fingern. Von nun an erschien die erstere Form als äußeres Zeichen der Zugehörigkeit zur Sekte der Monophysiten, die letztere als solche zur rechtgläubigen Kirche. Da nun die Russen gerade damals von Byzanz das Christentum übernahmen, so übernahmen sie auch diese Form der Bekreuzigung mit zwei Fingern. Ende des 12. oder am Beginne des 13. Jahrhunderts nach dem Erlöschen des Monophysitismus sah man es in der griechischen Kirche auch als eine Notwendigkeit an, sich auch von den Nestorianern, die sich gleichfalls mit zwei Fingern bekreuzigten und darin einen symbolischen Ausdruck ihrer häretischen Lehre von der Vereinigung beider Naturen in Christo sahen, zu unterscheiden, und führte die Bekreuzigung mit drei Fingern ein. Da diese Änderungen in der griechischen Kirche aber nicht durch Synodalbeschlüsse eingeführt wurden, setzten sie sich nur langsam durch. So kam auch diese neue Form der Bekreuzigung

erst zu einer Zeit nach Rußland, wo die Russen, die schon von Haus aus die Anschauung hatten, daß auch die äußeren Formen des Ritus unabänderlich und von Christus selbst oder zumindest von den Aposteln eingeführt worden seien, nach der Florentiner Union an der Rechtgläubigkeit der Griechen überhaupt zweifelten. Daher glaubte auch die Synode von 1551 durch ein Anathema diejenigen bedrohen zu müssen, die etwa nach griechischem Beispiele in diesem Punkte von der reinen Lehre abfallen.

Das Verhängnis wollte es nun, daß Nikon anscheinend durch eine unanfechtbare Autorität in dieser und anderen Reformen bestärkt wurde. Schon seit dem Emporkommen Moskaus, das ja zeitlich ungefähr mit dem Falle Konstantinopels zusammenfiel, wanderten jahraus, jahrein einfache Mönche und Kirchenfürsten des Orients nach Rußland, um hier von den freigebigen und werktätigen mächtigsten Fürsten ihrer Kirche sich die Taschen füllen zu lassen. Dieser Andrang wurde mit der Zeit so groß, daß er fast zu einer Landplage wurde und eine strenge Reglementierung mit Erlaubnisscheinen hervorrief, ohne welche die Grenzbehörden keinen fremden Geistlichen die russische Grenze passieren lassen durften. Anfangs 1655 trafen nun zwei solcher Almosensammler, wie sie Kapterev geringschätzig nennt, in der Person des für seine Stellung als Patriarch von Antiochia theologisch ziemlich wenig gebildeten Makarij und des sogenannten serbischen Patriarchen Gabriil in Moskau ein. Um den mächtigen Nikon sich günstig zu stimmen und dadurch ein höheres Geldgeschenk bei der Abreise zu erzielen, sucht Makarij in liebedienerischer Weise den Moskauer Patriarchen auf, den von diesem beschrittenen Weg mit seiner ganzen Autorität zu stützen, selbst auf die Gefahr hin, die unbedachtsamsten und gewaltsamsten Maßregeln desselben rechtfertigen zu müssen. Dies zeigte sich gleich auf der Synode von 1655, auf der Nikon feierlich, ohne Nötigung und in schroffster Form mit der russischen Tradition brach und die den Russen damals unfaßlichen Worte sprach: „Ich bin ein Russe, Sohn eines Russen, aber meine Überzeugungen und mein Glaube sind griechisch.“ Dieser „fahrende Almosensammler“, wie ihn Kapterev nennt, ging aber in seinem Augendienst für Nikon

noch weiter, als er dies auch schon auf der Synode getan hatte. In seiner theologischen Unbildung hatte er entdeckt, daß die Bekreuzigung mit zwei Fingern ein Gebrauch der häretischen Armenier sei, daß also die Russen das Kreuzeszeichen bisher auf armenische Weise gemacht hätten. Und bei einem feierlichen Gottesdienste in der Uspenskij-Kathedrale am Kreml mit den Patriarchen Nikon und Gabriil im Februar 1656 erkühnte sich Makarij angesichts des Caren, der Bojaren und des versammelten Volkes, vom Altare aus über diejenigen, welche künftig sich noch mit zwei Fingern bekreuzigen, das Anathema auszusprechen, obwohl doch damals das ganze russische Volk an dieser Form des Kreuzeszeichens, die, wie wir gesehen, historisch auch zu rechtfertigen war, festhielt.

So wurde fast mutwillig der erste große Riß in der russischen Kirche hervorgerufen, die ganze Reform Nikons aber von allem Anfange an in den Augen der Mehrzahl der Russen diskreditiert. Mit diesem Schritte hatte Nikon seinen Gegnern eine mächtige Waffe in die Hand gedrückt, das Mißtrauen gegen die Rechtgläubigkeit seiner eigenen Person. Die russische Kirche hätte anderer Reformen bedurft als die durch Nikon in so leichtfertiger Form durchgeführten wie die Bekreuzigung. Es wäre, betont Kapterev richtig, viel wichtiger gewesen, das russische Volk über den grundlegenden Unterschied zwischen Dogma und Ritus aufzuklären und zu belehren. Die russische Kirche hätte sich von der griechischen wirklich nicht in besorgniserregender Weise entfernt, wenn man das Kreuz mit zwei anstatt mit drei Fingern geschlagen, das „Alleluja" zweimal anstatt dreimal wiederholt hätte. Durch seine Reform aber hatte Nikon im russischen Volke den Glauben an die Identität von Dogma und Ritus bestärkt anstatt das religiöse Empfinden zu vertiefen. Im Gegensatze zu diesem Vorgehen Nikons zeigt Kapterev das Beispiel des Kiever Metropoliten Peter Mogila (gest. 1647), der für seine Reform auch die breiten Massen des kleinrussischen Volkes aufnahmefähig machte, indem er eine ausgedehnte Fürsorge für Schulbildung an den Tag legte und in dem Erfolge der Schulbildung eine Bürgschaft für das Gedeihen kirchlichen und sozialen Lebens in der Ukraina sah.

Nicht minder unglücklich war Nikon in der Korrektur der

liturgischen Bücher. Zwar hatte er durch Arsenij Suchanov eine in die Hunderte gehende Zahl griechischer Handschriften und altslavischer Übersetzungen im Orient sammeln und nach Moskau bringen lassen. Aber da sich die einzelnen Zeremonien beim Gottesdienste in der christlichen Kirche nicht auf einmal, sondern allmählich mit lokalen Verschiedenheiten bildeten, war ein derartiger Modus procedendi angesichts einer großen Zahl von Varianten unmöglich. Man griff daher, um aus diesem Dilemma einen Ausweg zu finden, nach den zeitgenössischen griechischen Drucken liturgischer Bücher. Nun wurden diese Bücher nicht im griechischen Orient, sondern im „häretischen" lateinischen Westen (Venedig, Rom und Paris) hergestellt und wurden von den Griechen selbst, mit Ausnahme der von griechischen Mönchen in Venedig in eigener Druckerei ausgeführten, selbst nur nach mißtrauischer Prüfung benutzt. Der Patriarch von Konstantinopel selbst und die Synode hatten ein Jahrzehnt vor Nikons Reform dem Caren beweglich geklagt, daß Lutheraner und Lateiner durch den Druck griechischer liturgischer Bücher ihre Häresien in die rechtgläubige Kirche einzuschmuggeln trachteten. Es ist also nicht zu verwundern, wenn die allgemeine Meinung in Rußland dahin ging, daß die griechischen Texte nach den russischen und nicht umgekehrt verbessert werden müßten. Nikon aber und seine Mitarbeiter entschieden sich für das letztere. Daß diese Verbesserung nach venetianischen Drucken griechischer Texte und nicht nach Handschriften vorgenommen wurde, war den Gegnern Nikons sehr genau bekannt und wurde zu einer der Ursachen, warum die Gegner seiner Reform ihn, wenn auch mit Unrecht, direkt häretischer Absichten beschuldigten. Dazu hatte Nikon, da er der griechischen Sprache nicht mächtig war, selbst an diese Verbesserung nie Hand angelegt, sondern er verließ sich hierbei besonders auf den Mönch Arsenij, den Griechen, dessen Leumund, da er einmal in der Türkei eine Zeitlang aus der Kutte gesprungen und Anhänger Mohammeds geworden war, in Moskau der allerschlechteste war. Auch variierten die Texte der einzelnen von Nikon hergestellten Ausgaben untereinander, was naturgemäß das Mißtrauen verstärkte.

Übrigens war Nikons Eifer für seine eigene Reform noch vor der Zeit, da er den Stuhl des Patriarchen verließ, erkaltet.

Er kam anscheinend endlich zu dem Ergebnis, daß die alten und die neuen Kirchenbücher, die alten und die neuen liturgischen Zeremonien gleich gut seien, daß es auf den Geist und nicht auf den Buchstaben ankomme. So nur kann erklärt werden, wenn er einem seiner Hauptgegner, dem Protopopen Neronov, bei der Aussöhnung, die allerdings bei Neronov nur der russischen Kirche und nicht Nikon galt, gestattet, auch nach den alten Büchern den Gottesdienst zu verrichten. Aber Nikon hatte kein Auge mehr für die fortschreitende Spaltung der russischen Kirche, sein ganzes Interesse galt der Behauptung seiner Macht über den Caren und, als diese zu wanken drohte, der Wiedergewinnung derselben durch die Komödie seiner niemals ernst gemeinten Abdikation von der Würde des Patriarchen.

Die Charakterisierung der Persönlichkeiten Neronovs und Avvakums, der Hauptgegner Nikons, der Grund ihrer Popularität im Kampfe mit Nikon ist bei Kapterev von großem Reize. Auch hier versteht er es, ihren Vorzügen und Fehlern in gleicher Weise gerecht zu werden. Besitzen wir auch von Avvakum neben Mel'nikovs oben erwähntem Artikel eine neuere gute Biographie von Borozdin, so ist es doch ein Verdienst Kapterevs, festgestellt zu haben, daß die Rückberufung Avvakums aus seinem zehnjährigen sibirischen Jammertale nicht einer Intrige der Nikon feindseligen Bojaren, sondern der Initiative des Caren selbst entsprungen sei, der jetzt nach der Aussöhnung Neronovs mit der Kirche auch diesen aggressiven und unbeugsamen Gegner mit der Reform zu versöhnen und so den Frieden in der russischen Kirche wieder herzustellen hoffte. Denn nach dem Rücktritte Nikons, der wie gesagt seiner eigenen Reform gegenüber sich vollständig kühl verhält, ist es der Car selbst, der diese Reform verteidigt und die Leitung der russischen Kirche wie ein wirklicher Patriarch in seine Hände nimmt. Auch die kranke, von Halluzinationen geplagte Seele Avvakums, seine Abneigung gegen Wissenschaft und Bildung, sowie seine vollständige Unkenntnis des historischen Patriarchen Nikon — er war gleich am Beginne des Patriarchates Nikons wegen seines Widerstandes in der Frage des Kreuzeszeichens nach Sibirien verbannt worden — und der daraus entspringende Kampf gegen einen nur in seiner Einbildung lebenden teuflisch-häretischen

Nikon, wie es uns Kapterev schildert, bringen in das uns überlieferte Bild des Erzvaters des russischen Raskol neue kräftig charakterisierende Striche.

Mit der Untersuchung der Motive, welche Nikon zu seiner Resignation bewogen, mit Berücksichtigung des von der archäographischen Kommission und Gibbenet veröffentlichten Aktenmaterials, mit der literarischen Kritik der Reform durch seine Gegner und dem leitenden Grundsatz derselben, daß die russische Rechtgläubigkeit die einzig wahre sei, sowie mit der Konstatierung der allgemeinen Ablehnung der Nikonianischen Reform durch die hohe und niedere, schwarze und weiße Geistlichkeit, und was das Seltsamste ist, auch durch die in Rußland lebenden gelehrten griechischen Mönche, schließt der vorliegende Band. Tatsächlich hatte Nikon in der russischen Kirche ein vollständiges Chaos zurückgelassen, eine schwere Erbschaft für den ihm einst so befreundeten Caren. Wie der Car diese ihm zugefallene schwere Aufgabe gelöst, soll der zweite Band zeigen. Aber dieser soll auch eine andere Seite der Tätigkeit Nikons, sein Streben, in Rußland die geistliche Gewalt über die weltliche zu setzen, behandeln, und der Behandlung dieses interessanten Stoffes durch einen Forscher wie Kapterev darf man mit vollem Rechte mit Spannung entgegensehen.

III. Kritiken, Referate, Selbstanzeigen.

Reinh. Hausen, Finlands medeltidsurkunder samlade och i tryck utgifna af Finlands statsarkiv I. — 1400. Helsingfors 1910. 2 + 594 S.

Der finnländische Staatsarchivar Dr. Reinh. Hausen widmete sich schon lange dem Aufspüren und Zusammenstellen von mittelalterlichen Urkunden, welche die Geschichte Finnlands berühren. 1890 veröffentlichte er die als „Registrum Ecclesiae Aboensis“ oder „Åbo Domkyrkas Svartbok“ bekannte Sammlung, welche die Besitzakten der Domkirche zu Åbo aufbewahrt. Nunmehr erschien, ebenso auf Kosten des Staatsarchivs, der erste Teil eines finnländischen Diplomatoriums.

Die Absicht des Herausgebers war, sein Werk so vollständig wie möglich zu machen. Er gibt: Diplome, Urteilssprüche, Auszüge aus Chroniken, Rechnungen und Verzeichnissen, Inskriptionen usw., mit einem Worte alles, was zur Beleuchtung der Verhältnisse Finnlands dienen kann, im ganzen 1127 Nummern.

Was der Leser ohne Mühe gedruckt findet, z. B. die Urkunden des „Svartboks“, referiert er kurz. Was dagegen nur mit Schwierigkeit aus den Bibliotheken gewonnen werden kann, druckt er vollständig ab. Die Fundstellen und älteren Publikationen gibt er genau an. Alle bisher noch nicht gedruckten Urkunden, von welchen der größte Teil durch den schwedischen Forscher Dr. K. H. Karlsson abgeschrieben wurde, hat man hier in extenso.

Die Urkunden, welche aus den älteren Diplomatorien geholt wurden, sind, wenn nur möglich, sorgfältig kollationiert worden. Ein ausführliches Register, das auch die frühere Publikation des Svartboks umfaßt, erhöht den Wert des Buches.

Das Urkundenbuch Finnlands wird den Forschern, welche sich mit der mittelalterlichen Geschichte des Nordens beschäftigen, sehr nützlich werden. Die folgenden Teile werden verhältnismäßig mehr neue Urkunden mitteilen.

Helsingfors. M. G. Schybergson.

René Gonnard, Entre Drave et Save. Paris, librairie Larose 1911.

M. René Gonnard, professeur à la Faculté du droit de l'Université de Lyon se plaît particulièrement à l'étude des questions économiques, politiques et sociales. On lui doit déjà un bon livre sur la Hongrie au XXe siècle (Paris 1908). Après la Hongrie proprement dite — la région magyare — il a visité la Croatie et la Slavonie et il présente dans ce petit volume le résultat de ses observations. Je n'insiste pas sur la première partie spécialement consacrée à l'étude des questions politiques. J'ai dit dans quelques uns de mes ouvrages, notamment dans l'histoire d'Autriche-Hongrie et dans un volume intitulé La Save, le Danube et le Balkan, tout ce que j'avais à dire sur ce sujet et M. Gonnard qui me fait le honneur de me citer de temps en temps est parfaitement d'accord avec moi. Un chapitre nouveau est celui que l'auteur consacre au trialisme, c'est à dire à cette hypothèse d'aprés laquelle les Slaves méridionaux de l'État austro-hongrois accrus des Slaves de Bosnie et Herzégovine formeraient à côté des Allemands et des Magyares le troisiéme élément d'un empiré non plus dualiste, mais trialiste. Pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici, je ne crois pas cette hypothèse près de se réaliser.

Les chapitres les plus intéressants du livre sont ceux que l'auteur consacre à la Croatie économique et sociale, où il étudie successivement l'état de l'agriculture, de l'industrie, les voies de communication et le commerce. Dans le chapitre consacré à la Croatie sociale il étudie la constitution de la propriété et notamment l'organisation et l'avenir de la zadruga (Hauskommunion). Il ne sait pas la langue serbo-croate mais il s'est muni de bons guides et de bons interprètes; il a parcouru les campagnes, visité les villages et étudié la question sur place;

il expose l'histoire et la législation de cette institution, la statistique et la monographie, discute les opinions des amis et des adversaires de l'institution, notamment celle de M. Emile de Laveleye le célèbre économiste belge, qui lui aussi avait visité les pays sudslaves et a publié naguère les résultats de ses études dans deux volumes sur la Péninsule de Balkan (Paris 1886, traduction allemande par Jacobi, Leipzig 1888). On accuse la zadruga d'être nuisible au développement de l'esprit d'initiative, de l'ingéniosité personelle, et incompatible avec le progrès technique et la meilleure utilisation des forces. Dans un régime de travail en commun le travailleur ne bénéficie pas directement de son activité; le paresseux n'est que faiblement et indirectement atteint par les effets de coninertie. Mais il ne faut pas oublier que la zadruga est une communauté de famille, un groupe de parents et que le sentiment familial est de nature à suppléer dans une large part à l'interêt personnel. Si la zadruga doit disparaître M. Gonnard souhaite qu'elle ne recule que lentement et que l'Etat encourage la formation d'associations nouvelles plus conformes aux idées du vingtième siècle.

Paris. Louis Léger.

Die Chasaren, Historische Studie von Hugo Freiherr von Kutschera. Ein Nachlaß. Wien, Adolf Holzhausen 1910. 271 S.

Es ist nicht das Werk eines Berufsgelehrten, das uns hier geboten wird, sondern die Studie eines Geschichtsfreundes, der in seiner hohen österreichischen Beamtenstellung reichlich Berührung mit den östlichen Völkern Europas fand und dadurch zu allerhand historischen Forschungen sich angeregt fühlte. Was Kutschera hier über das Reich der Chasaren, über seine äußere Geschichte, Entwicklung, Blüte, Verfall, wie über seine inneren Einrichtungen auf weltlichem wie religiösem Gebiete erzählt, beruht auf genauerem Studium der Quellen über die Chasaren. Dann und wann zitiert er diese Quellen auch, ebenso die von ihm benutzte Literatur, freilich nicht in der in wissenschaftlichen Werken sonst gebotenen genauen Art; er beruft sich mehr im allgemeinen auf die Autoren über die Chasaren,

scheint auch manche Quelle über die Chasaren nur in neusprachlichen Übersetzungen zu kennen. Er hat eben selbst seine Arbeit für das große Publikum bestimmt, will keine neuen Quellen für gelehrte Kreise eröffnen, sondern nur eine Zusammenstellung der wichtigsten, auf die Chasaren bezüglichen und historisch erhärteten Tatsachen bringen. Dabei dient seine ganze Arbeit der Begründung der Hypothese, daß die Juden in Polen bezw. Rußland die jüdischen Chasaren seien, die bei der Zerstörung des Chasarenreiches sich zuerst vor den Polovcern, dann vor den Mongolen in hellen Haufen nach Rußland geflüchtet hätten. Kutschera glaubt, daß es hauptsächlich, wenn nicht ausschließlich, chasarische Juden waren, die sich nach dem Tatareneinfall um die Mitte des 13. Jahrhunderts in Polen und Galizien niederließen. Freilich ist er sich selbst bewußt, daß „diese Theorie wegen ihrer Neuheit viele Gegner finden wird", aber er erachtet die Annahme der Abstammung der polnischen Juden von den Chasaren als plausibelste Lösung des Problems, daß unter den Juden scharf zwei Typen, der deutsch-polnische und der orientalische (Spagnuoli) zu unterscheiden seien.

Bonn. L. K. Goetz.

Enciklopedija slavjanskoj filologii. Izdanie otdělenija russkago jazyka i slovesnosti Imperatorskoj Akademii Nauk. Pod redakcieju ord. akad. I. V. Jagiča. Vypysk 1: I. V. Jagić, Istorija slavjanskoj filologii (Enzyklopädie der slavischen Philologie. Herausgegeben von der Abteilung für russische Sprache und Literatur der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften. Lieferung 1: I. V. Jagič: Geschichte der slavischen Philologie. St. Petersburg 1910. VIII, 961 S.).

Die von der Petersburger Akademie der Wissenschaften unter der Oberleitung des Altmeisters der Slavistik Prof. Jagić in Wien herausgegebene „Enzyklopädie der slavischen Philologie" soll nach dem diesem großen Sammelwerk zugrunde liegenden Plan aus einer Einleitung und drei Hauptabteilungen bestehen, einem sprachgeschichtlichen, einem literarhistorischen und einem ethnographischen Teil. Der Arbeitsplan ist vor-

läufig nur für die Einleitung und die erste Hauptabteilung genau festgesetzt. Die slavische Philologie umfaßt nach Jagić's Definition das gesamte geistige Leben der slavischen Völker, wie es sich in ihrer Sprache und ihren Schriftdenkmälern, und zwar in den literarischen Produkten einzelner Personen wie der Volkspoesie, endlich in religiösen Vorstellungen, in Überlieferungen, Sitten und Gebräuchen äußert. Es sollen also auch gewisse Gebiete der Kulturgeschichte, Altertumskunde und Volkskunde in der Petersburger Enzyklopädie behandelt werden. Die erste Lieferung, Jagić's „Geschichte der slavischen Philologie", ist gewissermaßen die Einführung in das ganze Unternehmen. Die slavische Philologie besaß bisher weder eine solche umfassende Darstellung ihrer Geschichte, noch auch nur die vollständige Geschichte einer Einzelphilologie. Schon allein deshalb ist Jagić's Werk ein unentbehrliches Handbuch für jeden Slavisten, dessen Erscheinen in der Fachpresse mit lebhafter Freude begrüßt wurde. Es füllt eine große Lücke aus. Die objektive Behandlung des Stoffes, die anziehende Darstellung und die eingehenden bibliographischen Angaben sind zudem Vorzüge des Buches, auf welche bereits wiederholt hingewiesen worden ist.

Auch für den Historiker ist in dem Buch manches von nicht geringem Interesse. Für ihn kommen besonders die der Altertumskunde und Ethnographie gewidmeten Abschnitte in Betracht. Auf einzelne, nur die wichtigsten dieser Partien des Werks möchte ich kurz aufmerksam machen. Im vierten Kapitel werden Gerhard Friedrich Müller und Schlözer genannt, deren Vorgänger Fürst Jablonowski, Jordan u. a. im vorhergehenden Kapitel erwähnt sind. Etwas eingehender wird in dem Josef Dobrowsky gewidmeten Kapitel 5 S. 117—118 der Vater der Slavistik als Historiker gewürdigt. Die polnischen Historiker Potocki, Fürst Sapieha, Surowiecki und Lelewel sind im sechsten Kapitel, Karamzin, der Metropolit Evgenij und andere russische Historiker im siebenten behandelt, wo auch Krug und die Dorpater Juristen Ewers und Reutz nicht vergessen sind. Von Schafariks „Altertümern" ist in Kapitel 12 S. 295 ff. die Rede. Die historischen Schriften des bulgarischen Romantikers Venelin werden im 17. Kapitel aufgeführt. Der

slavischen Ethnographie ist Kapitel 19 (S. 485—534) gewidmet, aus dessen überaus reichem Inhalt ich nur die Biographien Nadeždins und Kostomarovs hervorheben will. Eine liebevolle Charakteristik wird im folgenden Kapitel Pypin zuteil; ebenda werden Drinovs Arbeiten besprochen. Im 23. Kapitel werden teils knapp, teils eingehender die russischen Historiker Solov̌ev, Bestužev-Rjumin, Popov, die Byzantinisten Kunik und Vasil'evskij, der Historiker und Archäolog I. N. Smirnov berücksichtigt. Treffend charakterisiert Jagić im 29. Kapitel Budilovič als Gelehrten wie als Slavophilen. Im „Schlußwort" handelt ein Abschnitt vom heutigen Stand der slavischen Ethnographie (S. 883 ff.); die neuesten Forschungen auf dem Gebiet der slavischen Altertümer werden dort S. 882 genannt. Der vorletzte Abschnitt des Schlußworts ist der slavischen Rechtsgeschichte gewidmet, deren bedeutendste Vertreter, wie Maciejowski, Kalačov und Bogišić, in Jagić's „Geschichte" an anderen Stellen eingehend gewürdigt werden (vgl. z. B. S. 649 ff.). Ein ausführliches, sorgfältig zusammengestelltes Personenregister erleichtert die Benutzung des vortrefflichen Werks.

Posen. W. Christiani.

Max Bär, Westpreußen unter Friedrich dem Großen. Publikationen aus den Preußischen Staatsarchiven 83. und 84. Band. Erster Band (Darstellung). Zweiter Band (Quellen). Leipzig 1909. Verlag von S. Hirzel. X u. 624 und VI u. 778 S.

Das vorliegende Werk, das der Direktor des Kgl. Staatsarchivs zu Danzig veröffentlicht hat, will die urkundliche Grundlage bieten für die Geschichte der Besitzergreifung von Westpreußen (mit Ausschluß der vorhergehenden diplomatischen Verhandlungen), der Einrichtung der Behörden und der Behandlung der einzelnen Verwaltungszweige. Zu dem Zwecke sind im zweiten Bande die den Gegenstand betreffenden Kabinettsorders des Königs, die Instruktionen, Erlasse, Berichte und Schreiben der Behörden und Beamten in chronologischer Folge zusammengestellt, soweit sie nicht bereits an anderen, leicht erreichbaren Stellen gedruckt sind; ferner sind dort veröffentlicht

die wertvollen Protokolle über die Besitzergreifung und über die Zustände des Landes nebst statistischen Zusammenstellungen, drittens endlich die Huldigungslisten, sodaß die Quellen zur Geschichte Westpreußens von 1772—1786 damit in erschöpfender Vollständigkeit vorliegen. — Der erste Band ist nicht nur, wie das Vorwort sagt, eine „Erläuterung" der Quellen; er bietet ein umfassendes Bild der Besitzergreifung Westpreußens, der Behördenorganisation und der großartigen Tätigkeit, die Friedrich der Große und seine Beamten in der neuen „Akquisition" entfaltet haben. Die mitgeteilten Tatsachen sind sehr geschickt aus dem umfangreichen Urkundenmaterial ausgewählt; die Darstellung ist nicht mit Kleinigkeiten überlastet, aber alles im Rahmen einer provinzgeschichtlichen Publikation Wesentliche (sowohl in Hinsicht auf die sachliche Bedeutung als in Rücksicht auf die praktischen Bedürfnisse der Aktenbenutzung) hat eine eingehende Behandlung gefunden. Dabei ist der streckenweis etwas spröde Stoff flüssig und klar dargestellt; die Lektüre dürfte auch dem Laien keine Schwierigkeiten bereiten.

Die Darstellungen, die den Leistungen der friderizianischen Verwaltung in Westpreußen bisher gewidmet waren, beschränken sich zumeist auf das Programm des Königs, auf das, was er erstrebt hat. Im vorliegenden Werke sind nun die Registraturen der Behörden daraufhin durchgearbeitet worden, was wirklich erreicht ist, wie das Justiz-, das Steuer- und Zollwesen, die Domänenverwaltung im einzelnen eingerichtet wurde, wie sich das gutsherrlich-bäuerliche Verhältnis in der Praxis gestaltet hat, in welchem Umfange kolonisiert ist und wieviel Mittel dafür und für das Retablissement der Ämter und Städte aufgewandt sind, mit welchem Erfolg die Zollmaßregeln gegen Danzig angewandt sind usw. Es liegt auf der Hand, daß dabei eine Fülle neuer Tatsachen ans Licht gefördert werden, und auch dort ist das der Fall, wo, wie über die innere Kolonisation und die Landeskultur, die Kontributionsverfassung und die katholische Kirche schon die Spezialarbeiten von Beheim-Schwarzbach und Stadelmann, Zakrzewski und Lehmann vorliegen. Speziell für die osteuropäische Geschichte kommt allerdings außer der Einleitung nur wenig in Betracht; und unter diesem

Gesichtspunkt hätte man es vielleicht begrüßt, wenn die Einleitung etwas weniger knapp gehalten wäre. Zwar hat es Verf. mit Recht vermieden, einleitungsweise noch einmal wieder den Zustand zu schildern, in dem sich Westpreußen 1772 befand; das ist oft genug geschehen. Außerdem bietet das Werk selbst in dieser Hinsicht noch reiche Ergänzungen (so besonders über den Zustand der Städte (Kap. 22, Quellen Nr. 669—672) oder auch der Ämter und Forsten), die sich freilich durch nähere Feststellungen über die eine oder die andere wichtigere Einzelheit, z. B. über die damalige Verteilung der Nationalitäten in der Provinz nach Lage der Akten wohl noch vervollständigen ließen. Dagegen erscheint der Wunsch an sich verständlich, daß der große Kampf der westpreußischen Stände mit dem polnischen Reiche um ihre verfassungsrechtliche Stellung und um den nationalen Charakter der Provinz eine eingehendere Behandlung hätte erfahren sollen, nicht, weil darin mit die wichtigsten Probleme der westpreußischen Geschichte beschlossen liegen, sondern weil sich dadurch doch erst die Verwahrlosung erklärt, in der Friedrich der Große die Provinz vorfand. Aber es fehlt in dieser Hinsicht fast ganz an Vorarbeiten, und um so mehr macht sich diese Schwierigkeit fühlbar, als z. B. das Vordringen der polnischen Sprache sich nur kreisweise verfolgen läßt, so, wie das Plehn für den Kreis Strasburg getan hat. Man wird also dafür die Spezialarbeiten abwarten müssen. — Der Überblick über die wichtigsten Verfassungseinrichtungen von Polnisch-Preußen ist dagegen auch in der vorliegenden Form sehr willkommen; er ist absichtlich nur kurz gehalten, da Verf. demnächst einen Abriß der Verwaltungsgeschichte Westpreußens zu veröffentlichen gedenkt.

Im übrigen seien nur noch einige Einzelheiten hervorgehoben. Daß die Einrichtung der Verwaltung Westpreußens in ganz besonderem Maße des Königs eigenstes Werk war, war ja bekannt; es wird aber wiederum aufs schlagendste erwiesen durch den Immediatbericht v. Finckensteins und Hertzbergs vom 18. April 1772 (Quellen Nr. 27). Sie schlagen vor, zunächst eine Zwischenverwaltung einzurichten und einen Kommissar zu ernennen, der mit den Woiwoden und Bischöfen über die Unter-

werfung und Einrichtung des Landes verhandeln sollte. Der König, der längst entschlossen war, die Verwaltung der neuen Provinz sofort ganz „auf preußischen Fuß“ einzurichten und durch Domhardt bereits vor der Besitzergreifung die notwendigen Generalverordnungen und Edikte vorbereiten ließ (Quellen Nr. 25), hatte sie also nicht im geringsten ins Vertrauen gezogen; er lehnte auch ihre weitere Mitarbeit schroff durch die Randbemerkung ab: C'est mon affaire, ne vous en embarassez pas. (Nebenbei bemerkt, machten die Minister auch den ganz interessanten Vorschlag, das Land rechts der Weichsel mit Ostpreußen zu vereinigen, die von Polen bewohnten Gebiete links der Weichsel aber mit Lauenburg und Bütow als besonderen Staat einzurichten.) — Die Einrichtung des Justizwesens stieß in den kleinen Städten, — die von der friderizianischen Politik mit übergroßer Sorgfalt als Städte konserviert wurden, obwohl sie zum guten Teil diesen Namen nicht verdienten —, auf Schwierigkeiten. Besondere Justizbürgermeister konnten zunächst nur in den wenigsten ernannt werden. Eine Anzahl wurde den Domänenjustizämtern unterstellt; für die übrigen versuchte man es im Marienwerderschen Kammerbezirk zunächst mit einer Vereinigung der Polizeibürgermeister- mit der Justizbürgermeisterstelle. Da das aber den Kammerinteressen wenig entsprach, so vereinigte man später, grundsätzlich zuerst im Netzebezirk, dann allgemeiner auch in Westpreußen, die beiden Stellen mit denen des Stadt- und Gerichtssekretärs. Die Carmersche Justizreform brachte für Westpreußen weitere Änderungen der Gerichtsorganisation mit sich. Im Hofgericht zu Bromberg wurde ein zweites Obergericht geschaffen, das aber lediglich als Gerichtsbehörde diente; und an Stelle der Landvogteigerichte wurden als Organe der Obergerichte die Kreisjustizkommissionen eingerichtet. Am wichtigsten für die adligen Bauern und für die Einwohner der zahlreichen adligen Städte des Netzebezirks war aber, daß die bis dahin ganz formlos geübte Patrimonialgerichtsbarkeit gemäß dem Reglement vom 19. Juni 1749 geregelt wurde, zunächst so, daß jeder Gerichtsherr sich seinen Justitiar halten mußte, dann, indem man eine Anzahl Gerichtsherren von Gütern und Städten zu Verbänden zusammenfaßte und dafür „Kreisjustitiare“ bestellte. Die Erfahrungen, die

man bei den dazu notwendigen Verhandlungen mit den Grundbesitzern machen konnte, haben mit dazu beigetragen, in Westpreußen von der Einführung einer kreisständischen Verfassung abzusehen. Sie ist erst nach dem Tode Friedrichs des Großen erfolgt. — In dem Kapitel über das Steuerwesen fällt das Urteil über die Kontribution, deren Einrichtung der Geh. Finanzrat Roden leitete, mit Recht günstiger aus als das von Zakrzewski: es war in der Tat eine wichtige Neuerung gegenüber dem „ostpreußischen Fuß", den Roden in Westpreußen einführen sollte, daß die Kontributionshufe (zum ersten Mal im preußischen Staat!) nicht als frei angesehen wurde, sondern die Zinsen und Scharwerke der Bauern von der Reineinnahme abgeschrieben wurden, bei den adligen und geistlichen Gütern dagegen als „Dominialkontribution" in Anrechnung gebracht wurden; ferner wurde das „Schutzgeld" gegenüber den ostpreußischen Sätzen herabgesetzt, der Horn- und Klauenschoß nicht eingeführt, endlich die deutschen Edelleute nur mit 20%, die polnischen mit 25% des Reinertrages zur Kontribution herangezogen. Nur eine progressive Hufenkontribution, an die der König selbst gedacht hat und die auch in Schlesien bereits bestand, hat Roden nicht eingeführt; in dieser Hinsicht hat er sich allerdings zu genau an den ostpreußischen Generalhufenschoß gehalten. — Was die gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse betrifft, so wird gegen Knapp durch eine Anzahl unzweideutiger Stellen nachgewiesen, daß in Polen gleichfalls Untertanen ohne das Gut verkauft sind. — Die Frage nach dem Verfasser der berühmten „Verordnung wie in Ansehung der Dienste sowohl als der Untertanen selbst in Ost- und Westpreußen verfahren werden soll" vom 8. November 1773 beantwortet Bär dahin, daß Fürst und Domhardt sie gemeinsam ausgearbeitet hätten; Fürst sei die treibende Kraft gewesen. Wenn freilich die Untertänigkeit auf den ostpreußischen Domänen, die seit 1767 abgeschafft war, durch die Verordnung von 1773 nur versehentlich wieder eingeführt ist, so läßt das vielleicht die Vermutung zu, daß der Anteil Domhardts an dem Entwurf wohl nicht sehr groß gewesen ist. Übrigens ist auch in Westpreußen der Teil der Verordnung, der die Untertänigkeit auf den Domänen feststellte und die

Kinder der Domänenbauern dem Zwangsgesindedienst unterwarf, nie beachtet worden; ebenso ist in Westpreußen von den Domänenbauern nie ein Loslaßgeld gefordert. Die Praxis hat sich also in Westpreußen gerade so wie in Ostpreußen gestaltet; auch dort waren ja, wie die Verordnung von 1773 selbst konstatiert, die Loslassungsgelder „schon längst abgeschaffet".

Von den 7 452 498 Reichstalern, die der neuen Provinz insgesamt an außerordentlichen Aufwendungen zuflossen, hat die Hälfte (3258 000 Taler) der Graudenzer Festungsbau in Anspruch genommen; weitere 895 322 Taler sind zum Retablissement der Städte aufgewandt; davon wurden teils ganze Häuser aufgebaut, teils Bauhülfsgelder von 20—50 % der Kosten gewährt. Die einzelnen Städte wurden nach Maßgabe ihrer Wichtigkeit und ihrer Entwicklungsfähigkeit berücksichtigt. Die innere Kolonisation erforderte 561 000 Taler; dafür sind im ganzen in der neuen Akquisition (die Beheim-Schwarzbachschen Arbeiten erstrecken sich nur auf das Marienwerdersche Kammerdepartement) nachweislich 3221 Kolonistenfamilien mit 12 000 Köpfen angesetzt; das sind nicht weniger als 2 % der 1772 erworbenen Bevölkerung [1]). 1885 Familien sind auf dem platten Lande, 1336 in den Städten angesiedelt, und zwar von den ersteren 1221, also $^2/_3$ als Hufenwirte, die übrigen als Büdner, Knechte usw.; die städtischen Kolonisten wurden je nach ihrem Geschäftszweig unter sorgfältiger Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse auf die einzelnen Städte verteilt. Wenn auch in Wirklichkeit die Ansetzung von Kolonisten in Stadt und Land gewiß einen erheblich größeren Umfang gehabt hat, zumal auch zahlreiche Domänenstücke vererbpachtet wurden, so bleibt das doch weit hinter dem zurück, was der König erstrebt hat. Der Gedanke, die von polnischen Adligen gekauften Güter (es sind dafür über 600 000 Taler aufgewandt) unter bäuerliche Kolonisten aufzuteilen, den der König in seinen

[1]) Auf der anderen Seite wurde die Bevölkerungszunahme freilich dadurch wieder verlangsamt, daß man nach und nach 7000 Juden zur Auswanderung zwang; auch entzogen sich zahlreiche Kantonisten (im Bromberger Bezirk bis 1776 allein 1100!) der Aushebung durch die Flucht über die Grenze.

letzten Jahren mehrfach ausgesprochen hat, scheint nicht zur Ausführung gekommen zu sein.

Da Danzig nicht preußisch geworden war, so war die wichtigste Aufgabe der preußischen Handelspolitik in Westpreußen, den polnischen Handel von dort abzulenken. Schon im Juni 1772, also vor der Besitzergreifung, besuchte der König die Montauer Spitze, um sich über die künftigen Nogatbauten zu unterrichten. Panin hatte, als noch die Vorverhandlungen über die Teilung Polens im Zuge waren, die Aufnahme eines Artikels in den Teilungsvertrag gewünscht, der den polnischen und insbesondere den Danziger Handel vor jeder Errichtung neuer Zölle und Auflagen durch Preußen sicherstellen sollte. Das hatte Friedrich als „Quelle künftiger Chikanen" abgelehnt [1]). Er konnte nun unbehindert vorgehen: der Danziger Hafen wurde in aller Stille in den Morgenstunden des 16. September besetzt und sofort eine Lizentkammer zur Erhebung des „Pfahlgeldes" und der „Zulage" eingerichtet. Ebensosehr wurde der Danziger Handel durch den preußischen Zoll in Fordon geschädigt, der die polnische Ausfuhr stark belastete. Er machte die Polen zum Abschluß des Handelsvertrags vom 19. März 1775 gefügig, der die Zölle für den polnischen Verkehr nach und von Preußen auf 2 % festsetzte, den polnischen Transitverkehr nach und von dem Auslande (wozu auch Danzig gehörte) jedoch mit 12 %, über bestimmte preußische Städte aber nur mit 4 % belastete. Ferner wurde von Preußen einseitig ein Generalzolltarif veröffentlicht, der u. a. die Rohstoffe, die die preußische Industrie brauchte (Holz, Häute, Wolle) mit einem Transitzoll von 30 % belegte. Später wurde er mit Ausnahme des Zolles für Wolle auf 12 % ermäßigt; doch durften die Polen sie über Elbing-Pillau gegen einen Transitzoll von 4 % ausführen. Es ist bekannt, wie sehr die Danziger durch diese Maßnahmen geschädigt wurden. Den Vorteil hatten davon trotz der Ungunst ihrer Lage die Danziger kombinierten Vorstädte und besonders Elbing, dessen Getreideausfuhr von 80 Last (1775) bis 1786 auf über 15 000 Last stieg. Freilich wird man sich hüten müssen, die Verminderung des Danziger Warenverkehrs mit der Ver-

[1]) Volz, Friedrich d. Gr. und die 1. Teilung Polens. Forsch. zur Brandenb.-preuß. Geschichte. Bd. XXIII, S. 88.

minderung des Geschäftsgewinnes der Danziger Kaufmannschaft gleichzusetzen; man vermutete wohl nicht ganz mit Unrecht, daß die Elbinger Kaufleute nur für Danziger Rechnung handelten; noch 1780 schienen die drei größten von ihnen bloße Kommissionäre zu sein: ein Verdacht, der denn auch zur Einschränkung der Elbinger Handelsvergünstigungen führte.

Die mitgeteilten Tatsachen sollen natürlich den reichen Inhalt des Buches nicht erschöpfen; sie wollten nur an einzelnen Beispielen zeigen, wie ergiebig das Werk ist und wie lohnend es war, die friderizianische Verwaltung in Westpreußen einer umfassenden Untersuchung zu unterziehen.

Aurich. Erich Zechlin.

Constantin Jireček, Geschichte der Serben, I. (bis 1371). Gotha 1911 (XI u. 442 S.). (Geschichte der europäischen Staaten, 38. Werk.)

Der Verfasser hatte durch eine Reihe von Spezialuntersuchungen die Basis für den Aufbau des vorliegenden Bandes der „Geschichte der Serben" längst geschaffen, wie er ja schon bei der Abfassung seiner Geschichte der Bulgaren vor mehr als 30 Jahren sich naturgemäß auch nebenbei mit dieser Materie etwas vertraut machen mußte. Dabei kommt es dem Werke zugute, daß der Verfasser den größten Teil des von den Serben bewohnten Territoriums aus eigener Anschauung genau kennt und den Schauplatz der Ereignisse plastisch dem Leser vor Augen zu führen versteht. Es ist auch nicht unwichtig, festzustellen, daß die historische Forschung bei den Balkanslaven im wesentlichen mit dem Zeitpunkte einsetzte, da Jireček selbst seine Studien auf diesem Gebiete begann. Durch seine eigenen Untersuchungen und durch seine Kritik fremder Arbeiten befruchtet, wuchs die Historiographie der Balkanslaven gleichsam unter seinen Augen und seiner Obhut heran. Es liegt daher in der Natur der Sache, daß es außer Jireček kaum jemanden gibt, der den ganzen Komplex der Fragen und den Stand der Spezialforschung so genau übersieht wie er. Die ältere Generation der südslavischen Historiker ist, wie dies der Stand der Forschung bedingte, meist noch nicht mit der Urbarmachung verschiedener noch wenig gerodeter Gebiete beschäftigt, die

jüngere Generation aber, selbst wenn sie sich zusammenfassende Tätigkeit zur Aufgabe stellt, wird bereits bedrückt von der Wucht des aufgestapelten Materiales an Quellenpublikationen und Spezialuntersuchungen, eines Materiales, das nicht unter ihren Augen allmählich heranwuchs, sondern mit dem sie schon am Beginn der Forschertätigkeit als einer gegebenen Größe zu rechnen hatte.

Dieser Umstand macht es verständlich, daß das vorliegende Werk nicht nur die erste deutsch geschriebene, sondern überhaupt die erste streng wissenschaftliche Darstellung der Geschichte des serbischen Volkes ist. Nach der Lage der Dinge konnte und mußte die von des Verfassers Schüler, Prof. Stanoje Stanojevič 1908 veröffentlichte „Geschichte des serbischen Volkes" mehr den Charakter einer populären Darstellung tragen.

Schon bei der ersten flüchtigen Beschäftigung mit dem ersten Bande fällt ein charakteristischer Zug in die Augen, das ist der Mangel an direkten einheimischen Quellen. Das, was Jireček uns hier geboten hat, ist eine mühsame Mosaikarbeit aus byzantinischen, venetianischen und ragusanischen Quellen, wobei zu bemerken ist, daß auch das letztere, nicht besonders reichlich fließende Material erst mit dem Ende des XII. Jahrhunderts einsetzt. Es ist daher bewundernswert, wie aus diesem Mosaik von Nachrichten meist fragmentarischen Charakters eine klare Darstellung der Ereignisse und Zustände aufgebaut wird. Ganz festen Boden hat der Forscher auf diesem Gebiete selbst am Ausgange der im ersten Bande behandelten Zeit nicht unter den Füßen. Am bezeichnendsten hierfür ist wohl der Hinweis, daß selbst über die Schlacht an der Marica (1371), mit welcher der vorliegende Band schließt, trotz ihrer weittragenden Bedeutung — beginnt doch mit ihr die Herrschaft der Türken über die Südslaven — zeitgenössische Schilderungen vollständig fehlen.

Eine andere Schwierigkeit der Darstellung bietet das Völkerchaos auf der Halbinsel mit diesem Ineinandergreifen der verschiedenartigsten Macht- und Expansionsbestrebungen der am Balkan selbst hausenden Völker und Staaten, wie es ja auch heute noch selbst dem näher Zusehenden als unentwirrbarer Knäuel erscheint. Und wie heute noch häufig die poli-

tischen Einflüsse und Aspirationen der Großmächte eher störend als wohltätig den Werdegang des historischen Prozesses der Balkanvölker beeinflussen, so kennt auch bereits die ältere Zeit, von der Völkerwanderung gar nicht zu sprechen, diesen außerhalb gelegenen Machtfaktor, nur daß diese Großmächte damals Ungarn, Venedig und Neapel hießen.

Nach einleitenden Kapiteln über die Natur des Landes, das vorrömische, römische und das Zeitalter der Völkerwanderung schildert der Verfasser die Besiedelung Illyrikums durch die Slaven. Die Urheimat der Serben und Kroaten nimmt er an dem Südabhang der Ostkarpathen im heutigen Ungarn, an der Südfront der Wohnsitze der Vorväter der Slovaken und Kleinrussen, an. Sehr scharf umrissen ist seine Darstellung der ältesten Organisation von Familie und Staat bei den Serben.

Hier die Grundlage des Staatsverbandes, die Župa, kleiner als der deutsche Gau, meistens ein Flußtal oder Karstbecken umfassend, mit dem erblichen Župan an der Spitze und der Burg (grad) als Mittelpunkt, als unterste Einheit, von der mehrere zusammengefaßt ein Land (zemlja) bilden, dort die alte Geschlechterverfassung mit den Sippen, die bis heute noch in Montenegro alle störenden Einflüsse der Zeit überdauert haben, und deren Unterteilung, den Brüderschaften und Familien, von denen die letztere in Gütergemeinschaft lebt und als Kuća (Haus) oder nach einem modernen Terminus als Zadruga, Hauskommunion, bezeichnet wird. An die russischen und speziell Novgoroder Verhältnisse erinnert der Tausendmann (serb. tisuštnk, russ. tysjackij), der Hundertmann (serb. satnik, russ. sotnik), das Hilfsorgan des Župan, der Fünfzigmann und die Zehnmänner. Wie Jireček bemerkt, geht diese Gliederung auf die militärische Rangordnung der Byzantiner zurück, die ihrerseits wieder auf römischem Vorbilde beruht. Auch kennt diese älteste Zeit serbischer Geschichte schon Reichstage des Gesamtgebietes und Volksversammlungen der Župen.

Nicht minder verdienstvoll aber ist das Kapitel „Heidentum und Christentum“, denn es ist eine wissenschaftliche Leistung, aus den so spärlichen Nachrichten über die heidnischen Vorstellungen der Südslaven ein zusammenhängendes, interessantes Bild zu entwerfen. In den Details sind hier Hinweise,

die manchmal wie ein Blitzlicht die Dunkelheit durchdringen, so z. B. wenn der Verfasser aus einem glagolitischen Beichtspiegel von 1452 die Stelle anführt, die da lautet: „Wenn sich jemand vor der Sonne oder dem Mond oder einem anderen Geschöpfe verbeugt und Gebete spricht: wer das tut, begeht eine Todsünde.“

Die zweite Hälfte des vorliegenden Bandes behandelt dann Serbien unter der Herrschaft des Hauses Nemanja. Es ist der Aufstieg zur serbischen Großmacht, die um die Mitte des XIV. Jahrhunderts den größten Teil der Halbinsel in sich schloß. Am Beginne dieser Entwicklung steht der noch bescheidene Großžupan Stephan Nemanja, dessen Verdienst die Vereinigung der serbischen Länder unter dem Zepter seines Hauses und die Schaffung solider Grundlagen zur politischen Machtstellung Serbiens ist, fast am Ende Stephan Dušan, der Kaiser (Car) der Serben und Griechen, der Serbiens Grenze bis an die Ufer des Ägäischen Meeres vorschob und sich auch kirchlich durch Einsetzung eines Patriarchen der Serben und Griechen über Byzanz hinwegsetzte. Es ist ein Beweis seines politischen Scharfblickes, daß er einer der Ersten war, der die Türkengefahr in ihrem vollen Umfange begriff und als erster dem päpstlichen Stuhle sich anbot, der Kirche als „Kapitän gegen die Türken“ zu dienen.

Die Lage Serbiens an der Grenzscheide zweier christlicher Weltanschauungen, der orthodoxen und katholischen, sein Glück und sein Verhängnis bis auf den heutigen Tag, äußerte sich auch in der Politik der damaligen Zeit. Der Verstand, das richtig erkannte eigene Interesse hat es oft zur römischen Kirche gezogen, mit dem Herzen aber blieb es bei Ostrom. Man nahm die Königskrone aus den Händen des Papstes (Honorius III.), um die man schon so lange in Rom vergeblich geworben hatte, weil Ungarns König Emmerich dagegen Einspruch erhob, während diesmal Andreas II. durch seine Pilgerfahrt nach Jerusalem sich selbst ausgeschaltet hatte, aber man verschwieg bald diese Tatsache in den Berichten und ließ den König Stephan durch seinen Bruder Erzbischof Savva und nicht durch den päpstlichen Legaten krönen, obwohl Savva damals weder Erzbischof, noch in Serbien, sondern am Berge Athos weilte. So war es auch mit Stephan Dušan mehr als ein Jahr-

hundert später. Kaum hatte er sich erboten, als ein vom Papste autorisierter Oberfeldherr der Christenheit gegen die Türken zu Felde zu ziehen, da zwang er mißmutig die Lateiner gewaltsam zum Beitritt zur orientalischen Kirche und setzte in seinem originellen Gesetzbuch strenge Bestimmungen gegen den Abfall zum lateinischen Glauben fest, um dann später wieder eine Annäherung an die Kurie zu suchen. Jireček verweist übrigens auch mit Recht auf die merkwürdige Tatsache, daß die Kurie den damaligen Bruch zwischen der serbischen und griechischen Kirche infolge der Errichtung eines serbischen Patriarchates für sich ganz und gar nicht auszunützen verstand.

Die wirtschaftliche Grundlage für diese glänzende Epoche serbischer Geschichte sieht der Verfasser zum größten Teile in der Wiederaufnahme des Bergbaues in den einst römischen Bergwerken im Innern Serbiens, wozu deutsche Bergleute berufen wurden. Mit den hier gewonnenen großen Mitteln sei Serbien imstande gewesen, eine gewaltige Kriegsmacht mit zahlreichen fremden Söldnern sich zu schaffen und gegen das absterbende Byzanz zum Angriffe überzugehen. Aber die Machtfülle, die Stephan Dušan Serbien verschafft, ruhte doch zu sehr auf seiner starken Persönlichkeit allein. Als er in noch kräftigem Mannesalter die Augen schloß, war es auch um die Zukunft des Reiches geschehen. Seine Nachfolger waren nicht imstande, dieses große, aber im Innern noch nicht organisch festgefügte Reich in den stürmischen Zeiten, die nun folgten, mit starker Hand zu leiten. Von allen Balkanvölkern wären die Serben damals allein in der Lage gewesen, der Ausbreitung der türkischen Macht in Europa einen Damm zu setzen. Aber schon im ersten Zusammentreffen an der Marica blieben die Türken Sieger, und Serbien drohte, selbst wenn es einig gewesen wäre, ein harter, fast aussichtsloser Kampf.

Damit schließt der erste Band. Die inneren Verhältnisse im Zeitalter der Nemanjiden wie das XV. Jahrhundert und die Neuzeit soll der zweite Band behandeln, dem man von der Meisterhand des Verfassers mit berechtigter Freude entgegensehen darf, war doch die Aufgabe, die er in diesem Bande vollbracht hat, eine der schwierigsten, welche die Geschichtschreibung stellt. Hans Uebersberger.

IV. Zeitschriftenschau.

Abkürzungen der Zeitschriften, über die berichtet wird:

Altpreußische Monatsschrift (AM)
Archiv für slavische Philologie (AslPh)
Baltische Monatsschrift (BM)
Baltische Studien (BSt)
Biblioteka Warszawska (BW)
Byzantinische Zeitschrift (BZ)
Bulletin International de l'Académie des Sciences de Cracovie, classe de Philologie, classe d'Histoire et de Philosophie (B)
Česky Časopis Historicky (Č)
Forschungen zur brandenburgischen und preußischen Geschichte (F)
Hansische Geschichtsblätter (HG)
Historische Vierteljahrsschrift (HV)
Historische Zeitschrift (HZ)
Istoričeskij Věstnik (IV)
Izvěstija und Zapiski der Kaiserl. Akademie zu Petersburg (IA bez. ZA)
Journal des Ministeriums der Volksaufklärung (J)
Kwartalnik Historyczny (KwH)
Mitteilungen der Ševčenko-Gesellschaft der Wissenschaften (MS)
Mitteilungen des westpreußischen Geschichtsvereins (MWpr)
Mitteilungen der literarischen Gesellschaft Masowiens (MMas)
Monatsblätter des Pommerschen Geschichtsvereins (MPom)
Monatsblätter der historischen Gesellschaft der Provinz Posen (MPos)
Oberländische Geschichtsblätter (OG)
Pommersche Jahrbücher (PJ)
Przegląd Historyczny (PH)
Revue historique (RH)
Rocznik tow. przyjaciół nauk poznańskich (Rtp)
Rocznik tow. naukowego w Toruniu (RtT)
Russkaja Mysl' (RM)
Russkaja Starina (RSt)
Russkij Archiv (RA)
Sitzungsberichte der Gesellschaft für Geschichte und Altertumskunde der Ostseeprovinzen Rußlands in Riga (SBRig)

Věstnik Evropy (VE)
Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte (VSW)
Zapiski towarzystwa toruńskiego (ZapTT)
Zeitschrift des Vereins für die Geschichte Schlesiens (ZSch)
Zeitschrift des historischen Vereins für den Regierungsbezirk Marienwerder (ZMar)
Zeitschrift der historischen Gesellschaft der Provinz Posen (ZP)
Zeitschrift des Vereins für Geschichte und Altertumskunde des Ermlandes (ZE)
Zeitschrift des Westpreußischen Geschichtsvereins (ZWpr)

Die Chiffern der Mitglieder bedeuten:

L. G. = Prof. Dr. Leop. K. Goetz in Bonn;
O. H. = Prof. Dr. Otto Hötzsch in Posen;
M. K. = Prof. Dr. M. Korduba in Czernowitz;
A. L. = Oberlehrer Arthur Luther in Moskau;
J. P. = Archivrat Dr. J. Paczkowski in Berlin;
P. O. S. = Ritterschaftsarchivar Dr. Paul Baron v. d. Osten-Sacken in Reval;
W. R. = Dr. Walther Recke in Berlin;
R. S. = Dr. Richard Salomon in Berlin;
M. G. S. = Prof. Dr. Schybergson in Helsingfors.
H. Ue. = Prof. Dr. H. Uebersberger in Wien;
E. Z. = Dr. Erich Zechlin in Danzig.

I. Allgemeines.

II. Vormongolisches Rußland.

III. Die Moskauer Periode.

Ende des 15. Jahrh. Die ältesten Grundbücher von Novgorod.

VSW IX (1911), 84—133.

Karl Brinkmann behandelt die ältesten Grundbücher von Novgorod in ihrer Bedeutung für die vergleichende Wirtschafts- und Rechtsgeschichte, wobei es sich um die folgenden Veröffentlichungen handelt: Novgorodskija piscovyja knigi, her. von der Archäographischen Kommission (Petersburg): I. II. Derevskaja Pjatina (1859—62), III. Votskaja Pjatina (1868), IV. V. Šelonskaja Pjatina (1886—1905). Er geht von einem sehr fruchtbaren Vergleich dieser Grundbücher, die die ältesten in Rußland erhaltenen sind, mit dem englischen Domesday Book aus. In beiden Fällen ist der Anlaß eine Folge der Eroberung, für Rußland der Unterwerfung Novgorods durch Ivan III. Die ältesten Novgoroder Urbare sind zwischen 1495 und 1500 entstanden, also 20 Jahre später, als ihr nächster politischer Anlaß lag. Dieser ist die der Eroberung folgende weitgehende Landkonfiskation, die damit zusammenhängende Umsiedlung der alten Be-

sitzer und die gewaltsame Einführung einer breiten neuen Klasse von Grundherren. Die Grundbücher enthalten bereits genaue Landkategorien, die zeigen, daß die durchgeführte Einteilung des Landes in Besitzklassen neu ist: das Großfürstenland und die Landausstattung des Adels, die gewöhnlich durch Belehnung der Bojaren aus den Domänen erfolgt, wovon der Zins dem Großfürsten als Eigentümer alles Bodens zu zahlen ist. Durch das Domänenland bindet die Moskauer Monarchie die Adelsklasse immer fester an sich. Daher wird dieser Besitz der Bojaren genau kontrolliert, werden Rechtsgeschäfte und Rechtsstreitigkeiten sorgfältig verzeichnet. (Die sog. „svoezemcy“, die neben den auf Fürstenland angesetzten Bojaren vorkommen, sind Grundherren eigenen Rechtes, aber wohl nicht hoch über den Bauern stehend.)

Die Bauern treten in den Grundbüchern als nach außen gleichartige Masse auf, denen gegenüber die Grundherrschaften keineswegs als große Gutsherrschaften gegenüberstehen. Die grundherrlichen Eigenwirtschaften machen im Gegenteil nur den verschwindenden Anteil von 1½ bis höchstens 7 % aus. Eine wesentliche Vermehrung der Hand- und Spanndienste brachte die Eroberung auch nicht, der Moskauer Feudalstaat strebte wirtschaftspolitisch anderswohin als nach der Ausdehnung der Großgüter, die nur durch Frohnen zu bestellen sind. Daher ist in den Novgoroder Grundbüchern die Grundherrschaft reine Rentenherrschaft, das Recht auf Abgabe vom Grund und Boden (Dochod). Diese Abgaben sind in den Grundbüchern hinter den Mitteilungen über die Wirtschaften und ihr Maß, das in Aussaat- und Erntezahlen gegeben wird, in einer zweiten Hauptrubrik gegeben. Die Grundbücher lassen bereits den Übergang der Abgaben in Natur zur festen Geldschuld erkennen, bieten aber im ganzen das bunteste Durcheinander verschiedenartiger Leistungen.

In der Art der Zinserhebung lassen die Beschreibungen vor und nach der großen Änderung von 1478 eine Bewegung erkennen, die von der Verwaltung der neuen großfürstlichen Domanen ausgeht. Deren Verwaltungsbezirk ist die Volost', die in dem Schema der Grundbücher noch keinen Platz hat und in der der großfürstliche Obrok erhoben wird. Die großfürstlichen Domanenbeamten vertreten eine Steigerung der Intensität, die die Landwirtschaft Novgorods der unmittelbaren Grundherrschaft der eroberten Staatsgewalt verdankt, d. h. eine innere Kolonisation, für die die genossenschaftlichen Krafte der Domanenbauern beteiligt werden. Da der Staat alles herrenlose Land in Anspruch nahm, brauchte er, um zur Kolonisation anzureizen, nur die neuen Grundstücke vom Obrok zu befreien, wie das die Grundbücher deutlich ausdrücken. Obrok wird auf diese Weise aus einem Pachtvertrag nach und nach zum Sammelnamen aller Abgaben in die Staatskasse, wie das Lappo-Danilevskij in seiner „Organizacija prjamogo obloženija“ (Petersburg 1890) ja dargestellt hat.

Die großfürstliche Grundherrschaft hat mit Zuhilfenahme dieses Pachtsystems die genossenschaftliche Wirtschaft der Bauerngemeinden herangezogen. Die Grundherren waren für die Steuerleistung ihrer Hintersassen bereits haftbar. Für das in Novgorod nun besonders ausgebreitete

Land unter der unmittelbaren Grundherrschaft des Staates hat das Vordringen der bäuerlichen Gemeindewirtschaft die Form der Haftung der Gemeinde für die Steuer zur Folge. Der Ansatz und eine der Hauptwurzeln der Leibeigenschaft und des ganzen späteren russischen Agrarrechts sind darin wohl schon gegeben. Die Grundbücher zeigen im Laufe der Zeit immer deutlicher, wie gefahrlich das sein konnte. Darüber hinaus fehlen zwar für Ort und Zeit der Grundbücher unmittelbare Zeugnisse einer Landwirtschaft unter Flurzwang, wie sie aus den Forschungen der Frau Jefimenko für das Novgoroder Kolonialland der Zavoločje bekannt sind. Doch ist dies schon für die Zeit der Grundbücher gleichfalls durchaus anzunehmen; nach allem, was dort verzeichnet ist, kann das mittelalterliche Bauerngut von etwa 10 ha, das in der Dreifelderwirtschaft seine Stütze findet, auch hier als Typus angesehen werden. Diese inneren wirtschaftlichen Einrichtungen aber, die überall bestanden, gehen die Grundbücher, die ja durchaus den grundherrlichen Standpunkt wiedergeben, nur etwas an, wenn sie die Grenze der Grundherrschaft überschreiten.

Unterhalb der Bauern lassen die Grundbücher, wie sie selbst sie bezeichnen, „Personen ohne Pflugland“, erkennen, also Häusler, Gewerbetreibende usw. Anscheinend hat dabei die Kirche mit der Ansetzung von Häuslern ähnlich für die Kolonisation gearbeitet, wie die großfürstliche Domänenverwaltung in der Ausbreitung des Bauernstandes.

Was die Form der Grundbücher betrifft, so richtet sie sich nach ihrem Hauptzweck, der steuerlichen Ausbeutung der beschriebenen Wirtschaften durch die neue Staatsgewalt, und man kommt darin bald zu einer genauen Katastrierung fester Flächenmaße. Die Grundbücher sind eine Sammlung von Beschreibungen verschiedener Grundherrschaften. Das persönliche Prinzip des Grundherren verdrängt dabei das geographische fast ganz; da der Großfürst der größte Grundherr war, beschreiben die Grundbücher gerade die Domänen besonders eingehend, sodaß gelegentlich die domanialen Grundbücher ganz von den allgemeinen abgelöst werden. Die Grundbücher zeigen, daß eine Katastrierung in den Händen einiger Moskauer Beamten zentralisiert war, nämlich des Statthalters aus dem Bojarenstande und zweier geldbezahlter Sekretäre. Es fehlt nicht an Beweisen einer gewissen Einheitlichkeit und einer großen Kontinuierlichkeit der urbarialen Arbeiten in der Richtung auf fortschreitende Verbesserung des Katasters. Es könnte scheinen, als wenn die Novgoroder Grundbücher nur eine Auseinandersetzung des Großfürsten mit dem Grundherrn darstellten, also nicht wie die deutschen „Weistümer“ die bäuerliche Bevölkerung bei der Erhebung heranzogen. Aber wenigstens für das 16. Jahrhundert ist bewiesen, daß die Grundbücher durch unmittelbare Umfrage an Ort und Stelle bei den verschiedenen Bevölkerungsklassen zustande gekommen sind. Es sind auch hier Weistümer, die, wie in Westeuropa, durch Ortsbesichtigung und korporative Aussage unter dem Eid (nach russischer Form das Kreuzküssen) zustande kommen. *B.* teilt als Beweis dafür das außerordentliche wichtige Weistum von 1571 in Übertragung auf S. 132 f. mit. O. H.

1652—1658. Patriarch Nikon.

RA 1911 I, 321—368.

A. Titov publiziert aus einer nicht näher bezeichneten Handschrift eine Vita des großen Patriarchen Nikon (1652—58). Ich kann, da mir weder Ljubopyznijs Raskol-Bibliographie, noch die Forschungen von Peretz über die Nikon-Literatur des 17. und 18. Jahrhunderts (1900; vgl. Pypin II. 295) zugänglich sind, nicht entscheiden, ob hier wirklich ein Ineditum vorliegt. Jedenfalls aber steht die Vita, wie auch der Herausgeber bemerkt, einigen bereits bekannten Berichten über Nikon inhaltlich nahe. Wes Geistes die Darstellung ist, läßt schon der Titel erkennen: „Die Geschichte vom verwichenen Apostaten, dem Patriarchen Nikon, dem Vertilger der alten Gottesfurcht und aller Statuten und Satzungen der heiligen Väter, geschrieben von Andrej Dionisievič, gesegneten Andenkens, dem Vorsteher und Ältesten der Vygorecschen Gemeinde“ usw. Die Vygorecsche Einsiedelei im Gouvernement Olonez war seit dem Ende des 17. Jahrhunderts eins der Zentren des Raskol, Andrej Denisov um 1700 der geistige Führer der Altgläubigen. So ist es verständlich, daß der Biograph seinem Helden mit unverhohlener Feindseligkeit gegenübersteht: nur durch Weiberlist ist Nikon auf den Patriarchenstuhl gelangt, ist der „räuberische Wolf“ in die „allrussische christliche Herde“ eingebrochen. Nur durch die Schriftunkenntnis und durch die Feigheit der Mehrzahl des hohen Klerus ist ihm die Revision der kanonischen und liturgischen Schriften — das große Lebenswerk Nikons, das den Konflikt und die Raskolbewegung hervorrief — ermöglicht worden. Die Identifikation mit dem Antichrist hat sich Nikon schon früher gefallen lassen müssen. Zur Belebung der Erzählung dienen allerhand kindische Anekdoten über die Habsucht des Patriarchen u. ä.; auch an Verdächtigungen niedrigster Art fehlt es nicht. — In einem Nachwort zur Edition hat Bartenev mit Recht seine Zweifel an dem Alter der Vita geäußert. Stil und Darstellungsweise lassen es vollkommen ausgeschlossen erscheinen, daß hier eine Originalarbeit des schriftstellerisch auch sonst bekannten Andrej Denisov vorliegt. Ich möchte am ehesten annehmen, daß es sich um eine verhältnismäßig junge, wohl dem 19. Jahrhundert angehörende Redaktion eines älteren Textes handelt. Das wäre bei dem Charakter der Erzählung, die offenbar auf Verbreitung in den Kreisen der Altgläubigen berechnet ist, ganz verständlich. Derartige populäre Schriften gehen von Hand zu Hand, werden häufig und zu verschiedenen Zeiten abgeschrieben und machen dabei einen den Schreibern selbst vielleicht unbewußten allmählichen Verjüngungsprozeß durch. R. S.

IV. Peter der Große und die Nachfolger bis 1762.

Andrej Winius, der Mitarbeiter Peters des Großen. (Schluß.)

RSt. 1911, IV, 187—211. (*Forts. zu RSt. 1910, VIII.*)

Auch auf literarischem Gebiet war W. von einer Vielseitigkeit, wie sie Peter liebte. Außer einer theologischen und einer geographischen Abhandlung sei besonders erwähnt seine Denkschrift über die Einrichtung einer Galeerenflotte auf dem Kaspischen Meere zur Hebung des Handels. Interessant sind auch seine Gesandschaftsberichte, besonders derjenige, der eine Charakteristik der damaligen englischen Verfassung enthält. Als Vorsteher der Postverwaltung sorgte W. für das Zeitungswesen, indem er deutsche und holländische Kuranten übersetzte und mit Erläuterungen versah. — Im fünften Kapitel charakterisiert *Kozlovskij* die Beziehungen Peters d. Gr. zu Winius auf Grund der gedruckten Briefe Peters und veröffentlicht zum ersten Male einen Brief, den Winius nach der Schlacht bei Poltava an den Caren richtete. W. R.

Peter II.

RA 1911, I, 297—300.

Mit einigen von *Ivan Vereščagin* verfaßten, ziemlich ungefügen Versen brachte die von Peter dem Großen begründete Akademie der Wissenschaften dem jungen Kaiser Peter II. zu seiner Verlobung mit Maria Menšikov ihre Glückwünsche dar. I. P. Mordvinov hat das Konzept des eigentümlichen Elaborats unter den Papieren Berednikovs aufgefunden und ediert. Es ist, wie der Herausgeber mit Recht andeutet, ein nicht eben imponierendes Denkmal der Tätigkeit, die die russische Akademie in der Periode vor Lomonosov ausübte. R. S.

1762. Peter III.

RA 1911, II, 1—26.

Das 5. Heft des RA bringt einiges neue Material zu Geschichte der Regierung Peters III. und des Staatsstreiches vom Juli 1762, der Katharina II. auf den Thron erhob. (Eine bequeme Übersicht über die früher bekannten Quellen gibt Bilbasov in seiner Biographie der Carin.) Das Hauptinteresse beanspruchen drei aus Abschriften in Schilders Nachlaß publizierte Briefe Peters III., die er aus der Gefangenschaft in Ropša, wenige Tage vor seiner Ermordung, an Katharina richtete. Inhalt und Stil spiegeln den moralischen Zusammenbruch des entthronten Caren deutlich wieder. Man hat darüber gestritten, ob der Gefangene außer seinem Lieblingsmops und seinem Kammermohren auch noch eine Bibel verlangt habe; — davon sagen diese Briefe nichts. Der Trost, den Peter sich hier erbittet, ist ganz anderer Art: „Ayez donc pitié de moy et laissé moi ma seule consolation qui est Elisabeth Romanovna. Vous ferez par ça un de plus grand œuvre de charité de Votre régne.“ Elisabeth Romanovna war Elisabeth Voroncov, die allgemein gehaßte Maitresse des Kaisers. Wenige Monate vorher noch war das Gerücht gegangen, Peter wolle sich ihr zu Liebe von Katharina trennen. Es erscheint schwer glaublich, daß der Gefangene es jetzt gewagt haben sollte, gerade diesen Namen der Kaiserin gegenüber zu erwähnen; und vielleicht ist die Frage berechtigt, ob die Echtheit der Briefe unzweifelhaft feststeht. — Voran gehen Tage-

buchnotizen eines Italieners M i s e r e (so!) über die Regierungszeit Peters III. Die Überschrift bezeichnet den Verfasser als Staatsrat; in Rubanovskijs Kammerfourierjournal ist er als „Buffo“ erwähnt. Seine wirkliche Stellung und Beschäftigung bei Hofe läßt sich aus den Aufzeichnungen nicht ohne weiteres erschließen. Es sind von Tag zu Tag niedergeschriebene trockene Notizen über höfische Veranstaltungen; vielleicht können sie zur Kontrolle der bekannten Tagebuch- und Memoirenliteratur aus Peters Regierungszeit dienen. R. S.

V. Katharina II.

A u f s t a n d d e s P u g a č e v.

RA 1911, II, 507—523.

A. Šiškin veröffentlicht aus Provinzialarchiven einiges Aktenmaterial zur Geschichte des Pugačevaufstandes, hauptsächlich Beschwerden von Gutsbesitzern aus dem Gebiet der heutigen Gouvernements Pensa und Tambov über Schädigungen durch rebellierende Bauern. R. S.

VI. Rußland im 19. Jahrhundert.

1800—1801. P l a n d e r V e r e i n i g u n g d e r r u s s i s c h e n K i r c h e m i t R o m.

Civiltà Cattolica 1911, vol. 2 fasc. 1461, 286—308.

Pater Pierling handelt über einen Plan der Vereinigung der russischen Kirche mit Rom (Un disegno di Riunione della Chiesa Russa con Roma) unter Pius VII. und Paul von Rußland. Er geht davon aus, daß Consalvi, Kardinal und Staatssekretär, wahrscheinlich durch Litta darin bestärkt, sich für die Beziehungen mit Rußland bemühte. Paul hatte eingewilligt, einen Nuntius bei seinem Hofe zu empfangen. Eine engere Beziehung ergab sich aber mit dem Wunsche, den Jesuitenorden formal wiederhergestellt zu sehen. Unter dem 11. August 1800 erging ein kaiserlicher Brief in dieser Richtung an den Vatikan, überbracht durch den Abt Philippo Badosse, zusammen mit einer Vorstellung des Generalvikars des Ordens um ein Breve für die Jesuiten in Weißrußland. Der Überbringer war indiskret genug, in Wien davon und von dem Gedanken, eine Union der beiden Kirchen herbeizuführen, zu sprechen, wodurch die Aufmerksamkeit Spaniens erregt wurde. Unter dem 18. Juni 1801 drückte dann Consalvi auf den Brief aus Rußland nicht dem Generalvikar, sondern dem Pater Gruber in Petersburg die Freude des Papstes über den kaiserlichen Brief aus. Der Papst war bereit, dem Wunsche Pauls in bezug auf den Jesuitenorden entgegenzukommen, stieß aber auf den Protest des Königs Karl IV. von Spanien, den er indes nicht wesentlich beachtete. Der Papst hatte einen weiteren Grund, auf den Wunsch Pauls und der Jesuiten einzugehen, der über die Wiederherstellung des Jesuitenordens hinausging: die Möglichkeit der Union. Pater Gruber teilte am 2. Juni 1801 Marotti mit, daß Kaiser Paul dem Papst ein sicheres Asyl in seinen Ländern an-

biete und möglichst bald einen päpstlichen Legaten wünschte. Daß Paul wirklich Sympathien für die römische Kirche hatte, zeigt P. in einer Mitteilung von Benvenutti (Uditore von Litta und dessen Vertreter) an Consalvi. Er sucht die entgegenstehenden Äußerungen von Rostopčin zu widerlegen mit Zeugnissen von Litta und Arezzo, der 1803 Nuntius in Petersburg war. Jedenfalls suchte der Vatikan die Stimmung in Petersburg zu benutzen. Consalvi begrüßt in einem Brief an Gruber die Stimmung des Kaisers für die Vereinigung sehr, und die Anwesenheit des russischen Gesandten beim König von Sardinien, Lisakevič, wurde zu einer Audienz dieses bei Pius VII. benutzt, in der der Papst seine Wünsche bezüglich Maltas und der Kirchenvereinigung aussprach. Pius erklärte sich sogar bereit, selbst nach Petersburg zu kommen, um persönlich mit Paul über die Union zu verhandeln. Demgemäß schickte Consalvi anfangs März nach Petersburg die Antwort von Pius an Paul, einen Brief an Gruber, Instruktionen an Benvenutti und das Breve Catholicae fidei vom 7. März 1801, das die Wünsche Pauls in bezug auf die Jesuiten in Rußland noch übertraf. Der Papst war weiter bereit, Paul als weltlichen Großmeister des Malteser Ordens anzuerkennen. Consalvi verließ sich für das weitere auf Gruber und an der Zuverlässigkeit dieses Jesuiten war auch kein Zweifel. Alles schien gut eingeleitet, wurde aber vereitelt durch den Tod Pauls, an dessen persönlichen Sympathien das Ganze hing. P. hebt hervor, daß die russischen Jesuiten diesen Todesfall mit lebhaftem Schmerz empfunden haben; Gruber zeigt Marotti und dem Generalvikar den Tod des „großen Schutzherrn der römischen Kirche und der Gesellschaft Jesu“ an. Zum Schluß fragt P. nach den Gründen dieser Unionsgedanken bei Paul. Er findet sie nicht in irgendeinem tieferen Wunsche des Gewissens und Gefühls, sondern in der Sympathie für den universalen Bau der römischen Kirche, die Stärke ihrer Hierarchie, Disziplin und Autorität. Außerdem spielten mit seine Gedanken auf Malta, sein Haß gegen die Revolution und jene Phantasien, Orient und Okzident in der Vereinigung der Kirche zusammenfügen zu können und so seiner Unternehmung gegen die Revolution eine Ausdehnung über die Welt zu geben; unzweifelhaft sei er darin von Pater Gruber bestärkt worden. P. sagt zum Schluß, daß, wenn man die Art, in der Paul die russische Kirche behandelte, betrachte, man schwerlich glauben könnte, daß die Entente mit dem Vatikan lange gedauert und den Launen des Kaisers standgehalten hätte.

O. H.

Golicyn an Labzin; Bibelgesellschaft.

RA 1911, I, 483—486.

Die mystische Periode im Leben Alexanders I. hat zuletzt Schiemann (Alexander, Kap. IX) eingehend behandelt. Ergänzend treten zu seiner Darstellung einige neuere Veröffentlichungen von *E. Modzalevskij*. M. hat sich besonders mit der Persönlichkeit A. T. Labzins beschäftigt, eines Mystikers, der als Herausgeber des 1806 verbotenen, 1816 neu aufgenommenen „Zionsboten“ und als persönlicher Freund des einflußreichen

Fürsten A. N. Golicyn (Oberprokuror, dann seit 1814 Minister der Volksaufklärung), eine gewisse Rolle gespielt hat. Die im RA veröffentlichten vier Briefe Golicyns an Labzin geben ein Stimmungsbild aus der Zeit, in der die Bibelgesellschaft eine politische Macht war und mystische Frömmigkeit den bequemsten Weg zur Befriedigung gesellschaftlichen und politischen Ehrgeizes darstellte. Erwähnt sind noch einige andere monographische Arbeiten Modzalevskijs über Labzin, die ich jedoch nicht gesehen habe: 1. Vospominanija A. E. Labzinoj, Petersburg 1903; 2. A. T. Labzin, Petersburg 1904. R. S.

Kaiser Alexander I. und Arakčeev.

RM Februar 1911, S. 1—34.

A. Kiesewetter setzt seine Untersuchungen über das Verhältnis zwischen Alexander I. und seinem allmächtigen Günstling weiter fort. Was in dem hier schon früher erwähnten Aufsatz über Arakčeev angedeutet worden war, wird hier ausgeführt und begründet. Das Verhältnis des Kaisers zu Arakčeev erscheint unbegreiflich, wenn man die begeisterten Freundschaftsergüsse des Kaisers für den Ausdruck wirklichen Empfindens nimmt. Dem ist aber nicht so. Alexander war keineswegs von Ar. bezaubert. Er war ein klug berechnender Hausherr, der es für gut befindet, vor seiner Tür einen bissigen Kettenhund zu halten. Als Thronfolger brauchte Alexander Arakčeev, um sich hinter ihm vor seinem Vater zu verbergen, als Kaiser wandte er sich jedesmal an Arakčeev, wenn er seinen Untertanen sein wahres Gesicht nicht zeigen wollte. Daneben mußte freilich doch eine innere Verwandtschaft beider Naturen vorhanden sein. Kiesewetter sieht sie darin, daß beide Männer Komödianten waren, die die von ihnen übernommenen Rollen mit gleichem Geschick spielten.

A. L.

Arakčeev in seinen Prikazen für die Militärkolonien.

RSt 1911, III, 549—570.

Der Aufsatz *V. Fedorovs* bildet eine erwünschte Ergänzung zu den Ausführungen Th. Schiemanns (Alexander I. S. 450 ff.). Während Schiemann sein Bild mehr nach den Berichten der Zeitgenossen gezeichnet hat, werden wir von Fedorov gewissermaßen in das Arbeitszimmer Arakčeevs selbst geführt. Wir lernen einen Teil der bisher unveröffentlichten Tagesbefehle (Prikaze) des Generalgewaltigen kennen, die sich wie eine Flut über die geplagten Kolonisten ergossen. Nach militärischen Besichtigungen ergingen die in besonderer Weise aus Lob und Tadel zusammengesetzten Prikaze, mit denen A. ganz besonders seinem Gerechtigkeitssinn schmeichelte. Für das innere Leben der Kolonien war auf jede Weise mit Vorschriften gesorgt; so z. B. wurden Strafen verhängt über diejenigen Männer und Frauen, die nicht das Abendmahl innerhalb der vorgeschriebenen Zeit genommen hatten, oder deren sittliches Leben nach der Ansicht ihres hohen Vorgesetzten nicht einwandsfrei war. Dann gab es Ver-

ordnungen mit ausführlichen Tabellen über die Verpflegung von Kolonistenfrauen, die Brustkinder nährten, über die Art, wie mit heiratsfähigen und nicht heiratsfähigen Frauen zu verfahren sei, u. a. m. Die Frage des Nachwuchses beschäftigte ihn ganz besonders. Als er einmal einen bejahrten Mann antrifft, der nur eine unverheiratete Tochter hat, wird sogleich der Bataillonskommandeur in Arrest gesetzt, weil er „nicht dafür sorgte und den Mann nicht zwang, sich einen Schwiegersohn auszusuchen". Ehen kamen auf höchst einfache Weise zustande. Es wurde von Obrigkeits wegen eine Liste der heiratsfähigen Männer und Frauen aufgestellt. An einem bestimmten Tage kamen beide Parteien zusammen. Die einzelnen Namen wurden auf Zettel geschrieben und in zwei Korporalsmützen gelegt. Dann fand eine Verlosung statt. W. R.

1825. Tod Alexanders I.

RSt 1911, IV, 41—42.

Obwohl über die letzte Zeit Alexanders I. mehrere Berichte von Augenzeugen vorliegen (Tagebuch seines Leibarztes Wylie, des Hofarztes Tarassov, des Gen.-Adjutanten Fürsten Volkonskij u. a.), ist doch unsere Kenntnis verhältnismäßig unsicher, da diese Berichte in vielen Angaben auseinandergehen (cf. Schilder, Istorija Aleksandra S. 483 Anm. 410). Deshalb ist jede neue Quelle von Wert, wenn sie auch nur, ohne Neues zu bringen, die bisherige Auffassung bestätigt. Der vorliegende Brief, den Baron Alexander Meyendorff aus den Papieren des Barons Peter K. Meyendorff veröffentlicht, ist vier Tage nach dem Tode des Kaisers (am 23. November) von unbekannter Hand geschrieben worden. Der Schreiber zeigt sich im großen ganzen sehr gut orientiert; die Daten und Ortsangaben stimmen mit der Darstellung bei Schilder überein, und nur in den Tageszeitangaben finden sich an zwei Stellen Differenzen von einer Stunde. Besonders über die Reise in die Krim enthält unser Brief manche Einzelheiten, die bisher noch nicht bekannt gewesen zu sein scheinen. Über die Tage in Taganrog (5.—19. November) berichtet der Schreiber nicht so ausführlich, läßt aber die wichtigsten Ereignisse nicht außer acht.

W. R.

Graf V. N. Panin und Goethe.

RA 1910 II, 407.

Eine etwas rätselhafte Notiz, die vielleicht für die deutsche Goetheforschung Interesse hat, gibt *Bartenev* in einer Bemerkung zu den Aufzeichnungen des Oberprokurors Lefedev, auf die ich später zurückkommen werde, wenn die Edition abgeschlossen ist. Bartenev will von einem Herrn M. I. Topilskij wissen, daß Graf Viktor Nikitič Panin (1841—62 Justizminister) in Jena „unter der Aufsicht Goethes" studiert und daß Goethe dafür vom Grafen V. G. Orlov, dem ebenfalls in Deutschland ausgebildeten früheren Direktor der russischen Akademie (1743—1831), „Geld erhalten habe". Dr. Max Morris, der ausgezeichnete Goetheforscher, teilte mir auf meine Anfrage freundlichst mit, daß aus den Registern zu Goethes

Briefen und Gesprächen sich nichts über Beziehungen Goethes zu Panin ermitteln lasse, und daß auch die noch in Bearbeitung befindlichen Register zu den Tagebüchern nichts über die Angelegenheit ergäben. Die Verantwortung für die Notiz muß also vorläufig Bartenev überlassen bleiben. R. S.

Eine unveröffentlichte Denkschrift J. S. Turgenevs zur Bauernfrage.

RSt II, 285—300.

Es ist bekannt, daß *Turgenev*, der später von Paris aus durch sein „Tagebuch eines Jägers" einen so gewaltigen Einfluß auf die Bewegung zugunsten der Bauernbefreiung ausübte, Mitte der 40er Jahre Rußland verließ, weil er nicht „dieselbe Luft atmen konnte, weil er nicht zusammen sein wollte mit dem, was er haßte" — mit der Leibeigenschaft. Schon vorher war ihm auf eigenartige Weise Gelegenheit gegeben worden, gleichsam offiziell seine Anschauungen über die Bauernfrage auszusprechen. Im Jahre 1842 trat er als Beamter in die Kanzlei des Ministeriums des Innern ein und verfaßte hier gewissermaßen als Examensarbeit die oben erwähnte Denkschrift, die jetzt von N. Lerner nach der Reinschrift herausgegeben worden ist. Sie zeigt den jungen Turgenev noch ganz im Banne deutscher Wissenschaft. Der Schüler Rankes, Ritters, Böckhs und des Hegelianers Werder begründet seine Ausführungen, die einen durchaus idealistischen Zug tragen, durch mannichfache historische, geographische und philosophische Betrachtungen. Turgenev, der aus Deutschland zurückgekehrt ist, wie er selbst sagt, „mit größerem Glauben an die Kraft und die Zukunft unserer Einrichtungen" will die bauerlichen Verhältnisse aus sich heraus umgestalten. Fremde Zustände, wie lehrreich sie auch sein mögen, dürfen doch nicht einfach nachgeahmt werden. In 7 Punkten zählt er die Mißstände auf und macht Vorschläge zur Besserung; so fordert er, daß das Verhältnis zwischen Gutsbesitzer und Bauer eine gesetzliche Grundlage erhalte, daß die Ackerwirtschaft nicht als Raubbau betrieben werde, daß in guten Jahren der Überschuß an Getreide in Magazinen aufgespeichert werde, um Hungersnöten vorzubeugen. Im Bauern soll das Bewußtsein, daß er Mitglied einer großen Gemeinschaft ist, soll Rechtsbewußtsein entwickelt werden, und dazu genügt es nicht, daß er des Lesens und Schreibens kundig ist. Zu der Frage, ob die Leibeigenschaft abzuschaffen sei, verhält sich Turgenev, wie es scheint, mit Absicht, unentschieden. Die Forderung, daß das Verhältnis zwischen Gutsbesitzer und Bauer gesetzlich geregelt werde, schränkt er mit der Bemerkung ein, daß diese Beziehungen, die eigentlich familiäre seien, dem Gesetze nicht unterliegen könnten. W. R.

2. Hälfte der vierziger Jahre. Solověv.

RA 1911 I, 182—188.

Die Erinnerungen des Literarhistorikers und Sagenforschers *A. N. Afanašev* an seine Moskauer Studienzeit in der zweiten Hälfte der

vierziger Jahre sind namentlich wegen einiger Notizen über S. M. Solovev willkommen. Der große Historiker erscheint hier allerdings nicht im vorteilhaftesten Lichte; eine gewisse kleinliche Eitelkeit macht sich unangenehm bemerkbar. R. S.

Der Anfang der Bauernbefreiung.

VE 1911, Februar—März.

P. Semenov-Tjanšanski, der letzte z. Zt. noch lebende Teilnehmer an den gesetzgeberischen Arbeiten zur Bauernemanzipation, teilt ein paar Kapitel aus seinen Memoiren mit. Er charakterisiert sowohl die führenden Persönlichkeiten jener Zeit (Lanskoj, Levšin, Miljutin, Kavelin, Rostovcev usw.), als auch die Stimmung der Bauernschaft und des Adels — vor allem der Zentralgouvernements, in denen er selbst zu Hause war. Das vollständige Memoirenwerk S.-T.s, das demnächst als Manuskript gedruckt werden soll, dürfte eine der unentbehrlichsten Quellenschriften zur Geschichte der Zeit Alexanders II. und seines Vorgängers werden.
A. L.

Das geheime Komitee zur Bauernbefreiung.

VE 1911. Februar-März.

Über die Tätigkeit dieses Komitees, dessen Sitzungen in der Zeit vom 3. Januar 1857 bis zum 16. Februar 1858 stattfanden, war bisher wenig Genaues bekannt; alle frühern Darstellungen — auch die des Senators Ja. A. Solovev („Zapiski o krestjanskom dělě“, Russk. Starina 1880 bis 1884), schöpfen aus zweiter Hand. *A. Popelnicki* berichtet nun über die Tätigkeit des Geheimkomitees auf Grund des ihm in vollem Umfange zugänglich gewesenen authentischen Materials. A. L.

Zur Bauernbefreiung.

RM März 1911, 106 ff.

Neun Briefe von und an V. Tatarinov, Ju. Samarin, P. Semenov, M. Ostrovskij u. a. Interessant ist eine Äußerung M. N. Ostrovskijs, des Gehilfen des Staatskontrolleurs und spätern Domänenministers, in einem Brief an den Gutsbesitzer P. Gribovskij (12. April 1860): „N. F. erzählte mir von Ihren enttäuschten Hoffnungen in betreff der Zensur. Daraus sieht man, lieber Freund, daß Sie noch jung sind und noch zu träumen vermögen . . von . . ja, von wirklich radikalen Reformen. Glauben Sie mir, daß es außer in der Bauernfrage bei uns nur zu halben Maßregeln kommt, ja, auch die Bauernfrage wollen sehr viele zu einer bloß palliativen Maßregel machen, und mir scheint, sie werden das zum Teil auch erreichen.“ Eine sehr lebendige Schilderung der Wirkung des Manifests vom 19. Februar auf die große Masse der Bauernschaft findet sich in dem Briefe eines Gutsbesitzers N. Popov an A. N. Tatarinov. A. L.

Zur Geschichte der gesellschaftlichen Stimmung in den sechziger Jahren.

VE, April 1911, 243—261.

Unter diesem Titel eröffnet *N. Kotljarevskij* eine Serie von Essais, deren erster sich betitelt: „Die junge Generation an der Schwelle einer neuen Zeit“ und eine ziemlich allgemein gehaltene Charakteristik des nikolaitischen Regimes und der Anfänge der radikalen Strömung unter der russischen Jugend bietet. Der Jugend der 50er Jahre fehlte ein Führer, weder an die Slavophilen, noch an die „Westler“ konnte sie sich anschließen, sie trat auch völlig unvorbereitet auf den Plan; die Bücher, die sie las, behandelten nur allgemeine Fragen, die Zeitschriften durften von Politik nichts wissen; ein Mann nur war da, der als völlig unabhängig und als erbitterter Feind der alten Ordnung bekannt war und der alsbald auch von der jungen Generation auf den Schild gehoben wurde — Alexander Herzen. A. L.

1877/78. O. Novikova.

RSt 1911, II 336—338; III 638—656; IV 127—138; V 359—375.

Als die russisch-türkischen Feindseligkeiten ausbrachen, war es für O. Novikova von großem Wert, daß sie einen englischen Journalisten Stead, der schon seit 1871 für ein Zusammengehen Englands und Rußlands eingetreten war, kennen lernte. In seiner Zeitung, dem „Nordischen Echo“, veröffentlichte sie unter dem Pseudonym O. K. eine Reihe von Artikeln zur orientalischen Frage, die später gesammelt unter dem Titel „Is Russia wrong?“ erschienen und von der konservativen Presse beschimpft wurden. Der Verfasser sei ein bezahlter Agent der russischen Regierung, dessen Aufgabe darin bestehe, „Interesse für dieses Land zu erregen, politisch einflußreiche Greise zum Narren zu halten und ihnen wichtige Mitteilungen zu entlocken“. Umgekehrt wurde Stead englischer Korrespondent der Moskovskija Vědomosti und trug hier die Anschauungen der englischen Liberalen vor. Als durch das bedrohliche Vorrücken der Russen gegen Konstantinopel die öffentliche Meinung in England äußerst erregt wurde, riet Stead seiner russischen Korrespondentin, ihr oben erwähntes Buch erscheinen zu lassen, um das englische Publikum aufzuklären und zu beruhigen. Selbst Gladstone, der vorher in Briefen an O. Novikova die Unmöglichkeit eines englisch-russischen Krieges betont hatte (vgl. Brief vom 13. November: „Wir können keinen Krieg erklären ohne Bundesgenossen. Der einzig mögliche Bundesgenosse ist Österreich; aber trotz des starken Drängens in Pest neigt die österreichische Regierung immer mehr zu einem Bündnis mit Berlin, was bei den gegenwärtigen Umständen heißt: nach Petersburg hin“) und der fest davon überzeugt war, daß „kein vernünftiger Mensch, welcher Meinung er auch sein möge, glauben kann, daß die Russen danach trachten, die slavischen Provinzen zu erobern“, wird etwas bedenklich; der steigende öffentliche Unwille gegen ihn blieb nicht ohne Einfluß (Brief an O. Novikova vom 4. Januar 1878). In zwei Briefen an Stead, die offenbar zur Weitergabe an sie bestimmt waren, stellt er ganz bestimmte Forderungen auf; er verlangt, daß Rußland keine Ansprüche auf Bessarabien erhebt (in seinem Brief an O. Novikova vom 11. Februar sagt er nur: es würde mir leid tun, wenn

Rußland Bessarabien nehmen würde) und daß es sich, auch nicht für eine Minute, in Konstantinopel festsetzt. „Wenn Rußland in diesem großen geschichtlichen Augenblick, da es die Tat der Pflicht vollbracht hat, ihr treu bleibt, dann wird seine Lage glänzend sein.“ Und als am 9. Februar die russischen Friedensbedingungen bekannt wurden, in denen Rußland seine Absichten auf Bessarabien aufrecht erhielt, da schrieb er einen warnenden Artikel im Marzheft des „Nineteenth Century“. In seiner Forderung, daß die Russen Konstantinopel nicht besetzen sollten, befand sich aber Gladstone im direkten Gegensatz zu O. Novikova, die einen Einmarsch russischer Truppen in die türkische Hauptstadt für durchaus notwendig hielt. Sie berief sich später darauf, daß sogar Bismarck, als er von der Absicht der Russen, Konstantinopel nicht zu besetzen, erfuhr, gesagt habe: „Mit den Leuten ist nichts anzufangen.“ Zum Schluß findet sich noch eine interessante Äußerung Ignat'evs über Gorčakovs verfehlte Politik beim Abschluß der Präliminarien von San Stefano, die Ignat'ev zehn Jahre später O. Novikova gegenüber getan hat. Ignat'ev erzählte, er sei vor Beendigung des Krieges zum Kaiser befohlen worden, der ihn gefragt habe: „Was würden Sie mir jetzt vorschlagen?“ Ignat'ev habe seinen Plan entwickelt, der dahin ging, die im Januar auseinandergegangene Konferenz in dem Augenblicke von neuem einzuberufen, wenn die russische Armee vor Konstantinopel stehe. Man solle den Mächten sagen, daß Rußland jetzt die Arbeit für sie getan habe. „Die Türkei ist niedergeworfen und ein Heer von 100 000 Russen ist bereit, Euren Wunsch auszuführen.“

Wie glänzend würde Rußland dann dastehen! Europa würde die Verantwortung übernommen haben und Rußland würde sein Bevollmächtigter geworden sein. Bei 100 000 Mann im Süden des Balkans hätte es keine unnötigen Verzögerungen gegeben, und Europa würde auf einmal alles anerkannt haben, was Rußland mit seinen Opfern errungen hatte. Aber dies sei nicht nach Gorčakovs Absicht gewesen, der selbst den Friedensvertrag habe unterzeichnen wollen. Und da er, Ignatév, immer mehrere Wege kenne, die zum Ziele führen könnten, so habe er eine Konferenz in Konstantinopel vorgeschlagen, die dann mit der Zeit hätte nach Odessa verlegt werden können, wo G. dann als Bevollmächtigter hätte auftreten können. — Wir haben geglaubt, diese Äußerungen Ignat'evs nicht unerwähnt lassen zu dürfen, nur möchten wir bemerken, daß sein erstes Projekt nicht gerade neu genannt werden könnte. Man wird unwillkürlich an die Politik Alexanders I. auf dem Kongreß zu Verona erinnert, wo der Car einen Präzedenzfall schaffen wollte, um dann als Mandatar Europas gegen die Türkei vorgehen zu können[1]). W. R.

---

[1]) Übrigens ist darauf hinzuweisen, daß die Veröffentlichungen der R. St. nur Auszüge und Übersetzungen der Publikation von W. T. Stead sind, die 1909 in 2 Bänden unter dem Titel: „The M. P. for Russia. Reminiscences and correspondence of Madame Olga Novicoff“ in London, Andrew Melrose erschien. Der Herausgeber hat sich leider nicht der Mühe unter-

VII. Rußland im 20. Jahrhundert.

VIII. Ukraine.

IX. Baltische Provinzen.

18. Jahrh. Die estländische Ritterschaft im ersten Jahre russischer Herrschaft.

BM LXXI, 122—155.

Paul Baron Osten-Sacken schildert in einem Vortrage, gehalten in der Estländischen Literarischen Gesellschaft zu Reval, die Schicksale der Estländischen Ritter- und Landschaft nach der Kapitulation Estlands und Revals vom 29. September 1710, durch welche Stadt und Land an den alten Erbfeind Livlands, den Russen, gekommen waren, der nur für wenige besonders Aufgeklärte nicht mehr der grausame Moskowiter, sondern schon das europäische Kaiserreich Rußland sein konnte. Die Unsicherheit der staatsrechtlichen Zustände des Landes vor Bestätigung seiner eigentümlichen Verfassung mußte der Landesvertretung in erster Linie das Nachsuchen um Konfirmation der in den Privilegien niedergelegten Verfassung nahelegen. Der ausführlich geschilderte Landtag vom Februar 1711, die Anwesenheit und die Anordnungen des Fürsten Menčikov in Reval um die gleiche Zeit, und der Landtag vom Dezember 1711 bei Anwesenheit des Kaisers sind die Hauptpunkte der Darstellung des ersten Teiles. Die Bestätigung der Privilegien und der Landesverfassung wird endlich am 1. März 1712 erreicht, und damit hat der Übergangszustand sein Ende gefunden. — Nach einer kurzen Schilderung der vergeblichen Bemühungen der Landesvertretung, den schon seit 1709 abgetrennten östlichen Teil Wierlands wieder zu Estland zu ziehen, geht der Verf. im zweiten Teile genauer ein auf die in dem ersten Jahre der russischen Herrschaft am meisten verhandelte Frage der Einquartierung, welche dem Lande kaum zu ertragende Lasten auferlegte. Dieser Teil ist mehr von kulturhistorischem Interesse. Die fast durchweg ungedruckten Quellen entstammen dem Estländischen Ritterschaftsarchiv. Die Arbeit bildet die Fortsetzung der gesondert erschienenen Broschüre desselben Verfassers: „Zur Kapitulation der Estländischen Ritter- und Landschaft am 29. September 1710. Festschrift zum 200jährigen Gedenktage der Zugehörigkeit Estlands zum Russischen Reiche. Herausgegeben im Auftrage der Estländischen Ritterschaft. Reval 1910.“

P. O. S.

---

zogen, auch die Briefe der Frau Novikov an ihre Korrespondenten zu sammeln. Nur ausnahmsweise sind einige dieser Briefe veröffentlicht, so daß die Publikation wissenschaftlichen Anforderungen keineswegs entspricht. Sch.

19. Jahrh. Die Entwicklung der kurländischen Agrarverhältnisse seit Aufhebung der Leibeigenschaft, unter besonderer Berücksichtigung der Privatbauern.

BM LXX, 369—397; LXXI 40—53; 156—168.

Herbert Creutzburg behandelt sein Thema in knapper klarer Form, — er schildert nur die Agrarverhältnisse, ohne viel auf die Entstehungsgeschichte der ihre Entwicklung bestimmenden Gesetze und Verordnungen einzugehen. Die Bauernverordnung von 1817, durch welche die Aufhebung der Leibeigenschaft verfügt wurde, zerfällt in zwei Hauptteile, — das transitorische Gesetz, durch welches der allmähliche Übergang zur Freiheit geregelt wurde, und die eigentliche Bauernverordnung für den mit dem Jahre 1833 erreichten definitiven Zustand der Freiheit. Der Inhalt dieser Teile wird in klarer Form dargelegt, worauf im II. Kapitel die wirtschaftlichen Verhältnisse des transitorischen Zustandes, d. h. bis 1833, geschildert werden, wobei der Verf. zu dem Resultate gelangt, daß durch die Bauernverordnung von 1817 die wirtschaftliche Lage der Bauern sich zunächst eher verschlechtert, als verbessert habe, und daß der Fortschritt eher auf moralischem Gebiet lag. Denn der Bauer blieb dank der Frone abhängig vom Gutsherrn, während dieser seiner Fürsorgepflicht für den Bauer ledig wurde. Ebenso wie in Deutschland, trat nach 1820 auch in Kurland eine Agrarkrisis schlimmster Art ein, die sog. „Konkurszeit", durch welche der Mangel eines Realkredites besonders fühlbar wurde. Das führte 1830 resp. 1832 zur Gründung des Güter-Kreditvereins, dessen Reglement den Gegenstand einer genaueren und lehrreichen Untersuchung des Verf. bildet. — Nach einer kurzen Darlegung der einschlägigen Gesetzesbestimmungen von 1833—1845 schildert das IV. Kapitel die Einführung der durch den Landesbevollmächtigten Frhrn. von Hahn-Postenden zuerst auf dem Landtage 1840 auf Grund praktischer Erfahrungen in Vorschlag gebrachten Zinspacht, die sehr schnell allgemein wurde und einerseit das Fronverhältnis beseitigte, andererseits in sozialer Hinsicht die Klassen der Pächter oder „Wirte" und der Landarbeiter oder „Knechte" schuf. — Die Agrargesetzgebung von 1845—63 bildet das Thema des V. Kapitels, aus welchem die 1848, resp. 1858 den Bauern gewährte Freizügigkeit hervorgehoben werden muß, wie auch der von dem Ministerium der Reichsdomänen 1860 durch die „Regeln über den Verkauf bäuerlicher Grundstücke in den Ostseegouvernements" eingeleitete Verkauf von Bauernländereien an die bisherigen Pächter. Dieser Verkauf, zunächst nur von der Krone begonnen, wurde allgemeines Gesetz durch die „Agrarregeln" vom 6. September 1863, — dem wichtigsten Gesetz der kurländischen Agrargeschichte seit Aufhebung der Leibeigenschaft. Durch dieses Gesetz wurde einerseits den Bauern in Kurland freigestellt, Gesinde der Privatgüter als Eigentum zu erwerben — es wird genau dargelegt, unter welchen Modalitäten—, andererseits der bisherige Modus bezüglich des Abschlusses von Pachtkontrakten über bäuerliche Grundstücke haupt-

sächlich dahin abgeändert, daß die Fronpacht grundsätzlich abgeschafft wurde. — Kapitel VII schildert die wirtschaftlichen Zustände der Privatbauern bei Erlaß der „Agrarregeln" und beantwortet nach den drei Hauptgesichtspunkten der Feldwirtschaft, des Pachtsystems und der bäuerlichen Vermögensverhältnisse die Frage, wieweit der Boden zu einer aussichtsreichen Durchführung des Gesetzes vorbereitet war. Die Antwort fällt positiv aus, da die wirtschaftlichen Verhältnisse in steter Aufwärtsbewegung sich befunden hatten. Durch die „Agrarregeln" wurde auch der Kreditverein gezwungen, sich den veränderten Verhältnissen anzupassen und ein neues Taxationsreglement einzuführen. Das Schlußkapitel, die Gesetzgebung nach 1868 und der Bauerlandverkauf, gibt nur eine kurze Übersicht mit einigen statistischen Daten. P. O. S.

X. Finnland.

1808/09. G. E. Haartman an J. Tengström.

Die finnische historische Zeitschrift „Historiallinen Aikakaukirja", deren erster Jahrgang 1903 erschien, kommt nunmehr als Vierteljahrsschrift in größerem Umfange als früher heraus. Herausgeber ist Professor Dr. U. L. Lehtonen. Im ersten Heft 1911 (S. 1—29) beleuchtet *J. R. Danielson*-Kalmari, hauptsächlich die Briefe des Professors Gabriel Erik Haartman an Bischof Jakob Tengström benutzend, die Stellung der Deputierten Finnlands, welche den Herbst und den Anfang des Winters 1808—1809 in St. Petersburg zubrachten. M. G. S.

XI. Polen—Litauen bis 1572.

1234—1239. Polen, Lage im Sandomirschen.

KwH 1911, XXV, 1—34.

Maryan Łodyński liefert in einem Aufsatz: Die Verhältnisse im Sandomirschen in den Jahren 1234—1239 einen auf eindringenden quellenkritischen, urkundlichen und sphragistischen Untersuchungen beruhenden Beitrag zur Geschichte Bolesławs des Schamhaften. Den gleichzeitigen Kampf zwischen Heinrich dem Bärtigen und seinem Sohn Heinrich dem Frommen auf der einen Seite und Władysław Odonicz auf der anderen um den Besitz Großpolens will der Verf. in einer besonderen Arbeit über die Politik Heinrichs des Bärtigen eingehend erörtern. J. P.

1386. Die polnisch-litauische Union.

Czas 1911, Nr. 154, 156.

In der ersten Vorlesung über litauische Geschichte auf Grund der Stiftung der Fürsten Lubomirski an der Universität Krakau für litauische Geschichte und Literatur [1]) behandelte *St. Kutrzeba* die polnisch-litauische Union, das Problem und die Methode der Forschung, in sehr interessanter

[1]) S. die Notiz darüber in dieser Zeitschrift I, S. 160.

Weise; ich gebe daraus folgenden Auszug, der natürlich überall nur die Ansicht Kutrzebas wiedergibt.

Als nach Einnahme der östlichen Bezirke der Republik 1772 man diese für das russische Reich gewonnenen Gebiete ordnen mußte, konnten sich die Vertreter der neuen Herrschaft nicht mit der Bevölkerung dieser Länder verständigen, und Rußland mußte für diese Länder, von denen viel später behauptet wird, daß sie urrussisch seien, seine Bekanntmachungen auch in polnischer Sprache erlassen. Als mehrere Jahrzehnte später Graf Speranskij den Gedanken einer Modifikation des Rechts für diese Länder aufnimmt, die von Polen erobert waren, mit einer überwiegend russischen Bevölkerung, beruft er als Kodifikator einen Polen — Danilowicz, der ein Gesetzesprojekt polnisch aufstellt und für das Projekt sich an das polnische Recht hält.

Dieser Zustand der Dinge ist das Ergebnis jahrhundertelanger Mühen, durch die in diesen Ländern schließlich der polnische Geist herrschte.

Dieser historische Prozeß begann am 14. August 1385 in Krewo als Jagiełło, versprach „seine Lande Litauen und Rußland (Westrußland) in die Krone Polens auf ewig einzufügen“, er wurde in der Unionsakte von Lublin vom 1. Juli 1569 bekräftigt durch die Zusicherung, daß Kronpolen und das Großfürstentum Litauen ein unteilbarer und einiger Körper seien, sowie eine unteilbare und einheitliche Republik, die aus zwei Staaten und Völkern zu einem Volk zusammengeflossen sei. Dieser Prozeß erhielt das letzte Siegel in der Akte der gegenseitigen Verbindung beider Völker 1791, die zur Konstitution vom 3. Mai verpflichtend die Reihe der Besonderheiten beseitigte.

Polen teilte sich mit der Union in zwei Welten, den Westen und den Osten, die, wie es schien und noch scheint, ein nicht zusammengehöriges Paar, verschieden durch Glaube und Kultur, enthielten. Unter den Piasten ist sein Blick noch stark nach Westen gerichtet, vom Westen lernt es, an westlichen Mustern bildet es sich, organisiert es Gemeinwesen und Staatswesen. Doch der Osten lockt es.

Es vernachlässigt die Verteidigung der westlichen Gebiete, verliert Schlesien und Pommern. Aber auch der Kampf um die östlichen Gebiete ist nicht leicht, denn nach diesen Ländern trachtet auch der litauische Staat, vom tapferen Mendog errichtet, von Gedymin gekräftigt. Und überdies verhindert das Vordringen Polens nach Osten ein Feind, der von Norden auf Polen drückt, Dieser Feind Polens ist jedoch auch der Feind seines Feindes — Litauens. Es taucht der Gedanke auf, Litauen in einen Bundesgenossen zu verwandeln und mit vereinten Kräften den Orden zu erwürgen. Der Gedanke wurde zur Tat, das Ergebnis war Grunwald, war die Erstarkung des jagellonischen Polens, das bald eine der ersten Mächte Europas wurde. Was Polen durch Waffengewalt nicht erreichen konnte, das gewann es durch die Union. Der Osten öffnete sich vor ihm; weit größere Gebiete als das Polen der Piasten wurden das weitere Arbeitsfeld. Seine, d. h. die westeuropäische, aber durch den polnischen Filter durchgelassene Kultur impft Polen Litauen und Westrußland ein, für

die westliche Welt erobert es ganz Litauen und Westrußland — nicht das ganze, doch einen großen Teil. So war und ist noch heute der Gedankengang der polnischen Historiographie. Wenn sie den Blick in die Tiefe der heimischen Geschichte versenkt, so locken sie diese Zeiten der Union, die im hellsten Glanze erstrahlen, und sie preist die Männer, welche den großen Gedanken faßten, die Glorie und die Macht zu vermehren.

Aber nicht nur die polnische Wissenschaft spricht von der Union und würdigt dieses Staatenbündnis, das in seinen Folgen so weittragend war. Das Wort ergreifen nicht nur Naruszewicz, Lelewel, Szajnocha, Szujski, Smolka, Lewicki, Prochaska, auch andere Stimmen äußern sich: Ilovajskij, Sigl, Antonovič, Daškevič, die diese Ereignisse mit anderen Augen betrachten.

Als Polen und Litauen die westrussischen Lande zu erobern begannen, später hauptsächlich Litauen, in letzter Linie indessen für Polen, beginnt ein anderer Staat eine ähnliche Arbeit. Die Grenzen des litauischen Staates schlossen jedoch auch die alten Fürstentümer der Rjurikoviči ein, und diese Grenzen verteidigen sowohl litauische wie später polnische Heere. Moskau konnte seine historische Mission nicht in vollem Umfange durchführen, und als endlich der Car seine Grenzpfähle weit hinter den Grenzen des russischen Landes einschlug, konnte er jene westrussischen Länder bereits nicht mehr deutlich unterscheiden, in denen eine andere Sprache herrschte, ein Rußland fremdes Gemeinwesen bestand, ein anderes Recht Fuß gefaßt hatte. Nachdem diese Länder durch Waffengewalt erobert waren, mußte ein anderer Kampf beginnen mit ihrem Geist, und er war der schwierigere.

Von diesem Gesichtspunkt aus hat ein russischer Historiker diese Geschehnisse betrachtet: Litauen stand der Größe Moskaus im Wege, das auch die Gebiete Westrußlands eingenommen hatte. Aber Moskau hätte seinen Widerstand gebrochen, wenn nicht Polen, auf das sich Litauen mit seinen Schultern stark stützte, von nun an das Vordringen des östlichen Nachbarn verhindert hätte. Die logische Folge wäre also gewesen: wenn Litauen seinen Platz behaupten wollte und es dies nicht allein konnte, so tat es gut, daß es sich auf Polen stützte, aber auch Polen wählte den richtigen Weg, da es durch die Union mächtiger wurde.

Doch die Auffassung der russischen Geschichtsschreibung ist manchmal eine andere. Für Polen war die Union schädlich, und zwar deshalb, weil Polen eine Aufgabe übernommen hatte, die seine Kräfte überstieg. Es war nicht zu einer so großen Aktion herangereift, es war noch zu wenig konsolidiert und verfügte noch nicht über genügende Mittel [1]). Durch die Union wird Polen vielmehr geschwächt. Es verlor einen historischen Kampf und verlor seine eigene Unabhängigkeit. Die Union mit Litauen ist einer der Hauptgründe für den Untergang Polens durch seine eigene Schuld.

---

[1]) S. dazu meinen Aufsatz in dieser Zeitschrift I, S. 378—380. O. H.

Wenn in der alten polnischen Geschichtsschreibung bei der Besprechung dieser Frage nicht selten ein sentimentaler Ton angeschlagen wird, wenn bei späteren Historikern eine gewisse erhabene Ansicht begegnet, so ist sie der Ausfluß des Stolzes auf ein großes Werk, enthält aber kein nüchternes Urteil. Sobald es sich um die ältere russische Literatur handelt, fällt auch ein russischer Historiker (Piczata) über die russischen Historiker Antonovič und Daškevič das harte Urteil: ihre Auffassung sei keineswegs immer objektiv und unparteiisch. Und dieses Urteil ist begründet.

Über den Horizont der älteren polnischen und russischen Literatur hinaus erhebt sich die Frage, warum es so wurde, wie es wurde, warum die Vereinigung der beiden Staaten gerade solche Folgen zeitigte. Diese Fragen hat man sich bisher entweder nicht gestellt oder sich bei ihrer Beantwortung lediglich auf politische Momente beschränkt. Und doch hängt das Urteil über den Wert der Union, ihre ganze Würdigung vor allem davon ab, wie man diese Fragen beantwortet

Wie kommt es, daß der litauische oder westrussische Bojar sich in einen Adligen nach polnischem Muster verwandelt und sich als polnischer Edelmann einem Fürsten vom Stamme Gedymins gleich achtet? Woher erhielt Litauen den polnischen Landtag, die polnischen Gerichte, woher kamen die polnischen Behörden usw.? Wie war es möglich, daß dieser Teil von Westrußland sich in den Ergebnissen seiner Entwicklung so weit von den Ergebnissen entfernte, zu denen der andere Teil von Westrußland gelangte, der unter die Herrschaft Moskaus geraten war?

So beginnt die Wissenschaft jetzt diese Fragen zu betrachten. Sie stellt sich die Aufgabe: anstatt die Folgen der Union zu beurteilen, bestrebt sie sie aufzuhellen, warum sie so waren und nicht anders. Sie geht an die Erforschung der inneren Entwicklung Litauens und Westrußlands, ihrer Rechtsverfassung und ihres wirtschaftlichen Lebens, um den Grund zu erforschen, warum man altes aufgab, warum man neues, und zwar, wie leicht festzustellen ist, nach polnischem Muster Zugeschnittenes schuf. Der Grund zu diesen Arbeiten ist schon längst gelegt von Czacki, Danilowicz, Krupowicz, Raczyński und Działyński, die Dokumente, Privilegien und Statuten ediert haben. Aber diese Arbeit ward unterbrochen, bis russische Gelehrte sie wieder aufnahmen, die, da ihnen die Quellen zugänglich waren, und sie genügende Mittel besaßen, viel veröffentlichten, doch ohne Wahl und häufig schlecht. Erst die letzten Jahre haben bessere Editionen gebracht, die den Forschungen der europäischen Wissenschaft entsprechen (Lappo, Hildebrandt). Die Polen haben auf diesem Gebiet weniger gearbeitet, aber besseres geleistet (Lewicki, Prochaska, Piekosiński, Gorczak und Radzimiński). Hier ist jedoch noch viel zu tun.

Die russischen wissenschaftlichen Werke über Polen sind den polnischen an Zahl beträchtlich überlegen. Der älteste Forscher auf diesem Gebiet, der vor einigen Monaten verstorbene Leontovič, war ein grundgelehrter und sehr eifriger Forscher. Er genügte aber oft be-

scheidenen Anforderungen nicht. Er schrieb über alle Gebiete, über die Einteilung des Staates und der Behörden, über den Reichstag und die Landtage, über die Szlachta und die Bauern. Nur mit den Juden befaßte sich Berszadzki, ein begabter Gelehrter. Unter den Jüngeren ragt Ljubavskij hervor, der einzige, der die polnische Literatur bis auf die neueste Zeit gut kennt und völlig objektiv ist. Mit der bäuerlichen Bevölkerung befaßt sich Downar Zapolski, ein sorgfältiger Arbeiter. Lappo-Danilevskij bearbeitet hauptsächlich die zweite Hälfte des 16. Jahrhunderts, die Zeit vor und besonders nach der Union von Lublin. Andere weniger hervorragende oder die Arbeit erst beginnende Forscher sind Jasiński, Maksimejko, Malinowskij, Jefimenko, Luszicki, Piczata usw. Die Entwicklung zweier Bevölkerungsklassen, der Fürsten und des Adels einerseits und der Bauern andererseits ist im Umriß bearbeitet worden, der großfürstliche Rat und die Landtage dagegen noch ungenügend, die wirtschaftlichen Verhältnisse des Staates nur teilweise und andere Gebiete des litauischen Lebens nur fragmentarisch; sehr unvollständig insbesondere die Gerichte und die Union.

So hat die russische Wissenschaft die polnische bedeutend überholt. Aber das ist bei den Verhältnissen, unter denen diese polnische Wissenschaft arbeitete, nicht weiter auffallend. Die Namen der polnischen Gelehrten, die sich mit der Geschichte Litauens beschäftigen, gruppierten sich hauptsächlich um Vilna, so lange es eine Pflegstätte polnischer Wissenschaft war. Nach wenigen Jahren der Entwicklung und des Blühens wurde sie vernichtet. Das Fundament der litauischen Forschungen, die Quellen gingen an Archive und Bibliotheken über, die weitab von Polen liegen, nach Petersburg und Moskau. Sie waren häufig überhaupt und insbesondere für Polen unzugänglich. Die Forschungen wurden häufig erschwert und geradezu unmöglich gemacht. Als die Arbeit dennoch beginnen konnte, war es für die russische Wissenschaft leichter, sie aufzunehmen.

Über Litauen haben von polnischer Seite großen Wert die zum Teil hervorragenden Arbeiten Jablonowskis über die Verfassung der westrussischen Länder vor und nach der Union oder die Arbeiten von Wolff über die Fürsten und von Lewicki über die Union. Inhaltsreich sind die Forschungen Prochaskas, sehr interessant ist die Studie Czermaks über die rechtliche Stellung der Schismatiker. Eine sorgfältige Arbeit hat Dubieński über das Wergeld geliefert. Piekosiński hat seine Forschungen über das Litauische Statut erst begonnen; Ulanowski kündigt eine Arbeit über die Union an. An die Arbeit machen sich der den Quellen näherstehende, häufig in russischer Sprache schreibende ältere Ptaszycki, der bedeutend jüngere Jakubowski sowie endlich der jüngste Forscher, Baranowski, ein Zögling der Universität Moskau, der aber nur polnisch schreibt.

Namentlich für die polnische Wissenschaft bietet sich ein weites Forschungs- und Tätigkeitsgebiet, wenn es sich um diesen Gesichtspunkt handelt, dessen Genesis und Bedeutung eben dargestellt ist: daß Polen den

Kampf um Litauen, um seine Seele gewann, daß es Litauen nach seinem Muster umzumodeln verstand.

In Litauen werden die polnischen Institutionen, welche es übernimmt, von dem Gemeinwesen als erwünscht und notwendig erachtet, Litauen erbittet sie sich von den Herrschern oder ruft sie selbst ins Leben, wenn es sich um Reformen handelt, die der Herrscher nicht durchzuführen braucht. Und diesem Wunsche nach polnischen Rechten, polnischen Institutionen begegnen wir nicht nur in Podlachien, das von der masurischen Szlachta aus den benachbarten Ländern Masoviens überschwemmt wurde, wo es ihr zu eng geworden war, sondern auch in urlitauischen und westrussischen Ländern; ohne Unterstützung durch die Masse des Adels in Litauen hätte Polen die Union von Lublin nicht durchführen können, ohne Einverständnis des litauischen und westrussischen Gemeinwesens hätten polnisches Recht und polnischer Sinn auf litauischem Boden nicht Wurzel fassen können.

Eines kann man schon heute behaupten. Polnische Einrichtungen haben nur deswegen eingeführt werden können, weil sie dem Bedürfnis jener großen Gebiete entsprachen. Litauen erleichterte sich seine Entwicklung und beschleunigte diese bedeutend, indem es polnische Institutionen übernahm, anstatt sie selbst in langen Mühen zu schaffen. Es vermengen sich litauisch-westrussische und polnische Institutionen in Litauen miteinander. Zuweilen begegnet man unter einer bereits westlichen Form einem urwestrussischen Kern, wenn z. B. in den Privilegien der Landschaft, die nach westlichem Muster formuliert sind, sich Überbleibsel der r j a d y finden, deren Erforschung bis nach Groß-Novgorod und zu seinen demokratischen Einrichtungen führt, oder wenn die Unterordnung gewisser Personen unter andere, die in die Form eines Lehnsvertrages gekleidet ist, vollzogen wird unter Stirnschlagen und Vergießung von Tierblut, was deutlich auf den Osten hinweist. Es gibt in Europa kein anderes Land, dessen Geschichte so interessant ist, im Hinblick auf den Kampf zweier verschiedener Elemente, des Westens und des Ostens, bis schließlich in dem litauisch-russischen Wesen das polnische siegt.

Die polnische Wissenschaft hat die Entwicklung und den Stand der litauischen und westrussischen Institutionen zu erforschen, sie hat festzustellen, welche Richtung diese Entwicklung nahm, was das stärkere, besser entwickelte Polen Litauen geben konnte, um dessen Bedürfnisse zu befriedigen, was es ihm gab und auf welche Weise.

Auch werden wir dann die Begabung und die Tätigkeit der großen Menschen in der litauischen Geschichte anders beurteilen. Durch eine solche Formulierung der Frage wird der Wert der heroischen Anstrengungen Jagiellos, Witowts oder Sigismund-Augusts nicht verringert, oder der einer Heldentat gleichkommenden Aufopferung der Jadwiga. Vielleicht werden diese Gestalten sogar wachsen. Nur werden sie in der Geschichte auf realem Boden stehen, wie sie in ihrem Leben, in ihren Absichten und Taten auf solchem standen.

Die Wissenschaft aber, welche erklärt, warum es so geschah, daß Litauen dem siegreichen Vordringen des polnischen Geistes ohne Waffenkampf unterlag, ohne daß das Joch dem Nacken der Besiegten aufgezwängt wurde, wird damit die Antwort auf die Frage geben, welchen Wert die Union für Polen, für Litauen und für die Geschichte der Menschheit hatte.“ O. H.

1523—1526. Polnische Politik gegenüber Ungarn und der Säkularisation von Preußen

KwH 1911, XXV, 55—63.

L. Kolankowski behandelt in einer Miszelle zwei Kapitel aus der Politik der letzten Jagellonen: den Verlust Ungarns und Böhmens durch die jagellonische Dynastie und die Säkularisation Preußens. Die erstere Frage erläutert K. vornehmlich auf Grund eines Tagebuchs über den zweimonatigen Aufenthalt des polnischen Kanzlers und Wojewoden von Krakau Christoph Szydłowiecki. Er schildert die unbedachte und unüberlegte Art des jungen Königs Ludwig, über den vertraute Beobachter äußern konnten: „quomodo aetate crescit, ingenio et ordine decrescit“. In seiner Halt- und Urteilslosigkeit ließ sich König Ludwig zum Kriege mit den Türken verleiten, der zur Katastrophe von Mohacs, zum Anfall des Landes an die Habsburger und in der Folge, wegen der Verquickung mit der Türkengefahr für Polen, zur Anerkennung der Herrschaft Ferdinands durch König Sigismund I. führte. Über die Frage der Säkularisation Preußens ist K. der Meinung, daß die Änderung für Polen von Vorteil war: sie habe den Zusammenhang Preußens mit dem Reich nunmehr auch faktisch beseitigt. Besonders charakterstisch für die Auffassung der Zeitgenossen von den Vorgängen von 1525 ist ein von K. abgedrucktes lateinisches Rechtfertigungsschreiben des polnischen Vizekanzlers Tomicki an die Königin Bona Sforza, Gemahlin Sigismunds I., vom Jahre 1534. Tomicki betont darin, im Jahre 1525 wäre die Lage die gewesen, daß Polen damals alles erreicht habe, was es von Herzog Albrecht überhaupt erreichen konnte, und daß der Herzog nur das gab, was er zu geben selbst gewillt war. J. P.

Bernhardiner in Großpolen.

Archivum Franziscanum Historicum IV. 1.

K. J. *Kantak* berichtet über das Archiv des Bernhardinerordens (Franziskaner der strengeren Observanz) in Großpolen, das er gefunden hat. Die Bedeutung dieses Ordens für die ganze polnische Geschichte ist so bekannt, daß ohne weiteres einleuchtet, eine wie wertvolle Bereicherung der Wissenschaft das Archiv ist. Es war früher in Fraustadt, kam dann nach Warta und wurde 1863 dem Propst in Włocławek übergeben; in der Bibliothek des dortigen Domkapitels befindet es sich noch heute. Das Archiv zahlt 87 Nummern an Handschriften, von denen von besonderem Interesse die Chroniken der einzelnen Konvente sind, die zum größten Teil dorthin geliefert worden sind. Die Archive der

einzelnen Konvente selbst scheinen indes verloren gegangen zu sein. Aber der Fund Kantaks ist an sich schon von großer Bedeutung für die Landesgeschichte Großpolens. (Nach dem Bericht von A. *Warschauer* in „Mitteilungen der historischen Gesellschaft von Posen" 5 (1911), S. 77.)

O. H.

Reformationsgeschichte,
AM Bd. 48, Heft 2, S. 221—317.

Theodor *Wotschke* liefert in einer ausführlichen Beschreibung der zweiten Reise des Theologen Vergerio nach Preußen und Litauen einen dankenswerten Beitrag zur Geschichte der Reformation in Preußen, Litauen und Polen. Vergerio, ehemals Bischof von Capodistria, begab sich Ende 1559 über Schwerin, Danzig und Königsberg nach Vilna, um hier für die Reformation und für ein Ehebündnis zwischen einer Schwester des polnischen Königs und Herzog Johann Wilhelm von Weimar zu wirken. Der Erfolg der Reise war nicht so groß, wie er zuerst glaubte: aus der geplanten Heirat wurde nichts, da Herzog Johann Wilhelm sich inzwischen heimlich mit einer Tochter Friedrichs des Frommen von der Pfalz verlobt hatte, und auch seine kirchlichen Erfolge waren nicht bedeutend; wenigstens gewann er weder auf die polnische Königin noch auf den Fürsten Radziwill dauernden Einfluß. — Wotschke würdigt auch ausführlich die Vilnaer Freunde Vergerios, so den gelehrten Sekretär Maczinski, den Humanisten Trzecieski, den kgl. Bibliothekar Kossucki, den Sekretär der Königin Katharina Erhard von Kunheim, den Theologen Krzyszkowski und besonders Georg Zabłocki. — 20 urkundliche Beilagen sind der Abhandlung beigegeben, die größtenteils dem kgl. Staatsarchiv in Königsberg, zum Teil auch dem Archiv der Brüdergemeinde in Herrnhut, der Kirchenbibliothek in Landeshut und dem kgl. Staatsarchiv in Stuttgart entnommen sind.

E. Z.

XII. Polen bis 1795.

1689—1691. Johann Sobieski.
Zeitschrift des Deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens XV, 312—338.

A. Rille veröffentlicht aus dem Schloßarchiv zu Nikolsburg Berichte des österreichischen Gesandten Geörge von Schiemunsky an den Präsidenten der Geheimen Konferenz, Fürsten Ferdinand Dietrichstein vom polnischen Königshofe. Schiemunsky hat die Aufgabe, die kaiserlichen Interessen im Sinne des 1683 zwischen Leopold I. und Sobieski geschlossenen Bündnisses gegen die französische Partei wahrzunehmen und Sobieski am Kampf mit den Türken festzuhalten. Seine Berichte geben einen guten Einblick in das Treiben von Hof und Reichstag, kriegerische und diplomatische Bemühungen, Hoffeste, Tatareneinfälle usw., und zeichnen sich durch Einsicht und Fleiß aus, durch Aufmerksamkeit gegenüber der französischen Politik und Mißtrauen gegen sanguinische Berichte über polnische

Großtaten. Alle Mitteilungen gruppieren sich um die Vermählung des Prinzen Jakob und den Feldzug Sobieskis, beides 1691. Die Publikation wird erst im nächsten Heft beschlossen. O. H.

1727—87. Heinrich Christian von Keyserlingk.

AM 48 Heft 1 S. 77—114, Heft 2 S. 185—220.

Georg *Conrad* bietet einige Beiträge zur Biographie des Reichsgrafen Heinrich Christian v. Keyserlingk und seiner zweiten Gemahlin, einer geb. Gräfin Truchseß zu Waldburg. Der Reichsgraf ist besonders durch seine Darstellung der preußischen Gerechtsame auf Polnisch-Preußen und Pommerellen bekannt, wie er überhaupt Domhardt bei der Beschaffung statistischer Nachrichten über die neue Erwerbung sehr wesentlich unterstützte. Auch sonst ist er publizistisch hervorgetreten: zur Zeit, als er in russischen Diensten stand (1762—64, er war Geheimer Rat mit dem Range eines Generalleutnants) verfaßte er auf Befehl Katharinas II. eine Widerlegung einer Schrift über die kurländischen Angelegenheiten, in der der Völkerrechtler Vattel im Auftrage Augusts III. von Polen die Wahl des Prinzen Karl von Sachsen als rechtmäßig erweisen wollte, und 1772 und 1773 schrieb er die „Remarques d'un gentilhomme Prussien sur celles d'un gentilhomme Polonais à l'occasion de la prise de possession de la Prusse Polonaise" und die „Lettres d'un Polonais à son ami à Londres". Seine kunstsinnige und zeichnerisch sehr talentierte Gemahlin wurde 1786 zum Ehrenmitgliede der Preußischen Akademie der Künste und mechanischen Wissenschaften ernannt. Die letzten Bemühungen des Reichsgrafen galten dem Erwerbe der Rautenburgischen Güter, ihrer Umwandlung in ein Majorat und ihrer Erhebung zur Grafschaft. E. Z.

ca. 1740. Die Slavjanofilie der Czartoryskis.

Swiat Słowiański VII, 1, (1911) S. 405—414.

E. Woroniecki handelt über die Genesis des polnischen politischen Slavjanofilismus auf Grund eines Buches von J. Woronicz: „Rzecz o dynastyi i monarchii w Polsce" (Paris 1839), das vom Fürsten Adam Czartoryski inspiriert war und zur Vorbereitung der Krönung des Fürsten Adam im Hotel Lambert in Paris erschien. Es ist wichtig für die Erkenntnis der politischen Ideenwelt der Czartoryskis, die von der Jagiellonischen Idee aus sich positiv zu Rußland wendete und entschieden slavofil wird und zwar bereits in den Gedanken der Fürsten Michael und August Czartoryski, die unter August III. die Häupter der Familie sind. O. H.

1761. Polnische Teilungspläne und Stellung Englands zu ihnen.

KwH 1911, XXV, 35—54.

Władysław Konopczyński, der über eine frische polemische Feder verfügt, setzt sich in einem Beitrag: England und die nicht zustande gekommene preußisch-russische Friedensstiftung 1760—61, mit dem durch seine in einer Rezension enthaltene gelegentliche Äußerung hervor-

gerufenen Aufsatz Askenazys auseinander, der hier bereits (Z. f. o. europ. Gesch. I, 453—454; KwH 1910, XXIV, 495—524) besprochen worden ist. K. vertritt die Ansicht, daß sich England und der redegewaltige Pitt keineswegs ablehnend gegenüber den polnischen Teilungsplänen verhalten habe. In einem interessanten Schlußwort (a. a. O. 175—176) erklärt Askenazy die „Logik“ K.s und seine „Information“ für „schlecht“.

J. P.

XIII. Polen im 19. Jahrhundert.

1812—1813. Adam Czartoryski und Alexander I.

KwH 1911, XXV, 63—75.

Fräulein *Sophie Kolischer* berichtet über die Quarantäne des Czartoryskischen Sekretärs Peter Kluczewski, der gegen Ende 1812 von Adam Czartoryski an Alexander I. mit Vorschlägen zur Wiederherstellung Polens, sei es unter dem Zepter des Kaisers oder unter dem eines seiner Brüder, geschickt war. Kluczewski verließ auf dem Rückwege nach Sieniawa das Kaiserliche Hauptquartier in Krasnopol am 16. Januar 1813 und wurde am 23. Januar bei Brody an der österreichischen Grenze angelangt, aus „sanitätspolizeilichen“ Gründen für drei Wochen in einem Grenzort interniert, sowie seiner hochwichtigen kaiserlichen und ministeriellen Korrespondenz entäußert. Mit etwa vierwöchiger Verzögerung kam Adam Czartoryski in den Besitz der für ihn bestimmten Schriftstücke, ihren Inhalt erfuhr aber schon vordem Metternich, der sie durch den österreichischen Gesandten Napoleon mitteilte. Unter den von Frl. Kolischer abgedruckten Akten findet sich ein Erlaß Metternichs an den Gouverneur Grafen Goes vom 4. Februar 1813, in dem sein Verhalten gegenüber Adam Czartoryski und seinem Sekretär Kluczewski, das die Zufriedenheit des Kaisers Franz erregt habe, hoch belobt wird. J. P.

XIV. Deutscher Osten.

948. 968. Entstehung des Bistums Oldenburg.

HV XIV (1911), 182—198.

F. Curschmann erörtert in einem Aufsatze: „Die Entstehung des Bistums Oldenburg“ seine schon in seinem Buche über die Diözese Brandenburg ausgesprochene These näher, daß das Bistum Oldenburg nicht, wie ziemlich allgemein angenommen, 968 oder um dieses Jahr herum, sondern bereits 948 begründet worden ist. Er kommt vornehmlich durch eine vergleichende Analyse der Äußerungen Adams und Helmolds, durch die Helmold als sorgfältig arbeitender und gut unterrichteter Forscher erscheint, zu folgendem Schluß: Otto I. führte seinen Plan, zur Ausbreitung des Christentums längs der Nord- und Ostgrenze des Reiches, eine Reihe von Bistümern zu errichten, 948 aus. Neben den drei dänischen Bistümern entstanden Brandenburg und Havelberg, deren Stiftungsurkunden

erhalten sind, und, wie man annehmen muß, als drittes Bistum im Slavenlande: Oldenburg, mit einem Gebiet, das ursprünglich zu Hamburg gehörte, jetzt aber unter Mainz gestellt wurde. Der erste Bischof war der von Helmold genannte Marco. 968 wurde Metropole für das Slaventum Magdeburg. Gegen die Unterstellung Oldenburgs unter dieses, die natürlich gewesen wäre, erhob aber der Erzbischof von Hamburg, der jetzt die Bedeutung des slavischen Missionsgebietes nicht mehr gering achtete, Einspruch und setzte die Einordnung des Oldenburger Sprengels in seine Kirchenprovinz durch. O. H.

1209—10. Hochmeister des Deutschen Ordens.

AM Bd. 48 Heft 2 S. 159—175.

Franz *Buchholz* stellt die Angaben der preußischen Chronisten über H. Bart, den dritten Hochmeister des Deutschen Ordens und Vorgänger von Hermann von Salza, zusammen und untersucht dann, was über ihn tatsächlich bekannt ist. Schon Mülverstedt hatte vermutet, daß ein Heinricus Barba de Tunna, der in einer Urkunde des Landgrafen Hermann von Thüringen vom 15. Juli 1206 als Zeuge erwähnt wird, mit dem Hochmeister H. Bart identisch sei, ebenso wie der in derselben Urkunde ebenfalls als Zeuge erwähnte „Hermannus de Salza“ mit dem gleichnamigen Hochmeister. Buchholz macht nun auf eine Urkunde des Landgrafen Hermann vom Jahre 1208 aufmerksam, nach der dieser Ministerial Heinrich von Tunna genannt Bart vor seiner Wallfahrt ins heilige Land dem Kloster Reinhardsbrunn einen Wald geschenkt habe. Da der Hochmeister Heinrich Bart erst 1209 gewählt sein kann, liegt der Schluß nahe, daß er mit diesem ins heilige Land ziehenden Ministerialen identisch sei. Er hat nur kurze Zeit regiert; Anfang Juni 1209 oder 10 ist er in Akkon gestorben. Wenn der 1206 als Zeuge erscheinende Hermannus de Salza wirklich der spätere Hochmeister ist, würden also der dritte und der vierte Hochmeister vor ihrem Eintritt in den Orden in Beziehungen zueinander gestanden haben; auch wären sie Nachbarn gewesen, da ihre Besitzungen, Gräfentonna und Langensalza, nur eine Meile voneinander entfernt liegen. E. Z.

1239. Danziger Dominikanerkloster.

AM Bd. 48 Heft 2 S. 182—184.

Simson bespricht die Datierung der vier Privilegien des Bischofs Michael von Kujawien, die in einer im Kapitelsarchiv zu Włocławek befindlichen Urkunde von 1254 inseriert sind. Bis jetzt sind diese vier (undatierten) Urkunden für das Jahr 1227 angesetzt. *Simson* hält das für die ersten beiden Urkunden für richtig; die dritte aber gehöre einer späteren Zeit an, in ihr werde der „ehemalige Bischof von Modena“ erwähnt, worunter nur Bischof Wilhelm von Modena verstanden werden könne, der vielfach als päpstlicher Legat in Preußen tätig war. Da Wilhelm von Modena erst 1234 Febr. 21 auf sein Bistum verzichtete, so kann die Urkunde erst nach diesem Termin abgefaßt sein. *Simson* nimmt an,

daß die Urkunde ins Jahr 1239 zu setzen sei, da Wilhelm von Modena nur dann in Danzig nachzuweisen ist. Die vierte Urkunde sei mit der dritten gleichzeitig; jedenfalls kann auch sie, wie die dritte, erst nach Fertigstellung der Dominikanerkirche erlassen sein. E. Z.

1311—1317. Hochmeister des Deutschen Ordens.

AM Bd. 48 Heft 2 S. 176—181.

Gottfried *Kentenich* teilt eine im Mauerwerk der Katharinenkirche zu Trier aufgefundene Inschrift von 1479 mit, nach der ein Onkel des 1311 zum Hochmeister gewählten Karl von Trier, mit Namen Ordulf, sein Gehöft für das Trierer Katharinenkloster hergegeben hat. Das ist eine Bestätigung einiger Angaben der Chronik von Oliva über Karl von Trier und zugleich auch der Trierer Überlieferung. Nach ihr ist von dem Schöffen Ordulf von Oeren das Grundstück des Klosters geschenkt; die Inschrift bestätigt also, daß Karl von Trier aus dieser Familie stammt. Der Beiname Karls, „Beffardus", ist nach Kentenich durch eine Verwechslung von Beaufort mit Beauvoir, wo Karl Komtur war, zu erklären. E. Z.

Lauenburg-Bütower Land- und Großgerichtsakten.

Zap TT Bd. II Nr. 2 S. 17—21.

Wojciech *Kętrzyński* berichtet über die Schicksale der Land- und Großgerichtsakten von Lauenburg und Bütow. Er hätte im Berliner Geheimen Staatsarchiv festgestellt, daß der Direktor des Hofgerichts in Stettin, Friedrich v. Dreger, der Herausgeber des Codex diplomaticus Pomeraniae, sich Auszüge aus diesen Gerichtsakten aus der Zeit von 1530—1630 hergestellt hätte. Die Gerichtsbücher selbst seien bei dem Aussterben der Stettiner Herzöge (1637) nach Stettin gebracht; von dort aber habe Dreger sie sich angeblich in dienstlichem, in Wirklichkeit in privatem Interesse 1742 nach Lauenburg kommen lassen. Die Zurückführung der Akten nach Dregers Tode sei an den Transportkosten gescheitert. 1758 habe der Oberhauptmann G. Weiher dem Könige vorgeschlagen, diese Gerichtsbücher vor der drohenden russischen Invasion nach Küstrin bringen zu lassen; Friedrich der Große habe das aber abgelehnt, da die Akten hauptsächlich Privatsachen enthielten. Kętrzyński hat bei seinen Nachforschungen in Lauenburg nur noch einen Band im dortigen Kirchenarchiv gefunden, der 638 Blätter stark ist und die Jahre 1721—26 umfaßt. Die Eintragungen sind hauptsächlich lateinisch und polnisch; auch die Namensformen sind polnisch. Er befindet sich jetzt im Kgl. Staatsarchiv in Stettin. Weitere Nachforschungen nach den übrigen Bänden, die vom Stettiner Staatsarchiv in Lauenburg und Bütow unternommen sind, haben keinen Erfolg gehabt. Kętrzyński meint, möglicherweise fänden sie sich noch auf einem Landratsamt oder einem Gericht höherer Instanz oder bei der Kösliner Regierung; allerdings könnte sie auch der letzte Landrichter oder Starost zurückbehalten haben. E. Z.

Musikgeschichte.

M Wpr. Jahrg. 10 (1911) Nr. 2 S. 22—44.

O. Günther berichtet über „Musikgeschichtliches aus Danzigs Vergangenheit“, in der Hauptsache nach den in der Danziger Stadtbibliothek befindlichen Musikhandschriften. Der älteste Danziger Komponist, von dem sich Kompositionen erhalten haben, ist Franciscus de Rivulo, der 1562 in Danzig Kantor war; von ihm findet sich eine Anzahl noch nicht bekannter Lieder und Kompositionen vor. Ebenso aus dem 17. Jahrhundert von Thomas Strutius, Crato Büttner und Johann Valentin Meder, die sämtlich eingehender besprochen werden. Meder hat auch der Oper in Danzig Eingang verschafft. Aus dem 18. Jahrhundert sind besonders die Gebrüder Freislich, Mohrheim und der Ratsmusiker Pucklitz zu erwähnen, von denen der letztere bisher ganz unbekannt war. E. Z.

Besuche der Bischöfe von Leslau in Danzig.

Zap TT Bd. II *Nr. 2 S. 21—32.*

Ks. P. *Caplewski* handelt über die Aufnahme der Bischöfe von Leslau in Danzig. In pommerellischer Zeit sind nur die Bischöfe Wolimir 1253 und später Bischof Gerward in Danzig nachweisbar; doch sind wahrscheinlich auch die Bischöfe Michael und Albert dorthin gekommen. Aus der ganzen Zeit vom Übergange Danzigs in die Hände des Ordens bis zur Schlacht von Tannenberg finden sich keine Nachrichten über Reisen der Leslauer Bischöfe nach Pommerellen; es erklärt sich das jedenfalls aus der feindlichen Haltung des Ordens gegen sie. Erst nach der Schlacht von Tannenberg, während der Belagerung der Marienburg, kam Bischof Johann Kropidło nach Subkau und 1423 und 1429 die Bischöfe Johann von Niewieß und Johann Szafranek nach Danzig selbst. Mit der veränderten Stellung Danzigs zu Polen änderte sich auch das Verhältnis zwischen Danzig und den Leslauer Bischöfen; schon 1456 war Bischof Johann Gruszczyński in Danzig, 1504 und 1509 Vincenz Przerembski und 1516 Mathäus Drzewicki. Seitdem waren fast alle Leslauer Bischöfe dort. Die Aufnahme der Bischöfe, besonders des Mathäus Drzewicki, des Nikolaus Dzierzgowski (1543), des Andreas Zebrzydowski und des Bischofs Uchanski (1559) war sehr feierlich; ein Bürgermeister und Ratsherr zog ihnen mit einer größeren Anzahl Reiter entgegen; vor der Stadt wurden sie dann von einer großen Prozession aller Kleriker, städtischer Würdenträger usw. eingeholt und unter Glockenklang und Gesang ging der Zug vom Hohen Tor zur Marienkirche, wo Gottesdienst stattfand. Wohnung nahmen die Bischöfe bei einem Ratsherrn oder Bürgermeister. Dieser Brauch dauerte etwa 150 Jahre, von 1456 bis zum Ausgang des 16. Jahrhunderts. Später wäre zwar, obgleich Danzig überwiegend lutherisch war, ein feierlicher Einzug möglich gewesen, er wäre aber vom Rat wohl aus Intoleranz verhindert. Der Rat beschränkte sich darauf, die Bischöfe, auch wenn sie sich nur in Danzigs Umgegend aufhielten, feierlich begrüßen zu lassen und ihnen Geschenke, Lebensmittel usw. zu senden. Ihre Wohnung mußten sie sich nun auch selbst mieten; eine Küche durften sie aber in

dem betreffenden Hause nicht bauen, und als der Bischof Valentin Czapski sich ein Haus in der Stadt kaufen wollte, mußte er sich verpflichten, es nicht dem Leslauer Domkapitel oder irgendeiner anderen geistlichen Kongregation zu vermachen. Andere Bischöfe begnügten sich mit einem „Asyl" in den Danziger Klöstern. Im 18. Jahrhundert schickte der Rat zur Begrüßung nur den Sekretär der Stadt und hielt diese Gepflogenheit trotz des bischöflichen Widerspruchs bei. Die Absicht bei diesen Veränderungen liegt auf der Hand. Aber auf der anderen Seite waren die Bischöfe auch selbst daran schuld; ihre Abhängigkeit von den erhaltenen Geschenken, ihr häufiger Wechsel haben im Zusammenhang damit, daß in der Meinung des Auslandes das Ansehen aller polnischen Würdenträger sank, auch ihre Stellung untergraben. E. Z.

XV. Südslaven und Balkanstaaten.

1852. Testament Alexander Sturdzas.
RA 1911, I, 529—533.

L. Mačević veröffentlicht das 1852 verfaßte Testament Alexander Sturdzas, des Autors des berüchtigten „Mémoires sur l'état actuel de l'Allemagne" von 1818. Die wenigen religiösen Gedanken und die ausführlichen vermögensrechtlichen Bestimmungen des Testamentes werden höchstens den Biographen Sturdzas interessieren; von allgemeinerem Interesse ist die Bestimmung, daß eine hinterlassene Schrift „Fragmente aus der Geschichte des 19. Jahrhunderts" erst dann veröffentlicht werden solle, wenn die Zeit die Vorurteile gegen den Verfasser beseitigt habe. In den 1858—61 auf Veranlassung von Sturdzas Tochter, Fürstin Gagarin, herausgegebenen „Oeuvres posthumes" findet sich die Schrift nicht; sie scheint bisher überhaupt nicht gedruckt zu sein und wird, wenn man sich an den Wortlaut des letzten Willens hält, wohl auch nie gedruckt werden. Denn was Sturdza Vorurteile gegen seine Person nannte, wird schwerlich verschwinden: es ist das historisch wohlbegründete Urteil über einen Mann von schlechten Absichten und unheilvollem Wirken. R. S.

V. Bibliographie[1].

I. Allgemeines.

Novyj enciklopedičeskij slovaŕ. — Neues Konversationslexikon. Herausgeber: F. A. Brockhaus (Leipzig) und J. A. Efron (Petersburg). Neue Auflage. I. II. A—Antidor. Petersburg 1911.

Senats-Archiv T. XIV. Petersburg 1910 (darin besonders die Allerhöchsten Ukaze und Verordnungen von Februar bis Dezember 1764).

Opisanie dokumentov i děl chranjaščichsja v archivě Svjatějšago Pravitel'stvujuščago Sinoda. — Beschreibung der Urkunden und Akten im Archiv des Allerheil. Dirigierenden Synods. XXXIX: Jahr 1759. Petersburg 1910.

Opiś dokumentov i děl, chranjaščichsja v Senatskom Archivě. — Beschreibung der Urkunden und Akten im Senatsarchiv. Abt. I., bisher 2 Bde., 1909, 1910; Abt. II. 1. Bd. 1909; Abt. III. 1. Bd. 1910. Petersburg.

Opisanie rukopisej chranjaščichsja v archivě Svjatějšago Pravitel'stvujuščago Sinoda. — Beschreibung der Handschriften im Archiv des Allerheiligsten Dirigierenden Synods. II, Lfrg. 2. Petersburg 1910.

Sreznevskij, V. J., und F. N. Pokrovskij, Opisanie rukopisnago otdělenija biblioteki Imp. Akademii Nauk. — Beschreibung der Handschriftenabteilung der Bibliothek der Kais. Akademie der Wissenschaften. I. Handschriften. I. Teil: Geistliche Literatur und Bücher für den Gottesdienst. Petersburg 1910. XVI u. 525 S.

Solovev, S. M., Istorija Rossij s drevnějšich vremen. — Geschichte Rußlands seit den ältesten Zeiten. 3. Ausg. Petersburg 1911. (Preis bei Subskr. auf alle 29 Teile in 7 Bänden 15 Rubel.) T. 1—5.

Starina i Novizna. — Altertum und Neuzeit. Historisches Magazin, herausg. von der Gesellschaft russischer historischer Aufklärung im Andenken an Kaiser Alexander III. XV. Bd. Petersburg 1911. XII u. 35 u. 256 S.

---

[1]) Zur Erreichung möglichster Vollständigkeit bitten wir die Herren Verfasser, ihre auf die Geschichte Osteuropas bezüglichen Schriften, seien sie nun selbständig oder in Zeitschriften erschienen, an die Redaktion zur Verzeichnung und Besprechung in den Abteilungen: Kritiken — Zeitschriftenschau — Bibliographie — Wissenschaftliche Chronik gelangen zu lassen.

Sbornik statej posvjaščennych S. F. Platonovu — učeniki, družja i počitateli. — Sammlung von Aufsätzen gewidmet S. F. Platonov von Schülern, Freunden und Verehrern. Petersburg 1911.

Pogodin, A., Lekcii po slavjanskim drevnostjam. — Vorlesungen über slavische Altertümer. Charkov 1910.

Ovsjaniko-Kulikovskij, D., Istorija russkoj intelligencii. — Geschichte der russischen Intelligenz. III. Petersburg 1911.

Butenko, V., Kratkij očerk istorii russkoj torgovli v svjazi s istoriej promyšlennosti. — Kurze Skizze der Geschichte des russischen Handels in Verbindung mit der Geschichte des Gewerbfleißes. Petersburg 1911.

Bolotov, V. V., Lekcii po istorii drevnej cerkvi. — Vorlesungen zur Geschichte der alten Kirche. II. Kirchengeschichte bis Konstantin V. Nach dem Tode her. von Brilliantov. XVIII u. 474 S. Petersburg 1910.

Kovalevskij, P. J., Zavoevanie Kavkaza Rossieju. — Die Eroberung des Kaukasus durch Rußland. Hist. Skizzen. Petersburg 1911.

Protokoly zasědanij konferencii Imp. Akademii Nauk s 1725 po 1803 gody. — Sitzungsprotokolle der Konferenzen der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften von 1725 bis 1803. IV: 1786—1803. Petersburg 1911. 1185 S.

Archiv Raevskich. — Archiv der Raevskijs. III. Petersburg 1910. XVII u. 718 S.

Ediger, Th., Rußlands älteste Beziehungen zu Deutschland, Frankreich und der römischen Kurie. Halle 1911. 116 S.

*Tantzscher, G., Im innersten Großrußland. Schilderungen und Studien. München 1910. 176 S.

Regesty i Nadpisi. Svod materialov dlja istorii Evreev v Rossii. — Sammlung von Materialien für die Geschichte der Juden in Rußland. II.: 1671—1739. Petersburg 1909. II u. 386 S.

Bagalěj, D., Očerki iz russkoj istorii. — Skizzen aus der russischen Geschichte. I.: Aufsätze zur Geschichte der Aufklärung. Charkov 1911.

Mjagleva, T., Istorija russkago gosudarstva i pravoslavnoj cerkvi. — Geschichte des russischen Staates und der rechtgläubigen Kirche. II, Lfrg. 1—3. Petersburg 1911.

II. Vormongolisches Rußland.

*Bang, Ed., Zu der Moskauer Polowzischen Wörterliste. Bull. de l'Acad. roy. de Belgique (classe des lettres) Nr. 4, S. 91—103. Brüssel, 1911.

*Kozlovskij, P., Snošenija drevnej Rusi. (Die Beziehungen des alten Rußlands.) 23 S. Warschau 1911.

Golubiev, S. T., Spornye voprosy o drevnej topografii Kieva. — Streitfragen aus der alten Topographie von Kiev. Kiev 1910. 32 S.

Mjagleva, T., Proizchoždenie samobytnoj russkoj narodnosti i Rossija s starodavn. vremena do obrazovanija russkago gosudarstva. — Die Herkunft der selbständigen russischen Nationalität in Rußland von der alten Zeit bis zur Bildung des russischen Staates. Petersburg 1911. I, Lfrg. 1, 2.

III. Die Moskauer Periode.

Cvětaev, D. V., K istorii smutnago vremeni. Sobranie dokumentov. — Zur Geschichte der Zeit der Wirren. Sammlung von Dokumenten. Warschau 1910. 33 S.

IV. Peter der Große und die Nachfolger.

Kločkov, M., Naselenie Rossii pri Petrě Velikom po perepisjam togo vremeni. — Die Bevölkerung Rußlands unter Peter dem Großen nach den Listen der Zeit. I.: Listen der Höfe und Bevölkerung. Petersburg 1911.

Pietiers, Poltavskaja poběda. — Der Sieg bei Poltava. — Odessa 1910.

Waliszewski, K., Carstvo ženščin. Naslědie Petra Velikago. — Die Frauenherrschaft. Die Nachfolge Peters des Großen. Moskau 1911.

Arsenév, J., Opisanie Moskvy i Moskovskago gosudarstva. Po neizdannomu spisku Kosmografii konca XVII. věka. — Beschreibung Moskaus und des Moskauer Staates. Nach einer nichtedierten Kosmographie des XVII. J. — Moskau 1911.

V. Katharina II.

Filippov, A., Deputaty Ekaterininskoj komissii i pravitel'stvujuščij Senat. — Die Deputierten der Kommission Katharinas II. und der dirigierende Senat. Petersburg 1910.

VI. Rußland im 19. Jahrhundert.

Titov, F., Kievskaja Akademija v epochu reform. — Die Kiever Akademie in der Zeit der Reformen. Lfrg. 1: 1796—1819. Kiev 1911.

Dnevniki i piśma N. J. Turgeneva za 1806—1811 goda. — Tagebücher und Briefe von Nikolaj Ivanovič Turgenev 1806—1811. Unter Redaktion von E. J. Tarasov. Her. von der Abt. für russische Sprache und Literatur der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften. I. Teil. Petersburg 1911. XXXII u. 512 S.

Koljubakin, B. M., 1812 god. — Das Jahr 1812. Erinnerungen eines französischen Kürassieroffiziers aus dem Feldzug von 1812. Petersburg 1911.

Voenskij, K., Otečestvennaja vojna 1812 g. v zapiskach sovremennikov. — Der vaterländische Krieg des Jahres 1812 in den Schriften der Zeitgenossen. Petersburg 1911.

Lerner, N. O., Trudy i dni Puškina. — Arbeiten und Leben Puškins. 2. Ausg. Petersburg 1910.

Žurnal general-adjutanta grafa K. F. Toll o dekabŕskich sobytijach 1825 goda. — Tagebuch des Generaladjutanten Grafen K. F. Toll über die Dezemberereignisse des Jahres 1825. Her. vom Grafen E. N. Toll. Petersburg 1910.

Memuary grafini Golovinoj. — Die Memoiren der Grafin Golovin. Mit Vorrede und Anmerkungen von K. Vališevskij. Übersetzung aus dem Französischen. Petersburg 1911. 410 S.

Zamotin, J. J., Sorokovye i šestidesjatye gody. — Die vierziger und die sechziger Jahre. Skizzen zur Geschichte der russischen Literatur im 19. Jahrh. Warschau 1911. IV u. 472 S.

Solověv, V. S., Pišma. — Briefe. Her. von E. L. Radlov. III. Petersburg 1911. III + 337 + II S.

Osvoboždenie krestjan. Dějateli i reformy. — Die Bauernbefreiung, die Männer und Reformen. Herausgeg. vom 'Naučnoe Slovo'. Moskau 1911. XXXII u. 342 S.

Krečetovič, J. P., Krest'janskaja reforma v orenburgskom kraě. — Die Bauernbefreiung im Orenburger Kreis. Nach archivalischem Material. I. Die Vorbereitung der Reform. Moskau 1911. VIII u. 627 S.

Šeremet'ev, Graf P. S., Boris Sergěevič Šeremet'ev 1822—1906. Moskau 1910.

Sobolev, M. N., Tamožennaja politika Rossii vo vtoroj polovině XIX. věka. — Die Zollpolitik Rußlands in der 2. Halfte des 19. Jahrh. Tomsk 1911. XXVI u. 850 S.

VII. Rußland im 20. Jahrhundert.

VIII. Ukraine.

*Hruševskij, M., Iliustrovana istorija Ukraini. — Illustrierte Geschichte der Ukraine. — Kiev und Lemberg 1911. 2. Tausend. 551 S.

Jabłonowski, A., Pisma. — Briefe. II: Kresy Ukrainy. III: Ukraina. Warschau 1911.

Jabłonowski, A., Ziemie ruskie Rzeczypospolitej. — Die russischen Länder der Republik Polen. — I. XXI. u 349 S. Warschau 1910.

IX. Baltische Provinzen.

*Tobien, Al., Die Agrargesetzgebung Livlands im 19. Jahrh. II.: Die Vollendung der Bauernbefreiung. Riga 1911. XII u. 461 S.

Boldyrev, V. G., Osada i vzjatie Rigi ruskimi wojskami v 1709—1710. — Die Belagerung und Eroberung von Riga durch die russischen Truppen 1709—1710. — Riga 1910. 101 S.

Manteuffel, Gustaw, Z dziejów Dorpatu i byłego unywersytetu Dorpackiego. — Aus der Geschichte von Dorpat und der früheren Universität Dorpat. Warschau 1911. 234 S.

X. Finnland.

XI. Polen-Litauen bis 1572. Allgemeines.

Archiwum XX. Sanguszków w Sławucie. — Archiv der Fürsten Sanguszko in Sławuta. Her. v. Br. Gorczak. VI, VII. (1544—1577.) Lemberg 1910. 305, 360 S.

Orlovskij, E., Grodnenskaja starina. — Grodnosche Altertümer. I. Stadt Grodno. Grodno 1910. 341 S.

Jnwentarze pałacu Krasińskich, pózniej Rzeczypospolitej, wyd. J. T. Baranowski. — Collectanea bibl. ord. Krasińskich Nr. 3. Warschau 1910. XXVIII u. 70 S.

Boniecki, A., Herbarz polski. XIII., Lfrg. 10 u. XIV, 1: Lasoccy-Latoszyńscy. Je 40 S.

Jura, A., Przedhistoryczne dzieje Polski. — Prähistorische Geschichte Polens. 110 S. Krakau 1910.

*Zmigród Stadnicki, Graf Karl v., Die Schenkung Polens an Papst Johannes XIV. (um das Jahr 995). Freiburg (Schweiz) 1911. XIII u. 103 S.

Sida, Ks. A., Święty Stanisław w świetle Galla, Kadłubka i Wojciechowskiega. — Der heilige Stanislaus in der Beleuchtung des Gallus, Kadłubek und Wojciechowskis. Krakau 1910. 94 S.

Bersohn, M., Dyplomataryusz dotyczący żydów w dawniej Polsce, na źródłach archiwalnych osnuty. — Urkundensammlung über die Juden im alten Polen aus archivalischen Quellen 1388—1782. Warschau 1911. XXXVI u. 266 S.

Handelsmann, M., Studya historyczne. Warschau 1911.

Pułaski, K., Kronika polskich rodów szlacheckich Podola, Wołynia i Ukrainy. — Chronik der polnischen Adelsgeschlechter Podoliens, Wolyniens und der Ukraina. Brody 1911.

Łuszczewski, A. M., Historya Włościan w Polsce. — Geschichte der Bauern in Polen. Warschau 1910.

Ciembroniewicz, J., Dziesięć lat niewoli moskiewskiej. Na podstawie pamiętników Juliana Jasieńczyka. — 10 Jahre Moskauer Gefangenschaft. Auf Grund der Erinnerungen von J. Jasieńczyk. Lemberg 1910.

Służewski, Wł., Zarys historyi handlu w Polsce. — Skizze der Handelsgeschichte Polens. Warschau 1910. 103 S.

Ptaśnik, J., Italia mercatoria apud Polonos saeculo XV. ineunte. Rom 1910. XII u. 108 S.

Finkel, L., Elekcya Zygmunta I. Sprawy dynastyi Jagiellońskiej i unii polsko-litewskiej. — Die Wahl Siegmunds I. Die Fragen der Jagiellonen-Dynastie und der polnisch-litauischen Union. Krakau 1910. VIII u. 296 S.

XII. Polen bis 1795.

Prawa, przywileje i statuta miasta Krakowa. — Rechte, Privilegien und Statuten der Stadt Krakau. II. Lfrg. 3: 1649—1696. Acta historica res gestas Poloniae illustrantia XII. — Krakau 1910. XXIII u. S. 1107—1625.

Akta grodzkie i ziemskie z czasów Rzeczypospolitej polskiej z archiwum t. zw. bernardyńskiego we Lwowie. — Grod- und Landschaftsakten aus den Zeiten der polnischen Republik aus dem Bernhardiner-Archiv in Lemberg. XXI: Lauda sejmikowe, II: lauda wiszeńskie 1648—1673 r. Bearb. von A. Prochaska. Lemberg 1911. XXXIV u. 753 S.

Carlböm, J. L., Karl X. Gustaf. Från Weichseln till Bält 1657. Tåget öfver Bält och freden i Roskilde. Stockholm 1911. VIII u. 596 S.

Jabłonowski, Al., Polska XVII. wieku pod względem geograficzno-statystycznym. — Polen im XVII. Jahrh. unter geographisch-statistischem Gesichtspunkt. VI, 3: Podlasie. Warschau 1910. 256 S.

Konopczyński, W., Polska w dobie wojny siedmioletniej. — Polen wahrend des siebenj. Krieges. II: 1759—1763. (Monographien zur neueren Geschichte, her. von S. Askenazy.) Warschau 1911. 552 S.

Raporty szkół podwydziałowych toruńskiej, trzemeszeńskiej i wschowskiej, składane szkole głownej koronnej w l. 1777 do 1790. — Berichte der Unterbezirks-Schulen in Thorn, Tremessen und Fraustadt, 1777—1790. Her. von T. Wierzbowski. (Komisya edukacyi narodowej, Lfrg. 9.) Warschau 1910. 130 S.

Raporty generalnych wizytatorów z r. 1783. — Berichte der Generalvisitatoren aus dem Jahre 1783. Her. von T. Wierzbowski. (Komisya edukacyi narodowej Lfrg. 26.) Warschau 1910. 100 S.

Kipa, E., Fryderyk Gentz a Polska 1784—1831. (Monographien zur neueren Geschichte, her. von S. Askenazy.) Warschau 1911. XV u. 166 S.

Karětnikov, S. M., Volynskaja Gubernija. Geografičesko-istoričeskij očerk gubernii i opisanie ujezdov s priloženiem kratkoj istorii Malorossii i Zapadnoj Rossii v II. polovině XVII. v. i XVIII. v. — Das Gouvernement Wolhynien. Geographisch-historische Skizze des Gouvernements und Beschreibung der Kreise mit einer kurzen Geschichte Klein- und Westrußlands in der 2. Hälfte XVII. u. i. XVIII. Jahrh. — Krzemieniec 1910. 112 S.

XIII. Polen im 19. Jahrhundert.

Fedorowicz, Wl., 1809. Campagne de Pologne. I. Documents et matériaux français. Paris 1911.

Prażmowska, T., Dzieje trzech rozbiorów Polski oraz ruchu narodowego w XIX. w. (poprzedzone zarysem panowania domu saskiego). — Geschichte der 3 Anteile Polens und der nationalen Bewegung im 19. Jahrh. (eingeleitet durch eine Skizze der Herrschaft des sächsischen Hauses). 101 S. Warschau 1910.

Smoleński, W., Emigracya polska w latach 1795—97. Materiały historyczne. Warschau 1911. 100 S.

En marge de la correspondance de Napoleon I. Pièces inédites concernant la Pologne 1801—1815. Warschau 1911. 99 S.

Kraushar, Aleksander, Miscellanea historyczne XLVII: Sprawa Józefa hr. Załuskiego generała brygady w sztabie wojsk polskich 1831 r. — Die Angelegenheit des Grafen Joseph Załuski, Brigadegenerals im Stabe der polnischen Truppen des Jahres 1831. (Aus archiv. Quelle.) Warschau 1911. 10 S.

Rybarski, R., Sprawa włościańska na Sejmie w r. 1831. — Die Agrarfrage auf dem Landtag von 1831. Krakau 1911.

Bąkowski, Kl., Kronika Krakowska 1796—1848. III: 1832—1848. Krakau 1910. 9 u. 244 S.

Mickiewicz, Ladislas, Mémorial de la légion polonaise de 1848 créée en Italie par Adam Mickiewicz. Publication faite d'après les papiers de son père avec préface et notes. II. III. Paris 1910. XVI u. 512 S., XIV u. 446 S.

Schneider, St., Badania nad źródłami twórczości Słowackiego w ostatnim okresie życia. — Forschungen über die Quellen der Tatigkeit Słowackis in der letzten Zeit seines Lebens. Lemberg 1911.

Mężyński, L., Wspomnienie z powstania styczniowego i sybirskiej katorgi 1863—1869. — Erinnerung aus dem Novemberaufstand und der sibirischen Zwangsarbeit 1863—1869. Tarnopol 1910. 164 S.

Hupka, St., Über die Entwicklung der westgalizischen Dorfzustände in der 2. Hälfte des 19. Jahrh. Auf Grund von Spezialuntersuchungen im oberen Wielkopolkagebiete (Kreis Ropczyce). Teschen 1911. XVI u. 448 S.

XIV. Deutscher Osten.

Oehler, M., Der Krieg zwischen dem Deutschen Orden und Polen-Litauen 1409—1410. Elbing 1910. 110 S.

Z Archiwum zakonu niemieckiego. — Aus dem Archiv des Deutschen Ordens. Analekta aus dem XIV. u. XV. Jahrh., her. von A. Prochaska. Krakau 1911. 40 S.

Gejsman, P., Pol'sko-litovskij pochod v vostočnuju Prusiju i sraženie pri Grunwaldie-Tannenbergie. — Der polnisch-litauische Einfall in Ostpreußen und die Schlacht bei Grunwald-Tannenberg. Petersburg 1910. 46 S.

Wutke, K., Stamm- und Übersichtstafeln der schlesischen Piasten. Auf Grund von K. Grotefends Stammtafeln der schlesischen Fürsten bis zum Jahre 1740. Nebst einem Verzeichnis der Breslauer Bischöfe von J. Jungnitz. Breslau 1910.

*Bretholz, B., Geschichte der Stadt Brünn. Her. vom Deutschen Vereine für die Geschichte Mährens und Schlesiens. I. Bis 1411. XIII u. 445 S. Brünn 1911.

*Koss, R., Zur Kritik der ältesten böhmisch-mährischen Landesprivilegien. VII u. 143 S. Prag 1910.

XV. Südslaven und Balkanstaaten.

*Jireček, C., Geschichte der Serben. I. Bis 1371. XX u. 442 S. Gotha 1911.

Il'inskij, G., Kratkij kurs istorii južnych slavjan. — Kurzer Kursus der Geschichte der Südslaven. Charkov 1909.

Snopek, Fr. Konstantinus, Cyrillus u. Methodius, die Slavenapostel. Ein Wort z. Abwehr für die Freunde historischer Wahrheit. 8°. 470 S. Kremsier 1911.

Bučar, Fr., Povijest hrvatske protestantske književnosti za reformacije, Zagreb (Agram) 1910. 246 S.

*Prohaska, Dragutin, Das kroatisch-serbische Schrifttum in Bosnien und der Herzegowina von den Anfängen im XI. bis zur nationalen Wiedergeburt im XIX. Jahrh. VIII u. 202 S. Zagreb 1911.

XVI. Hilfswissenschaften und Werke der russischen Geschichtsschreibung über Westeuropa.

Cordt, V., Materialy po istorii russkoj kartografii. Karty vsej Rossii i zapadnych eja oblastej do konca XVIII. v. — Materialien zur Geschichte der russischen Kartographie. Karten von ganz Rußland und seinen westlichen Gebieten bis zum Ende des XVIII. Jahrh. — II. Lief. Kiev 1910. 31 S. u. 28 Tafeln.

*Bang, W., Beiträge zur Kritik des Codex Cumanus. Bull. de l'Acad. roy. de Belgique (classe des lettres) 1, S. 13—40. Brüssel 1911.

Pachomov, E., Monety Gruzii. — Die Münzen Grusiens. I. Vormongolische Periode. Petersburg 1910.

Dubnov, S., Vseobšĉaja istorija Evreev ot drevnějšich vremen do nastojašĉago. — Allgemeine Geschichte der Juden von den ältesten Zeiten bis zur Gegenwart. 3 Teile. Petersburg 1910.

VI. Wissenschaftliche Chronik.

a) Stand der Forschung.

Vladimir Ikonnikov.

Unter denjenigen modernen Vertretern der russischen Geschichtswissenschaft, die sich durch ihre fruchtbare schriftstellerische Tätigkeit in der historischen Literatur einen Ehrenplatz erworben haben, steht Professor Vladimir Ikonnikov, der nun bald auf eine fünfzigjährige Wirksamkeit zurückblicken kann, mit an erster Stelle. Am 9. Dezember 1841 in Kiev in einer Adelsfamilie geboren, absolvierte er im Jahre 1861 daselbst das Kadettenkorps und bestand darauf am örtlichen II. Gymnasium die Reifeprüfung. Sodann bezog er im Jahre 1862 die St. Vladimir-Universität zu Kiev und verließ diese am 1. Juni 1865 nach bestandener Gradualprüfung mit dem Diplom eines Kandidaten der historisch-philologischen Fakultät. Am 26. November 1866 zum Privatdozenten für russische Geschichte an der Universität Chaŕkov ernannt, siedelte er von hier schon im nächsten Jahr nach Odessa über, promovierte daselbst am 3. Dezember 1867 zum Magister der russischen Geschichte und wurde zu Beginn des nächsten Jahres zum etatmäßigen Dozenten der russischen Geschichte an der Kiever Universität erwählt. Sodann, nach Verteidigung seiner Doktordissertation (in Odessa, im November 1869) wurde Ikonnikov am 9. Oktober 1870 zum außerordentlichen und am 5. November 1871 zum ordentlichen Professor der russischen Geschichte an der Kiewer Universität erwählt, wo er als Professor emeritus noch heute tätig ist. Vom 1. September 1872 bis zum 1. September 1873, also ein ganzes Jahr, weilte er zu Studienzwecken in Deutschland, Frankreich, der Schweiz und Italien.

Neben seiner angestrengten und zeitraubenden Wirksamkeit als Universitätslehrer, mit ihren mannigfaltigen Pflichten und Ehrenämtern [1]), ist Ikonnikov bis jetzt forschend und schriftstellerisch unermüdlich tätig. Durch eine außerordentliche Arbeitsfreudigkeit und Arbeitskraft hat sich seine wissenschaftliche und schriftstellerische Tätigkeit zu einer höchst erfolgreichen gestalten können. Im ganzen hat er bis jetzt 82 Arbeiten, unter denen sich mehrere äußerst umfangreiche befinden, veröffentlicht; außerdem aber noch etwa 300 Rezensionen historischer Werke.

Die erste große Arbeit, mit welcher Ikonnikov hervortrat, zugleich seine Magisterdissertation, erschien 1866 unter dem Titel: „Maksim Grek" (Maxim der Grieche. Kiev, 355 S.) und bildet einen Beitrag zur Geschichte des geistigen Lebens in Rußland im 16. Jahrhundert. Maxim der Grieche, geb. gegen Ende des 15. Jahrhunderts in Albanien als Sohn eines Wojewoden, erhielt seine Ausbildung in Padua, Ferrara, Florenz und Mailand. Er hatte Gelegenheit, die Predigten Savonarolas zu hören, und pflegte in Venedig Umgang mit Aldus Manucci und Johannes Laskaris. In den Jahren 1506—1516 war er Mönch auf dem Berge Athos im Watopedikloster, dessen Bücherschätze er sich nutzbar machte. 1518 siedelte er als Übersetzer kirchlicher Schriften nach Rußland über. Von dem Beispiele und den Bestrebungen Savonarolas angeregt, verfaßte und verbreitete er hier handschriftlich eine ganze Reihe von Schriften, die sich gegen Ketzerei und Astrologie sowie gegen die schlechten Sitten der Geistlichkeit, der Mönche und Laien richteten. Da er aber auch gegen den Landbesitz der Klöster eiferte und andererseits den Einfluß des Patriarchen von Konstantinopel auf die Kirche Rußland verfocht, in seinen Angriffen indessen ein Maß nicht kannte, geriet er schließlich selbst

[1]) Er war zweimal Dekan der hist.-philol. Fakultät, näml. von 1877—1880 und von 1883—1886; ferner Präsident der Bibliothekskommission von 1889—1904; Direktor der höheren Frauenkurse von 1879 bis 1889; Präsident der historischen Nestor-Gesellschaft von 1874—77 und 1894—96; Präsident der Kiever archäographischen Kommission zur Herausgabe von Geschichtsquellen, seit 1904; Vizepräsident der Gesellschaft für Kriegsgeschichte in Kiev seit 1909; Chefredakteur der „Kiever Universitätsnachrichten" seit dem September 1873 bis jetzt.

in den Jahren 1525 und 1531 in die Rolle des Angeklagten und wurde zur Internierung im Kloster verurteilt. Im Jahre 1553 begnadigt, starb er 1556 in der Troickaja Lavra bei Moskau.

Ergänzt wird diese Arbeit durch die 1866 erschienene Untersuchung „Russkie obeščstvennyje dějateli XVI. věka“ (Führende Geister der russischen Gesellschaft im 16. Jahrhundert). Der Verfasser schildert hier in großen Zügen das geistige Niveau der russischen Gesellschaft des 16. Jahrhunderts, die ketzerischen und liberalen Strömungen jener Zeit und die hervorragendsten Vertreter dieser Bewegungen und Regungen.

Ebenfalls der Geschichte der Aufklärung in Rußland war die Doktordissertation Ikonnikovs gewidmet, die 1869 in Kiev erschien u. d. T.: „Opyt izslědovanija o kulturnom snačenii Visantii w russkoj istorii“ (Versuch einer Untersuchung über die kulturelle Bedeutung von Byzanz für die russische Geschichte. 562 S.). — Hier schildert der Verfasser, wie mit der Annahme des Christentums nach byzantinischem Ritus der Einfluß von Byzanz sich im kirchlichen und politischen Leben des russischen Staates geltend machte. Weiter wird die Bedeutung dargestellt, welche die Klöster auf den Fortschritt der Aufklärung hatten, soweit letztere in der Gesetzgebung, dem politischen Leben, der Entwicklung der monarchischen Gewalt, der kirchlichen Literatur, den Geschichtsdenkmälern, der Erziehung, sowie in Sitten, Gebräuchen, Aberglauben und der Anschauungsweise der Gesellschaft zutage trat. Die Untersuchung ist dabei bis zum Ende des 17. Jahrhunderts fortgeführt.

Diesen beiden Arbeiten folgte im Jahre 1871 eine Charakteristik der skeptischen Schule in der russischen Historiographie (Skeptičeskaja škola w russkoj istoriografii. Kiev, 106 S.). — Wir finden hier eine Darstellung der neuen Richtung in der russischen Historiographie, die sich nach Karamzin geltend machte und hauptsächlich durch den Moskauer Professor M. Kačenovsky vertreten wurde, einen eifrigen Anhänger der Ideen Schlözers und später auch Niebuhrs.

Im Jahre 1873 erschien sodann eine der größten und wertvollsten Arbeiten Ikonnikovs, nämlich die nach gedrucktem und handschriftlichen Material verfaßte Biographie des Grafen N. S. Mordvinov (578 S.). In seiner Jugend ein tätiger Mit-

arbeiter Potemkins bei der Organisation des Städtewesens und der Marine im Süden Rußlands (im sog. Neurussischen Gebiet), war dieser sympathische und aufgeklärte Staatsmann in der Folge Marineminister unter Kaiser Alexander I. und sodann Mitglied des Reichsrats bis zu seinem 1845 erfolgten Tode. Er war ein überzeugter Anhänger der Reformen Speranskijs und eines der tätigsten Mitglieder des Reichsrats bei dessen Funktionen auf dem Gebiete der Justiz und der Finanzen, wobei er sich als Anhänger Ad. Smiths und Benthams erwies. Er hinterließ in 13 handschriftlichen Bänden die von ihm im Reichsrat vorgetragenen Gutachten, welche weiteren Kreisen seiner Zeitgenossen infolge der Zensurvorschriften nur durch handschriftliche Kopien bekannt werden konnten. Als Präsident der „Freien ökonomischen Gesellschaft" hat er energisch für den Impfzwang und die Hebung der Landwirtschaft in Rußland gewirkt. Die von ihm hinterlassenen Handschriften sind im Jahre 1901—1903 in 10 Bänden unter dem Titel „Archiv des Grafen Mordvinov" im Druck erschienen, herausgegeben von Bilbasov.

Nach dieser Arbeit veröffentlichte Ikonnikov 1874 eine Monographie über „die russische Frau am Vorabend der Reformen Peters des Großen" (Russkaja ženščina nakanuně reform Petra Vel. 102 S.). — Die Schrift enthält ein anschauliches Bild des Familienlebens und der Sitten in Rußland, soweit sie die gesellschaftliche Stellung der Frau bis zum Ende des 17. Jahrhunderts betreffen. Hieran schließt sich eine Darstellung der Veränderungen, welche auf diesem Gebiet durch die Reformen Peters d. Gr. herbeigeführt wurden, wobei einige der hervorragendsten Persönlichkeiten jener Zeit treffend charakterisiert werden. — Im Anschluß an eine im Jahre 1875 über Novikov erschienene Arbeit Neselenovs gab dann Ikonnikov noch im selben Jahre eine inhaltsreiche Skizze der Tätigkeit Novikovs, des mit Recht berühmten Herausgebers einer ganzen Reihe von wertvollen Geschichtsquellen und Zeitschriften unter Katharina II., dessen tragisches Schicksal durch seine Zugehörigkeit zum Freimaurerorden bedingt war. — Die Zeit der Regierung Katharinas II. hat Ikonnikov auch später noch wiederholt zum Gegenstande seiner Untersuchungen gemacht. So erschien 1879 in der „Russkaja Starina" die von ihm verfaßte Biographie des

Metropoliten von Rostov, Arsenij Maceovič (1697—1772). Eine rauhe, leidenschaftliche Natur, hat dieser Kirchenfürst zunächst energisch die Spaltung der griechisch-orthodoxen Kirche (den sog. Raskol) bekämpft. Dann trat er, durch die Säkularisation der Kirchengüter veranlaßt, in schroffen Gegensatz zur Kaiserin Katharina, wobei er, weil er in diesem Kampfe mit der Regierung nicht Maß zu halten verstand, seinen Feuereifer mit Verlust von Amt und Würde und Festungskerker in Reval bis zu seinem im Jahre 1772 erfolgten Tode büßen mußte. — Ikonnikov hat sich noch später mit dieser Frage beschäftigt und im Jahre 1909 in den „Zapiski" der Akademie der Wissenschaften zu St. Petersburg (Hist.-phil. Kl. VIII. Ser. Bd. X S. 589—634) eine interessante Kritik des über denselben Gegenstand von M. Popov 1905 veröffentlichten Werkes geliefert. — Im Jahre 1882 erschienen ferner unter dem Titel „Vremja Ekateriny II" (Die Zeit Katharinas II.) die Vorlesungen, die Ikonnikov über die Zeit von 1761—1775 gehalten. Im „Russkij Archiv" des Jahres 1888 gab er sodann eine Abhandlung über den Senat unter Katharina II., und 1890 gelangte in den „Čtenija" der Nestor-Gesellschaft zu Kiev zum Abdruck: „Ein Blatt aus der Geschichte der Instruktion Katharinas: die Aufhebung der Folter in Rußland" (Stranica iz istorii Ekaterininskago Nakaza). Der Autor beweist hier, daß die Folter von Katharina II. aufgehoben wurde und daß die Fälle, wo dann eine Anwendung derselben stattfand, was freilich auch noch unter Alexander I. vorkam, als Mißbräuche der richterlichen Gewalt anzusehen sind, die auch meist von den vorgesetzten Behörden bestraft wurden. — Anläßlich des Tages, an dem sich ein Jahrhundert seit dem Tode der großen Kaiserin vollendet hatte, nämlich des 6. November 1896, veröffentlichte Ikonnikov in erweiterter Gestalt einen von ihm gehaltenen Vortrag über „Die Bedeutung der Regierung Katharinas II." (Značenie carstvovanija Ekateriny II. Kiev, 106 S.). — In kurzen aber prägnanten Zügen entwirft er hier ein fesselndes Bild dieser hochbegabten Herrscherin, wobei auch der Mensch in ihr zu seinem Recht gelangt. Es ist zu bedauern, daß dieses Buch nicht auch in deutscher Übersetzung erschienen ist. Soeben, endlich, erschien im „Kriegshistorischen Boten" (Voenno-

istoričeskij Vĕstnik), der in Kiev ediert wird, die Abhandlung „Katharina II. als Geschichtsforscherin“. — Einen Beitrag zur Geschichte der Regierung Katharinas liefert in gewissem Sinne gleichfalls die von Ikonnikov auf Ersuchen der Akademie der Wissenschaften in St. Petersburg 1885 verfaßte Rezension des interessanten, auch ins Deutsche übersetzten Werkes von Kobeko über den Kaiser Paul als Thronfolger.

Außer dem 18. hat Ikonnikov auch mit Vorliebe das 17. Jahrhundert zum Gegenstand seiner Untersuchungen gemacht. So erschien 1865 sein Beitrag zur Lösung der Frage über die Persönlichkeit des ersten Pseudodemetrius, wobei er einerseits mit Solov́ev darin übereinstimmt, daß der Prätendent selbst von seinen Anrechten auf die Krone überzeugt war, und andererseits betont, daß die Beweise, welche für sein Prätendententum sprechen, einer Revision zu unterziehen sind. — Ebenfalls der Zeit der Wirren ist die Arbeit über den Fürsten M. Skopin-Šuiskij gewidmet. Wir finden hier eine Charakteristik dieses jungen Helden und genialen Feldherrn, welcher im Kampfe gegen Polen, im Bunde mit dem schwedischen Strategen Jakob de Lagardie und mit letzterem erfolgreich wetteifernd, im Frühjahr 1610 als Befreier in Moskau einziehen konnte, um als Opfer der Mißgunst und des Neides schon am 23. April eines plötzlichen Todes zu sterben. Die „Neuen Forschungen und Materialien zur Geschichte des Patriarchen Nikon“, die 1888 erschienen, bieten einen Beitrag zur Kirchengeschichte des 17. Jahrhunderts, in welchem wir eine kritische Übersicht über die Quellen zur Geschichte des Lebens und der reformatorischen Tätigkeit dieses Kirchenfürsten erhalten, der bei seinem Konflikt mit dem Caren bekanntlich so tragisch unterlag. Einen sehr wichtigen und sehr geschätzten Beitrag zur Geschichte des 17. Jahrhunderts bietet ferner die Biographie des „ersten russischen Kanzlers“ Athanasius Ordyn-Naščokin (gest. 1680), der von 1667—1671 Leiter der Behörde (Prikaz) für Auswärtige Angelegenheiten war. Ikonnikov vertritt hier die Ansicht, daß die Reformen Peters d. Gr. kein unvermitteltes Ereignis darstellen, sondern nur eine unvermeidliche und natürliche Folge der Entwicklung waren, in welcher sich der Staat Moskau besonders im 16. und 17. befand, was sich unter anderem auch

darin bekundet, daß in dieser Zeit schon eine Reihe von Persönlichkeiten auftritt, die der neuen Kulturbewegung aufrichtig ergeben und bestrebt sind, ihre Sympathien und Kulturinteressen im politischen und gesellschaftlichen Leben zu verwirklichen. Diese seine Ansicht illustriert nun Ikonnikov, indem er eine höchst fesselnde Skizze der Tätigkeit Ordyn-Naščokins entwirft, der als Feldherr, Administrator und Politiker, unterstützt durch eine für seine Zeit hervorragende Bildung — er beherrschte u. a. Latein und Deutsch —, eine verdienstvolle und Achtung heischende Tätigkeit entwickelte.

Sodann sei noch erwähnt, daß Ikonnikov auch dem Orte seines Lebens und Wirkens, der altehrwürdigen Stadt Kiev, zwei Abhandlungen gewidmet hat, von denen die eine in Buchform 1904 erschien u. d. T.: „Kiev 1654—1855" (365 S.), während die andere „Peter d. Gr. in Kiev" behandelt (1910 im Voenno-istoričeskij Věstnik erschienen). Der Car hielt sich 1706 in Kiev auf, um die Stadt anläßlich des Kampfes mit Karl XII. in Kriegszustand zu versetzen und hier eine Festung zu bauen. Im Jahre 1709 sodann weilte der Car hier nach der Schlacht von Poltava, da in Kiev dieser Sieg zuerst festlich gefeiert wurde.

Unterstützt von einem ganz hervorragenden Gedächtnis und einem ausgesprochenen bibliographischen Organisationstalent hat Ikonnikov während seiner langjährigen wissenschaftlichen Wirksamkeit auch stets sein bibliographisches Interesse betätigt, indem er in verschiedenen Zeitschriften, z. B. in den Kiever Universitätsnachrichten, Übersichten über die neue historische Literatur veröffentlichte (siehe die Jahre 1875, 1878). Im Jahre 1880 erschien dann in der „Russkaja Starina" seine höchst instruktive Arbeit: „Die russische historische Literatur im Zeitraum von 1855—1880". — In den Berliner „Jahresberichten der Geschichtswissenschaft" hat Ikonnikov für die Jahre 1897, 98 und 99 ebenfalls die Berichte über „Rußland seit 1613" geliefert.

Hand in Hand mit diesen bibliographischen Arbeiten gingen dann unausgesetzt historiographische Studien, als deren Frucht in den Jahren 1891—1892 der erste Teil seines „Versuchs einer russischen Historiographie" (Opyt russkoj Istoriografii)

erschien, jenes großen Werkes, durch das sich Ikonnikow ein Denkmal, aere perennius, errichtete und das ihm uneingeschränkte, reiche Anerkennung eingetragen hat. Er erhielt dafür u. a. die große Uvarovprämie von der Kais. Akademie der Wissenschaften in St. Petersburg und wurde außerdem zu deren korr. Mitgliede erwählt. In diesem Werke stellt Ikonnikov sich die Aufgabe, eine längst gefühlte Lücke auszufüllen und eine kritische Quellenkunde sowie eine Darstellung der nun im Laufe von fast zwei Jahrhunderten entstandenen Literatur der russischen Geschichtswissenschaft zu geben. Nach dem von ihm für sein Werk entworfenen Plan zerfällt dasselbe in zwei Teile, nämlich: eine Beschreibung des gesamten handschriftlichen Materials, welches in Archiven und Bibliotheken für den russischen Historiker in Frage kommt, und zweitens: eine systematische Quellenkunde und Geschichte der russischen Geschichtswissenschaft. Die von 1891—92 erschienenen Bände enthalten nun nach diesem Plan den „ersten Teil" in zwei „Büchern" auf 2200 Seiten. Hierbei hat der Verfasser seine Aufgabe in der Weise gelöst, daß er zunächst in 3 Kapiteln eine Methodologie der Geschichtswissenschaft sowie ihrer Hilfswissenschaften und eine Übersicht der Literatur der russischen Historiographie bis zum Jahre 1891 gibt. Das 4. Kapitel enthält dann eine Geschichte der Entwicklung des russischen Buchwesens und der Herausgabe von Geschichtsquellen bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, woran sich in den folgenden drei Kapiteln eine Übersicht über die Tätigkeit des begeisterten Beschützers und Förderers der russischen Geschichtswissenschaft, des Grafen N. P. Rumjancov, sowie über die Verdienste von Regierungsinstitutionen und gelehrten Körperschaften um die Edition von Geschichtsquellen schließt. Es folgt darauf eine zweite Abteilung in neun Kapiteln, welche eine Schilderung aller in- und ausländischen Archive, Bibliotheken und Museen enthält, die für die russische Geschichtsforschung von Wichtigkeit sind. Dabei gibt der Verfasser stets die Entstehungsgeschichte eines jeden dieser wissenschaftlichen Institute, nebst der einschlägigen Literatur, sowie ein Verzeichnis der Geschichtswerke, zu denen die einzelnen Archive und Bibliotheken bereits Materialien geliefert haben.

Fünfzehn Jahre später, im Jahre 1908, erschien in zwei Büchern der Anfang des zweiten Teiles dieser Historiographie, d. h. der systematischen Quellenkunde. Diese Bände wurden von der Kais. Archäologischen Gesellschaft in Moskau mit der goldenen Uvarovmedaille gekrönt. Auf etwas über 2000 Seiten gibt Ikonnikov hier eine kritische Übersicht aller für die russische Geschichtswissenschaft in Betracht kommenden Chroniken, Chronographen, Geschichtserzählungen und russischen Berichte über Reisen nach Westeuropa und in den Orient bis zum Beginn des 18. Jahrhunderts, wobei er eine geradezu bewundernswerte Gelehrsamkeit und Literaturkenntnis entwickelt. Zur Vollendung dieses monumentalen Werkes fehlt also noch die Übersicht über einige im zweiten Teil noch nicht berücksichtigte Gruppen von Geschichtsquellen, sowie die Darstellung der wissenschaftlichen Bearbeitung der russischen Geschichte in den letzten zwei Jahrhunderten.

Mit jenem Ernst, „den keine Mühe bleichet“, mit einer seltenen Energie, Ausdauer und Hingebung, unterstützt durch seine immense Gelehrsamkeit, Belesenheit und Arbeitskraft hat Ikonnikov in den bis jetzt vorliegenden vier Bänden seiner Historiographie ein Werk geschaffen, das gegenwärtig in den Händen eines jeden ist, der sich ernstlich dem Studium der russischen Geschichte widmet. In übersichtlicher Weise bietet es eine Einführung in dieses Gebiet der historischen Wissenschaft und ist dem Spezialisten ein nie versagender, sicherer Führer und Berater. Auf unabsehbare Zeit hinaus wird es den Erfolg und Ehrenplatz behaupten, den es sich sofort bei seinem Erscheinen erworben, und wir können nur aufrichtigst wünschen, daß es dem Verfasser im Interesse der russischen Geschichtsforschung vergönnt sein möge, möglichst bald seine große Arbeit der Vollendung entgegenzuführen.

Wir müssen es uns leider versagen, hier weiter auf die einzelnen Werke des geschätzten Verfassers einzugehen, und weisen nur noch darauf hin, daß wir wohl in nächster Zeit eine umfangreiche Untersuchung „über die historischen Ansichten Puškins“ aus seiner Feder erhalten werden.

Wollen wir nun zum Schluß die wissenschaftliche Tätigkeit Ikonnikovs noch zusammenfassend kurz charakterisieren, so

müssen wir vor allem hervorheben, daß seine Darstellung durch vornehme Ruhe, wohltuende Klarheit und Objektivität ausgezeichnet ist, die ihn auch dort nicht verläßt, wo es sich um Meinungsverschiedenheiten oder abzuwehrenden Angriff handelt. Bei der Ausarbeitung des Details ferner ist er stets von einer geradezu vorbildlichen Akkuratesse und, dementsprechend, von einer Zuverlässigkeit, die nie versagt. In seinen Schlußfolgerungen und Verallgemeinerungen endlich beobachtet er überall eine Vorsicht, eine Behutsamkeit, die ihm dazu verhilft, stets auf festem, sicheren Wege einherzuschreiten. Er hat eine ausgesprochene Vorliebe für die Geschichte der Kultur und des Geisteslebens Rußlands und forscht nach deren Ursprung und Entwicklung. Deutlich gelangt in seinen Arbeiten zum Ausdruck die tiefe Überzeugung von dem stetigen und unaufhaltsamen, wenn auch langsamen Fortschritt in der Geschichte Rußlands und von der wichtigen Rolle, die in diesem Entwicklungsprozeß einzelnen hervorragenden Persönlichkeiten zuteil geworden. Ein besonderes Gewicht legt Ikonnikov dabei auf den Nachweis der Bedeutung, die den westeuropäischen Einflüssen und ihren Gegenströmungen zuerteilt werden muß, sowie auf die Feststellung des Einflusses, welchen die Kirche auf die Geschicke des Staates Moskau gehabt hat. Daß Ikonnikov durch seine umfassende Bildung die Möglichkeit hat, seine Untersuchungen durch den Vergleich mit analogen Vorgängen in der westeuropäischen Geschichte zu beleben, kann seinen Arbeiten selbstredend nur zum Vorzuge gereichen, wie er denn überhaupt ein Anhänger der vergleichend-historischen Methode ist.

In Anerkennung seiner wissenschaftlichen Verdienste sind Ikonnikov die höchsten akademischen Ehrungen wiederholt zuteil geworden. Er ist Ehrenmitglied der Universitäten zu Dorpat (seit 1903), Chaŕkov (seit 1906) und Kiev (seit 1909); ferner Ehrenmitglied der Kiever geistlichen Akademie (seit 1903), der Kais. Russ. Archäolog. Gesellschaft zu St. Petersburg (seit 1897), der historischen Nestor-Gesellschaft zu Kiev und vieler anderer gelehrten Gesellschaften, sowie ordentliches Mitglied der Kais. Russischen Historischen Gesellschaft zu St. Petersburg.

B. Cordt.

* * *

V. O. Ključevskij †.

Am 12./25. Mai 1911 ist der Professor an der Universität Moskau V. O. Ključevskij gestorben. Unsere Zeitschrift wird demnächst aus berufener Feder eine eingehende Würdigung dieses Gelehrten bringen; darum sei jetzt nur in Kürze dieses Todesfalles gedacht. Ključevskij zählte zu den bedeutendsten Historikern Rußlands. Am bekanntesten ist sein bisher in 4 Bänden vorliegender „Kursus der russischen Geschichte", der seine große Darstellungs- und Dispositionsgabe zeigt. Von seinen Forschungswerken ist wohl am bekanntesten das 1882 erschienene, heute in vierter Auflage vorliegende Buch „Bojarskaja Duma". Ključevskij war 1839 als der Sohn eines Geistlichen geboren, erhielt seine erste Erziehung im Priesterseminar und studierte dann an der Moskauer Universität Geschichte. 1871 wurde er Dozent an der Moskauer geistlichen Akademie und 1872 Magister der russischen Geschichte; 1879 wurde er Nachfolger Solovevs an der Moskauer Universität. Seine Doktordissertation 1882, eben „Die Bojarenduma Altrußlands", stellte ihn gleich in die Reihe der ersten russischen Geschichtsforscher. 1886 erschien sein nächstes Werk: „Mitteilungen der Fremden über den Moskauer Staat". 1904 begann sein Kursus der russischen Geschichte zu erscheinen. Außerdem hat Ključevskij eine große Reihe von Aufsätzen in der Zeitschrift „Russkaja Mysl'" veröffentlicht. Ein vollständiges Verzeichnis seiner Arbeiten ist von E. Barskov herausgegeben worden, in der 1909 erschienenen „Sammlung von Aufsätzen gewidmet V. O. Ključevskij" (s. darüber diese Zeitschrift Heft I, S. 161 f.). Ključevskij war Mitglied der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften. Er lebte ausschließlich der Wissenschaft und hielt sich dem öffentlichen Leben durchaus fern, wie er auch die Wahl zum Mitgliede des Reichsrats ablehnte. Der letzte Band seines „Kursus der russischen Geschichte" wird voraussichtlich Ende dieses Jahres erscheinen. Im Nachlaß befindet sich eine größere, fast druckfertige Arbeit über die Geschichte der russischen Stände. Mit der Ordnung des auch sonst sehr reichhaltigen Nachlasses ist der Sohn Ključevskijs beschäftigt. Ein Teil davon soll veröffentlicht werden und wird einen starken Band füllen.

O. H.

Alexander Kraushar.

Am 30. April wurde in Warschau das 50jährige Schriftstellerjubiläum des dortigen Rechtsanwalts Alexander Kraushar feierlich begangen. Die eigenartige literarische Erscheinung Kraushars kann auch über den Kreis seiner polnischen Landsleute hinaus Interesse erregen. Seine außerordentliche schriftstellerische Begabung hat ihm auf verschiedenen Gebieten literarischen Schaffens zu Erfolgen verholfen und die Leichtigkeit und Schnelligkeit seiner Produktion ihm eine außerordentliche Fruchtbarkeit ermöglicht. Seine publizistischen und dichterischen Schöpfungen — er hat u. a. Heines Buch der Lieder ins

Polnische übersetzt — sind in den letzten Jahrzehnten vor den Leistungen des Historikers zurückgetreten. Auf diesem Gebiete hat er der Wissenschaft eine fast unabsehbare Reihe von kleineren und größeren Arbeiten geschenkt, die meist das 17. und 18. Jahrhundert behandeln und sich mit Vorliebe auf dem Grenzgebiete zwischen Geschichte und Literatur bewegen. Seltener begab er sich, wie in seinem Buche: „Fürst Repnin und Polen in den ersten 4 Jahren der Regierung Stanislaus Augusts" (2. Aufl. 1900) auf das Gebiet der hohen Politik. Seine umfassendste Leistung war die achtbändige „Geschichte der Gesellschaft der Freunde der Wissenschaften zu Warschau" (1900—1906). Der erste Band dieses Werkes ist von großem Interesse auch für die Geschichte Preußens, da er die Gründung und erste Entwickelung dieser Gesellschaft in den Jahren 1800—1807 zur Zeit, als Warschau unter preußischer Herrschaft stand, behandelt. Als eine Ergänzung hierzu sei noch seine in den Miscellanea historica erschienene Abhandlung „Projekt in preußischer Zeit in der Stadt Warschau eine historische Gesellschaft und eine periodische Zeitschrift ins Leben zu rufen unter dem Titel: Zbiór materiałów do historyi Polskiej" aufgeführt. Daß Alexander Kraushar auf dem Gebiete der Geschichtsforschung ein Laie ist, hat die polnische Kritik wiederholt betont und doch seinem unermüdlichen Fleiße, seinem Spürsinn und seiner Darstellungskunst ihre Anerkennung nicht versagt. Besonders gerühmt wurde immer wieder sein Geschick und seine glückliche Hand, verschollene und vergessene historische Quellen aus den Sammlungen, Archiven und Bibliotheken ans Tageslicht zu ziehen und der Wissenschaft nutzbar zu machen. Seine Sammlungen von kleineren Aufsätzen „Historische Kleinigkeiten" (1891/92) und sein Buch über den Prozeß Unruh (1890), das auch für die Posener Landesgeschichte von Interesse ist, legen hierfür Zeugnis ab. Seine Heimatstadt Warschau verehrt in ihm den Förderer ihrer Geschichte und den Erforscher ihrer Altertümer. In seiner Jugend hat er sich auch mit der Geschichte der Juden beschäftigt und eine allerdings jetzt veraltete „Geschichte der Juden in Polen" (1865) und eine Abhandlung über „Frank und die Frankisten" (1895) geschrieben.

A. Warschauer.

b) Organisation der Forschung.

Der Bericht des esthländischen Ritterschaftsarchivs über die Jahre 1908—1910 zeigt, daß dieses Archiv vollkommen neu begründet und eingerichtet worden ist. Durch die Zurückgabe der Akten des Oberlandgerichtes und der Manngerichte aus Moskau wurde das bisherige Ritterschaftsarchiv als selbständige Einrichtung der Ritterschaft zu einem Landesarchiv erweitert. Die Ritterschaft ernannte zum Archivar unseren Mitarbeiter Dr. Paul Baron Osten-Sacken. In dem Landesarchiv soll als einer historischen wissenschaftlichen Zentralstelle Esthlands alles gesammelt werden, was für die Landesgeschichte von Wert ist. Dieses Archiv besteht aus dem alten Ritterschaftsarchiv, das neu

geordnet wird mit der besonderen Abteilung des Archivs der Matrikelkommission, aus dem Güterarchiv, das möglichst alle Güter und Familienarchive (sogenannte Briefladen) in sich vereinigen soll, und dem Kirchenarchiv, das als Grundlage der genealogischen Forschung der letzten drei Jahrhunderte die Kirchenbücher zu sammeln hat. Selbständig daneben steht vorläufig noch das Justizarchiv, das die aus dem Moskauer Zentralarchiv zurückgegebenen alten esthländischen Gerichtsakten enthält, die mit den Akten des Oberlandgerichtes vereinigt sind. Der wichtigste Teil des Archivs ist das Güterarchiv, in dem die Akten der Güter und Familien als Deposita niedergelegt werden und so vor Vernichtung geschützt werden sollen. Die wichtigsten dieser Güterarchive sind die Briefladen der Familie Pahlen aus Palms und der Familie Toll aus Kuckers, die beide für die esthländische und auch für die allgemeine Geschichte noch sehr viel neues Material bieten. Von Familienarchiven dürften von großer Bedeutung noch sein die Archive der Familien Igelström, Schilling und Brevern. Wenn die Sammlung der Briefladen hier fertig ist, wie das für Livland schon der Fall ist, wird auch für Esthland ein Werk von der großen wissenschaftlichen Bedeutung in Angriff genommen werden können, wie es für Livland in den „livländischen Güterurkunden" von Baron Bruiningk und N. Busch bereits vorliegt. O. H.

Der „Verein der Freunde der Geschichte und der Altertümer Krakaus" (Towarzystwo miłośników historyi i zabytków Krakowa) hielt am 11. April seine diesjährige Hauptversammlung ab. Der Verein zählt 628 Mitglieder, die Einnahmen betragen 14 802 Kr., die Ausgaben 13 977 Kr. Der Verein hat im vergangenen Jahr den Bd. 14 des „Rocznik Krakowski" herausgegeben, welcher eine Arbeit von Professor Dr. St. Kutrzeba und Professor Jan Ptaśnik über den Handel und die Kaufmannschaft Krakaus („Dzieje handlu i kupiectwa krakowskiego") enthält. In der Hauptversammlung hielt der Vorsitzende Professor Dr. Krzyżanowski einen Vortrag über „Goethe in Krakau"; Goethe hat vom 5.—7. September 1790 in Krakau geweilt. C.

Der polnische „Wissenschaftliche Verein" (Towarzystwo Naukowe) in Thorn hielt am 5. Februar seine Hauptversammlung ab, an der etwa 50 Mitglieder, zum größten Teil Geistliche, teilnahmen. Die Gesellschaft zählte im vorigen Jahr 593 Mitglieder, und zwar vier Ehrenmitglieder, 7 lebenslängliche und 582 ordentliche. Die lebenslänglichen Mitglieder leisten eine einmalige Zahlung von 300 M. Die Einnahmen betrugen 4122,45 M., die Ausgaben 3319,71 M., der Kassenbestand belief sich somit auf 792,74 M. — Die Sammlungen vermehrten sich um mehrere wertvolle Funde aus der Steinzeit und Bronzezeit. Die Bibliothek erhielt von Propst Gołębiowski eine 1515 in Krakau gedruckte Bibel geschenkt. Ein handschriftlicher Katalog der Vereinsbibliothek ist angefertigt worden und soll im nächsten Jahr gedruckt werden. Das letzte Jahrbuch (Rocznik) des Vereins (Bd. 17) enthält Arbeiten über die Schlacht bei Tannenberg. In der Hauptversammlung hielt Propst Czaplewski einen

Vortrag über Danzig und die Bischöfe von Włocławek im 15. und 16. Jahrhundert. C.

Der Verein zur Förderung der polnischen Wissenschaft (Towarzystwo popierania nauki polskiej) in Lemberg beging am 21. März die Zehnjahrfeier seines Bestehens. Der von Prof. Oskar Balzer begründete Verein zählte in seinem ersten Jahre 634 Mitglieder, 1905 1239 und 1910 1980 Mitglieder. Der Verein gibt seit 1901 das „Archiwum naukowe" heraus. Die Zeitschrift hat eine historisch-philologische und eine mathematisch-naturwissenschaftliche Abteilung. In der historisch-philologischen Abteilung des Archivs sind philosophische, rechtsgeschichtliche, historische, literarhistorische und andere Abhandlungen von Witwicki, Buzek, Janowski, Dąbkowski, Modelski, Dembiński, Szumowski, Nauke und W. Hahn erschienen. Zahlreich sind die vom Verein veröffentlichten, der polnischen Verfassungs- und Rechtsgeschichte gewidmeten Monographien, die teils in zwei Bänden eines Sammelwerks, teils als besondere Werke erschienen sind, von Balzer, Dąbkowski, Dembiński, Chodyniecki und Abraham. Der Lemberger Verein gibt ferner das „Bulletin de la société polonaise pour l'avancement des sciences" heraus, worin in französischer und deutscher Sprache Auszüge aus den Publikationen des Vereins erscheinen. Über seine bisherige vielseitige Tätigkeit enthält die von Prof. Dr. Przemysław Dąbkowski verfaßte Broschüre „Pierwsze dziesięciolecie Tow. dla popierania nauki polskiej" eingehende Angaben. C.

c) Notizen.

In Nr. 4 des „Bulletins" der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften für 1911 ist der Bericht mitgeteilt, den der Akademiker A. Lappo-Danilevskij in der Sitzung der historisch-philologischen Abteilung über die Vorbereitungsarbeiten der Herausgabe der „Sammlung von Urkunden des ehemaligen Ökonomie-Kollegiums" erstattet hat. Die Arbeiten erstreckten sich auf die weitere Sammlung von Material in den Moskauer Archiven und auf die Vorbereitung der Akten von Dvinsk zur Herausgabe. Fertig zur Herausgabe ist Teil I dieses 'Sbornik', der 626 Aktenstücke aus Dvinsk aus der Zeit: 15. Jahrhundert bis 1649 enthält. Der 2. Teil, der die Jahre 1649—1748 umfassen soll, ist gleichfalls sehr weit zum Druck vorgeschritten. Die Arbeit erstreckte sich auch auf die Zusammenstellung der historisch-geographischen Bezeichnungen in den Akten. Die geographischen Namen wurden bereits verzettelt, ein Personen- und geographisches Register angefertigt. Die Arbeiten wurden unter Leitung von Danilevskij ausgeführt von S. A. Šumakov, N. W. Borsukov und P. L. Maštakov. O. H.

In Rom starb am 8. Mai der Historiker Adam Darowski. Er war 1851 in Krakau geboren, besuchte das St. Mariengymnasium in Posen und studierte in Krakau, wo er auch promovierte. 1881 siedelte er nach Warschau über und war dort schriftstellerisch tätig. Seit 1894 lebte

Darowski in Rom und arbeitete im vatikanischen Archiv. Er hat eine Biographie der Bona Sforza verfaßt, die wertvolles Material aus italienischen Archiven enthält, ferner „Szkice historyczne" (3 Bde.), in denen die polnisch-russischen Beziehungen im 17. Jahrhundert behandelt werden, und „Pamiętniki ks. Józefa Kossakowskiego, biskupa inflanckiego". Die Krakauer Akademie der Wissenschaften ernannte ihn kürzlich zu ihrem Delegierten in Rom. C.

Die in den Jahren 1796—1798 in Grodno und Petersburg verfaßten Memoiren Stanislaus August Poniatowskis gelangten nach dem Tode des Königs in die kaiserliche Privatbibliothek im Winterpalais. In den letzten Jahren wurden in russischen und polnischen Zeitschriften einige Auszüge aus den Memoiren veröffentlicht, eine vollständige Ausgabe wird von der Petersburger Akademie der Wissenschaften vorbereitet. Wie Henryk Mościcki im Warschauer „Tygodnik illustr." mitteilt, wurden die Memoiren des Königs im Jahre 1830 auf Wunsch des Großfürsten Konstantin Pavlovič aus Petersburg nach Warschau gebracht. Mościcki veröffentlicht ein im Nachlaß des Dr. Stanislaus Morawski, der bis zum Jahre 1830 Arzt bei der Kanzlei des Minister-Staatssekretärs des Königreichs Polen in Petersburg war, gefundenes Schriftstück, worin Morawski eingehende Angaben über diese Angelegenheit macht. Danach ließ der Großfürst die Memoiren Poniatowskis von seinem Privatsekretär M. Zadarnowski abschreiben. Die Abschrift wurde im Lustschloß Belvedere aufbewahrt. Ihr späteres Schicksal ist unbekannt. C.

Die Kaiserl. Akademie der Wissenschaften in Petersburg erhielt aus der Kaiserlichen Schatulle 5000 Rubel zur Fortsetzung der Herausgabe der Briefe und Papiere des Caren Peters des Großen.

Dr. Dragutin Prohaska: Das kroatisch-serbische Schrifttum in Bosnien und der Herzegowina. — Von den Anfängen im 11. bis zur nationalen Wiedergeburt im 19. Jahrhundert. — Zagreb. VIII, 202 S.

Inhalt: I. Sprache und Nationalität. — II. Die cyrillische Schrift. III. Die bosnischen Bogumilen. — IV. Westliche Einflüsse und die türkische Herrschaft. — V. Die serbisch-orthodoxe Kirche und ihr Schrifttum. — VI. Die katholische Literatur. — VII. Die Raja und ihre Poesie. — VIII. Am Vorabend der nationalen Wiedergeburt.

Reichliche Quellen und Literaturangaben unter dem Text. Register und geographische Skizze. Das Streben des Verfassers geht dahin, das Schrifttum und die Volkspoesie in Bosnien und der Herzegowina bis zum Jahre 1831 auf einem kulturhistorischen Hintergrunde aufzubauen und gegenseitig zu beleuchten.

Zagreb. Dragutin Prohaska.